

Guide Arts et Spectacles

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14294 - 5 F

JEUDI 10 JANVIER 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

La rencontre de Genève entre M. James Baker et M. Tarek Aziz

Le front du terrorisme

TOUT le monde y pense, mais bien peu de responsables occidentaux acceptent d'en parler en public : si la guerre éclate dans le Golfe, bon nombre d'Etats, situés parfois à des milliers de kilomètres du conflit, devraient sans doute faire face sur leur territoire à une autre guerre, extrêmement déstabilisatrice, celle que mènerait toute une armée de terroristes, dont on ne doute pas qu'une partie est déjà à pied d'œuvre.

M. Saddam Hussein n'ignore rien de la sainte peur qu'inspire ce genre d'activités aux sociétés occidentales, et c'est bien pour quoi il a multiplié les allusions au fait qu'un conflit dans le Golfe ne manquerait pas d'avoir des répercussions bien loin de la région. Ces menaces voilées ont été prises très au sérieux non seulement par les responsables occidentaux, mais aussi par les dirigeants arabes dits « modérés », qui ne seraient sans doute pas épargnés par de telles représailles.

En fait, ce sont tous les pays abritant d'importants intérêts américains - mais aussi britanniques - qui seraient en danger, au Proche-Orient, au Maghreb et en Europe. Les services américains auraient même déjà pris des précautions dans des pays aussi lointains que l'Australie, les Philippines et le Brésil, pour ne rien dire du Pakistan. Ils n'excluent même pas que, pour la première fois dans l'histoire du terrorisme musulman, des attentats aient lieu sur le territoire américain.

C'est pourquoi des listes de suspects à « neutraliser » dès le début d'un conflit ont déjà été dressées à Washington. La plupart des pays d'Europe occidentale ont fait de même, à commencer par la France, qui a déjà payé un lourd tribut à la violence aveugle et qui a mis en place depuis lundi un plan spécial antiterrorisme dont le nom de code est tout un programme : « Vigilance ».

M. SADDAM HUSSEIN ne manque ni d'expérience ni d'« atouts » pour mener cette guerre de l'ombre et de la lâcheté. Depuis ses premiers jours, le régime irakien actuel a eu recours au terrorisme, grâce à ses propres réseaux, bien sûr, mais surtout par l'intermédiaire de groupes palestiniens qu'il manipule et contrôle sans vergogne. N'en citons pour (sinistre) mémoire que quelques-uns : le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) de Georges Habache, installé de longue date dans la capitale irakienne ; le Front de libération de la Palestine, d'Abou Abbas, responsable du détournement de l'Achille Lauro ; aujourd'hui choyé par Bagdad après l'avoir été en Libye ; le Fatah Conseil révolutionnaire d'Abou Nidal, le responsable présumé de la tuerie de la rue des Rosiers, expulsé d'Irak en 1983 mais qui y a de nouveau été convoqué.

La liste n'est pas exhaustive, comme le montre le cas d'un terroriste palestinien manipulé par les services irakiens, qui va être jugé à Athènes pour un attentat commis en 1982. M. Saddam Hussein, enfin, peut aussi compter sur l'« aide » plus ou moins spontanée d'une multitude de groupes qui ne dépendent pas de lui, mais qui se solidariseront avec sa sanglante croisade. Autant dire que si guerre il y a après le 15 janvier, elle aura lieu sur plusieurs fronts, dont l'un sera très proche de nous.

M0147 - 0110.0 - 5.00 F



Ultime tentative pour éviter la guerre dans le Golfe

Le Pentagone annonce que les forces alliées dépassent 600 000 hommes

La réunion entre M. James Baker et M. Tarek Aziz a commencé à Genève, mercredi 9 janvier en fin de matinée. Le chef de la diplomatie irakienne a dit être venu « l'esprit ouvert », tandis que le secrétaire d'Etat américain se montrait très réservé. M. Bush s'est employé mardi à resserrer les rangs de la coalition anti-irakienne, alors que M. Baker, à Paris, obtenait une déclaration sur « un accord total et complet entre la France et les Etats-Unis », en dépit de quelques divergences. Cependant, le Pentagone a annoncé que les forces alliées dans le Golfe dépassaient 600 000 hommes.

Lire également

- M. Tarek Aziz, compagnon inconditionnel de M. Saddam Hussein par JEAN GUEVRAS
- M. James Baker, le frère jumeau de M. George Bush par MARIE-CLAUDE DECAMPS
- M. Bush demande au Congrès de serrer les rangs par JAN KRAUZE
- Le message brouillé des Occidentaux à l'Irak par YVES HELLER
- Mise en garde d'Israël contre toute solution qui préservait la puissance militaire irakienne par ALAIN FRACHON
- Plusieurs pays demandent à leurs ressortissants de quitter la région pages 3 à 5

A Bordeaux

Le déclin du « système Chaban »

Selon la chambre régionale des comptes d'Aquitaine, 15,6 millions de francs ont été détournés de leur destination initiale lors de la construction du centre international de football du Haïlan, vitrine du club des Girondins de Bordeaux. M. Claude Baz assurait alors la présidence du club. Cette affaire contribue à alourdir l'atmosphère de fin de règne dans laquelle baigne la ville de Bordeaux, atteinte par le déclin du système politique mis en place par M. Jacques Chaban-Delmas.

Lire page 9 les articles de GINETTE DE MATHA et GILLES PARIS.

Lycées : le système éclaté

Crise de croissance et mosaïque sociale : les problèmes lycéens ne relèvent plus d'un traitement uniforme

par Antoine Prost

Les lycées traversent une crise de croissance brutale : c'est un fait, et non une politique ; le problème n'est plus d'en débattre, mais d'y faire face. La croissance bouleverse les lycées et les soumet à des tensions sans précédent qu'on ne résoudra pas sans modifier leur mode habituel de fonctionnement. Le système lycéen est construit autour de normes nationales et régi par une administration centralisée. Les programmes et les horaires, les examens font l'objet de textes nationaux qui définissent dans le détail les

Visitez
Genève



Lycées : le système éclaté

tâches pédagogiques que professeurs et élèves doivent accomplir. Les personnels de direction et les professeurs sont nommés par le ministère, en fonction de leurs vœux, qui visent des départements ou des villes plutôt que des établissements. Bref, c'est un système centralisé et uniforme.

Sa justification est de garantir, en principe, un enseignement d'égalité quel que soit le lycée et donc de protéger les élèves contre des discriminations. Depuis longtemps, ce principe a subi des entorses. Du fait de leur histoire, de leur réputation, de leur clientèle, les lycées diffèrent les uns des autres. Tous ne

mènent pas la même politique. Tel sélectionne impitoyablement et se targue de succès au baccalauréat proches des 100 %, sans préciser qu'il a éliminé depuis la seconde plus du tiers des élèves.

Tel autre, au contraire, multiplie les redoublants pour les conduire au baccalauréat, avec des taux de succès moindres. Les politiques éducatives changent aussi, au gré des proviseurs. On voit, d'une année à l'autre, la tolérance envers l'absentéisme se réduire ou s'accroître, l'enseignement physique et sportif prospérer ou décliner, sans parler du

Jacques Lesourne un patron pour « le Monde »

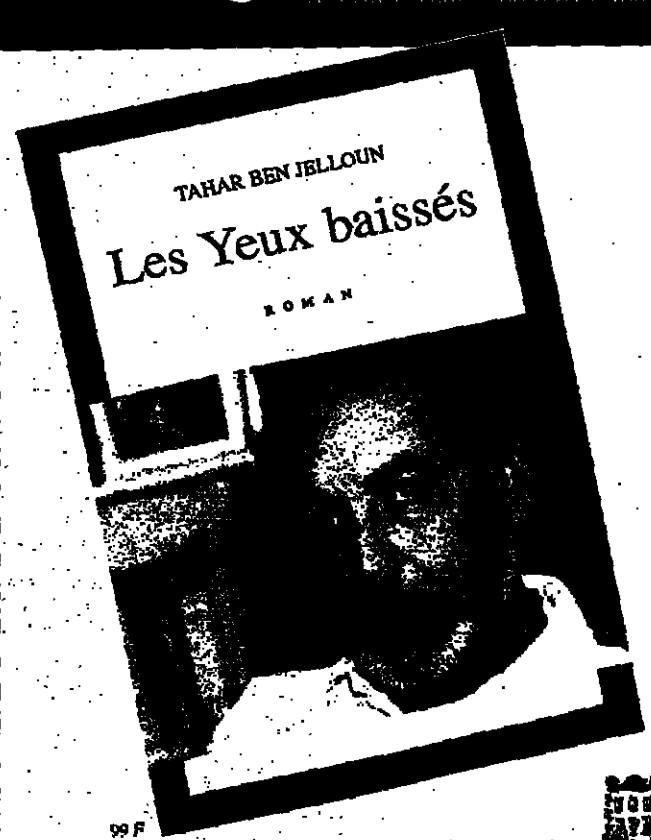
On ne va plus pouvoir parler de la « guerre de succession » du Monde : réunie le mardi 8 janvier, l'Assemblée générale de la Société des rédacteurs, qui détient, avec 32,3 % des parts, une minorité de blocage au sein de la SARL éditrice, a approuvé au second tour, à la confortable majorité de 67,6 % des voix, la candidature, avancée par tous les autres porteurs de parts, de Jacques Lesourne au poste de gérant et directeur de la publication.

Une assemblée générale de la SARL sera convoquée à brève échéance pour ratifier ce choix ; compte tenu des positions prises par les uns et par les autres, la décision des associés ne fait aucun doute.

Ce dénouement sera accueilli avec soulagement.

ANDRÉ FONTAINE
Lire la suite page 31

BEN JELLOUN



Editions du Seuil

Feuilleton à l'américaine

Avec « Riviera », la télévision française tourne sa plus grosse série... en anglais

Tout n'est que rêve, luxe, amour et haine. Une Méditerranée de carte postale, une côte baignée par une lumière d'été, la blancheur éclatante des villas et des yachts. Entre Monaco et Nice, Cap Riviera. Un éden « bini des dieux », un paradis où « le soleil rend l'or encore plus brillant et exacerbe les passions ».

La musique de Philippe Lees résonne, la caméra fond sur les mésaventures de la riche famille de Courcy. Le père autoritaire (Henri Serre), la mère coupable (Sara de Saint-Hubert), la fille nymphomane (Jeanne Manson), sa sœur exotique (Christiane Jean), le fils séducteur (Xavier Deluc) entourés de deux dizaines de comparses - courtisanes, rapaces et ennemis - emportés dans le tourbillon d'une gigantesque saga.

Nul n'a vu ces images qu'Étienne Mougeotte, vice-PDG de TF 1, promet à une heure de grande écoute « pour le premier semestre de 1991 ». Et pourtant, elles sont déjà au cœur de bien des polémiques. Accusées ici de « destruction de l'identité culturelle française ». Dénoncées là comme un « sous-produit américain ». Vilipendées encore comme « illustration parfaite de la désastreuse politique audiovisuelle des gouvernements successifs depuis 1974 ».

Les intrigues écrites par Leona Blair, l'auteur de « Privilege » et de « World of Difference », vont-elles faire rougir nos prudes consciences hexagonales ? Pas plus, probablement, que les autres feuilletons qui envahissent nos programmes.

L'émotion n'est pas à chercher auprès de nos ligues de vertu, mais du côté des professionnels dont « Riviera » bouleverse repères, règles et méthodes de travail. Rien, dans cette énorme aventure - deux cent soixante épisodes de vingt-six minutes, 210 millions de francs de budget, - n'est coutumier de la télévision française. Tout, dans ce produit « made in France », fleure l'efficacité d'Hollywood.

Le concept, d'abord. Il a été élaboré dans une agence de publicité, Lintas-Paris, à qui l'on devait déjà l'introduction dans une dizaine de pays européens des jeux « Jeopardy » et « La roue de la fortune » pour le compte du marchand de lessive - et plus gros annonceur européen - Unilever.

PIERRE-ANGEL GAY
Lire la suite page 31

La tension dans les pays baltes

Washington accuse Moscou de « provocation »

page 6

PARIS ♦ ILE-DE-FRANCE

La restauration de Notre-Dame-de-Paris

100 millions de francs décaissés par l'Etat

■ L'art dans le Val-de-Marne.
■ Les Britanniques de Paris veulent leur tunnel.

page 32

Francophonie

Le prochain sommet n'aura pas lieu au Zaïre

page 6

Nouveau mariage dans l'industrie pharmaceutique

L'alliance Elf-Kodak

page 29

Le projet de grand stade

Deux sites restent en compétition à l'est de Paris

page 9

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 38

Jeudi 10 Jan 1991

LA CRISE DU GOLFE

La rencontre à Genève entre les chefs des diplomatie irakienne et américaine

Le message quelque peu brouillé des Occidentaux à l'Irak

M. Tarek Aziz est arrivé souriant et « l'esprit ouvert » ; M. James Baker a débarqué porteur d'un message un peu plus brouillé qu'il n'aurait sans doute voulu. C'était mardi 8 janvier à Genève, à la veille de la rencontre entre les chefs des diplomatie irakienne et américaine, dont on attendait qu'elle désamorçât la crise du Golfe après avoir fait monter la tension à son maximum à force d'intransigeance.

« Je viens de bonne foi et avec l'esprit ouvert. Je suis prêt à avoir des conversations constructives avec M. Baker s'il manifeste la même intention », a déclaré M. Tarek Aziz à son arrivée sur les bords du Léman. « L'Irak ne cède pas à la pression, a-t-il poursuivi, mais est ouvert à des véritables échanges de vues sur la situation dans le monde entier. S'il y a une intention véritable, sincère et sérieuse de faire la paix dans

la région du Proche-Orient, alors nous sommes prêts à adopter une attitude réciproque. » Le ministre irakien a ajouté qu'en revanche, si sa délégation « devait entendre la même rhétorique servie par les Américains », les entretiens « n'entraîneraient pas de résultats positifs et nous donnerions la réponse appropriée ». Ce discours se démarque sensiblement des déclarations enflammées auxquelles Bagdad - y compris M. Tarek Aziz - avait habitué la communauté internationale depuis le début de la crise, le 2 août. Cette « ouverture d'esprit », surtout, tranche avec le leitmotiv asséné jour après jour par le régime de M. Saddam Hussein : « Non, nous ne quitterons jamais le Koweït, 19^e province d'Irak ».

Sur le fond, toutefois, rien de bien nouveau, apparemment, puisque les Irakiens n'ont toujours pas renoncé, loin de là, au lien qu'ils établissent entre le règlement de la crise du Golfe et celui des diverses autres crises au

Proche-Orient, à commencer par la question palestinienne. Une relation que les États-Unis excluent totalement mais qui se trouve au centre de divergences d'appréciation au sein de la coalition anti-irakienne.

Et Paris, de son côté...

Et si M. Baker a pu, lors de son escale allemande de mardi, qui a précédé - avec ses étapes parisiennes et milanaise - son arrivée à Genève, estimer que son pays considèrerait la communauté internationale comme « très solidement unie » derrière les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, des craquements se sont fait entendre ces jours derniers. « Il est important que nous n'envoyions pas des signaux divergents et que nous fassions tout ce qui est en notre pouvoir pour convaincre Saddam Hussein que la communauté internationale est sérieuse dans ses intentions », a encore dit le secrétaire d'État à Bonn. La

meilleure chance de solution pacifique de la crise est « de faire comprendre à Saddam Hussein que la communauté internationale restera unie », a répété M. Baker un peu plus tard à Milan. Ce message-ci était indubitablement destiné à ses interlocuteurs parisiens, M.M. François Mitterrand et Roland Dumas.

Toujours lors de son étape italienne, le secrétaire d'État a, en effet, indiqué qu'il avait été informé, à Paris, des résultats du long entretien qu'a eu M. Michel Vauzelle, samedi dernier à Bagdad, avec le président Saddam Hussein. Or, a-t-il déclaré, « je n'ai rien entendu qui puisse me faire conclure que Saddam Hussein a finalement compris que la communauté internationale est déterminée lorsqu'elle lui affirme qu'il doit évacuer le Koweït ».

Bien sûr, de Londres à Milan en passant par Paris et Bonn, les professions de loyauté et les chauds encouragements prodigués aux Américains n'ont pas manqué. Mais s'ils avaient été totalement dépourvus d'arrière-pensées, peut-être M. Baker ne se serait-il pas senti obligé de multiplier les appels... à l'unité.

Et le bel unanimisme franco-américain célébré par M.M. Baker et Dumas - « Il existe un accord total et complet entre les France et les États-Unis quant à l'application des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies avant le 15 janvier (...) Je crois que la France et les États-Unis demeurent absolument unis quant aux objectifs que nous souhaitons atteindre », a déclaré le secrétaire d'État, auquel M. Dumas a fait écho en parlant d'« identité d'appréciation de la situation » entre Paris et Washington - n'empêche pas des différences d'interprétation de la façade.

La principale de ces divergences concerne la conférence internationale sur le Proche-Orient que Paris suggère de réunir après le règlement de la crise du Golfe. Une chronologie dans laquelle Washington s'inquiète de voir le Proche-Orient devenir le théâtre d'un « lien » qu'il récuse.

Message français à Alger

Or, si M. Dumas a rappelé que la France soutenait le projet d'une telle conférence internationale depuis 1983 et qu'il ne s'agissait donc pas d'une « position circonstancielle », le ministre français a reconnu que Washington considèrerait le fait que l'état actuel des choses, cela pourrait apparaître comme une concession faite à Saddam Hussein et par conséquent brouiller le message qui lui est adressé. Il a ajouté : « Ce point de vue a été examiné ce matin et nous avons rappré nos positions respectives. » On ne pouvait être plus clair sur l'existence d'un désaccord. Pour simplifier encore les choses, le président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale avait, peu avant l'arrivée à Paris

de M. Baker, préconisé une « initiative française ou franco-arabe » en cas d'échec de la rencontre de Genève.

Et, sans attendre que celle-ci commence, M. Mitterrand a dépêché mardi le secrétaire général de l'Elysée, M. Jean-Louis Bianco, à Alger pour remettre « un message » au président Chadli Bendjedid, lui-même récemment engagé dans une mission de médiation dans le Golfe.

Si, à Bagdad, on « n'a pas entendu parler » d'une quelconque initiative française ou franco-arabe, comme l'a assuré le ministre irakien de l'information, M. Latif Nassif Jassam, les Saoudiens n'en laissent pas moins percer une certaine inquiétude devant les initiatives de Paris. L'ambassadeur d'Arabie saoudite à Bonn n'a-t-il pas regretté que la diplomatie française - ainsi qu'allemande, a-t-il estimé - soit source d'ambiguïté et se démarque de l'intransigeance de Washington. « Les gouvernements [français et allemand] disent qu'ils ne changent pas de politique, mais nous avons peur du changement », a-t-il déclaré à l'agence Associated Press.

Intransigeance ? Un haut responsable américain a laissé entendre, mardi, sous le couvert de l'anonymat, que Washington

pourrait se satisfaire d'un début seulement de retrait irakien du Koweït au 15 janvier, à condition toutefois qu'il soit sans équivoque et appelé à être suivi, rapportent l'AFP et Reuters.

La coalition anti-irakienne devrait envisager de revoir ses plans si les Irakiens annoncent clairement leur intention d'évacuer l'émirat à l'échéance du 15, a confié le responsable, selon lequel les États-Unis estiment que Bagdad attendra le dernier moment pour annoncer un retrait du Koweït... si retrait il doit y avoir.

YVES HELLER

M. James Baker : le frère jumeau de M. George Bush

Lors de son arrivée fracassante au département d'État, au lendemain de l'entrée en fonctions de M. Ronald Reagan, en janvier 1981, celui qui se voulait le plus « politique » des secrétaires d'État, l'autoritaire Alexander Haig, avait lancé le pari impossible de « faire parler la diplomatie américaine d'une seule voix ».

Pari tenu, dix ans plus tard seulement, et par un outsider des arcanes du « Foggy Bottom » (1), l'ancien avocat James Addison Baker, The Third, secrétaire au Trésor du président Reagan de 1984 à 1988, après avoir été secrétaire général de la Maison Blanche. Des débuts discrets sur la scène diplomatique dus largement aux nombreuses « lacunes » initiales dans le domaine international de celui qui, deux ans plus tard, est devenu, au terme de plus de trois cent rencontres et sommets, l'une des principales chevilles ouvrières de l'organisation du monde de l'après-guerre froide.

Barrer la route à Ronald Reagan...

A cela, plusieurs raisons : un pragmatisme efficace mis au service d'un instinct politique très sûr, une puissance de travail qui en avait vite fait l'homme indispensable dans la légalité des dernières années Reagan à la Maison Blanche, et ce qui n'est



pas négligeable, un réseau aussi dense que fidèle d'amitiés. Parmi lesquelles, au premier chef, celle de M. George Bush. Presque deux jumeaux, tant l'osmose est complète entre Bush, le patricien de la côte Est venu chercher fortune au Texas, et Baker, l'héritier d'une dynastie d'hommes d'affaires de Houston converti à la politique.

Une vieille amitié qui remonte aux années 60 et qui fut cimentée à l'époque par un objectif commun, barrer la route à Ronald Reagan. George Bush a initié James Baker à la politique. Ce dernier, après l'avoir conseillé dans ses affaires, a contribué à le faire élire en dirigeant en 1980 et en 1988 ses deux campagnes

présidentielles. Glacé, brutal ou rustre à l'occasion, sous des dehors très distingués, le secrétaire d'État, contrairement à George Bush, sait parler. A la presse d'abord, ce qui n'est pas une mince affaire à l'heure où beaucoup se perdent dans les apparentes contradictions de la politique américaine dans le Golfe.

Mais, par dessus tout, M. James Baker est un redoutable négociateur, qui de par son parcours inhabituel sait parfaitement évaluer l'impact « domestique » des grands dossiers internationaux. « J'adopte » des conversations téléphoniques au moins autant que le président, il garde un contact constant avec les leaders du Congrès.

Pourtant, son amitié avec M. George Bush n'est pas sans nuances, à soixante ans. On dirait le secrétaire d'État très ambivalent. La vertu de la politique l'a prié sur le tard mais pour ne plus la lâcher ; il viserait déjà la première place à la Maison Blanche. Au point que, en prenant ombrage, M. George Bush, qui en aurait eu l'idée un moment, n'envisagerait plus de le prendre comme collègue possible à la place de l'embarrassant Dan Quayle lors de la prochaine élection présidentielle, en 1992.

M.-C. D.

(1) Le « fond brun », surnom du département d'État.

M. Tarek Aziz : un compagnon inconditionnel de M. Saddam Hussein

Longtemps considéré - à tort - comme le plus libéral de l'équipe qui entoure à Bagdad le président Saddam Hussein, M. Tarek Aziz, le chef de la diplomatie irakienne, est en réalité l'un des principaux idéologues du régime et un compagnon fidèle et inconditionnel du président irakien.

Cette réputation de libéralisme teinté de non-conformisme, M. Tarek Aziz la devait en partie à sa qualité de chrétien dans un régime où tous les postes importants sont dévolus par des musulmans.

Né en 1936 dans une modeste famille chrétienne nestorienne de la région de Mossoul, dans le nord de l'Irak, M. Tarek Aziz - de son vrai nom Mikheil Johanna - a longtemps servi de caution à la propagande de Bagdad selon laquelle il n'a jamais existé de discrimination, en Irak, à l'égard des minorités religieuses.

Autre aspect rassurant du personnage : son allure débonnaire, sa veste culture, sa parfaite connaissance de l'anglais - il s'est spécialisé dans la littérature anglaise - et les liens d'amitié et de confiance qu'il a tissés



au fil des années avec les journalistes occidentaux dont il fut l'interlocuteur privilégié.

Ses liens avec le président Saddam Hussein remontent aux années 60 lorsque, membre du parti Baas aujourd'hui au pouvoir, il œuvrait dans le clandestin, s'occupant en particulier de l'organisation du parti et de sa propagande, tandis que M. Saddam Hussein n'hésitait pas à se battre dans la rue et à faire le coup de feu. En 1968, avec l'arrivée au pouvoir du Baas à la suite d'un coup d'État militaire,

M. Tarek Aziz se voit confier, en sa qualité d'idéologue du régime, la direction du quotidien *Al Thawra*, l'organe du parti.

En 1979, il suit M. Saddam Hussein, qui vient d'accéder à la présidence de l'État après l'élection du général Husein el Bakr, dans son irrésistible ascension. Il est nommé au poste stratégique de ministre de l'information - aujourd'hui détenu par M. Latif Nassif Jassam, autre homme de confiance du président - et entre au commandement régional du parti et au Conseil de commandement de la révolution. L'instance suprême du pays. Deux ans plus tard, en 1981, il devient ministre des affaires étrangères et vice-premier ministre.

Rusé, M. Tarek Aziz a survécu à toutes les purges, sanglantes ou autres, qui depuis plus de vingt ans ont marqué le pouvoir baasiste. En lui confiant des missions délicates, voire impossibles, M. Saddam Hussein ne craint aucune surprise. Il sait qu'il sera obéi au doigt et à l'œil par le baasiste convaincu qu'il a toujours été M. Tarek Aziz.

J. G.

Un haut-lieu des entretiens au sommet

Une colombe blanche de 1,50 mètre d'envergure, un rameau d'olivier vert dans le bec, surmonte l'entrée de l'hôtel Intercontinental de Genève, où l'entretien entre M.M. James Baker et Tarek Aziz devait avoir lieu mercredi.

Les forces de la police cantonale quadrillent discrètement les abords de cet immeuble de dix-huit étages de verre et d'acier, planté au milieu de la verdure du quartier diplomatique de Genève, haut lieu des rencontres au sommet.

Aucun détail n'a été négligé... L'initiative des autorités cantonales, la « Salon persan », qui sert à l'accreditation des quelque mille journalistes présents, a été rebaptisée « Salon suisse », afin de ne pas froisser les susceptibilités des diplomates.

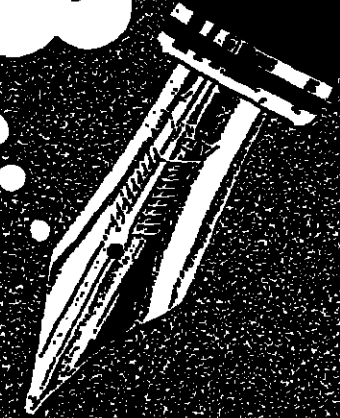
« La situation est un peu particulière », disait mardi le directeur adjoint de l'hôtel en évoquant le problème de la taille et de la forme de la table de négociation. Les propositions de la direction de l'établissement ont été envoyées à Bagdad et à Washington et, dans l'attente de réponses, l'hôtel tenait en réserve des tables de toutes formes et de toutes tailles.

En août 1988, au début des négociations de paix irano-irakiennes, à Genève également, M. Tarek Aziz avait longtemps argumenté des dispositions pratiques lors de sa rencontre avec son homologue iranien, M. Ali Akbar Velayati. Les deux hommes avaient finalement opté pour une table triangulaire.

A la veille de la rencontre, les pacifistes genevois se sont mobilisés en annonçant des manifestations contre la guerre jeudi et samedi. Toute manifestation était interdite mercredi sur la rive droite du Lac Léman, où se trouve l'Intercontinental. Un comité d'action contre la guerre a demandé aux Genevois d'accrocher un tissu blanc à leur fenêtre. - (AFP, Reuters.)

A QUOI PENSE LA LITTÉRATURE ?

Pierre Macherey



Indépendamment des agréments qu'elle procure à ses lecteurs, la littérature dispense-t-elle des enseignements philosophiques ? En s'appuyant sur l'analyse d'œuvres de Sade, de Mme de Staël, de Sand, de Hugo, de Flaubert, de Barthelemy, de Roussel, de Céline et de Queneau, l'ouvrage de Pierre Macherey répond positivement à cette question. Comme il existe une philosophie scientifique, existe aussi une philosophie littéraire.

Collection « Pratiques Théoriques » dirigée par Etienne Balibar et Dominique Lecourt. 256 pages - 148 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

LA CRISE DU GOLFE

Les forces alliées massées sur le « front » sont plus nombreuses que celles de l'Irak

Le Pentagone a fait savoir, mardi 8 janvier, que les forces alliées dans le Golfe dépassent désormais celles massées par l'Irak. Elles se montent à 605 000 hommes - dont plus de 360 000 Américains - contre 540 000 Irakiens, depuis l'arrivée sur place, en une semaine, de 25 000 nouveaux GI. D'autre part, selon des experts militaires, les forces américaines disposent de quoi riposter aux missiles Scud irakiens. Elles sont en effet équipées des nouveaux missiles ATCIMS (Air Tactical Missile System), d'une portée de 450 kilomètres.

La force multinationale n'aura pas recours à l'arme nucléaire en cas de guerre, a déclaré mardi à Londres le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd a rappelé que les États-Unis avaient pour politique d'exclure l'emploi de l'arme nucléaire contre des États ne la possédant pas. « Je ne vois pas de circonstances dans lesquelles ils, ou nous, ou les Français pourraient vouloir changer cela ».

L'organisation Greenpeace a néanmoins lancé une mise en garde contre les dangers nucléaires dans le Golfe.

Tandis que le Canada étudie une demande d'accroissement de son aide à la force multinationale, le gouvernement des Pays-Bas a décidé de s'opposer à l'envoi de forces terrestres dans le Golfe. Il a néanmoins décidé de placer deux frégates sous commandement américain, uniquement pour des tâches défensives.

En RFA, une information judiciaire a été ouverte contre sept firmes allemandes soupçonnées d'avoir violé l'embargo contre l'Irak. Les responsables de ces sociétés, dont le nom n'a pas été révélé, risquent des peines pouvant aller jusqu'à quinze ans de prison.

D'autre part, le cargo soviétique Dmitri Furmanov est immobilisé depuis le 4 janvier, en mer Rouge, par les marines occidentales. Selon la Maison Blanche, ce cargo est chargé d'armes et de

pièces détachées pour l'industrie militaire, ce qui pourrait constituer une violation de l'embargo contre l'Irak.

Le ministère soviétique du commerce extérieur a affirmé, mardi, que cette cargaison était destinée à l'armée jordanienne. Le ministère des affaires étrangères a déclaré que « ni le cargo ni son itinéraire ne violent les résolutions de l'ONU » et considère « que cet incident vise à nuire aux activités commerciales de la marine marchande soviétique ». Il y voit « une nouvelle tentative de semer le doute sur la façon dont l'URSS respecte les résolutions de l'ONU ».

A Ankara, le président turc, M. Turgut Ozal, a évalué mardi à 50 % les chances d'une guerre dans le Golfe. Il a déclaré qu'une offensive terrestre contre l'Irak à partir de la Turquie « ne pourrait être envisagée que si la situation évolue au point d'avoir de très mauvaises conséquences pour les intérêts futurs de la Turquie ».

Autre voisin de l'Irak, l'Iran a proposé mardi aux pays de la région de mettre à leur disposition ses installations portuaires s'ils craignent leur destruction en cas de guerre. Selon Radio-Téhéran, « les marchandises ainsi stockées dans ses entrepôts ne seront pas soumises aux lois iraniennes sur l'importation et l'exportation ».

Pendant ce temps, des mouvements pacifistes mobilisent leurs militants en Grande-Bretagne et aux États-Unis. En France, plusieurs associations et personnalités ont lancé un appel pour « l'ouverture de négociations sans préalable » et pour un rassemblement, place de la Madeleine à Paris, samedi 12 janvier à 14 heures. Les Verts ont l'intention de demander audience au président de la République pour réaffirmer leur « refus de la guerre ». Plusieurs organisations et partis politiques ont appelé à une manifestation de la Bastille à l'Elysée, samedi à 14 h 30, à l'initiative de l'Appel des 75. - (AFP, Reuters, AP.)

M. Bush demande au Congrès de serrer les rangs autour de l'administration

Comme pour prévenir les effets d'un échec de la rencontre de Genève, le président Bush a passé la journée de mardi 8 janvier à tenter de convaincre aussi bien les membres de la coalition anti-irakienne que les élus du Congrès de serrer les rangs autour de la position définie par la Maison Blanche.

WASHINGTON

de notre correspondant

M. Bush a été très explicite dans un discours destiné aux auditeurs étrangers et diffusé par les services officiels américains : « Je sais que des pressions sont en train de s'accumuler pour que l'on fournisse à Saddam Hussein un moyen quelconque de sauver la face ou que l'on accepte un retrait qui soit moins qu'inconditionnel. Le danger de cette voie devrait être clair pour tous ».

M. Bush n'a pas été plus précis, mais la mise en garde semble s'adresser plus particulièrement à la France, dont l'insistance à vouloir envisager une conférence internationale sur le Proche Orient irrite clairement l'administration, en dépit des bonnes paroles prononcées publiquement par M. Baker à Paris.

M. Bush a profité de l'occasion pour rappeler que la rencontre de Genève ne pouvait en rien être assimilée à une négociation avec l'Irak : « Je n'ai pas envoyé le secrétaire d'Etat Baker à Genève pour faire des compromis ou pour offrir des concessions ». Et il a ajouté que « le monde civilisé » serait le 15 janvier prochain à bout de patience.

Le président américain s'est montré presque aussi ferme dans une lettre par laquelle il a demandé au Congrès de voter une résolution l'autorisant à recourir « à tous les moyens nécessaires » pour obtenir l'évacuation du Koweït par l'Irak. Jusqu'à présent, la Maison Blanche avait hésité à faire cette démarche, à la fois parce que M. Bush considérait qu'il n'avait pas légalement besoin d'une telle autorisation, et parce qu'il ne voulait pas risquer un échec. Mais dès lors qu'un débat sur la crise du Golfe doit

s'ouvrir dans les deux Chambres à partir du jeudi 10 janvier, le président a résolu de mettre sénateurs et représentants face à leurs responsabilités.

Après avoir, avec une certaine irritation, reproché aux élus de ne pas avoir suffisamment soutenu la Maison Blanche dans son épreuve de force avec l'Irak, M. Bush met en demeure le Congrès de rattraper son retard et de passer à l'acte. Cette requête a reçu pour l'instant un accueil mitigé, le leader démocrate du Sénat, M. George Mitchell, refusant par exemple d'accorder un « cheque en blanc » au président. Mais on trouve aussi des démocrates qui souhaitent renforcer la main de M. Bush dans les circonstances présentes, et - au contraire - des républicains qui n'admettent pas que le président veuille obtenir à l'avance un blanc-seing lui laissant la libre décision d'user de la force à un moment et par des moyens dont lui seul serait juge.

La même division se retrouve parmi les « experts » qui continuent à se présenter devant les commissions des deux Chambres. On a ainsi entendu successivement mardi deux anciens secrétaires d'Etat développer des arguments exactement opposés, l'un, M. Cyrus Vance, se prononçant pour la patience et les sanctions, l'autre, M. Alexander Haig, déterminé à en découdre au plus vite.

La dernière enquête du Washington Post et de la chaîne ABC montre par exemple que deux Américains sur trois sont partisans d'un recours à la force si M. Saddam Hussein ne cède pas - un résultat qui en apparence a tout pour satisfaire la Maison Blanche. Mais il suffit d'évoquer les conséquences en vies humaines pour que ces chiffres fondent : les partisans d'un affrontement ne sont plus que 44 % si les combats devaient coûter la vie à 1 000 Américains, et 35 % si 10 000 soldats américains devaient périr (61 % étant dans cette hypothèse opposés au recours à la force) : voilà au contraire de quoi renforcer les convictions prêtées à M. Saddam Hussein, selon lesquelles le public américain n'est absolument pas prêt à des sacrifices importants.

JAN KRAUZE

Ryad dément la défection de six hélicoptères irakiens

Le ministre saoudien de la défense, le prince Sultan Ben Abdel Aziz, a « catégoriquement démenti », mardi 8 janvier, que des appareils irakiens aient « trouvé refuge » le jour précédent en Arabie Saoudite (le Monde du 9 janvier). Dans une déclaration rapportée par l'agence officielle saoudienne SPA, le prince Sultan a affirmé que les informations selon lesquelles six pilotes irakiens avaient fait défection et s'étaient posés avec leurs appareils en Arabie Saoudite sont « dénuées de tout fondement ».

Selon des sources militaires américaines en Arabie Saoudite, six hélicoptères militaires irakiens avaient atterri, lundi soir 7 janvier, dans l'Est du royaume, deux appareils ayant effectué un atterrissage

forcé dans le désert à la suite d'une panne de carburant et quatre autres s'étant posés sur la base de Ras Al-Khafji, près de la frontière saoudo-koweïtienne. L'Irak avait démenti ces informations, les qualifiant de « campagne de désinformation menée par Washington ». - (AFP.)

Le Danemark fournit des missiles à la Turquie. - Répondant à une demande de l'OTAN, le gouvernement danois a accepté de fournir à la Turquie une soixantaine de missiles air-air de type Sidewinder pouvant équiper les chasseurs américains F-16 dont dispose ordinairement l'armée danoise. - (Corresp.)

Mise en garde d'Israël contre toute solution qui préserverait la puissance militaire de Bagdad

A quelques heures de la rencontre de Genève, la position israélienne était réitérée à Jérusalem sous forme de mise en garde : toute solution au conflit du Golfe qui laisserait intact l'arsenal irakien présenterait des risques pour l'Etat hébreu.

JERUSALEM

de notre correspondant

Devant un groupe de journalistes israéliens, le ministre des affaires étrangères, M. David Levy, a insisté sur la nécessité d'accomplir un règlement négocié - auquel, pour l'heure, on ne croit guère - de précautions de nature à empêcher Bagdad d'utiliser ses armes de destruction massive ; il devra y avoir « des mesures de supervision et de contrôle » du potentiel militaire - et notamment nucléaire - de Saddam Hussein si l'affaire se soldait par un retrait négocié des forces irakiennes du Koweït.

De bonne source, on évoquait la possibilité d'envisager des « zones tampon » aux frontières de l'Irak, voire de maintenir en place une partie des forces internationales déployées dans le Golfe.

A l'avance, on imaginait qu'une négociation sur le retrait irakien risquait fort de comporter un

« angle israélien » : « On nous demandera de faire des « concessions » pour faciliter un règlement de la crise, mais faire pression sur nous ne servira à rien ».

Les mêmes sources disaient avoir des assurances américaines sur un point crucial : les États-Unis se refusent catégoriquement - diplomatiquement ou non - à lier une solution de la crise à la convocation d'une conférence internationale devant traiter des autres conflits de la région. Indirectement, c'est une réponse à l'une des suggestions françaises présentées à la récente réunion des Douze à Luxembourg et selon laquelle toutes les questions du Proche-Orient pourraient être examinées « dans le cadre d'une ou de deux conférences internationales », une fois acquiescé l'évacuation des forces irakiennes.

Alerte maximale, propos apaisants

En général, les efforts de la diplomatie européenne ont suscité peu de commentaires - en tout cas guère d'enthousiasme, même si aucune voix officielle n'est allée aussi loin que le *Jerusalem Post*, dont les positions reflètent celles du Likoud, et qui qualifiait cette semaine les dirigeants européens de dignes « héritiers de Chamber-

lain et Daladier ». Dans les milieux officiels, comme chez les commentateurs, l'opinion générale était que la réunion de Genève avait peu de chances de déboucher sur quoi que ce soit.

Les explications données tournaient autour de quelques observations faites depuis plusieurs semaines déjà : le président Saddam Hussein n'a jamais pris la mesure de la détermination du président Bush ; il percevait les débats au Congrès et dans la presse américaine comme autant de signes de la faiblesse et de l'irrésolution des États-Unis ; il ne comprend rien au fonctionnement d'une démocratie ; enfin, personne, dans son entourage, n'a osé le mettre au courant de la formidable force militaire assemblée contre lui.

Le directeur du centre d'études stratégiques de l'université de Tel-Aviv, le général Aharon Yariv, disait, ce week-end, que M. Bush ne pouvait comprendre ce que signifiait « le sens de l'honneur et de la dignité chez un Saddam Hussein et que ce dernier était incapable de saisir ce qu'était le sens de la morale chez un président américain ». De cette incapacité à communiquer, ajoutait-il, peut résulter une guerre qu'aucun des deux protagonistes n'aurait initialement souhaitée.

La tendance dominante parmi

ALAIN FRACHON

Plusieurs pays occidentaux demandent à leurs ressortissants de quitter la région

L'ambassade de France en Jordanie a recommandé, mardi 8 janvier, aux « femmes et aux enfants ainsi qu'aux hommes dont la présence n'est pas indispensable », de quitter le royaume saoudien en raison de la situation dans le Golfe. La communauté française est estimée actuellement à 350 personnes en comptant celles qui ont la double nationalité. L'ambassade a prévu trois centres de regroupement : l'école française, la résidence de France et le Centre culturel français, qui doivent accueillir les Français en cas de besoin. Chaque centre peut loger de 100 à 140 personnes avec un mois de vivres.

Le département d'Etat américain a autorisé, mardi également, les employés du gouvernement dont la présence n'est pas indispensable à quitter le Pakistan et encouragé les citoyens américains à faire de même. 390 employés, dont ceux de l'Agence pour le développement, les volontaires du Peace Corps et les diplomates sont actuellement dans ce pays. Leurs familles comptent 382 personnes.

Les autorités fédérales helvétiques ont de leur côté appelé leurs quelque 8 000 ressortissants résidant dans le Golfe à quitter cette région, à l'indiquant le porte-parole du département fédéral des affaires étrangères. Les autorités de Berne ont précisé qu'il s'agit d'un « conseil très ferme » (à moins que leur présence ne soit absolument indispensable). Ce « conseil » s'adresse aux ressortissants belges, suisses, allemands, néerlandais, danois, arabes saoudiens, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iran, Israël, Jordanie, Oman, Qatar, Syrie, Turquie orientale et Égypte.

Tous ces citoyens suisses ont reçu chacun un masque à gaz. L'opération a débuté au mois de novembre. 7 923 Suisses résident dans cette région. 5 143 possèdent une double

nationalité. La colonie la plus forte (5 171 personnes) se trouve en Israël. La compagnie suisse a annoncé la suspension de ses vols dès vendredi vers le Proche-Orient, dont Israël, à l'exception de liaisons réduites avec Le Caire et Djeddah pour des raisons de sécurité et de coût.

Fin de l'évacuation des Soviétiques

L'Algérie a également suspendu ses vols spéciaux pour le « petit pèlerinage » à la Mecque et les autorités

sont en train de rapatrier les milliers de pèlerins se trouvant en Arabie saoudite actuellement.

Le ministre autrichien des affaires étrangères a également demandé aux 450 citoyens résidant encore actuellement dans la région du Golfe de rentrer au pays. Certains Autrichiens sont restés de leur propre gré en Irak après le retour des derniers otages fin août, ramenés par le président Kurt Waldheim.

L'Allemagne a rappelé son ambassadeur et son personnel diplomatique en poste à Bagdad en insistant néan-

moins sur le fait que la mission n'était pas fermée. Les Pays-Bas ont aussi réduit au minimum le personnel de leur ambassade et invité leurs ressortissants à quitter Israël. L'ONU pour sa part a demandé à la Jordanie de laisser ses frontières ouvertes aux réfugiés.

L'évacuation des Soviétiques d'Irak doit en principe prendre fin, mercredi 9 janvier, a annoncé le ministre des affaires étrangères. 354 citoyens soviétiques se trouvaient encore mardi dans ce pays. - (AFP, AP, Reuters.)

Les Français d'Arabie saoudite peu pressés de rentrer

RYAD

de notre envoyé spécial

« Surtout n'attendez pas le dernier moment pour rentrer ». Après cette ultime recommandation à son mari, la jeune femme, accompagnée de son fils de quatre ans, s'est envolée pour la France. Comme elle, aux premières heures de la matinée, lundi 7 janvier, à l'aéroport de Ryad, quelques autres ressortissants français embarquaient pour le même voyage retour.

Cette réaction de prudence répond aux souhaits du ministère des affaires étrangères. Depuis plusieurs semaines, il invite les « non-actifs » à quitter le royaume. Le Quai d'Orsay avait même recommandé aux familles de profiter des fêtes de fin d'année pour boucler leurs valises et invité ceux qui se trouvaient en France à différer leur retour en Arabie. Mais ces recommandations n'ont pas encore été aussi largement suivies que prévu

samedi (ici le premier jour de la semaine), l'Ecole française de Ryad rouvrait ses portes normalement après les vacances de Noël, avec seulement 20 % d'absents dans son effectif scolaire (sept cent cinquante élèves) ; celle de Dahrhan, dans l'est du pays, ville plus proche du Koweït, a fait de même, bien qu'elle enregistre une baisse de fréquentation plus significative (moins 40 %).

Hormis les plus prudents, ou les plus craintifs, qui sont partis depuis longtemps, les Français résidant en Arabie (un peu moins de trois mille actuellement) ne paraissent pas s'inquiéter outre mesure de l'approche de l'échéance du 15 janvier. A tel point qu'un avion civil ayant effectué en début de semaine un transport de troupe en Arabie, a quitté Ryad avec environ deux cents places libres, alors que les Français avaient été invités à profiter du voyage.

De son côté, l'ambassade de France à Ryad a peaufiné son plan d'intervention. Un diplomate

confirme que la distribution de masques à gaz pourrait s'effectuer dans les prochains jours, suivant ainsi l'exemple de la Grande-Bretagne qui a déjà commencé à « équiper » ses ressortissants. Par ailleurs, le pire est déjà prévu : un plan envisage l'évacuation des Français par avion ou par hélicoptère. Des « groupes de sécurité » ont été constitués, dont les responsables seront chargés d'alerter les Français résidant dans leur quartier, pour les inviter à se rassembler dans des « foyers d'accueil » : quatre dans la région du centre (Ryad), et cinq à l'est (Dahrhan). Une note distribuée aux ressortissants français indique notamment que le « paquetage » à emporter dans de telles circonstances ne doit pas excéder 10 kilos, recommande de mettre des chaussures de marche et invite les automobilistes à conserver toujours plein le réservoir de leurs voitures.

GÉRARD MÉJEAN

LA CRISE DU GOLFE

En France

« Toute démonstration de faiblesse entraînerait de nouveaux manquements » au droit déclare M. Michel Rocard

Evoquant la crise du Golfe, et en particulier l'ultimatum du 15 janvier, M. Michel Rocard a notamment déclaré, mardi 8 janvier, en présentant ses vœux à la presse : « Ceux qui ne craignent pas cette échéance seraient irresponsables, autant que ceux qui, parce qu'ils la craignent, seraient prêts à tous les abandons. Quant à moi, je m'en tiens à une seule observation. En quelque six mille ans d'histoire, il n'y a eu qu'une seule fois, face à une agression internationale, la communauté internationale se lève pour dire non, pour dire stop, et en prendre les moyens. »

On peut regretter qu'elle ne l'ait pas fait plus tôt, déplore-t-il, elle ne l'ait pas fait sur d'autres conflits. Une seule chose est certaine : si cette première tentative tournait court faute de détermination, l'humanité en reprendrait pour des décennies, des siècles peut-être, avant de pouvoir à nouveau se mobiliser pour faire respecter son droit. Non seulement la communauté internationale se priverait du moyen de mettre fin à d'autres conflits mais toute démonstration de faiblesse de sa

part encouragerait de nouveaux manquements. »

Nous sommes tous trop attachés au droit international, trop sensibles à ce qu'il a de porteur de paix pour accepter qu'après avoir fait un grand pas en avant grâce aux Nations unies, toute pusillanimité lui fasse faire aujourd'hui et pour longtemps dix pas en arrière. Nul, plus que le président de la République et le gouvernement n'est attaché à la paix. Nul, plus que la France n'a déployé et ne déploie d'efforts pour la sauver. Mais nul n'oublie, et certainement pas les Français qui en ont eu l'expérience, qu'il est des situations où prétendre sauver la paix au prix d'un abandon conduit généralement à cumuler la honte et la guerre malgré tout. Notre premier objectif, à conclure le premier ministre, c'est le droit, car lui seul, à l'avenir, peut garantir la paix.

M. Waechter contre « toute solution armée »

Le porte-parole des Verts, M. Antoine Waechter, a indiqué, pour sa part, qu'il souhaite pouvoir exposer au président de la République les raisons du « refus de toute solution armée à la crise du Golfe » exprimé par son mouvement. Une demande d'audience antérieure, restée à ce jour sans réponse selon M. Waechter, avait déjà été adressée au mois de septembre dernier à

M. François Mitterrand. Parallèlement, les Verts ont entrepris de présenter leur analyse sur la crise du Golfe devant les ambassadeurs de l'Irak et d'Israël. En inaugurant une série de « points-presses » qui devraient être hebdomadaires, au nouveau siège des Verts, à Gentilly (Val-de-Marne), le député européen a toutefois précisé, ce même mardi, que les Verts sont d'accord, sur un point, avec le chef de l'Etat, à savoir la nécessité de réunir une double conférence internationale sur la gestion du pétrole dans la région et sur la question palestinienne.

Pour le Parti communiste, il convient de réunir d'urgence la commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale parce que « la représentation nationale ne doit pas être tenue à l'écart des événements ».

Quant au député général du Front national, M. Bruno Mégret, il a dénoncé « la politique de l'Europe du président de la République » en déclarant « que le pouvoir socialiste place aussi ostensiblement la France à la remorque des Etats-Unis ».

Des correspondants de guerre dûment chapitrés

Au sein de la coalition anti-irakienne, les pays qui ont envoyé des contingents importants en Arabie saoudite, comme les Etats-Unis, la Grande-Bretagne ou la France, ont entrepris de « conditionner » la presse qui se propose de rendre compte des combats éventuels. C'est à qui, avec l'argument de vouloir faciliter le travail des correspondants de guerre ou de protéger leurs déplacements, cherche à les encadrer au mieux. Ainsi, aux Etats-Unis, les journalistes devront accepter de soumettre leurs articles aux autorités militaires.

En France, quelques « accords spéciaux » seront autorisés à monter à tour de rôle - à proximité des zones d'engagement, sans être au contact des combats, à la condition d'être escortés par un officier qui les chaperonnera pendant que des cinéastes et des photographes militaires pourrissent, au sein, atteindre les premières lignes pour y opérer.

J. L.

Les Lloyd's et l'éventualité d'un conflit

Envolée des primes d'assurance maritimes et aériennes

M. Steven Merrett, un des trois cent soixante-dix opérateurs-souscripteurs (underwriters) agréés des Lloyd's de Londres, ne chôme pas ces jours-ci : le directeur du groupe d'assurances (syndicat) « 418 » est en effet l'un des rares opérateurs de la Bourse de Lime Street à être spécialisé dans la couverture des « risques de guerre ».

LONDRES

correspondance

Les courtiers font la queue devant son box de travail clair aux banquettes vertes, niché au rez-de-chaussée, pour faire parapher leur slip, le morceau de carton qui signale les participants à la réassurance. « Nous assurons le fuselage des avions et la coque des bateaux contre le risque de guerre et de terrorisme pour un an. En cas de crise, une clause du contrat prévoit une révision régulière du barème, généralement mensuelle. Depuis le 3 janvier, cette revalorisation est hebdomadaire. Après la date-butoir du 15 janvier, les contrats seront adaptés au jour le jour », nous explique M. Steven Merrett.

M. Merrett siège au Joint Cargo War Risks Committee (conseil commun de fixation des barèmes d'assurance des cargaisons en temps de guerre), un organe informel qui regroupe des membres des Lloyd's et des souscripteurs pour déterminer les barèmes généraux des primes de guerre perçues sur les cargaisons à destination de zones dangereuses. La semaine dernière, ce comité a décidé de laisser entière liberté aux souscripteurs, désormais autorisés à négocier directement les surcharges imposées sur les frets transitant par le Golfe ou la mer Rouge.

Effet dissuasif

Résultat : les barèmes d'assurance se sont envolés. En une semaine, les tarifs des cargaisons de bateaux à destination du port de Ras-Tanura (Arabie saoudite), situés à 200 kilomètres du Koweït, ont quadruplé, atteignant 1,25 % de la valeur de la cargaison. Ceux à destination du terminal de Kharg (Iran) ont doublé, s'élevant à 0,3125 % de la valeur. Les primes à destination des autres ports saoudiens, le Qatar et les Emirats arabes unis sont aussi dans l'ascenseur.

L'augmentation du risque de guerre pèse également sur les barèmes aériens. La compagnie américaine Pan Am a suspendu la semaine dernière tous ses vols vers Tel-Aviv et Ryad en raison notamment d'une augmentation de 1 000 % des primes d'assurances sur ces destinations. « Les compagnies basées dans la région ont toutes signé de nouveaux contrats qui peuvent être révisés chaque mois. Pour les autres compagnies, nous imposons une surcharge d'assurance sur chaque vol à destination du Proche-Orient. Nous avons

fortement conseillé à tous nos clients de restreindre leurs avions du Moyen-Orient », explique M. Merrett.

En fait, les Lloyd's ont tiré les leçons de huit ans de guerre Irak-Iran dont les dévastations aériennes et maritimes leur avaient coûté plus de 1 milliard de dollars. L'envolée des primes est destinée à dissuader les compagnies aériennes et les armateurs de desservir la région. « Traditionnellement, la réputation des Lloyd's repose sur leur capacité d'assurer tout et n'importe quoi. Les souscripteurs du secteur risques de guerre-terrorisme ne veulent pas refuser une assurance, prestige oblige. Ces surcharges d'assurance, qui atteignent parfois un niveau ridicule, sont destinées à contraindre les clients à abandonner le Proche-Orient », rétorque M. Julian Jessup, analyste du secteur assurance auprès de la Banque Barclay De Zoots-Wedd.

Pas de pessimisme

Les deux dernières années ont été mauvaises pour les spécialistes du war risks. La facture pour 1990 de la saisie par les Irakiens d'une douzaine d'avions civils de la Koweït Airlines au moment de l'invasion, le 2 août, la destruction d'un appareil des lignes chinoises lors d'une tentative de détournement aérien et de la catastrophe de Lockerbie va dépasser les 500 millions de livres, estime M. Jessup, soit le double des revenus des primes et des surcharges encaissées l'an dernier.

Pourtant, malgré ces déboires, le pessimisme n'est pas de saison sous les vitrages dépolis de la cathédrale de verre du Lloyd's of London. D'abord parce que les statistiques de ce club plus que tricentenaire excluent les dommages de la guerre terrestre.

Ensuite, comme le souligne M. Steven Merrett, « la situation actuelle est plus imprévisible en raison du nombre de soldats impliqués et de la quantité d'armements déployés. Mais en cas de conflit armé, je pense que l'espace aérien sera fermé aux avions civils, qu'une zone maritime d'exclusion interdira l'accès aux navires marchands, ce qui devrait limiter la casse. Les risques d'attaques terroristes à l'extérieur de la région m'inquiètent davantage ».

MARC ROCHE

Un dispositif mis en place sur l'ensemble du territoire

« Vigie-pirate » anti-attentats

Depuis le week-end dernier, un premier dispositif antiterroriste a été mis en place sur l'ensemble du territoire français. Baptisé plan « Vigie-pirate », il répond à une double menace : celle d'attentats terroristes liés à la crise du Golfe et celle d'actions violentes suscitées par la montée des tensions en Corse.

Installé de manière discrète, le plan consiste pour l'heure à accentuer la vigilance des fonctionnaires en faction devant plusieurs centaines de « points sensibles ». Ministères, entreprises travaillent pour la défense nationale, centres de l'EDF ou des PTT, relais-émetteurs de radio-télévision et autres installations d'intérêt national, sont désormais gardés par des fonctionnaires équipés de gilets pare-balles.

« Vigie-pirate » tend avant tout à sensibiliser les policiers et les militaires en charge de ces missions. Ce n'est qu'en cas d'aggravation des menaces terroristes que ce dispositif, prévu par les textes relatifs à la défense civile - qui sont couverts par le secret-défense - serait renforcé. E. in.

PROCHE-ORIENT

Le sort des otages belges du « Silco »

Bruxelles dément avoir donné son accord à la libération d'un terroriste palestinien

Le ministre belge de la justice a démenti, mardi 8 janvier, avoir donné son accord à la libération du terroriste palestinien Nasser Saïd en échange de celle des quatre otages belges du Silco.

Le Fatah-Conseil révolutionnaire, organisation d'Abou Nidal, avait affirmé, mardi à Beyrouth, que les otages belges avaient été conduits dans un « pays ami en prévision de leur échange avec le camarade Nasser Saïd détenu en Belgique » et que

la réponse de Bruxelles avait été positive (le Monde du 9 janvier). « Le gouvernement belge n'a encore pris aucune décision quant à la libération de Nasser Saïd » (condamné en 1980 à la prison à perpétuité pour un attentat contre des enfants juifs à Anvers), a déclaré un porte-parole du ministère de la justice. Le ministre des affaires étrangères, M. Mark Eyskens, a déclaré qu'il ne ferait aucun commentaire tant que les otages ne seraient pas rentrés en Belgique. (AFP)

EN BREF

o CANADA : nouvelle échauffourée avec des Mohawks au Québec.

Une nouvelle bataille rangée a opposé mardi 9 janvier policiers et Indiens Mohawks dans la réserve de Kahnawake, près de Montréal, qui avait été le théâtre de violences l'été dernier. Un policier a déclenché la colère des Indiens en tentant d'interpeller un des leurs, auteur d'une infraction routière. Selon les autorités, de cinquante à soixante Mohawks ont accueilli à coups de bâtons et de pierres de base-ball une cinquantaine d'hommes de la police montée venus en renfort. La police a fait état de six blessés dans

ses rangs et a annoncé avoir effectué huit arrestations. (Reuters)

o CHINE : protestation de la Fédération pour la démocratie contre la condamnation de dissidents. - La Fédération pour la démocratie en Chine (FDC), qui regroupe de nombreux opposants chinois à l'étranger, a protesté contre la récente condamnation de dirigeants étudiants par le régime de Pékin (le Monde du 8 janvier). La FDC affirme que la procédure utilisée est « illégale » et viole la Déclaration universelle des droits de l'homme.

o CORÉE DU SUD : nouvelle proposition de Pyongyang à Séoul. - La Corée du Nord a proposé, mardi 8 janvier, à la Corée du Sud la tenue d'une conférence sur la réunification à laquelle participeraient les gouvernements et les partis politiques des deux pays. Cette réunion aurait lieu le 15 août, jour anniversaire de la création de la République de Corée (Sud). D'autre part, le premier ministre japonais, M. Toshiki Kaifu, est arrivé mercredi à Séoul pour une visite officielle de deux jours. (AFP)

Un « tour de table » au conseil des ministres ?

M. Michel Rocard a été interrogé par les journalistes à l'hôtel Matignon, lors de la cérémonie des vœux à la presse, mardi 8 janvier, sur la possibilité pour le président de la République de demander aux membres du gouvernement, lors du conseil des ministres, un engagement formel de soutenir ses décisions éventuelles dans la conduite de la crise du Golfe.

Le premier ministre a répondu par des périphrases qui ont pu laisser croire à ses interlocuteurs qu'il en serait effectivement ainsi. N'avait-il pas, d'ailleurs, fait une allusion implicite, mais assez claire, à ceux des membres du gouvernement qui auraient quelques réticences ? Dans son toast, il avait qualifié d'« irresponsables » aussi bien ceux qui ne craignent pas la guerre que « ceux qui, parce qu'ils la craignent, seraient prêts à tous les abandons ».

Une telle consultation des membres du gouvernement ne serait pas une nouveauté sous la V^e République. Ainsi, de Gaulle a interrogé les ministres à plusieurs reprises avant qu'il ne décide, le 29 mars 1968, le retrait de la France du commandement de l'OTAN. De façon plus formelle encore, le général de Gaulle a eu recours à cette procédure en demandant son avis à chaque membre du gouvernement au cours d'un « tour de table » au conseil des ministres. Ce fut le cas avant son discours du 16 septembre 1969 sur l'autodétermination

de l'Algérie où, pour la première fois, il envisageait l'hypothèse d'une « Algérie algérienne », c'est-à-dire d'une indépendance en association avec la France. Il y a procédé de nouveau au moment du putsch des généraux d'Alger, en avril 1961.

Ce genre d'interrogatoire avait été alors baptisé « la confessionnal ». Cette procédure a enfin été reprise à chaque conseil des ministres du 9 septembre 1962, lorsque le général a demandé leur accord à chaque membre du gouvernement sur sa décision de proposer au référendum une réforme de la Constitution instituant l'élection du président de la République au suffrage universel. Chaque ministre a donné son avis, puis ce fut le tour du premier ministre, Georges Pompidou, et le général a conclu en quelques mots. C'est au cours de cette réunion du conseil, que le ministre de la Justice, M. Jean Foyer, ayant présenté quelques objections, de Gaulle avait tranché à sa manière : « M. le garde des sceaux a des scrupules, mais il les surmonte ».

M. Pierre Sudreau, ministre (MRP) de l'éducation nationale, avait formulé les plus expresses réserves et en avait informé, au préalable, le président de la République et le premier ministre. Celles-ci n'ayant pas été retenues, M. Sudreau avait remis sa démission au général de Gaulle, qui l'avait acceptée, mais qui ne l'avait rendue effective que le 15 octobre.

ANDRÉ PASSERON

Robert Fournier et Philippe Fargues
Séoul • Paris • Beyrouth

Atlas du Monde Arabe

Géopolitique et Société

Du Golfe au Maghreb pour mieux comprendre les enjeux

Borloo

Dans l'annonce parue dans les éditions du Monde du 7 daté 8 janvier 1991 (page 5) et du 8 daté 9 janvier 1991 (page 4).

Exposition de photos sur « Les violations des droits de l'homme au Koweït »

il fallait lire : LE COMITÉ DE SOLIDARITÉ KOWEITIENNE ORGANISE CETTE EXPOSITION A : L'Hôtel Intercontinental les 8 et 9 janvier 1991 de 10 heures à 21 heures.

EUROPE

URSS : l'envoi de renforts militaires

Washington accuse le Kremlin de « provocation » dans les Républiques baltes

Les Etats-Unis ont accusé le Kremlin, mardi 8 janvier, de « provocation » dans les Républiques baltes où des renforts militaires ont été envoyés pour faire appliquer la conscription obligatoire.

La Maison Blanche, a précisé son porte-parole, M. Marlin Fitzwater, suit « attentivement » la situation : « Nous appelons l'URSS à cesser les tentatives d'intimidation et à retourner à des négociations libres de toute pression et d'utilisation de la force », a-t-il

déclaré. L'envoi de troupes supplémentaires dans les Républiques baltes, ainsi que dans d'autres Républiques rebelles, constitue « un pas sérieux vers une escalade de la tension » et un « revirement très sérieux » de l'attitude du Kremlin par rapport aux tentatives de négociation.

C'est la première fois depuis plusieurs mois que les Etats-Unis émettent un tel rappel à l'ordre à l'égard des autorités soviétiques. D'autres capitales occidentales ont exprimé leur préoccupation sur la situation

dans les pays baltes. A Londres, le gouvernement britannique a appelé Moscou à « négocier pour résoudre les problèmes baltes » ; à Stockholm, le ministre suédois des affaires étrangères, M. Stan Andersson, a jugé « inacceptables les pressions politiques et militaires » exercées par Moscou sur les Baltes. Enfin, le ministère danois des affaires étrangères, « gravement préoccupé » par ces événements, a de nouveau demandé aux Douze d'intervenir auprès de l'URSS.

La hausse des prix entraîne la démission du gouvernement lituanien

MOSCOU

de notre correspondant

L'armée économique est décidément plus redoutable que les blindés de l'armée soviétique. Elle a eu raison mardi du gouvernement lituanien. A peine rentrée de Moscou où elle venait de rencontrer sans succès Mikhaïl Gorbatchev à propos de l'opération lancée par l'armée dans toute la Baltique pour récupérer les réfractaires au service militaire, le premier ministre, M. Kazimiera Pruskiene, a présenté sa démission devant le Parlement de Vilnius.

« Nos opinions concernant la politique économique sont différentes. C'est pourquoi la réalité du gouvernement démissionne », cette femme, au credo libéral, que l'on surnommait la « dame de fer de la Baltique » a finalement jeté l'éponge.

Elle cite ainsi un long chapitre de querelles mal dissimulées avec le président Vytautas Landsbergis. Ce dernier s'est d'ailleurs empressé d'annoncer à la télévision que la démission ne signifiait pas le départ de toute l'équipe actuelle.

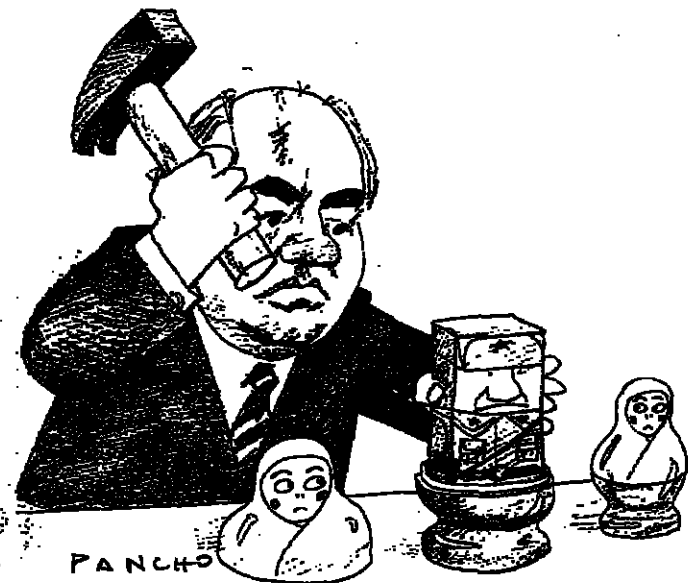
« J'espère que la majorité de ses membres fera partie du nouveau gouvernement », a déclaré l'impétueux muscologue, fort peu apprécié au Kremlin.

Le rôle

de M. Lansbergis

C'est une hausse de 200 à 300 % des prix, entrée en vigueur lundi, qui a provoqué la rupture entre le Parlement et le premier ministre, en fonctions depuis mars dernier.

Cette mesure, similaire à celle appliquée en Lettonie et en Estonie mais avec un niveau de hausse bien plus important, vise à placer



plus vite l'économie balte au niveau des économies occidentales, avec des prix plus proches des réalités économiques.

La riposte des partisans de Moscou ne s'est pas fait attendre. Cinq mille personnes environ ont manifesté devant le Parlement, mardi matin, à l'appel du groupe Edintvo (unité) partisan du maintien de la république dans l'Union soviétique.

Très excités, les manifestants ont essayé de pénétrer en force dans le bâtiment, comme avaient tenté de le faire l'année dernière les adversaires de l'indépendance à Riga, la capitale lettone. M. Landsbergis a lancé aussitôt un appel à l'aide à la radio et plusieurs milliers de con-

tre-manifestants se sont aussitôt rassemblés. Les policiers lituaniens ont cependant réussi à contenir avec des lances à incendie les assauts des nationalistes russes.

Le Parlement a néanmoins décidé de suspendre la hausse des prix. Le président Landsbergis avait, dès lundi, exprimé à la télévision son opposition à ce projet. Il estimait que les Lituaniens avaient besoin de « calme pour traverser un moment très difficile », avec l'annonce de l'envoi de renforts para-

chutistes pour ramener dans les casernes les quelque 9 500 réfractaires au service militaire recensés en Lituanie. Mardi soir, M. Landsbergis a demandé à nouveau aux Lituaniens de continuer à veiller jour et nuit sur l'immeuble du Parlement, devenu le symbole de la souveraineté de la petite République balte.

Il reste cependant que la crise provoquée par le départ de M. Pruskiene prive les nationalistes d'un des rares négociateurs crédibles à Moscou. Les relations « cordiales » de M. Gorbatchev avec celle-ci n'ont pas empêché le numéro soviétique de refuser de discuter avec elle du problème de l'action de l'armée et de lui conseiller de s'adresser au ministre de la défense.

M. Gorbatchev a répété qu'il ne saurait parler de processus d'indépendance pour la Lituanie avant qu'un référendum, prévu par la loi soviétique, y soit organisé.

Selon certains députés réformateurs, le tout nouveau vice-président soviétique, M. Guennadi Ianiév, serait directement impliqué dans cette première manifestation de la reprise en main annoncée par M. Gorbatchev avec la réforme entamée fin décembre du pouvoir exécutif. M. Ianiév organiserait, en collaboration avec l'armée, ce retour à l'affirmation de l'autorité de l'Etat soviétique depuis le comité central du Parti communiste, dans le cadre d'une « commission centrale de coordination » qu'il préside. (Interim.)

GRECE : les autorités dépassées par l'afflux de réfugiés d'Albanie

La tragédie des « Epirotes du Nord »

ATHENES

de notre correspondant

Depuis le dimanche 30 décembre, environ cinq mille « Epirotes du Nord » (nom donné aux Albanais de souche grecque) sont arrivés en Grèce. Complètement démunis, affamés et épuisés après plusieurs heures de marche nocturne dans les montagnes enneigées, ces réfugiés n'ont trouvé pour l'instant que la misère et la mendicité. « On a faim, cela fait quatre jours que nous n'avons rien mangé, et notre vie est un cauchemar. On a quitté l'Albanie car on ne supportait plus l'oppression, les privations et le malheur. On a trouvé la frontière ouverte et on a fui vers la liberté. Pendant tout notre voyage martyr, on pensait au bien-être qu'on allait connaître », raconte un jeune réfugié de dix-neuf ans. « Laissez-nous vivre en Grèce et on nettoiera tout l'Albanie avec nos mains », affirme un autre du même âge.

Logements

de fortune

La plupart veulent rester ici, en Grèce, contrairement aux vœux des autorités d'Athènes. Certains pensent au retour — mais quand « la démocratie existera vraiment en Albanie ». D'autres, une centaine, ont rejoint leurs foyers devant les pénibles conditions d'accueil à la frontière. A Filiatra, le plus grand centre de regroupement au sud de la frontière, à Igoumenitsa ou à Ioannina, la capitale de l'Epire, ils sont entassés dans des logements de fortune : écoles, casernes, camps de toile.

A Athènes même, où quelques centaines de personnes sont arrivées ces derniers temps, un immeuble du centre ville a été squatté. Au petit matin, à Omonia, la grande place populaire de la capitale, les réfugiés arrivent à la recherche d'un emploi.

Surpris, les autorités grecques ont été manifestement dépassées par l'ampleur et la rapidité de l'exode. Les efforts du gouvernement, de l'Eglise et des populations bordant la frontière qui ont distribué spontanément des vivres, des vêtements et des chaussures, ne suffisent pas. Le porte-parole du gouvernement, M. Byron Polydoras, a souligné que les autorités ne pouvaient répondre aux « rêves »

des réfugiés qui s'attendaient, après les rumeurs diffusées par Tirana, à trouver en Grèce « des terres, des logements, des voitures, des télévisions ». Les conditions d'accueil ne peuvent être « idéales », a prévenu le porte-parole. Athènes a demandé l'aide du Haut-Commissariat des réfugiés de l'ONU et obtenu une aide d'urgence de 500 000 écus de la Communauté européenne.

Pour tenter de régler le problème, le premier ministre, M. Constantin Mitsotakis, effectuera les 13 et 14 janvier, une visite à Tirana, la première d'un chef de gouvernement grec en Albanie. M. Mitsotakis doit y négocier le retour des réfugiés dans ce pays avec la certitude qu'ils ne seront pas poursuivis et qu'ils recouvreront normalement leurs propriétés.

Il apportera également son soutien au processus de démocratisation et promètra l'aide économique de la Grèce par divers investissements en exigeant des garanties pour l'amélioration des conditions de vie — politique et religieuse — de la minorité grecque.

DIDIER KUNZ

ALBANIE : pas de report des élections. — Le président albanais, M. Ramiz Alia, a de nouveau refusé, mardi 8 janvier, au cours d'une rencontre avec des représentants du Parti démocratique, d'accéder à la demande de l'opposition de retarder les élections du 10 février. Tirana a d'autre part promis l'immunité à ceux des quelque 6 000 Albanais récemment réfugiés en Grèce qui voudraient rentrer chez eux.

TURQUIE : fin de la marche des mineurs. — Les 50 000 mineurs de Zonguldak, près de la mer Noire, en grève depuis treize jours, ont mis fin, mardi 8 janvier, à leur marche sur Ankara à l'appel du président de leur syndicat, M. Semsi Denizler (le Monde du 9 janvier). Ils ont commencé à rentrer chez eux après cinq jours de marche pour appuyer leurs revendications. Le cortège avait été stoppé dimanche par les forces de sécurité. — (AFP.)

AFRIQUE

Le sommet de la francophonie n'aura pas lieu au Zaïre

Le prochain sommet de la francophonie n'aura pas lieu à Kinshasa, au Zaïre. « Le président Mobutu a accepté de passer son tour et je l'en félicite », a déclaré, mardi 8 janvier, à RFI, M. Jacques Pélissier. Le ministre de la coopération et du développement a précisé que la France se portait candidate pour accueillir, à l'automne, un tel sommet.

Le président Mobutu a donc jeté l'éponge. Il a préféré renoncer de lui-même à accueillir le prochain sommet de la francophonie plutôt que d'y être contraint par plusieurs membres éminents de ce « club », au premier rang desquels le Canada et la Belgique. Sans compter la France qui, pour ne rien dire, n'en pensait pas moins.

Lors d'une visite officielle, à la mi-juin, à l'île Maurice, M. François Mitterrand avait, en termes sibyllins, poussé ce pays à accueillir le sommet de la francophonie. Quelques jours plus tard, à La Baule, à l'occasion du sommet franco-africain, le président français avait insisté, devant ses homologues du continent noir, au point d'en irriter certains, sur les vertus de « l'Etat de droit ».

Mauvaises manières

Ces propos éclaircissent les précédents d'un jour nouveau et donnaient à penser que les tristes records du Zaïre en matière de respect des droits de l'homme lui vaudraient une punition (le Monde du 21 juin 1990).

Par esprit de corps, beaucoup de

dirigeants africains — et encore tout dernièrement, M. Abdou Diouf, le chef de l'Etat sénégalais — avaient fait bloc autour du président Mobutu pour s'opposer à ce « changement de site », le jugeant malvenu. En revanche, les mouvements d'opposition zaïrois, auxquels le pouvoir même la vie dure dans le cadre d'un multipartisme tout frais et bien fragile, dénonçaient la « caution » ainsi donnée à un régime notoirement coupable d'un « massacre », à la mi-mai, sur le campus universitaire de Lubumbashi, au cours duquel, selon des témoins dignes de foi, plusieurs dizaines d'étudiants avaient trouvé la mort.

Le Canada et la Belgique, l'ancienne puissance coloniale, tiraient argument de cette affaire pour obtenir discrètement que le prochain sommet de la francophonie ait lieu ailleurs qu'à Kinshasa, sauf à le boycotter s'ils n'obtenaient pas satisfaction. Leurs pressions avaient d'autant plus de chances d'aboutir que les autorités zaïroises réclamaient aux bailleurs de fonds occidentaux quelque 50 millions de dollars pour l'organiser et qu'à l'évidence elles se montraient incapables de tenir les délais.

Le président Mobutu paye, aujourd'hui, le prix de ses mauvaises manières de gouverner. La France n'est pas mécontente de lui donner à réfléchir. Comme elle l'a fait récemment, de manière radicale, avec l'ex-président tchadien Hissène Habré et, de manière plus feutrée, avec le roi du Maroc. Tous deux personnages qui avaient mal reçu l'appel à la démocratie de La Baule.

JACQUES DE BARRIN

SOMALIE

Le président Syaad Barré résiste toujours aux attaques des rebelles

NAIROBI

de notre correspondant

Une centaine d'étrangers ont attendu en vain d'être évacués, mardi 8 janvier, à l'aéroport de Mogadiscio. Les combats faisaient rage dans la capitale somalienne et les Hercules C-130 de l'armée de l'air italo-somalienne n'ont pu s'envoler. En revanche, à Merca, sur la côte sud, le navire-école français Jules Verne et ses deux hélicoptères Puma ont embarqué, dans le cadre de l'opération Bénédicte, quarante-cinq expatriés.

La capitale somalienne, aux deux tiers désertée, est, aujourd'hui, menacée par les épidémies. Les cadavres abandonnés sur les trottoirs, le manque d'eau et l'absence d'hygiène font craindre le pire. A Afgoye, à 20 kilomètres de la ville, on redoute le choléra, et les responsables du Congrès de la Somalie unifiée (USC) ont lancé un appel à l'aide. Mais l'équipe de Médecins sans frontières déposée lundi à Mogadiscio par les pilotes italiens n'a pas encore réussi à s'installer dans un hôpital.

Gouvernement

interethnique

A Rome, les différents mouvements rebelles ont fait état, mardi, de « deux affrontements qui ont fait quatre cents morts » et d'une « avancée des maquisards dans la zone portuaire ». Leurs communiqués annoncent régulièrement la « fin de Syaad Barré » mais, selon l'ambassadeur d'Italie à Nairobi, en contact avec son homologue en Somalie, la position du président,

qu'il croit « toujours dans la capitale » est encore forte. « Il n'est plus en état de se sauver mais est encore en état de nuire », a-t-il souligné. Ses troupes contrôlent toujours le front de mer, l'aéroport et la ville de Mogadiscio à même recommencé à émettre, mardi soir, pour annoncer le « retour à la normale » dans la capitale.

Le régime du président Barré est, aujourd'hui, en sursis, après vingt et un ans de dictature, et l'opposition se prépare à prendre la relève. Ses responsables, en exil à Rome, entendent « former un gouvernement d'union nationale inter-ethnique avec toutes les forces démocratiques politiques et sociales du pays, y compris celle des Marehan, le clan de Syaad Barré ». Mais, sur le terrain, le partage du pouvoir ne sera pas chose facile. La soude inimitié que tel opposant se laisse parfois aller à exprimer vis-à-vis d'un autre clan fait planer des menaces d'affrontements après la « chute imminente » du présent régime.

JEAN HÉLÈNE

ALGERIE : accord avec le Maroc sur le délai des permis de séjour. — Le premier ministre, M. Mouloud Hamrouche, a annoncé, mardi 8 janvier, l'issue d'une visite officielle à Rabat où il a rencontré le roi Hassan II, que les gouvernements algérien et marocain avaient décidé de porter « immédiatement » de un à dix ans le délai des permis de séjour accordés aux citoyens de l'un et l'autre pays. — (AFP.)

Un appel contre l'intervention de l'armée soviétique

La France et la Communauté européenne doivent s'opposer avec vigueur à l'intervention de l'armée soviétique qui vient d'être décidée par M. Gorbatchev contre les pays baltes.

Le monde entier étant occupé par la crise du Golfe, n'y a-t-il pas le risque de voir se rééditer le coup de Budapest pendant la crise de Suét ? Depuis des mois une double menace se présente : celle du retour à un pouvoir total et incombible en premier lieu, dénoncé par la veuve d'André Sakharov et, récemment, par M. Chevaradze lui-même ; celle du retour à « l'ordre colonial » dans toutes les Républiques englobées dans l'empire.

La France n'a jamais reconnu officiellement l'annexion des pays baltes, conséquence directe du pacte Hitler-Staline. Elle ne doit pas laisser sans protestation s'accomplir le coup de force actuel.

Si l'Europe n'agit pas en Europe même, quelle justification aurait encore la construction européenne ? Si la France ne fait rien, alors que son gouvernement n'a pas hésité à l'engager pour défendre l'indépendance du Koweït, quel peut être le sens de sa mission et quelle serait la cohérence de sa politique ? Au moment où l'Europe et la France organisent l'aide à M. Gorbatchev, est-il tolérable que cette aide puisse être retournée contre la liberté ? Ont signé cet appel

MM. Jean-François Deniau, Alain Besançon, Jacques Julliard, Pierre Manent, Olivier Chevallier, René Thom, Marcel Gauchet, Claude Lefort, François Furet, Michel Heller, Jean-François Revel, Alain Finkielkraut.

MM. Gorbatchev et Eltsine sont parvenus à un compromis sur le budget

Un accord de compromis a été conclu, mardi 8 janvier, à l'issue d'une rencontre entre MM. Mikhaïl Gorbatchev et Boris Eltsine sur la contribution de la fédération de Russie au budget de l'Union, a annoncé l'agence Tass. La Russie versera directement 23,4 milliards de roubles, soit la somme annoncée par les autorités russes en décembre au début de la « guerre des budgets », a précisé l'agence non officielle Interfax. Elle cédera aussi 38,6 milliards des revenus tirés de son activité d'import-export et environ 15 milliards de roubles tirés de ses ressources naturelles, ce qui porte à près de 80 milliards de roubles sa contribution au budget fédéral. En outre, la Russie va apporter 30,6 milliards de roubles à un fonds fédéral extra-budgétaire de stabilisation de l'économie soviétique, pour aider les républiques déficitaires.

Le budget de l'Union, de nouveau présenté mardi à l'ouverture de la nouvelle session du Soviet suprême s'élève à 276 milliards de roubles, avec des recettes chiffrées à 250 milliards. Mais le déficit réel doit être beaucoup plus important : en effet, les républiques doivent dorénavant supporter les subventions aux prix alimentaires, alors que les prix d'achat aux producteurs ont été fortement augmentés, sans répercussion sur les prix de vente.

Les dépenses du KGB sont apparues pour la première fois dans le budget et s'élèvent à 4,9 milliards de roubles. Celles de l'armée se montent à 96,6 milliards, soit 35 % du budget fédéral, qui ne tient pas compte des budgets des républiques, précise le quotidien Financial Times. — (AFP, Reuters, AP.)

501001

POLITIQUE

La situation en Corse

Les nationalistes clandestins « modérés » du « canal habituel » du FLNC ont annoncé, mardi 8 janvier, un « gel total » temporaire de leurs actions « militaires » afin de ne pas contribuer à la « confusion » en Corse et de couper court à tout « amalgame ».

Tandis que l'opposition continue à critiquer le gouvernement, M. Michel Rocard devrait s'exprimer sur la Corse, jeudi matin 10 janvier, au micro de RTL.

M. Antoine Waechter, porte-parole des Verts, a déclaré mardi que, bien qu'insuffisant, le projet Joxe constitue « une avancée qui mérite d'être soutenue ». « Il est tout à fait déplacé de faire

l'amalgame entre la violence dans l'île et le projet défendu par M. Joxe », a-t-il ajouté.

Sur le plan judiciaire, et dans le cadre des « nominations significatives » décidées par le conseil restreint du gouvernement consacré à la situation dans l'île et annoncées, jeudi 3 janvier, par M. Georges Klejman, ministre délégué à la justice, la chancellerie a indiqué, mercredi 9 janvier, qu'un nouveau procureur général près la cour d'appel de Bastia avait été désigné. Il s'agit de M. Jean-Louis Nadal, jusqu'à présent procureur de la République à Créteil (Val-de-Marne), qui, en Corse, remplacera l'actuel titulaire du poste, M. Michel Perceval.

Dans un entretien accordé, mercredi 9 janvier, au Figaro, le garde des sceaux, M. Henri Nallet, estime que « le taux d'élucidation des affaires est insuffisant en Corse », en raison des « difficultés » qu'ont les services d'enquête « pour réunir des témoignages, des indices, des présomptions ». Soulignant qu'il ne s'agit « pas seulement » d'un « effort de la justice ou de la police judiciaire, de la gendarmerie ou de la police nationale », mais aussi d'une « prise de conscience de la population, particulièrement de tous ceux qui exercent une responsabilité politique, morale, sociale ou économique dans l'île », le ministre a qualifié d'« inadmissibles » les « déclarations de certains

responsables politiques nationaux et locaux sur la « démission » de l'Etat en Corse ». A ce sujet, M. Nallet a rappelé que « l'amnistie de certains délits commis en Corse a été votée sur initiative parlementaire à l'issue d'une intense campagne des élus du RPR, qui sont, aujourd'hui, mal venus d'en critiquer les effets ».

Enfin, mais sans que cela ait, semble-t-il, de rapport avec la situation politique de l'île, deux juges d'instruction du tribunal de Bastia ont été, après enquête de l'inspection générale des services judiciaires, suspendus de leurs fonctions pour « absentisme injustifié et répété ».

Deux juges d'instruction suspendus

BASTIA

de notre correspondant

M^{rs} Claude Aubanel et M. Eric Sievers ont été suspendus de leurs fonctions de juge d'instruction au parquet de Bastia à la suite du rapport d'enquête établi par la mission de l'inspection générale des services judiciaires, venue en Corse au mois d'octobre dernier. Les magistrats du siège avaient publié deux motions de défiance contre ces deux juges d'instruction - le parquet en comptant trois - de Bastia, à qui il est reproché « un absentisme injustifié et répété ».

Dans leur motion, les magistrats du siège avaient demandé des sanctions, « afin que cesse une situation qui confine au déni de justice ». Le Conseil supérieur de la magistrature statuera sur le sort des deux magistrats instructeurs dans un délai non encore précisé. Ils encourent la radiation ou, à tout le moins, la mutation dans une autre juridiction. Il est

reproché aux deux juges, notamment, de n'instruire que soixante-dix dossiers d'affaires par an, alors que, à population égale, les cabinets d'instruction, sur le continent, en instruisent cent vingt dossiers dans l'année.

La suspension de ces deux magistrats, qui a un caractère exceptionnel, n'aurait pas de lien avec les récentes mesures annoncées par le conseil des ministres restreint pour le renforcement de l'autorité de l'Etat en Corse. Les avocats du barreau de Bastia, qui ont toujours protesté contre les lenteurs des instructions et leurs conséquences directes sur les détenus de préventive, estiment que la décision de la commission d'enquête peut, aussi, masquer une « sanction particulière » contre le juge Sievers, à qui le siège reproche une trop grande indépendance d'action. Le magistrat aurait continué d'instruire une affaire alors qu'il avait été dessaisi du dossier par décision de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Bastia.

M. C.

L'une des deux tendances du FLNC annonce le « gel total » de ses actions « militaires »

BASTIA

de notre correspondant

La rumeur de la tenue d'une conférence de presse clandestine du Front de libération nationale de la Corse (FLNC) circule en Corse depuis plusieurs jours. Mardi après-midi 8 janvier, vers 16 heures, en plein jour, dans une maison d'habitation proche de Bastia, un homme portant une casquette et non armé, accompagné de deux militants se réclamant de la tendance « canal habituel » du FLNC - c'est-à-dire de la fraction dite progressiste ou modérée de l'organisation - a été vu par des journalistes d'un document de trois feuilles dactylographiées.

Avant d'annoncer la suspension totale des attentats pour une durée

« limitée dans le temps », le porte-parole de l'organisation clandestine, proche de la nouvelle organisation publique Mouvement pour l'autodétermination (MPA), explique que « la situation en Corse est caractérisée par une extrême confusion » et souligne la volonté de son organisation de « couper court à l'amalgame » qui se développe entre les différents problèmes de la Corse. Tour à tour, l'orateur met en cause « l'Etat français », les forces politiques traditionnelles, c'est-à-dire « le vieux clan », et les partisans du « nouveau clan », favorables à « l'affairisme international ».

Pour l'essentiel, la critique est dirigée contre la fraction « radicale » (ou « dure ») du FLNC, celle du « canal historique ». Cette branche, qui avait revendiqué la « nuit bleue » du 3 jan-

vier (le Monde du 4 janvier), est accusée d'entretenir les « risques d'une dérive militariste ». Le porte-parole explique : « Nous ne croyons pas à la politique du pire ou à un activisme qui placerait une élite guerrière en recours ou en situation de négocier des accords avec l'Etat français ». Le « canal habituel », lui, s'affirme clairement partisan du maintien de la trêve et du dialogue, « à un moment où tout est fait pour briser une dynamique porteuse d'espoir pour notre peuple ».

Mardi, une heure à peine après la publication de ce communiqué, A. Cuncoletta Nazionalista, l'organisation publique nationaliste proche du « canal historique » du FLNC, a condamné la décision de trêve militaire du « canal habituel ». « Cette décision, selon la Cuncoletta, s'apparente à une démission... »

Les deux principaux groupes clandestins et les organisations légales correspondantes sont donc divisés sur la stratégie. Le « canal habituel », comme son homologue public, le MPA, tend à une mise en sommeil du FLNC pour « permettre la responsabilisation individuelle au service d'un projet collectif, soutenir la construction de tous les espaces de démocratie, agir pour la transparence et le respect des diversités ». A ses yeux, « cette évolution ne peut se concevoir qu'en favorisant une dynamique populaire, dépassant largement le cadre nationaliste ».

La question est, maintenant, de savoir sur quel terrain se mesureront le rapport de forces entre les deux tendances opposées du mouvement nationaliste.

MICHEL CODACCIONI

Les plastisseurs devancent la justice

BASTIA

de notre correspondant

Depuis deux ans et demi, la contestation du système local et « colonial » par les nationalistes corses s'exerce dans le seul champ de l'activité immobilière touristique. En 1990, le FLNC a signé une trentaine d'actions de commandos ou d'attentats individuels à l'explosif.

A chaque fois, le FLNC prend l'initiative de dénoncer une carence des permis de construire, un abus d'aides publiques ou un dévouement d'objet social d'une Société civile immobilière (SCI). Souvent, l'action des clandestins est relayée par une association locale de riverains ou d'écologistes, qui engage la bataille judiciaire pour faire valoir les droits des usagers et les moyens de la défense des sites.

« C'est maintenant qu'il faut se battre, sinon, dans dix ans, c'est toute la côte qui sera bétonnée », répète, il y a quelques jours, M. Paul Moulin, le président de l'Association de défense du littoral de la Corse. C'est ainsi que le tribunal administratif de Bastia vient d'annuler les permis de construire concernant deux parcelles déjà bâties dans le lotissement Paese di Mare de Saint-Cyprien.

sur la commune de Iacchi, près de Porto-Vecchio. Cet ensemble immobilier touristique, situé au bord de la mer et composé, principalement, de deux immeubles avec magasins au rez-de-chaussée et plusieurs dizaines d'appartements en étage, avait été détruit à 90 % par un plastage, le 8 novembre 1989, au cours d'une opération du FLNC.

Souvent contesté, l'ensemble immobilier avait finalement fait l'objet d'un permis de construire de « régularisation », c'est-à-dire délivré postérieurement à la réalisation des travaux. Cette « régularisation », accordée en mai 1988 à la SCI Paese di Mare par le préfet de la région, M. Joël Thoraval, faisait suite à plusieurs décisions d'annulation des autorisations de la SCI à partir de 1985, ainsi qu'à une décision identique de la SCI à partir de 1988. Qu'en est-il, aujourd'hui, des intérêts des copropriétaires qui ont acheté, entre 1986 et 1989, des appartements non autorisés à la construction et détruits en 1989 par le FLNC ? « Les copropriétaires de Paese di Mare ont été spoliés par la SCI... Notre association participera à la défense des intérêts communs », affirme M. Moulin. Quant aux compagnies d'assurances, elles se taisent.

M. C.

Un renfort pour M. Joxe

par Jean-Louis Andréani

LES nationalistes « modérés » tentent une désescalade en Corse. En renouant, début janvier, avec la tradition des « nuits bleues », les « durs » du FLNC avaient surtout, semble-t-il, obéi à une logique interne au mouvement nationaliste : après la scission entre les canaux « historiques » et « habituels », les « historiques » auraient voulu montrer qu'ils ont conservé leur capacité « militaire » et organisationnelle.

De ce point de vue, la démonstration a été réussie, mais il s'agit d'un jeu dangereux, au moment où l'opposition se saisit des récents assassinats dans l'île pour demander le retrait du projet Joxe et contester vivement la politique du gouvernement, accusé de laisser s'installer l'« anarchie » en Corse. Choisir, précisément, ce moment-là pour faire sauter des villas revenait à donner des arguments aux forces conservatrices de l'île et à l'opposition sur le continent, et à favoriser la tactique d'amalgame entre les assassinats d'origine inconnue et l'action violente des nationalistes.

Même si le projet de statut de M. Pierre Joxe ne satisfait évidemment pas toutes les revendications des nationalistes, fussent-ils « modérés », ces derniers y voient une réelle avancée. Ils n'ont donc rien à gagner à fragiliser le gouvernement, à l'approche de la session parlementaire extraordinaire au cours de laquelle le projet sera soumis au Sénat et à l'Assemblée. Ils ont, au contraire, tout intérêt, y compris du point de vue de l'opinion continentale, à calmer le jeu et à tenter d'isoler les tenants de la politique du pire, qu'ils se situent dans les rangs nationalistes ou, au contraire, parmi les forces antinationalistes les plus violentes. La déclaration des modérés est, de ce point de vue, un succès, même s'il reste fragile, pour M. Joxe.

Ironie de l'histoire : au moment où les nationalistes réfléchissent, M. Raymond Barre s'exprime sur la Corse en alignant, en quelques phrases, tous les poncifs qui, depuis des décennies, entretiennent l'incompréhension entre la Corse et le continent. Comment s'étonner, après l'expression d'un tel mépris apparent de la part d'un ancien premier ministre, que 31 % des Corses, selon un sondage BVA, se sentent proches des nationalistes ? A l'écoute de telles déclarations, les Corses peuvent-ils vraiment se sentir des Français à part entière ?

46 % des insulaires admettraient la « loi du silence »

Selon un sondage de l'institut BVA, dont les résultats sont publiés par Paris-Match (daté 17 janvier), réalisé dans l'île (1), 48 % des Corses se déclarent favorables à la notion de « peuple corse composant du peuple français », inscrite dans le projet de loi de M. Pierre Joxe ; 26 % des personnes interrogées sont opposées à cette notion, et 26 % n'expriment pas d'opinion.

A une question sur la « loi du silence », 46 % des personnes interrogées répondent que c'est « un devoir dans la tradition corse », 13 %, une forme de lâcheté, et 8 %, une forme de complicité. A 45 %, les Corses se sentent éloignés des nationalistes, contre 31 % qui s'en sentent proches, mais 44 % des personnes interrogées sont favorables à davantage d'autonomie, tandis que 33 % d'entre elles sont pour le statu quo, et 6 %, pour l'indépendance.

(1) Ce sondage a été réalisé par téléphone, les 4 et 5 janvier, auprès de 505 personnes majeures, représentatives de la population corse. Selon BVA, ces résultats doivent être lus en tenant compte d'une marge d'erreur de 3 à 4 points pour les résultats d'ensemble.

M. Barre : « le problème, ce sont d'abord les Corses »

Invité, mardi 8 janvier, d'un déjeuner-débat organisé par le magazine la Vie publique, M. Raymond Barre a, pour la première fois, livré son sentiment sur la situation en Corse. « Le problème corse, a-t-il déclaré, ce sont d'abord les Corses eux-mêmes. Quand on va en Corse, on s'aperçoit qu'il y a les Corses qui ont émigré et qui ne reviennent que pour voter et alimenter les problèmes de l'île, et les Corses qui sont sur place et qui ne demandent qu'à se faire assister. Il y aura bien un moment où il faudra leur dire : « Vous nous avez donné Napoléon, nous vous en sommes reconnaissants, mais si vous voulez être indépendants, alors prenez votre indépendance, mais ne demandez pas de nous donner le beurre et l'argent du beurre ! »

L'ancien premier ministre a ajouté qu'il n'est pas « hostile » au projet Joxe, mais que « l'affaire du « peuple corse » est ridicule ». « Bien sûr, on aura le peuple bellifontain ! On ne s'en sortira plus. Révérence gardée envers Fontainebleau (Seine-et-Marne), en tout état de cause, M. Barre estime que « ce projet Joxe n'aura de sens que si, d'abord, l'Etat rétablit l'ordre public en Corse ».

imagina

Des images qui dépassent l'imagination

DIXIEME FORUM DES NOUVELLES IMAGES DE MONTE-CARLO.

30, 31 JANVIER, 1ER FEVRIER 1991.

Informations France :

OCM snc, 11, rue Bergère, F 75009 Paris.

Tél. : (33-1) 45 23 08 10.

Fax : (33-1) 48 24 01 81.

Contact : Danièle Cogné.

Informations Monaco :

OCM snc, 41, avenue Hector-Gito, MC 98000 Monaco.

Tél. : (33) 93 15 93 94.

Fax : (33) 93 15 93 95.

Contact : Pascal Sabaïé.

CONFERENCES, EXPOSITION, PRIX PIXEL INA.

☐ Je souhaite recevoir des informations sur les conférences d'Imagina.

☐ Je souhaite recevoir un dossier d'inscription à la compétition PRIX PIXEL INA.

☐ Je souhaite recevoir un dossier d'inscription à l'exposition imagina.

A retourner à : Imagina, Monte-Carlo Bp 300, 98000 Monaco.

Nom	.....
Prénom	.....
Fonction	.....
Société	.....
Tel	.....
Adresse	.....
Ville	.....
Pays	.....
Secteur d'activité	.....

POLITIQUE

Le déclin du « système Chaban »

Depuis l'affaire des Girondins, Bordeaux baigne dans une atmosphère de fin de règne

BORDEAUX

de notre envoyé spécial

Les salons de l'austère Palais-Rohan sont pleins à craquer. Pour la quarante-quatrième année consécutive, ce lundi 7 janvier, M. Jacques Chaban-Delmas a réuni le personnel municipal pour présenter les vœux du maire. Après avoir discoursé sur le « dynamisme » de la ville et sa « vocation » européenne, il convie chacun au verre de « l'amitié bordelaise ». Autour du buffet, ce ne sont qu'accolades et embrassades. Pourtant, la ville bruisse de rumeurs, de chausse-trappes et de complots.

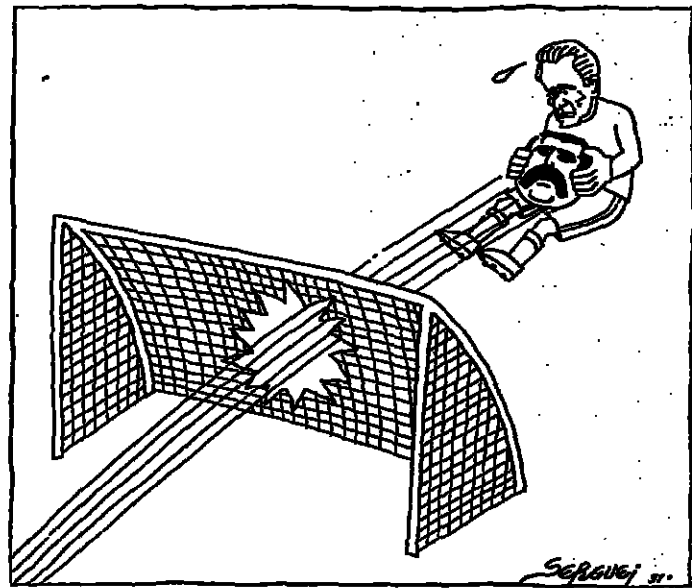
Depuis l'affaire du club de football des Girondins de Bordeaux, une atmosphère de fin de règne plane sur la ville. « C'est pénible, très pénible pour Chaban qui ne mérite tout de même pas ça », murmure un maire de l'agglomération bordelaise qui n'est pourtant pas « chabaniste ». Le coup est parti, en janvier 1990, dans la salle de réunion du conseil municipal — boiserie patinée et pupitres vieillots — que M. Chaban-Delmas domine depuis si longtemps de sa présence, juché sur une estrade qui donne à l'ensemble des allures de déshérence de salle de classe.

L'attaque a été portée par le chef de file de la modeste opposition socialiste, M. François-Xavier Bordeaux, un jeune banquier, ancien membre du cabinet de M. Pierre Bérégovoy, qui s'est appuyé sur beaucoup d'habileté du dossier des Girondins — jusqu'à l'inculpation du président du club, M. Claude

Bez, soutenu jusqu'au dernier instant par le maire — pour s'imposer sur l'avant-scène de la politique bordelaise.

Brusquement, M. Chaban-Delmas a paru rattrapé par son âge. Ses parades, ses contre-pieds ont semblé plus lents, moins efficaces que par le passé. « C'est un fait qu'il ne s'est pas très bien défendu », estime en connaissance de cause un de ses vieux adversaires. Après l'avoir nié avec superbe, le maire a dû reconnaître la gravité de la situation financière du club. « Il y a eu un électro-choc, un traumatisme, chez tous les Bordelais qui se sont demandés pourquoi Chaban avait laissé faire, et s'il ne livrait pas, à soixante-quinze ans, le match de trop », concède l'un de ses proches.

Dans son sanctuaire de l'hôtel de ville, où rien ne semble avoir bougé depuis qu'il y est entré pour la première fois en 1947, M. Chaban-Delmas, revigoré par un séjour à Ascain, son « Latché basque », est catégorique : « La vague, qui n'était d'ailleurs qu'une vaguelette, est retombée ». Il a trouvé le repère des Girondins, M. Alain Afflouf. Il n'est effarouché ni par un dépôt de bilan, « même si ce n'est guère moral », ni par une éventuelle descente de l'équipe en seconde division, « pourvu que les ambitions européennes demeurent ». Il assume les difficultés que la ville plusieurs années d'emprunt. « Le club aura coûté annuellement, au pire, moins de 10 millions de francs, chaque année, pendant treize ans. Compte



tenus des retombées médiatiques que nous ont valu les grandes performances des Girondins, ça reste un bon investissement », assure-t-il.

« La constitution d'un gorille »

Reste que M. Chaban-Delmas se refuse toujours à trancher la lancinante question de sa succession,

Avec le dossier des Girondins, c'est le monopole d'un homme sur une région qui montre soudain ses limites. La maîtrise de la région et du conseil général lui ont échappé. Son domaine se rétrécit comme peu de chagrin. Aujourd'hui, le cœur même du « système Chaban » est en péril, c'est-à-dire la communauté urbaine qui repose sur un partage bien compris des pouvoirs — « Chaban à Bordeaux, les socialistes à la périphérie » — dans cette Gironde où la logique du fief et de la gestion l'emporte souvent sur l'esprit partisan. C'est la pérennité de ce « système de troc », selon l'expression du jeune maire socialiste de Pessac, M. Alain Roussel, géré jusqu'à présent avec doigté par le maire de Bordeaux — parfois aux dépens de ses propres amis — qui est en jeu.

La contagion du « complot »

La fragilité du maire de Bordeaux inquiète tous les acteurs politiques, qui songent désormais à ménager leurs arrières. Le trouble s'aggrave par la majorité municipale. Comme l'a rapidement compris M. Martine Moulin-Boudard, membre de cette majorité, « le complot politique » ordi par M. Bordeaux s'est révélé « contagieux ». On dénonce ici et là le grand pouvoir de M. Chaban-Delmas, « l'homme responsable d'une politique culturelle ambitieuse, distillée et fort coûteuse, et l'incompétence de l'équipe qui entoure le maire ».

M. Jacques Valade, « dauphin » officiel depuis une quinzaine d'années, se satisfait de plus en plus mal de ce visage. Cet ancien ministre de la recherche dans le gouvernement de cohabitation, auquel on prête les plus machinales, rappelle « le contrat de mandat » qui le lie à M. Chaban-Delmas et ajoute qu'il garde « pleine et entière » sa liberté d'expression auprès du maire. Certains proches

de M. Chaban-Delmas ne cachent pas qu'ils sauraient prendre leurs distances à temps si la position de « Chaban » devenait trop inconfortable.

Les socialistes, eux aussi, sont perplexes. Troublés dans un premier temps par l'offensive socialiste, « courageuse mais inconséquente », de M. Bordeaux contre la statue du Commandeur, ils en reconnaissent aujourd'hui le bien-fondé, et se consolent accessoirement en estimant que M. Bordeaux s'y est brûlé les ailes et qu'à terme, il n'en tirera pas bénéfice. M. Bordeaux agace lorsqu'il fait remarquer avec malice que « puisque la majorité à Bordeaux est en train de se déliter, les socialistes devraient veiller à ne pas donner le sentiment, à la communauté urbaine, de servir de majorité à M. Chaban-Delmas ».

M. Michel Sainte-Marie, puisant maire socialiste de Mérignac, qui cogère la communauté urbaine avec le maire de Bordeaux, appelle de ses vœux une « expression claire » de son parti pour que l'on n'ait pas l'impression « qu'il y a de bons et de mauvais socialistes ». A un an des élections régionales et alors que M. Chaban-Delmas sort affaibli de l'affaire des Girondins, les socialistes pourraient devenir des partenaires plus circonspects, notamment sur le méro qui sera pour la décennie à venir le grand dossier de la communauté urbaine.

Les jours du « système Chaban » sont comptés. On voit mal, en effet, le « chabanisme » survivre à son inventeur. « Nous sommes tout de même plus proches de la fin que du début », ironise un de ses adversaires, bien que le maire demeure puissant en sa ville. On lui reproche son incapacité à faire, mais il peut encore défaire des carrières. Quand on évoque devant lui les tiraillements qui agitent sa majorité, il assure : « Personne ne m'effraie ». Jusqu'à présent, cette autorité qui lui reste n'a pas été démentie.

GILLES PARIS

Parachevant la défaite des groupes de pression

Le Conseil constitutionnel valide la loi sur le tabac et l'alcool

Le Conseil constitutionnel a décidé, mardi 8 janvier, que l'essentiel de la loi sur la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme (le Monde des 13 et 15 décembre), élaborée par M. Claude Evvin, ministre de la protection sociale et de la santé, est conforme à la Constitution. Il n'a annulé que la création d'une taxe sur la publicité. Le Conseil constitutionnel a validé, d'autre part, une modification du règlement du Sénat, permettant l'organisation de questions orales avec débat sur des sujets européens.

Le préambule de la Constitution du 27 octobre 1946, que reprend le texte de 1958, est clair : « La nation (...) garantit à tous (...) la protection de la santé ». Pour la première fois, le Conseil constitutionnel, mardi 8 janvier, s'est référé explicitement à ce principe. Cela lui a permis de rétorquer tous les arguments des adversaires du projet de M. Claude Evvin, ministre de la santé, qui lui avaient déferé la loi interdisant la publicité pour le tabac et la limitant strictement pour l'alcool.

La défaite qu'ils avaient subie, après une longue bataille à l'Assemblée nationale, puis au Sénat — bataille relayant celle des groupes de pression des producteurs et industriels — n'avait pas mis fin aux ardeurs belliqueuses des adversaires du texte. Comme la droite s'était divisée sur ce projet, ils n'avaient pas trouvé le soutien logistique des groupes parlementaires pour faire appel aux gardiens de la Constitution, mais ils avaient pu, sous la conduite de M. Ladislav Poniatsowski (UDF-PR) de l'Eure, recueillir soixante signatures de députés (UDF et RPR), chiffre nécessaire pour obtenir la vérification de la constitutionnalité du texte voté par le Parlement.

Une atteinte au droit de propriété ?

Curieusement, ces élus ont envoyé au Conseil trois mémoires pour défendre leur position : le premier, succinct, ne parlait presque que du tabac; le second développait cette argumentation; le troisième, semblant émaner d'autres rédacteurs, abordait longuement les problèmes de la publicité pour l'alcool, mais en mettant l'accent sur les difficultés de l'affichage. Le Conseil ne manquait donc pas d'éléments de réflexion, d'autant que lui étaient parvenues de nombreuses contributions de

juristes, qu'il n'avait pas sollicitées et dont la plupart, bien entendu, contestaient le dispositif législatif soumis à son examen.

La question soulevée ne manquait pas d'intérêt. Depuis longtemps, le droit de propriété et la liberté d'entreprendre ont acquis le rang de principes de valeur constitutionnelle. Or interdire à une société de faire de la publicité, n'est-ce pas une atteinte au droit de propriété, surtout si, comme le prévoit la loi contestée, l'interdiction est étendue à toute promotion du nom d'un alcool ou d'un tabac, même si c'est la marque d'un produit qui n'a rien à voir avec ceux dont le législateur veut limiter l'abus ? N'est-ce pas, au moins, une restriction de la liberté du chef d'entreprise ?

Le Conseil constitutionnel ne le pense pas. Il observe que, depuis sa reconnaissance par la Déclaration des droits de l'homme de 1789, le droit de propriété a connu une évolution « caractérisée par des limitations à son exercice, exigées au nom de l'intérêt général » et, notamment, par « les mesures destinées à garantir à tous, conformément aux principes de la Constitution du 27 octobre 1946, la protection de la santé ». Le Conseil considère que le texte contesté y parvient, en n'imposant pas une interdiction totale de la publicité (pour le tabac et l'alcool) mais en laissant à l'intérieur des débits et en prévoyant une période transitoire jusqu'au 1^{er} janvier 1993.

Un quatrième principe constitutionnel a été avancé par les contestataires, celui de l'égalité de tous devant la loi. Ils estimaient que ce principe était bafoué par la possibilité de faire de la publicité pour l'alcool dans certains médias — comme la presse écrite, à l'exclusion de celle destinée à la jeunesse, ou comme certaines radios à certaines heures — alors qu'elle est interdite dans d'autres, comme les affiches.

Le Conseil rappelle sa doctrine constante, selon laquelle le législateur peut régler « de façon différente des situations différentes » et déroger « à l'égalité pour des raisons d'intérêt général, pourvu que dans l'un et l'autre cas, la différence de traitement qui en résulte soit en rapport avec l'objet de la loi qui l'établit ». Il estime que, en l'espèce, l'objectif poursuivi étant de « lutter contre la consommation excessive de l'alcool, plus spécialement de la part des jeunes », le législateur peut établir « une différence entre les divers supports publicitaires, en prenant en compte la forme qu'ils revêtent et les différents publics susceptibles d'être tou-

chés ». Cependant, l'assemblée du Palais-Royal a tenu à préciser que les décrets en Conseil d'Etat, fixant les catégories de radios et les tranches horaires où il sera possible de diffuser des messages publicitaires pour des produits alcooliques, devront « prendre en considération, en priorité, le nombre de jeunes effectivement touchés par les émissions de radios concernées ». De même, les décrets précisant les conditions dans lesquelles la publicité sera autorisée dans les zones de production devront tenir compte de « l'objet » de la loi, assurer sa mise en œuvre « en fonction de données objectives, applicables à l'ensemble des boissons alcooliques » et respecter « les normes édictées, dans le cadre de leurs compétences, par les autorités des Communautés européennes ».

Rejet de la taxe sur la publicité

La seule disposition que le Conseil a estimée contraire à la Constitution ne lui avait pas été soumise par les députés. Introduite dans le texte par un amendement de la majorité sénatoriale, elle prévoyait de créer une « contribution » sur la publicité pour l'alcool, dont le produit alimenterait un fonds destiné à financer des actions d'éducation sanitaire et de prévention de l'alcoolisme. Les juges constitutionnels ont relevé pas moins de trois raisons d'inconstitutionnalité, notamment un manque de précision dans la définition de l'assiette et des modalités de recouvrement de cet impôt, ainsi que l'affectation de son produit, alors que celle-ci ne peut être le fait que d'une loi de finances.

En revanche, l'interdiction faite aux administrations de l'Etat de prendre en compte le prix du tabac dans le calcul des indices des prix à la consommation, fruit d'un amendement parlementaire, n'a pas subi, contrairement à bien des prévisions, les foudres du Conseil constitutionnel. Il est vrai que cette interdiction ne porte pas sur les études qui pourraient être menées par la publication de leurs résultats par les administrations, et par elles seules.

La satisfaction de M. Evvin peut donc être totale. Malgré la formidable bataille menée par les groupes de pressions de la publicité, des vignerons, des planteurs de tabac, des industriels, malgré les relais qu'ils ont trouvés au Parlement, il a pu, contrairement à ses prédécesseurs au ministère de la santé, mener son projet à bon port.

THIERRY BRÉHIER

Sous la présidence de M. Claude Bez

Plus de quinze millions de francs ont été détournés lors de la construction du centre sportif du Haillan

Plus de quinze millions et demi de francs ont été détournés sous la présidence de M. Claude Bez lors de la construction, en 1987, du Centre international de football du Haillan. Cela représente 29 % du coût officiel de cette opération, entièrement financée par les deniers publics. Trois millions de francs ont été encaissés par M. Eric Bez, fils de l'ancien président du club des Girondins, au titre de « maître d'ouvrage délégué ».

BORDEAUX

de notre correspondant

Ces chiffres figurent dans les observations adressées, le 19 décembre, par la chambre régionale des comptes d'Aquitaine au maire de Bordeaux, M. Jacques Chaban-Delmas, et au conseil général de la Gironde, présidé, à l'époque, par M. Jacques Valade (RPR). La chambre reproche notamment à la ville de Bordeaux de n'avoir pas fait appliquer les règles des marchés publics par le mandataire qu'elle avait choisi, en l'occurrence l'Association des Girondins de Bordeaux FC. « Le mandataire s'est exempté des règles des marchés publics et il a désigné de son propre chef les maîtres d'œuvre sans mise en confrontation, malgré le montant des honoraires prévus, qui excédaient le seuil des 900 000 F, au-delà desquels le cours des marchés publics imposait un concours. Il a également réparti les travaux entre deux entreprises (NDLR : la société Mallard et Aquitaine Environnement) par entente directe ».

« La sécurité de l'emploi des fonds publics » n'était pas assurée, reproche la chambre régionale des comptes. Pour elle, le dispositif de contrôle n'était, en effet, pas fiable. Elle note que les demandes de paiement présentées par les Girondins de Bordeaux FC « ont été appuyées de pièces justificatives insuffisantes ». Elle met également en cause le cabinet d'expertises

comptables Sefco-Exco, dirigé par M. Bernard Junières : « Les contrôles à exercer sur le mandataire auraient dû être le fait des services techniques et financiers de la ville, alors qu'ils ont été confiés à un cabinet d'expertises privé qui se trouvait, par ailleurs, chargé du commissariat aux comptes des Girondins du Bordeaux FC ».

Sefco-Exco aurait dû notamment veiller à ce que les subventions publiques transitent sur un compte spécial ouvert pour l'opération du Haillan. Or, « tous les mandats des Girondins ont été réglés aux comptes particuliers du club à la trésorerie municipale avant d'être reversés à compte spécial ». La chambre a également relevé « de graves irrégularités dans les conditions de réalisation de l'opération ». Elle estime notamment qu'il y a eu une « préparation anticipée » qui s'est traduite par des études architecturales « engagées à la seule initiative des Girondins, avant même que la ville ait procédé à une mise à disposition complète » des terrains du Haillan.

Curieusement, « dès novembre 1985, une estimation sommaire fait ressortir un coût prévisionnel de 13 467 433 F hors taxes, ce qui constitue une prévision exacte à 1 % près du coût des travaux... » qui ne seront pourtant facturés que deux ans plus tard. Elle relevait aussi le fait que le maire de Bordeaux avait délivré une autorisation de demande de permis de construire six mois avant qu'ait été prise la délibération officielle du conseil municipal autorisant la mise à disposition des terrains.

« Une subvention occulte »

La chambre des comptes détaille enfin les sommes détournées. Les collectivités locales (ville de Bordeaux, communauté urbaine bordelaise, département de la Gironde, région Aquitaine) ont versé au total 54 millions de francs hors taxes. S'ajoute à cette somme une subvention de 1,8 million de francs allouée par l'Etat via la Ligue d'Aquitaine de football. « Cette somme a été reversée directement

par la ligue à un compte bancaire des Girondins, étranger à l'opération », constatent les magistrats de la chambre régionale. Idem pour un million de francs provenant des « fonds propres » de la ligue.

La destination d'une subvention de 700 000 F versée en novembre 1983 par la ville de Bordeaux n'a, en outre, « pas été clairement établie ». En revanche, il est clair que le montant réel des travaux s'élève à 41,9 millions de francs. Pour la Chambre des comptes, un mécanisme de « surfacturation » a permis de détourner 15,6 millions de francs de fonds publics de leur destination initiale, 403 563 F ont disparu dans la construction d'une serre « étrangère à l'opération ». Les entreprises Mallard et Aquitaine environnement ont versé respectivement 5 030 000 F et 4 909 200 F aux Girondins de Bordeaux FC sous couvert de « contrats de publicité », en réalité, aux yeux de la chambre régionale des comptes, il s'agit d'une subvention occulte au financement du club versée à leur insu par les collectivités publiques.

Entreprises et architectes ont en outre versé 2 997 774 F à M. Eric Bez au titre de « maître d'ouvrage délégué », fonction que la chambre régionale des comptes met profondément en doute. Elle estime que M. Eric Bez n'a pas « effectivement assuré » la fonction de « coordinateur général des travaux ». D'autre part, M. Eric Bez aurait été « rémunéré au titre de la représentation commerciale des entreprises générales », qui, estime la chambre régionale, n'en avaient guère besoin.

Conclusion de la chambre régionale des comptes : « Ces montants qui augmentent d'année en année, dans le meilleur des cas, la subvention occulte versée au club, ne correspondent, de toute manière, à aucune dépense utile à la réalisation du projet ». La chambre régionale des comptes affirme que « le surcoût de 15,6 millions de francs aurait pu être évité s'il avait été fait obligation des règles relatives au marché et à la comptabilité publique ».

GINETTE DE MATHA

10. Au tribunal correctionnel de Paris
Journalistes et secret professionnel

10. La délinquance à Paris
La troisième flaque Paris-Dakar

11. Ghetto urbain, ghettos scolaires
12. Le système éclaté des lycées

Maintenant les dépenses militaires à 3,4 % du produit intérieur brut M. Chevènement préconise de stabiliser l'effort de défense

A une semaine du conseil de défense qui doit examiner, le 16 janvier prochain, les grandes orientations stratégiques à long terme, le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a indiqué aux chefs d'état-major placés sous son autorité que « la France peut et doit maintenir l'effort de défense qui est aujourd'hui le sien, à savoir 3,4 % du produit intérieur brut ».

M. Chevènement recevait, lundi soir 7 janvier, les chefs militaires au ministère de la défense à Paris. Cette cérémonie traditionnelle en début d'année est à huis clos. Elle offrait, cette fois-ci, la particularité de se situer juste avant un conseil de défense, présidé par le chef de l'Etat à l'Elysée.

Ce conseil est convoqué le 16 janvier pour tirer les premières conclusions des études menées pour préparer la nouvelle loi de programmation militaire, qui déterminera l'équipement

nucéaire et classique des armées, et donc leurs dépenses, durant la période 1992-1996.

Une planification jusqu'à l'an 2010

« C'est parce que les menaces changent de nature — on le voit dans la crise du Golfe mais aussi dans l'évolution rapide du contexte géostratégique en Europe — que nous devons remodeler aujourd'hui notre outil de défense, l'adapter, le moderniser », a confié M. Chevènement aux chefs militaires. « Vous avez déjà entrepris les travaux préliminaires se rapportant à la nouvelle programmation 1992-1996. Nous examinerons ensemble, dans les prochains jours, les premières conclusions qui s'en dégagent. Il s'agit là d'un enjeu capital si nous voulons conserver à la France l'outil de défense remarquable qui contribue aujourd'hui, de façon décisive, à sa stature européenne et mondiale ».

Le ministre de la défense faisait ainsi directement allusion au projet de loi de programmation militaire qui a été présenté au Parlement.

chain conseil de défense qui a inscrit notamment deux sujets à son ordre du jour.

D'abord, il est prévu d'examiner ce que les experts appellent « la planification militaire à long terme » qui cherche à déterminer, compte tenu de la situation géopolitique prévisible dans le monde, les missions, l'organisation et le volume des forces françaises jusqu'à l'an 2010 et, du même coup, à définir les programmations quinquennales — à commencer par la programmation 1992-1996 — soumise cette année au Parlement — qui fixent le gros de l'équipement des armées. Ensuite, il s'agit d'étudier, à la lumière de cette prospective, quel système d'arme nucléaire (le missile sol-sol S 45 déplaçable ou le missile air-sol ASMP) doit remplacer, les missiles enfouis en silos dans le plateau d'Albion, en Haute-Provence.

« Un relâchement de l'effort de défense », a expliqué le ministre à ses interlocuteurs, à hauteur de 3 % du

produit intérieur brut par an est prévu aujourd'hui par certains qui croient être modernes parce que leur imagination, toute tendue qu'elle est vers des perspectives floues, leur fait oublier que la nature humaine ne change pas aussi vite que le désir qu'ils en ont. (...) Pour ma part, c'est parce que je me fais une certaine idée de la France que j'entends à la fois préserver son outil militaire et faire en sorte aussi, bien sûr, qu'il soit employé à bon escient (...). La France peut et doit maintenir l'effort de défense qui est aujourd'hui le sien, à savoir 3,4 % du produit intérieur brut. Ce n'est pas trop cher payer la garantie que la France restera un pays libre et respecté », a conclu M. Chevènement.

En 1990, la part du budget de la défense a représenté 3,5 % du produit intérieur brut. Elle est de 3,8 % aux Etats-Unis, de 2,9 % en Grande-Bretagne et de 2,9 % en Allemagne. Ce pourcentage diminue régulièrement depuis plusieurs années en France : il était, par exemple, de 3,83 % en 1987 ou encore de 3,85 % en 1981.

En région parisienne Deux sites restent en compétition pour le grand stade

Le nouveau préfet de la région Ile-de-France, M. Christian Sautter, a déclaré, mardi 8 janvier, après avoir été reçu par le premier ministre que « la meilleure implantation pour le futur grand stade de 80 000 places est à l'est de Paris ».

Des quatre sites qui restaient en lice après les études conduites depuis plusieurs mois par M. Jean Glavany — Nanterre (Hauts-de-Seine), Massy (Essonne), Melun-Sénart (Seine-et-Marne) et Tremblay-en-France (Seine-Saint-Denis) — ce dernier semble donc désormais le mieux placé. M. Sautter n'a cependant pas dissipé la totalité du mystère qui planait encore jusqu'à la décision de M. Michel Rocard attendue la semaine prochaine, puisqu'il a ajouté que Melun-Sénart et Tremblay restent « en bonne position ».

Soutien des élus locaux et du préfet

L'explication de cette sélection qui a, d'ores et déjà, abouti à l'élimination de plus de vingt sites un moment envisagés est simple. Le 27 octobre 1989, le premier ministre avait chargé M. Jean Glavany d'une étude sur le projet d'un grand stade en Ile-de-France indispensable à la candidature de la France à l'organisation de la Coupe du monde de football de 1998. Il avait fixé comme critère principal que cet équipement recueille l'accord des élus locaux. Seuls, les deux sites encore en course répondaient à cette exigence. Le maire de Nanterre, en effet, est M. Jacqueline Fraysse-Cazalis, membre du PCF. Or tous les élus communistes de l'Ile-de-France se sont mis d'accord pour soutenir le site : Tremblay-les-Gonnesse, devenu Tremblay-en-France, non loin de l'aéroport de Roissy.

Nanterre n'était pourtant pas dénué d'atouts, dont la proximité de Paris n'est pas le moindre. Mais

le rééquilibrage de l'agglomération à l'est, au détriment d'un ouest déjà riche en équipements, a aussi joué en sa défaveur. Quant à Massy, l'équipe municipale était divisée sur l'opportunité d'une telle implantation sur la commune, et le maire, M. Claude Germon (PS), avait récemment ne pas en être partisan convaincu.

Melun-Sénart, comme Tremblay, bénéficie du soutien des élus locaux et du préfet. La ville nouvelle encore naissante pourrait tirer parti d'un tel lieu d'attraction. Les moyens d'accès dont elle dispose partent pour elle : autoroutes, RER, prévu pour 1995, TGV venant de province, ce qui ne sera pas négligeable pour amener le public aux grandes manifestations sportives. Mais l'éloignement « psychologique » de la capitale la dessert.

Tremblay-en-France profiterait, également, de bonnes communications : ligne B du RER, les TGV du nord de l'Europe et la proximité de l'interconnexion avec ceux du sud. La difficulté de la liaison routière avec Paris, en revanche, reste un obstacle.

Avant son choix final, le premier ministre s'apprête à recevoir des élus et des représentants du mouvement sportif. Pour sa part, M. Jacques Chirac, qui avait été à l'origine de l'idée d'un grand stade (lançée, en fait, par le général de Gaulle en 1960), a regretté de « n'avoir pas été consulté » sur le préchoix annoncé par M. Sautter. Il avait pourtant écrit le 12 mai 1989 à M. Michel Rocard qu'il soutenait « fermement le projet » et y participerait « même s'il ne pouvait être situé sur le territoire de la Ville de Paris » (Le Monde du 13 mars 1990). Mais, mardi, le maire de la capitale s'est étonné : « On ne nous a rien demandé, ni avis, ni contribution, a-t-il déclaré. Je souhaite donc bon vent et bonne réussite à l'Etat ».

CHARLES VIAL

Le gouvernement souhaite renforcer la sécurité dans les lycées techniques et professionnels

Le secrétaire d'Etat chargé des enseignements technologiques, M. Robert Chapuis, devait faire une communication, mercredi 9 janvier au conseil des ministres, sur la sécurité dans les lycées techniques et professionnels. Il convient, « plus que jamais, de mobiliser les énergies pour limiter les risques, développer la prévention, imposer le respect des règles de sécurité », devait-il préciser. Pour 1,4 million d'élèves en 1989, ou à décombrer 808 accidents dont 126 graves et 4 mortels. Ces chiffres « sont très inquiétants » à ceux qui concernent les branches professionnelles, mais ils sont néanmoins beaucoup trop élevés, selon M. Robert Chapuis.

Une loi votée en décembre 1990

par le Parlement a rendu les règles d'hygiène et de sécurité du code du travail applicables aux lycées. Des textes d'application, préparés conjointement avec le ministère du travail, détermineront les conditions d'intervention de l'inspection du travail dans les établissements. En outre, il est prévu, a précisé le ministre, de modifier le code de sécurité sociale afin de renforcer les garanties de couverture sociale rendues nécessaires par le développement des stages en entreprises. Toujours en ce qui concerne ces stages, le ministre souhaiterait voir précéder les responsabilités des personnels de l'éducation nationale et des entreprises, afin de faciliter les signatures de conventions entre les deux

partenaires. Enfin, des commissions hygiène et sécurité auxquelles participent les élèves, vont être mises en place dans tous les lycées.

Outre l'amélioration des conditions de sécurité prévues dans le plan d'urgence adopté en novembre 1990, le secrétaire d'Etat devait insister sur le renforcement de la politique de prévention sur laquelle un rapport a été demandé à l'inspection générale et qui pourrait faire l'objet d'un accord cadre avec la Caisse nationale d'assurance maladie. M. Robert Chapuis a aussi annoncé qu'un projet de loi sur la propriété des équipements pédagogiques, visant à accroître la responsabilité des lycées dans ce domaine, sera prochainement soumis au Parlement.

La réforme de l'orthographe

M. Rocard reste favorable à des « rectifications utiles »

M. Michel Rocard a saisi l'occasion de ses vœux à la presse, mardi 8 janvier, pour défendre la réforme de l'orthographe qu'il avait lui-même suscitée. Soulignant à nouveau la modestie du toilettage proposé, qui ne porte que sur

1 500 mots et ne sera pas imposé de manière contraignante, le premier ministre s'est surtout attaché à plaider la nécessaire simplification de la langue, au nom des besoins industriels. Cette volonté d'introduire des « rectifications utiles », notamment

dans le domaine du vocabulaire scientifique et technique, avait d'ailleurs été mise en avant par le premier ministre, dès le lancement du projet de réforme (Le Monde du 26 octobre 1989).

Moins soucieux des subtilités d'accents circonflexes et de mots composés, M. Rocard a souligné la nécessité de rectifier des mots touchant aux domaines scientifiques, techniques ou médicaux afin de donner de nouveaux atouts à la France dans la bataille de l'industrialisation informatique, et en particulier dans la traduction automatique par ordinateurs.

Le premier ministre estime enfin que la levée de bouilliers déclenchée depuis quelques semaines est irrationnelle. Il craint que ce débat ne préjuge celui qui risque de se développer autour de la réforme des programmes des lycées.

De son côté, M. Raymond Barre s'est dit, mardi 8 janvier, tout à fait favorable « au maintien de la discipline de l'orthographe » et n'a pas hésité à se déclarer « conservateur » en la matière. « Si nous nous engageons dans une telle réforme, a-t-il fait valoir, je crains que notre patrimoine littéraire, celui de La Fontaine, Racine, Victor Hugo, ne devienne inaccessible aux jeunes. Je n'arrive pas à comprendre que les académiciens français se soient comportés de la façon dont ils se sont comportés ».

(Lire également « L'orthographe en question » page 2.)

La nomination du Père Jacques Orgebin comme provincial de France

Un « décideur » chez les jésuites

Le Père Hans Peter Kolvenbach, supérieur général de la Compagnie de Jésus, a nommé, lundi 7 janvier, le Père Jacques Orgebin comme provincial de France. Celui-ci succédera au Père Jacques Gellard et prendra ses fonctions le 15 août prochain.

C'est une forte personnalité qui prendra l'été prochain les rênes de la Province de France. Jésuite de formation — et jésuite dans l'âme —, Jacques Orgebin est réputé pour son charisme, la chaleur de son contact et son profil de décideur. Aumônier national du Mouvement des cadres chrétiens (MCC) depuis 1985 (1), il est devenu en quelque sorte un guide spirituel pour les techniciens, les ingénieurs, les patrons chrétiens. Contribuant, selon l'expression de M. Xavier Grenet, responsable du MCC, « à ce que le mouvement devienne une véritable école de discernement spirituel ».

Ce Breton de cinquante-neuf ans, forte carrure, passionné, fait d'ailleurs lui-même figure de « patron », d'homme « qui sait ce

qu'il veut ». La morale de l'action fait partie de ses domaines de prédilection. Et si le mandat de son prédécesseur, Jacques Gellard, a été marqué par une grande discrétion — à l'exception du bruit fait, en 1989, autour de l'affaire Valedier —, le mandat de six ans du nouveau provincial devrait s'inscrire, par tempérament, dans une plus grande publicité.

Un rôle de régulateur

Né à Vannes en 1931, entré au noviciat de la Compagnie de Jésus en novembre 1949, ordonné prêtre en 1962, le Père Orgebin a concilié, tout au long de son parcours intellectuel, son attachement à la Compagnie et son goût du contact avec le monde professionnel. Ainsi, les dix dernières années passées au MCC (il était aumônier du mouvement dans l'Ile de France avant d'être aumônier national) font écho à sa première expérience de jeune directeur des études de l'Institut catholique professionnel de Nantes, un lycée technique orienté sur la fabrication mécanique et électromécanique.

De même, sa nomination à la

tête de la Province de France rappelle qu'il fut, de 1975 à 1981, l'assistant des provinciaux de l'époque : le père André Costes, aujourd'hui responsable du groupe Assas éditions et le père Henri Madelin, directeur du Centre Sèvres à Paris. Sa connaissance de la Compagnie, en France, est d'autant plus grande qu'il fut lui-même, entre 1971 et 1975, responsable de formation, en tant que recteur de la Faculté de théologie de Fourvière avant de devenir, une fois celle-ci transférée, en 1974, à Paris, le premier directeur du Centre Sèvres.

Le nouveau provincial qui, avant tout, n'entend pas assurer un « leadership », mais jouer un rôle de « régulateur » dans la province, est bien connu des évêques de France. Sa nomination au MCC dépendait du Conseil permanent de l'épiscopat. Il devait donc assurer ainsi un précieux trait d'union entre la Compagnie de Jésus et l'épiscopat.

JEAN-MICHEL DUMAY

(1) Le MCC compte en France 7000 adhérents répartis en 540 équipes et regroupe des techniciens, ingénieurs, cadres et dirigeants.

L'Académie des sciences morales contre le chemin de la facilité

Voici le texte de la déclaration que vient de rendre publique l'Académie des sciences morales et politiques :

« L'Académie des sciences morales et politiques, en présence de la préparation de textes réglementaires destinés à définir une réforme en fait considérable de l'orthographe ».

« Il faut rappeler que la langue française avec son vocabulaire, sa grammaire et son orthographe, y compris les irrégularités et même les bizarreries qu'elle comporte, est le véhicule de la culture française, qu'elle n'appartient à personne en particulier mais relève de tous ceux qui parlent le français dans le monde avec respect et amour et d'autant plus que ceux-ci la parlent avec plus de clarté et de culture, avec le sens de l'universel qui est son caractère propre. Elle tient à rappeler : — que l'évolution normale de la langue française ne relève d'au-

cune puissance publique, de ses lois ou de ses règlements ; que c'est l'affaire du seul bon usage qui résulte à chaque époque de l'histoire repue, de la langue, modifiée à la fois par la manière populaire de parler et d'écrire et par celle des groupes les plus cultivés, comme constamment tenu du sens des mots et de son évolution ; que les particularités traditionnelles de la langue française en ce qui concerne l'usage de l'orthographe, loin d'être nuisibles à l'apprentissage de la langue, constituent une éprouve pédagogique favorable à la culture de la mémoire, de l'attention et de l'esprit ;

— bref, que le chemin de la facilité est aussi celui de la platitude et de la médiocrité et qu'il est contraire au génie de notre langue ».

V.O. : 3 BALZAC - GAUMONT PARNASSE - 14 JUILLET ODEON - 14 JUILLET BASTILLE.



« Une eau-forte sensuelle et inquiétante. »
« Accueil chaleureux du public et de la critique. »
« Une inéluctable tragédie... Mise en scène fascinante. »
« Un brio indéniable... Le sexe et la mort sont en jeu. »

COMPETITION OFFICIELLE CANNES 1990

JU DOU

LE SANG DU PERE

UN FILM DE ZHANG YI-MOU ET YANG FENG-LIANG

444

SOCIÉTÉ

Augmentation de 1 %
des crimes et délits en 1990

La préfecture de police se félicite d'avoir stabilisé la délinquance à Paris

La capitale deviendrait-elle un havre de paix dans un océan d'insécurité ? Alors que les chiffres sont à la hausse dans l'ensemble du pays (+7,7 % au cours du premier semestre de 1990), et tout particulièrement dans les grands centres urbains, les crimes et délits constatés à Paris indiquent une stabilisation de la délinquance en 1990 : 298 287 faits constatés au lieu de 285 195 l'an passé (+1 %).

La préfecture de police de Paris annonce même une tendance à la baisse tout au long du dernier semestre de l'année (-1 %). Grâce à une chute spectaculaire de la petite délinquance de voie publique, la barre symbolique des 300 000 crimes et délits ne sera donc pas franchie. Aussi le préfet de police, M. Pierre Verdrugghe, se félicite-t-il de ces résultats qui interviennent après la forte hausse de 1989 (+7,5 %). Il y voit une amélioration de l'activité de ses services, qui se traduit par l'augmentation du nombre de personnes interpellées par les gardiens de la paix et mis à disposition de la justice. Placés sous séquestre par des magistrats parisiens qui n'hésitent plus à incarcérer des petits délinquants, les personnes défilées à la justice sont ainsi « rendues de la circulation » pour quelques temps. Or, les services de police estiment qu'un voleur à la roulotte peut commettre, dans une même journée, une quinzaine de vols d'auto-radios.

Au cours des derniers mois, M. Jacques Chirac n'avait guère manqué une occasion de dénoncer « l'aggravation de l'insécurité » dans la capitale. A l'heure de vérité, fin novembre 1990 sur Antenne 2, il avait notamment déclaré qu'il « en avait assez de voir la délinquance se développer continuellement ». Le maire de Paris, qui ne dispose pas de pouvoirs de police, était allé jusqu'à brandir la menace de créer une police municipale, en demandant au gouvernement de « prendre ses responsabilités ». C'est en prenant ce prétexte que le Conseil de Paris avait refusé, le 11 décembre dernier, de voter la subvention annuelle au budget de fonctionnement de la préfecture de police (le Monde du 13 décembre 1990). Cette polémique sécuritaire sera-t-elle étouffée par les résultats encourageants de l'année 1990 ?

ERICH INCIVIAN

CATASTROPHES

Le mauvais temps dans la Manche

Le chalutier « Moïse » et les six marins n'ont pas été retrouvés

Le Moïse, le chalutier qui a disparu dans la nuit du 7 au 8 janvier non loin de Boulogne-sur-Mer (le Monde du 9 janvier), n'a pas été retrouvé en dépit des recherches menées par plusieurs bateaux et hélicoptères français, britanniques et belges. Seuls ont été découverts le radeau de survie (non gonflé et donc vide), des caisses à poisson et des cartes. Un dragueur de mines de la marine nationale, le Cérés, devait, dans la journée du 9 janvier, essayer de localiser l'épave du Moïse, dont le naufrage très rapide est encore inexplicable. Les cinq marins-pêcheurs étaient toujours portés disparus mercredi matin.

Le « Fantasia » déposé

D'autre part, un ferry de 25 000 tonnes, le Fantasia, a été poussé par des vents très violents contre une jetée du port de Douvres, dont il a obstrué l'entrée pendant neuf heures au cours de l'après-midi et de la soirée du mardi 8 janvier. Six autres ferries ont dû attendre au large que le chenal soit libre, tandis que plusieurs bateaux étaient dérivés vers d'autres ports. La force du vent ayant un peu diminué, le Fantasia a pu se dégager et entrer dans le port de Douvres : à 1 h 15 (heures françaises) le mercredi 9 janvier, les 250 passagers ont pu enfin débarquer. (AFP)

JUSTICE

Au tribunal correctionnel de Paris

Deux journalistes sont relaxés du délit de « recel de violation du secret professionnel »

Les journalistes Alain Hamon et Jean-Charles Marchand, qui avaient été inculpés de « recel de violation du secret professionnel » pour avoir détenu un rapport de police classé « confidentiel », ont été relaxés lundi 7 janvier par la 18^e chambre correctionnelle de Paris.

Auteurs du livre intitulé *Action directe. Du terrorisme français à l'extraterritorialité* (éditions du Seuil), MM. Hamon et Marchand avaient été poursuivis en diffamation par une personne mise en cause dans l'ouvrage. A l'appui de leur défense, les deux journalistes avaient produit devant la cour d'appel des extraits d'un rapport de police judiciaire consacré au mouvement Action directe.

Mais leur adversaire, estimant qu'ils ne devaient pas être en possession d'un tel document, engageait des poursuites judiciaires, invoquant notamment le « recel de violation du secret professionnel ».

Le magistrat instructeur, conformément aux réquisitions du parquet, terminait son dossier par un non-lieu, mais la chambre d'accu-

sation décidait de renvoyer les deux journalistes devant le tribunal correctionnel. S'abritant derrière leur déontologie professionnelle, les journalistes avaient refusé de communiquer le nom de leur informateur et s'étaient bornés à préciser que celui-ci détenait « légitimement » le document.

Une décision importante

Dans son jugement, le tribunal, présidé par M. Alain Lacabarats, relève que, pour caractériser le délit de recel, il faut que l'existence d'une violation du secret professionnel soit démontrée. Or ce délit n'existe « que si la divulgation critique émane d'une personne à laquelle son état ou sa profession impose l'obligation au secret ».

En l'occurrence, les juges constatent que le rapport intitulé « Le mouvement d'extrême-gauche Action directe » a été diffusé « à soixante-treize personnes ou services ».

Aussi, les magistrats concluent : « Même si le rapport a été remis par une personne appartenant au service de la justice ou de la police qui le détenait légitimement, on

ne peut exclure que cette personne (...) ait été seulement avertie, non du secret professionnel au sens de l'article 378 du code pénal, mais à une simple obligation de discrétion professionnelle dont la violation n'est pas sanctionnée pénalement et est passible uniquement de sanctions disciplinaires ».

Devant cette incertitude concernant la violation du secret professionnel, le recel ne pouvait être caractérisé, et les juges ont donc refusé de condamner sur une simple présomption.

Cette décision est importante car elle fait échec à l'une des constructions juridiques manifestement destinées à empêcher les journalistes d'utiliser un document ou un renseignement couvert par un secret auquel ils ne sont cependant pas tenus.

Ainsi, alors que les journalistes ne concourent pas au secret de l'instruction, certains d'entre eux sont pourtant actuellement inculpés de « recel de violation du secret de l'instruction ».

Il est en effet bien tentant, lorsque l'on ne peut saisir la source, de vouloir la fermer en aval.

MAURICE PEYROT

Trafic d'armes entre la Libye et l'Irlande du Nord

Des peines de sept à trois ans de prison requises contre l'équipage de l'« Eksund-II »

Le substitut du procureur de la République, M. Patrick Lalande, a requis, mardi 8 janvier, des peines de sept à trois ans de prison à l'encontre des cinq Irlandais jugés depuis lundi devant la quatorzième chambre du tribunal correctionnel de Paris pour un important trafic d'armes entre la Libye et l'Irlande du Nord au profit de l'IRA (le Monde du 9 janvier). Ils faisaient partie de l'équipage du caboteur panaméen Eksund-II arraisonné le 30 octobre 1987 au large de l'île de Batz (Finistère).

M. Lalande, qui a retenu « le transport d'armes en réunion », sans retenir la détention des explosifs (2,5 tonnes de Semtex-7), a partagé les prévenus en deux groupes. Envers les trois militants de la PIRA (Provisional Irish Republican Army), MM. Gabriel Cleary, James Coll et James Doherty, « groupe monolithique », qui se sont conduits en « soldats capturés avec beaucoup de dignité », il a requis sept ans de prison. Rattachant dans le groupe des « commer-

cants bavards » M. Adrian Hopkins, le capitaine jugé par défaut, et M. Henry Cairns, « son ombre », il a requis six ans d'emprisonnement pour le premier et trois ans pour le second.

Le procès devait continuer, mercredi 9 janvier, avec les plaidoiries de la défense. L'audience de mardi a été marquée par le témoignage de Bernadette Devlin, âgée aujourd'hui de quarante-trois ans et devenue M^{me} McAisley, qui s'est présentée comme « une militante des droits civiques en 1968 à l'université de Belfast ». Affirmant qu'il s'agissait d'un « mouvement extrêmement pacifique » - « jamais un manifestant des droits civiques n'a jeté une pierre » - elle a ajouté qu'elle « comprenait les actions violentes de l'IRA » : « Depuis vingt ans, ceux qui, comme moi, croient en la paix et en la démocratie ont demandé un gouvernement de justice. Seule l'IRA a eu un effet. Seule, elle a pu attirer l'attention de la communauté internationale. »

Cheyenne Brando a été hospitalisée dans la région parisienne

Cheyenne Brando est arrivée à Paris, mardi 8 janvier, en provenance de Tahiti via Tokyo. Souffrant de dépression, la fille de l'acteur américain a été admise dans une clinique privée du Vésinet (Yvelines) spécialisée dans le traitement de tous les cas aigus de la psychiatrie, la « Villa des pages ». Inculpée de complicité d'assassinat après le meurtre de son ami Dag Drollet, Cheyenne Brando a finalement été autorisée à se rendre en France par M. Max Gatti, juge d'instruction à Papeete, qui lui avait interdit jusque-là de quitter la Polynésie française.

Après le meurtre de Dag Drollet par son demi-frère Christian, un soir du mois de mai 1990 dans la villa de Marlon Brando à Santa-Monica (Californie), Cheyenne Brando était retournée à Papeete, où elle résidait habituellement, pour éviter d'avoir à témoigner contre son demi-frère.

Francisée par sa mère, la jeune femme avait été inculpée peu après son retour à la demande de la famille de Dag Drollet. Elle risque la réclusion criminelle à perpétuité. Christian Brando a décidé récemment de plaider coupable devant la justice américaine (le Monde du 6 janvier). Son sort devrait être connu d'ici à la fin du mois. Celui de Cheyenne, devant la justice française, est encore en suspens. Ses récentes tentatives de suicide, si leur réalité devait être établie, et la surveillance psychiatrique dont elle est l'objet pourraient peser lourd au moment de son procès, si toutefois la procédure engagée contre elle va jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'intention de se rendre au chevet de sa fille, à Papeete, après sa première tentative de suicide, y avait finalement renoncé. Il craignait d'avoir à répondre aux questions de la justice française (l'acteur était chez lui jusqu'à la demande de la famille de Dag Drollet, qui avait manifesté l'int

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

Le Monde EDUCATION

Ghettos urbains, ghettos scolaires

La politique gouvernementale de la ville pourrait donner aux zones d'éducation prioritaires un nouvel élan. A condition d'améliorer la carrière des enseignants

APRÈS Vaux-en-Velin et la déficiente lycéenne, la mobilisation gouvernementale sur les problèmes urbains et la nomination de M. Michel Delebarre au poste de ministre de la ville, le ministère de l'éducation nationale se devait de rappeler son action dans ce domaine, concrétisée depuis 1982 par les zones d'éducation prioritaires (ZEP). M. Lionel Jospin s'y est employé, le 12 décembre dernier, quelques jours après le séminaire gouvernemental sur la politique urbaine réuni par le premier ministre. Il ne s'agissait cependant que d'un simple rappel des mesures annoncées au mois de février 1990.

Lancées en 1982 par M. Alain Savary, mises en sommeil en 1984 par M. Jean-Pierre Chevènement et réveillées dès 1988 par l'actuel ministre, M. Lionel Jospin, les zones d'éducation prioritaires (ZEP) ont connu des fortunes diverses. Huit années d'une alternance régulière de périodes d'oubli et de relances plus ou moins spectaculaires. M. Jospin n'a pas dérogé à la règle. La « relance des ZEP » a été évoquée pour la première fois par le ministre en mars 1989, lors d'une visite dans le département du Pas-de-Calais. La publication d'une circulaire en février 1990 en a fixé l'esprit et la méthode pour les trois années à venir. Les enseignants travaillant en ZEP percevaient désormais une « indemnité de sujétion spéciale » d'un montant de 2 000 francs et une nouvelle carte, augmentant légèrement le nombre de zones (544 au lieu de 507) a été établie. Une « remise en ordre et en cohérence qui s'imposait » précisait-on au cabinet de M. Lionel Jospin.

Équipes essouffées

« Donner plus à ceux qui ont moins », autrement dit favoriser, par une distribution inégalitaire des moyens, les populations scolaires les plus défavorisées. Frappées par un échec scolaire massif : telle était, dès l'origine, l'idée maîtresse des ZEP, inspirée des réflexions du SOEN-CFDT, vigoureusement défendue et mise en œuvre par M. Alain Savary au début du premier septennat de M. François Mitterrand. Pour une institution régie par un égalitarisme forcé, l'idée était iconoclaste et n'a pas, loin de là, suscité l'ardeur de tous les enseignants.

Pour la première fois, les enseignants des 362 zones définies en 1982 étaient invités à établir un tableau précis des difficultés de leurs élèves puis à mettre en œuvre des mesures concrètes pour y remédier. Étaient également mises en avant la concertation avec les établissements voisins et le travail avec d'autres partenaires : associations locales, travailleurs sociaux ou parents d'élèves. L'attribution de moyens supplémentaires devait — théori-

quement — dépendre de l'élaboration d'un projet commun, baptisé « projet de zone », sorte de prototype de l'actuel projet d'établissement. Une « équipe d'animation locale », un responsable académique ainsi qu'un « groupe de pilotage national » complétaient le dispositif.

Mais cette politique ambitieuse n'a pas résisté à l'épreuve du temps ni, surtout, aux changements de cap successifs du ministère. Reposant presque exclusivement sur le militantisme des enseignants, la machine une fois lancée n'a été ni entretenue ni alimentée. Insuffisamment soutenues et encouragées, les équipes se sont essouffées. Le groupe de pilotage national, par exemple, prévu dès l'origine, n'a jamais été mis en place.

Forcément transversale et mettant en œuvre des dynamiques surtout locales, cette nouvelle politique s'est mal accommodée de la gestion, encore très centralisée, du ministère. Et ce dernier, hésitant pour une fois à tout imposer depuis la rue de Grenelle, n'a pas su, pour autant, motiver les échelons inférieurs restés très en retrait, notamment

les IDEN (inspecteurs départementaux de l'éducation nationale). Enfin, l'absence de directives et, surtout, d'outils d'évaluation et de formation, l'attribution au coup par coup de moyens supplémentaires jugés insuffisants, ont souvent en raison de l'enthousiasme des débuts.

« A partir de 1986, notait schématiquement l'inspection générale dans un rapport sans concession commandé par M. Lionel Jospin en 1988 mais jamais officiellement publié, les services extérieurs abandonneront progressivement l'impulsion, le suivi et l'évaluation des ZEP. Dans certaines académies et certains départements, les dossiers n'étaient même plus en ordre. » Quant aux résultats tangibles de près de sept années de traitement de l'échec scolaire, ils semblaient plus que décevants. Rien n'indiquait, toujours selon l'inspection générale, que la politique des ZEP ait d'effets au-delà de l'amélioration du « climat » des établissements.

Désormais, tous les quartiers qui font l'objet d'une opération de développement social au titre du contrat de plan 1989-1993 seront dotés d'une ZEP. La nouvelle carte est définie pour trois



ans, ce qui devrait permettre une gestion, dans la durée, des moyens supplémentaires. Enfin chaque zone est dotée d'un responsable et d'un coordonnateur théoriquement déchargé de toute

autre fonction (les coordonnateurs ont tous au moins une décharge à mi-temps, affirme-t-on au ministère). Le ministre insiste, enfin, sur la mise en place, dans les établissements ZEP de « filières promotionnelles », bacs professionnels et filières de BTS par exemple, qui doivent, à terme, « produire un effet d'entraînement positif pour la réussite scolaire ».

Car, mal perçu ou mal compris, le label ZEP a souvent eu une connotation négative et il a entraîné de nombreux effets pervers. On a vu, on voit encore, des chefs d'établissement refuser d'entrer en ZEP par crainte de voir leur école ou leur collège déqualifié « établissement difficile ». Et les classes d'application des écoles normales où les futurs instituteurs apprennent leur métier sont encore très rarement installées en ZEP.

Compenser le handicap

Reste une question centrale sur laquelle bute cette politique depuis 1982 : comment rendre attractifs les postes d'enseignants en ZEP, comment stabiliser les équipes afin de garantir le suivi des actions engagées ? Huit ans après le lancement des ZEP, ce sont toujours les enseignants débutants qui se retrouvent dans les établissements les plus difficiles boudés par les plus chevronnés. L'indemnité de sujétion spéciale, négociée dans le cadre de la revalorisation du métier d'enseignant, devait en partie compenser ce handicap. Mais le « ratage » dont elle a fait l'objet a pour le moins entaché sa popularité dans le milieu enseignant : son montant initial de 6 200 francs négocié en 1989 a été ramené, en octobre 1990 à 2 000 francs. Elle doublait cette année pour atteindre le montant initialement prévu à la rentrée 1992.

En attendant le rapport de M. Bernard Pêcheur, directeur général de la fonction publique, sur les mesures de valorisation des fonctionnaires en poste dans les zones difficiles, qui doit être remis au premier ministre le 20 janvier, le ministère réfléchit avec des prudences de Sioux, au moyen d'améliorer les perspectives de carrière des enseignants travaillant en ZEP. L'idée est d'offrir à ceux qui choisissent un établissement difficile — ou qui acceptent d'y rester — la garantie de pouvoir en partir, au bout de quelques années, et d'accéder plus rapidement à l'affectation de leur choix. Ce serait une véritable révolution dans un milieu qui demeure très attaché au principe du « barème » mais qui, en même temps et de plus en plus, sent la nécessité de valoriser certaines pratiques. Quitte à tordre le cou, une fois pour toutes, à un égalitarisme de plus en plus formel.

CHRISTINE GARIN

L'évaluation impossible

AMIENS

de notre envoyée spéciale

La recette du succès semble inouïable : une forte mobilisation des enseignants (souvent antérieurs à 1982), un soutien et une implication des collectivités locales, souvent concrétisés dans un contrat de développement social des quartiers (DSQ) afin de compenser les engagements à l'égard des pouvoirs publics, un tissu associatif dense et actif enfin, pour servir de terreau et garantir le lien des établissements scolaires avec leur environnement.

Dans la ZEP d'Amiens-Nord les ingrédients sont réunis. Aux huit écoles pionnières concernées depuis 1982 se sont ajoutées, depuis la dernière rentrée et, en réaffectation de la carte des ZEP, onze autres écoles et deux collèges. Au total, ce sont donc vingt et un établissements scolaires concernant 20 000 habitants (14 % de la population amérienne) qui font l'objet d'une attention particulière. Soit la totalité de la ZEP Nord d'Amiens, le plus grand site de développement social de Picardie.

Un simple regard sur ce quartier où les barres succèdent aux barres, sans équipements collectifs, sans cafés ni commerces, ne laisse en tout cas aucun doute sur la nécessité de lui administrer un

traitement d'exception. Et en commençant par l'école, qui représente dans ce désert « un îlot de stabilité, un lieu de référence et l'unique équipement vraiment collectif », comme le souligne M. Riquembourg, directeur de l'école Voltaire A depuis huit ans, un des maîtres d'œuvre de la ZEP.

C'est dans les trois quartiers dits de la « petite ZUP » que sont concentrées les familles les plus démunies. Et c'est là que sont situées les deux écoles primaires qui constituent depuis huit ans le moteur de la ZEP d'Amiens-Nord, les écoles Voltaire A et B.

Un chiffre ahurissant suffit au diagnostic : selon les années, dans les deux écoles, un enfant sur trois en moyenne commence sa scolarité primaire avec déjà un an de retard, parfois deux. La raison ? Le maintien pour une année supplémentaire à l'école maternelle de ces enfants dont les difficultés sont telles, notamment sur le plan du langage, qu'une entrée au cours préparatoire n'est pas envisageable. Malgré cela, et malgré l'existence de classes passerelles pour les retardés continuant à s'accumuler, c'est entre 80 % et 100 % des enfants qui arrivent au collège en retard d'un mois à un an ou deux.

Durant les premières années d'existence de la ZEP, les enseignants se sont lancés dans des

actions centrées surtout sur la santé, les échanges interculturels et les relations avec les familles (une trentaine de nationalités cohabitent dans le quartier). Une période de « dispersion autoritaire », analyse une institutrice, durant laquelle les intervenants extérieurs étaient presque plus nombreux, à l'école, que les instituteurs.

La lecture en première ligne

La nécessité de se recentrer sur les apprentissages, notamment sur la lecture, et de mettre en place des mesures de soutien scolaire individualisées s'est fait sentir, mais après. « Cette sorte de dérive des premières années était sans doute nécessaire, explique à son tour Alain Wadbled, directeur de l'école Voltaire B, pour que soient cessés certains réflexes de repli ou certaines pratiques trop frileuses. » En huit ans, le discours ministériel a aussi beaucoup évolué pour lui. La notion récente de projet d'école ou la mise en place de cycles nous fournissent un cadre aujourd'hui. En revanche, sur l'évaluation nous sommes toujours aussi démunis.

Si le « projet de zone » défini à la rentrée 1990 affiche comme priorité « l'action dans le domaine de la santé, de l'hygiène et de la prévention

» avant « l'amélioration de la maîtrise de la langue », le projet d'école de Voltaire B pour 1990 plébiscite la mise en place des cycles d'apprentissage (le département de la Somme est département pilote pour cette opération), l'évaluation des difficultés d'apprentissage de la lecture, le soutien scolaire et la liaison avec les parents d'élèves. Et pour la même période, l'effort financier de la ville porte d'abord sur la lecture, avec la dotation d'un crédit spécial de 5 000 francs pour l'installation d'une bibliothèque centre documentaire (BCD) dans toutes les écoles de la ZEP.

Malgré cela, huit ans après le démarrage de la ZEP, les deux directeurs du groupe scolaire Voltaire ne peuvent pas affirmer que les efforts déployés ont porté leurs fruits sur le plan scolaire. Parce qu'ils n'en savent rien. Le suivi est certes difficile quand une minorité d'enfants fait sa scolarité primaire dans la même école. Mais les obstacles sont aussi d'un autre ordre. L'idée d'organiser, par exemple, des épreuves communes à tous les élèves de la ZEP suscite encore des réticences, surtout parmi les établissements récemment labellisés. Une simple comparaison entre les écoles de la ZEP des résultats obtenus à l'évaluation nationale CE2-sixième n'a pas été possible...

Ch. G.

La professionnalisation inachevée

Le ministère veut adapter l'Université à l'emploi. Le bilan des maîtrises à finalité professionnelle incite à la prudence

MIEUX adapter les formations universitaires aux besoins de l'économie et aux nécessités de l'emploi : tel est l'objectif désormais officiel du ministère de l'éducation nationale (le Monde du 11 décembre). Pour fortifier les études supérieures à vocation professionnelle au sein des universités, il est envisagé de susciter la création d'instituts universitaires d'enseignement et de recherche à finalité professionnelle dans cinq domaines spécifiques : ingénierie, commerce (tourné vers la vente), administration, gestion financière, communication.

La volonté du ministère de forcer les lieux pour mettre en place très rapidement ces nouveaux instituts est sans ambiguïté. Informés au mois de décembre dernier, les présidents d'université ont été invités à faire connaître leurs projets éventuels dès la fin janvier. Dans le

même temps, des groupes de pilotage, animés par des personnalités qualifiées (notamment les recteurs de Paris, d'Orléans et d'Amiens), ont été chargés de mettre au point ces nouvelles formations pour tenir compte des besoins spécifiques des cinq secteurs économiques choisis. Au total, les premiers « instituts » espèrent-on au ministère, pourraient démarrer dès octobre 1991.

Ce volontarisme, voire cette précipitation, soulèvent de multiples questions. Les filières retenues, tout d'abord, ne manquent pas de concurrents. Ainsi, quelle pourra être la place de licences et de maîtrises d'ingénierie face aux traditionnelles écoles d'ingénieurs, aux déjà anciennes filières universitaires d'ingénieurs ou aux nouvelles formations préconisées par le rapport Deconne et mises en place depuis la dernière rentrée ? Comment imaginer que l'Université puisse monter en quelques mois des formations à

la vente quand la chambre de commerce de Paris, pourtant fort bien armée en la matière, ne s'engage qu'avec beaucoup de précautions dans son projet Négocia (« Le Monde Initiatives » 12 décembre) ? Quelle articulation prévoir entre la filière « administration » et les formations existant dans ce domaine, en particulier les licences et maîtrises d'administration économique et sociale (AES) ? Quelle place ménager pour des formations à la communication quand on dissuade depuis des années les étudiants de se laisser séduire par ce miroir aux alouettes ? Enfin quel type de partenariat établir avec les secteurs économiques concernés, dont la reconnaissance est nécessaire pour assurer la crédibilité de ces nouvelles filières professionnelles ?

GÉRARD COURTOIS
Lire la suite page 12



LE CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS)
PREMIER ORGANISME DE RECHERCHE FONDAMENTALE EN EUROPE.

RECRUTE

Dans les disciplines de la physique, des mathématiques, de la chimie, des sciences de l'univers, des sciences de la vie et des sciences de l'homme et de la société.

724 CHERCHEURS

pour des laboratoires répartis dans toutes les régions.
Le recrutement se fait par concours (niveau nouvelle thèse ou travaux équivalents).
Les dossiers sont à retirer au siège du CNRS et dans les délégations régionales. Ils peuvent être déposés jusqu'au 28 janvier 1991.
La liste des 724 postes à pourvoir et les adresses des délégations régionales sont accessibles sur Minitel : 3614. SIG 4 Rubrique POSTEL.

Pour tous renseignements complémentaires, adressez-vous au
CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
BUREAU DES CHERCHEURS
15, QUAI ANATOLE FRANCE, 75007 PARIS
TÉL. : 47.53.15.82 ou 47.53.11.76

EDUCATION

REPÈRES

A DISTANCE. Bernard Loing, inspecteur général des PTT, a été nommé recteur d'académie, directeur du Centre national d'enseignement à distance (CNED), en remplacement de M. Claude Gosgaen.

[Né le 9 juillet 1932 à Laval (Mayenne), ancien élève de l'école normale supérieure, agrégé d'anglais et docteur en lettres, M. Loing a été directeur du laboratoire de langues et du centre de formation permanente de l'université de Caen, puis professeur à l'université de Tours, avant de devenir directeur de cabinet de Louis Moxandou, ministre des PTT entre 1981 et 1983. Responsable des relations et affaires internationales et de la stratégie de communication et d'image au ministère des PTT entre 1983 et 1985, M. Loing est devenu inspecteur général des postes et télécommunications en 1985, puis directeur général du bureau d'étude des postes et télécommunications d'outre-mer en 1986.]

HISTOIRE. L'Institut national de recherche pédagogique (INRP) vient de publier un Guide international de la recherche en histoire de l'éducation qui recense, dans une vingtaine de pays, les principaux centres de recherche et de documentation, les banques de données, revues spécialisées et ouvrages de référence consacrés à l'éducation. Un outil très pratique pour les chercheurs en sciences sociales. (Renseignements INRP, 29, rue d'Ulm, 75006 Paris.)

PARENTS D'ÉLÈVES. Une circulaire publiée au Bulletin officiel du ministère de l'éducation nationale du 6 décembre précise les conditions de remboursement des frais de séjour et de transport des parents d'élèves participant aux conseils nationaux, académiques et départementaux de l'éducation nationale. Prévu en application de la loi d'orientation de juillet 1989, ce remboursement sera effectué sur les mêmes bases que pour les

déplacements des agents de l'Etat participant à des conseils similaires.

PRIMES. Prévue au printemps 1989 dans le cadre de la revalorisation du métier d'enseignant du supérieur, le système des primes (pédagogiques, administratives et de recherche) se met peu à peu en place. Ainsi un arrêté du ministre de l'éducation vient d'être publié au Journal officiel du 19 décembre pour créer la commission de recours compétente en matière d'attribution des primes pédagogiques. Désignées pour deux ans, les 21 membres de cette commission sont choisis par le ministre parmi les membres du CNESE, du CNU et des commissions de spécialistes; la moitié d'entre eux sont désignés sur proposition des organisations syndicales. Présidée par le directeur des enseignements supérieurs, cette commission de recours peut être saisie dans un délai de deux mois par tout enseignant-chercheur concerné.

REDOUBLEMENTS. La baisse des redoublements, amorcée en 1982, se poursuit à l'école primaire selon une note d'information de la direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) du ministère de l'éducation nationale. Globalement, du cours préparatoire (CP) au cours moyen deuxième année (CM2), le taux de redoublement est passé de 6,7 % à 5,5 % dans le public et de 4,9 % à 3,9 % dans le privé. C'est surtout au CM2 que la baisse est la plus sensible: de 10 % à 4,5 % depuis 1982. Le CP reste la classe où l'on redouble le plus: 12,3 % à 8,1 %. Enfin, les enfants scolarisés dans les académies d'Alsace-Moselle et de Montpellier sont ceux qui redoublent le plus, ceux de Limoges, de Nancy-Metz, d'Orléans-Tours et de Paris, ceux qui redoublent le moins.

Lycées : le système éclaté

Suite de la première page

Ces diversités s'ébranlaient guère le splendide appareil de l'enseignement secondaire. Il avait été plus honnête de les porter à la connaissance des élèves et de leurs familles, mais on pouvait hypocritement les passer sous silence, car elles n'atteignaient guère l'essentiel, je veux dire l'enseignement.

En effet, quand le tiers de la classe d'âge accédait au lycée, ce tiers appartenait aux catégories sociales supérieures ou moyennes. Assurément, la clientèle des lycées de centre-ville n'était pas celle des lycées de banlieue, mais la différence restait limitée. En schématisant, les enfants d'ingénieurs, de médecins ou d'avocats des premières étaient remplacés dans les seconds, par les enfants de chefs de bureau ou d'ouvriers. Mais ceux de manœuvres au chômage étaient aussi rares dans les uns que dans les autres. On en trouvait, en revanche, dans les lycées professionnels, mais ceux-ci recrutait surtout dans l'aristocratie ouvrière.

Les chiffres, sur ce point, ne souffrent guère de contestation. Voici par exemple les proportions d'enfants d'ouvriers en 1980-81, réparties par filières. Première année de préparation au CAP en trois ans (niveau 4): 58,8 %; première année de préparation au BEP: 49,3 %; seconde technologique: 36,6 %; seconde d'enseignement général: 23 %. Les deux premières filières trouvaient dans les lycées professionnels, les deux secondes dans les lycées d'enseignement général.

Les lycées de centre-ville, habitués à une clientèle bourgeoise, s'ouvrent à une clientèle petite-bourgeoise, mais pas vraiment populaire, car ils parviennent à refuser des élèves qu'ils jugent indésirables, et leur aire de recrutement comprend rarement des quartiers défavorisés. Les lycées des faubourgs et des périphéries, en revanche, voient arriver des élèves d'un milieu très différent du milieu petit-bourgeois en cours d'ascension sociale dont ils avaient l'habitude. Voici que franchissent leurs portes des jeunes aux allures de loubards et que précède, fondée ou non, une réputation peu flatteuse.

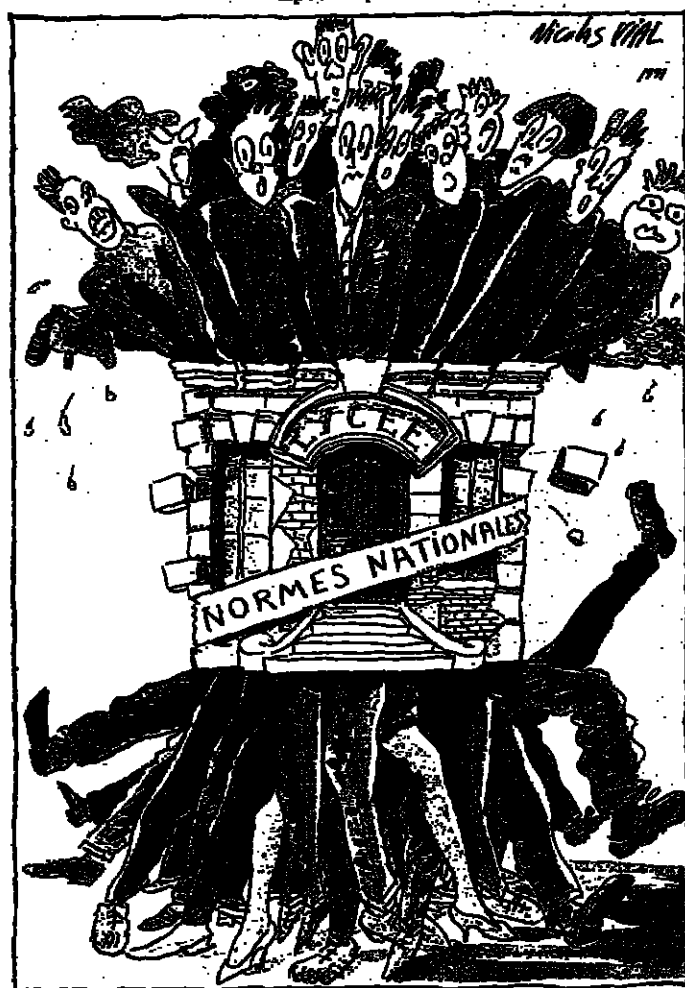
Bachotage et manque de méthode

On pourrait affiner ce tableau, en analysant schématiquement (1) le système des lycées éclatés, son uniformité à volée en éclats. Les réalités locales sont si contrastées qu'on ne sait plus de quoi l'on parle quand on prononce le mot «lycée». Rien d'étonnant dès lors si l'on assiste à des dialogues de sourds: chacun généralise à partir de son expérience immédiate et témoigne, ici de véritables sinistres sociaux, là de lieux de culture et d'étude. Entre le lycée Camille-Jullien de Bordeaux et le lycée Paul-Erhard de Saint-Denis, pour prendre deux exemples qui ont été étudiés, les contrastes sont si violents qu'aucun discours ne peut valoir simultanément pour l'un et l'autre.

Les différences sont d'abord sociologiques. Les établissements qui recrutent dans des zones défavorisées sont submergés par les problèmes sociaux de ces quartiers. Quand une partie des élèves vivent dans des HLM lépreux, où sévit la drogue, dans des appartements où l'électricité a été coupée, où le chauffage manque, quand leur père, leur mère parfois, est à la dérive ou les abandonne, quand le vol, la violence, la prostitution font partie de l'univers quotidien, il ne faut pas s'étonner qu'il y ait des problèmes dans les lycées et qu'on se fasse dévaliser dans un couloir en revenant, après les cours, chercher un objet oublié. La violence, la drogue, le vol menacent à l'intérieur du lycée, puis qu'ils règnent à l'extérieur. On a daubé sur les lycéens qui deman-

dent des pions. On avait tort: ils n'appelaient pas la surveillance mais la protection.

Cela dit, il ne faut pas dramatiser: cette situation est celle de certains lycées, non de tous. Elle se rencontre davantage dans les banlieues des grandes métropoles que dans les villes de moindre impor-



tance, dans les LEP plus que dans les lycées d'enseignement général. Mais les évolutions sont parfois très rapides, et tel lycée sans problème peut basculer en quelques mois dans l'anomie: la dégradation du climat fait fuir les élèves qui en ont les moyens et crée une situation plus difficile encore.

Le système éducatif n'est pas responsable de ces difficultés. Il les subit, et il est mal armé pour s'en défendre. Ce sont des problèmes sociaux, non pédagogiques. Ils sont sans doute plus graves, en tous cas plus visibles, et vécus de façon plus dramatique. Mais les problèmes pédagogiques sont tout aussi réels.

Il se pose peu dans les lycées dont le public a le moins changé. Dans certains vieux lycées réputés, les élèves ont en général la culture implicitement requise; ils sont désireux de bien faire et travaillent pour un avenir qui n'est pas bouché; les manières ne choquent pas les professeurs. Il y a bien quelques problèmes pédagogiques, comme le bachotage d'options supplémentaires dans l'espoir de mentions au bac, mais le système peut continuer à fonctionner selon les usages établis.

Il n'en va pas de même avec les nouveaux lycées que la démocratisation introduit dans certains lycées, et qui en submergent d'autres. Ces nouveaux lycéens n'ont aucune idée, ni aucun désir de la culture légitime sur laquelle repose l'enseignement secondaire. Ils n'ont guère d'espoir d'avenir, car ils accèdent rarement aux meilleures filières et ils appréhendent le chômage après le lycée, ce qui ne les motive guère. Leurs comportements sont surprenants et heurtent parfois les professeurs. Enfin et surtout, en raison d'études antérieures chaotiques, d'un manque de méthodes ou d'une mauvaise adaptation au rythme du lycée, ils franchissent mal le cap de la seconde et sont à la traîne. Ce qui achève de les rendre peu motivés et agressifs.

Vouloir traiter tous les lycées de façon uniforme, alors que les différences se creusent entre eux, que le système éclate, ce serait aller à l'encontre.

Paradoxalement, l'administration, que l'on taxe volontiers d'inertie bureaucratique, a réagi assez vite à cette différenciation. Elle l'a fait en demandant aux établissements d'assumer leurs propres problèmes, et de les résoudre eux-mêmes: c'est le sens des projets d'établissement. Si l'idée de décentralisation est ancienne, sa traduction en projets d'établissement a été proposée il y a sept ans seulement. La brochure alors rédigée a paru trop révolutionnaire pour être distribuée et les exem-

plaires imprimés ont été mis au pilon (2). En 1989, la notion de projet d'établissement a pris place comme une évidence dans la loi d'orientation de M. Jospin, et la plupart des établissements ont élaboré leurs projets. Certes, tous n'ont pas vraiment dans la démarche d'analyse des problèmes et de définition des solutions qu'impliquent les projets: leur généralisation doit beaucoup à la mode du jour et aux sollicitations de la hiérarchie. Il reste que l'ancien idéal sulfureux aura fait aussi vite son chemin.

D'autres mesures vont dans le même sens, comme la création d'indemnités spécifiques pour les enseignants de telle ou telle zone particulièrement difficile. On peut imaginer aussi des ajustements de carrière pour encourager la constitution d'équipes pédagogiques ou éducatives stables, là où le besoin s'en fait particulièrement sentir.

Cette réponse est-elle suffisante? On peut en douter. Elle ne touche pas, en effet, à l'enseignement lui-même, ou bien peu. Or, c'est de l'enseignement qu'il s'agit.

Du bon usage des filières

La vague qui submerge les lycées entretient quelque confusion. S'agit-il de tous les bacheliers se valant constitués une hypocrisie dont sont victimes ceux, toujours les mêmes, qui connaissent mal le système. Les filières nobles pratiquent en outre une concurrence déloyale envers les moins nobles, comme en témoigne l'éviction pratique des bacheliers technologiques des IUT. Inversement, il arrive que des élèves aillent en seconde indifférenciée faute d'avoir trouvé place dans la section professionnelle de leur choix. Ces dysfonctionnements ne servent ni la qualité des études ni la démocratie. Ne vaudrait-il pas mieux renforcer l'organisation des filières, réserver par une «sélection raisonnée» (3) les filières générales actuelles aux élèves qui peuvent les suivre et orienter vers des filières moins exigeantes les moins bons élèves? L'histoire ne montre-t-elle pas que des filières ségrégatives, comme les cours complémentaires des années 50, peuvent assurer efficacement la promotion des élèves d'origine populaire?

De fait, il est souhaitable de consolider les sections technologiques en instituant des quotas qui assurent aux bacheliers F et G des débouchés dans les IUT. Il faut surtout maintenir la séparation des lycées et des lycées professionnels,

pour que les sections de baccalauréat professionnel assurent effectivement la promotion de leurs élèves. C'est là une condition impérative: leur intégration dans les lycées d'enseignement général condamnerait ces classes à devenir de purs et simples filières de relégation pour mauvais élèves que les professeurs éviteraient. Au sein de lycées professionnels distincts, au contraire, elles sont les classes les plus prestigieuses, et l'on peut espérer que leurs professeurs se mobilisent avec leurs élèves, pour prouver qu'ils sont capables de faire jeu égal avec le lycée technique voisin. C'est ainsi que les instituturs des cours complémentaires ont conduit en seconde des générations d'enfants de milieux populaires qui échouent maintenant qu'ils se trouvent dans les mauvaises sections de collèges uniques.

Donner sa pleine existence à la filière d'excellence des lycées professionnels est en outre sans doute la seule manière de faire face à l'important besoin de main-d'œuvre qualifiée, de l'ordre d'une centaine de milliers de bacheliers professionnels par an, prévu en l'an 2000 et qui a justifié l'objectif des 80 %. Or les 80 % deviennent un objectif en soi, et la demande sociale actuelle vise plutôt l'enseignement général que l'enseignement professionnel. Le second cycle professionnel stagne, tandis que le second cycle général et technologique augmente. Si l'on veut inverser la tendance sans procéder à des orientations autoritaires vers le professionnel qui seraient mal reçues (4), il n'est d'autre issue que de rendre celui-ci effectivement attractif.

Ces mesures nécessaires ne sont pourtant pas à la hauteur des problèmes. Les filières existent bel et bien, et elles n'ont pas empêché les difficultés. Certains voudraient, il est vrai, aller plus loin et mettre fin à la différenciation de la seconde. Mais les difficultés des élèves dans cette classe tiennent aux différences de rythme et de méthode de travail entre le collège et le lycée. Créer des sections ne comblera pas le fossé qui s'est creusé entre la troisième et la seconde. Faudrait-il alors reconstruire des filières au sein même des collèges? Ce serait croire qu'on puisse revenir en arrière et reconstruire de toutes pièces les différences de style pédagogique et de méthode de travail, qui fondaient l'efficacité des filières d'autan.

Mieux vaut ne pas entretenir de telles illusions, socialement et pédagogiquement impraticables. Le maintien et la consolidation du système actuel des filières de second cycle est une réponse aux problèmes des lycées, mais une réponse partielle. Elle ne dispensera pas de révisions autrement déclinantes.

ANTOINETE PROST

(1) Je renverrai à des travaux partiellement inédits, menés à Bordeaux, par François Dubet, à Gargy et à Saint-Denis, par la Conférence, dans divers lycées parisiens par Robert Ballion et son équipe, et enfin par les chercheurs de l'INRP autour de Jean-Louis Deroux. C'est d'ailleurs un signe des temps que l'intérêt des sociologues pour les établissements: il y a dix ans, les monographies d'établissements étaient pratiquement inexistantes. Le livre de Dominique Pary, *Deux Collèges en France* (Paris, la Documentation française), date de 1980.

(2) Ministère de l'éducation nationale, direction des lycées, collèges, du lycée, du projet d'établissement. Paris, CNDP 1983, 83 p. Cette brochure constitue les actes d'un séminaire tenu à Souillac du 11 au 13 octobre 1982. Je remercie M. Maurice Veyron, qui était alors directeur des lycées, de m'avoir communiqué un exemplaire rarissime de cette pièce à conviction introuvable.

(3) Paul Thibaud, *Le Nouvel Observateur*, 27 septembre-3 octobre 1990, p. 36.

(4) Comment les gestionnaires du système éducatif oublieront-ils que l'administration autoritaire des flux d'élèves a été en 1984 une des causes majeures du mouvement en faveur de l'enseignement privé?

La professionnalisation inachevée

Suite de la page 11

En préalable à toutes ces interrogations, une petite étude menée par M. Bertrand Girod de l'Ain, professeur à l'université Paris-Dauphine, devrait en outre inciter les experts du ministère à la circonspection (1). M. Girod de l'Ain se penche en effet très minutieusement sur les conditions de création et de développement, depuis une vingtaine d'années, de formations universitaires de deuxième cycle visant précisément à préparer à des emplois qualifiés: maîtrises des sciences et techniques (MST), maîtrises d'information appliquée à la gestion (MIAGE), maîtrises des sciences de gestion (MSG), filières administration économique et sociale (AES) et langues étrangères appliquées (LEA), toutes créées entre 1970 et 1973.

Les nouvelles filières, et en particulier les trois maîtrises à finalité professionnelle (MST, MSG et MIAGE) ont bénéficié à l'origine de bien des atouts: cursus intégré en deux ans avec stages et entreprises, sélection des candidats à l'entrée, souplesse des programmes, large autonomie des établissements pour répondre à la demande des secteurs professionnels de façon aussi pertinente que possible. Autant d'innovations alors largement en rupture avec la tradition académique et destinées à favoriser des partenariats originaux entre université et entreprise. Une vingtaine d'années plus tard, l'évolution de ces maîtrises n'incite «plus à l'optimisme», tant le décalage est flagrant entre les résultats de ces formations et le déficit massif et persistant de hautes qualifications dans les secteurs économiques visés.

C'est en effet le premier constat. Si elles ont su trouver rapidement de «bons créneaux», les filières professionnelles ont ensuite peiné sans parvenir à trouver un rythme de développement réellement convaincant, estime M. Girod de l'Ain. Avec quelque 1 800 diplômés en 1987, les 140 maîtrises de sciences et techniques qualifient, en moyenne, moins d'une vingtaine d'étudiants chaque année. De même, l'accroissement des flux de diplômés de maîtrises de sciences de gestion est «remarquablement faible» au regard de l'offre d'emploi très abondante: 950 diplômés en 1980, 1 350 en 1987 (dont 900 dans les quatre MSG parisiennes et 490 dans les dix MSG de province). Quant aux dix-neuf universités possédant des MIAGE, elles ont délivré

840 diplômes en 1987, une seule celle de Paris-Dauphine — dépassant la centaine de diplômés par an.

Cette production un peu étiquée explique, pour une bonne part, la «faiblesse identitaire» de ces formations, à la fois parcellisées, trop marginales dans leurs universités respectives, et qui n'ont pas réussi à se regrouper en réseaux efficaces. Seules échappant à cette critique les MIAGE, cofinancées dès l'origine, par une commission pédagogique nationale composée d'universitaires et de professionnels. Cette commission a, au fil des ans, régulé le système, défendu l'identité de la filière et en affirmé la cohérence et l'image de marque.

Les hésitations de l'Etat

Cette particularité du «système MIAGE» fait d'autant mieux ressortir les hésitations de l'Etat à développer les maîtrises professionnelles et à leur fixer des objectifs opérationnels dynamiques. M. Girod de l'Ain note, en particulier, qu'aucun «objectif quantitatif de diplômés à former» n'a été élaboré pour ces nouvelles formations. «Ces contrats d'habilitation des maîtrises professionnelles ne comportent aucun engagement sur les effectifs à former ni sur leur progression». Plus étonnant encore, à l'exception des MIAGE, le ministère ne semble disposer d'aucun outil d'évaluation précis et fiable du rendement et de l'efficacité de ces filières. Ainsi M. Girod de l'Ain estime grossièrement à 50 % le taux d'échecs ou de redoublements en MST, ce qui est impressionnant pour des filières sélectives, à petits effectifs et très coûteuses.

Il suggère par conséquent de confier le pilotage quantitatif et qualitatif des formations à vocation professionnelle à des organismes «tampons», par exemple sous la forme de groupements d'intérêt professionnel, associant les universitaires, les professionnels, l'Etat, voire les collectivités territoriales. Une suggestion qui permettrait, peut-être, de tirer bénéfice des expérimentations d'hier pour lancer celles de demain.

GÉRARD COURTOIS

(1) «Les nouveaux cursus universitaires à finalité professionnelle: l'Etat, les universités... et la qualité». Annexes au rapport sur «L'évaluation des performances pédagogiques des établissements universitaires», réalisé par M. Michel Crozier. La Documentation française.

Le Monde
L'EDUCATION

ENQUÊTE

JANVIER 1991

INGÉNIEURS : LES NOUVELLES
FILIERES DE FORMATION

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

THE
AMERICAN UNIVERSITY
OF PARIS

★ cours d'américain ★
★ nouvelles sessions ★
★ inscriptions immédiates ★
★ ouverture centre Gambetta ★

intensif: 30 h
9 h-12 h sur 2 semaines
début: 14 & 28 janvier

en cours du soir: 40 h
lun./mar., 19 h-21 h
début: 14 janvier

en week-end: 40 h
samedi, 9 h-13 h
début: 19 janvier

American Language Institute
BP. AL-40 34, avenue de New-York
75116 Paris 16^e, Tél. 47.30.44.99

(Publicité)

Marie Moor
SOLDES
ouvert de mardi
à samedi de 11 h à 19 h
74, rue Notre-Dame-des-Champs
75006 Paris
Tél. : (1) 43-25-23-53

ALFRED DUNHILL
vous invite
à ses
SOLDES
du 10 janvier
au
2 février 1991
cravates, écharpes
en cachemire, polos,
maroquinerie,
bagagerie, pipes.
REMISE
de 30 à 50 %
15, rue de la Paix
75002 Paris
Tél. : (1) 42-61-57-58

DU 2 AU 12 JANVIER

OLD ENGLAND
GRANDE RECLAME

POUR LUI

Pardessus 100 % cashmere	3800 F
Imper et	
Trench coton	1990 F et 2800 F
Blazer laine	
et cashmere	1850 F
Slouson	
et parka huile	990 F
Pull cashmere	
2 et 4 fils	1350 F et 1695 F
Pull laméwool	de 395 F à 495 F
Chemise coton	210 F
Pylamas coton	250 F et 340 F
Cravate soie	195 F
Chaussures anglaises	795 F

POUR ELLE

Manteau 100 % cashmere	3800 F
Imper et	
Trench coton	1990 F et 2600 F
Pull ras du cou et	
col cheminée cashmere	1100 F
Pull col cheminée et	
laméwool	395 F et 420 F
Echarpe cashmere	
et laine	130 et 195 F

SOLDES
HOMME, FEMME, ENFANT
12, bd des Capucines - Paris 9^e 47.42.81.99

ASHIDA
PARIS
34, RUE DU FAUBOURG SAINT-HONORÉ
75008 PARIS. TÉL. 42.65.09.30

Jeudi 10 janvier.

Soldes d'un jour.

Frank & Fils
80 rue de Passy, Paris 16^e Métro Mueette.
Parking avenue Paul Doumer, face au magasin.

SOLDES D'HIVER

VOUS n'avez pas encore trouvé le manteau en cachemire dont vous rêvez, votre garde-robe d'hiver reste incomplète, des accessoires vous manquent. Rien n'est perdu, les soldes continuent. Laissez-vous guider, et découvrez l'adresse des boutiques qui satisferont vos desirs !

• **DOUBLE FÊTE !**
Dans ce temple magnifique de l'élégance classique qu'est *Old England*, voici une double fête : les réclames et les soldes ! En réclame, des articles mis en place pour cette occasion : pulls en cachemire ras du cou, 4 fils, à 1 695 F seulement, parkas et blousons à 990 F sans oublier les caleçons à 95 F. En soldes, voici des remises allant de 30 à 50 % à tous les rayons et sur certains articles, par exemple, de superbes vestes pour homme à 950 F au lieu de 1 400 F et, pour madame, voici, entre autres, de très beaux manteaux à 1 500 F au lieu de 2 800 F. Bref, une double occasion de s'habiller d'une façon classique et indémodable à des prix fous ! 12, bd des Capucines, 75009 Paris.

• **PIED-DE-POULE POUR MADAME**
Si *Jun Ashida* n'est, pour l'instant, qu'une adresse pour quelques initiés, c'est vraiment le moment pour vous de découvrir ce grand couturier japonais qui compte parmi ses clientes, entre autres, l'impératrice du Japon, rien de moins ! En effet, l'occasion est grande, voici toute sa collection soldée à 50 % ! Ainsi les tailleurs superbes en lainage à

carreaux, de style écossais ou pied-de-poule, soldés aux alentours de 3 000 F seulement, les très beaux chemisiers en soie, d'une qualité magnifique, unis, bicolores, imprimés fantaisie ou à pois... Soldés à partir de 1 200 F. *Jun Ashida*, 34, rue du Fg-Saint-Honoré, 75008 Paris.

• **CACHEMIRE D'EXCEPTION !**
A l'*Espace Cashmere*, quelque chose d'exceptionnel vous est proposé si vous dites que vous venez de la part du *Monde*, à savoir ses soldes privées qui durent jusqu'au 15 janvier. Ce très grand nom du cachemire écossais, offre, en effet, et pour la première fois, des remises importantes, dont que, déjà toute l'année vous y trouvez des pulls en cachemire à des prix défiant toute concurrence ! Voici, pour homme, le double fil, ras de cou, à 1 160 F au lieu de 1 450 F, en forme de cardigan à 1 300 F au lieu de 1 700 F, bien entendu, dans une gamme de coloris très variée ! Pour madame, le ras de cou à 850 F et le gilet à 950 F, sans oublier les pulls en cachemire et soie mélangés à 790 F, cols et coloris divers... 101, rue Réaumur 75002 Paris Tél. : 42-36-68-33.

• **A PRIX COUTANT**
Pour bien commencer l'année, *Michel Muller* a décidé de refaire son décor. A cet effet, il vous propose des remises très importantes, allant même jusqu'au prix coutant ! Ces vestes, longues et confortables, en vison, ne coûtent-elles pas 8 990 F seulement au lieu de 17 980 F ? Bref, cet artisan, qui a reçu sa formation chez *Christian Dior* pour l'élégance, le service après-vente, ne l'oublie pas ! Autre merveille, une veste longue en cuir noir, doublée de fourrure, façon castor et signée *Guy Laroche*, longue et confortable, à 7 800 F. Ouvert du lundi au samedi inclus, 160, av. Daumesnil, 75012 Paris. Tél. : 43-43-11-98. Carte bleue - American Express

• **CACHEMIRE DE RÊVE !**
Ne vous étonnez pas si vous ne trouvez pas des pulls et autres articles en cachemire, en soldes, chez *Cashmere First* ! En effet, on pratique ici des prix très avantageux, et toute l'année ! Cependant, si vous dites que vous venez de la part du *Monde*, une remise vous est accordée ! Bref, des pulls double fil en

cachemire à partir de 1 200 F. Venez toucher, juger et comparer, vous ne serez pas déçu chez *Cashmere First*. En revanche, vous trouverez de la maroquinerie en soldes, des sacs en cuir bicolores, des cartables, etc., à partir de 300 F et des petites maroquineries à partir de 85 F ou en crocodile, léopard et serpent avec une remise de 20 à 30 %. 9, rue Richemont 75008 Paris.

• **LA JOURNÉE DE FOLIE**
Chez *Frank & Fils*, les soldes sont toujours superbes et, comme le veut la tradition, elles ne durent qu'une seule journée, ainsi les clientes qui aiment les bonnes affaires font la queue depuis 5 heures du matin ! Bref, des folies allant de 30 à 70 %, s'il vous plaît, ce qui permettra à madame de s'offrir une petite robe en laine unie, signée Yves Saint Laurent à 1 350 F au lieu de 3 995 F, ou signée Ungaro, un tailleur en lainage noir et blanc à 2 700 F au lieu de 3 370 F. Côté créateurs, voici des articles à partir de 199 F, par exemple une blouse, en coton et imprimée de *Yves Beuville*, *De Thierry Mugler*, un tailleur bleu à 1 850 F au lieu de 5 570 F et zébré autres choses à des prix fantastiques ! 80, rue de Passy, 75016 Paris.

• **L'ÉLÉGANCE BRITANNIQUE**
Voici également des soldes chez *Aquascutum*, cette fameuse griffe britannique dont les imperméables ne laissent personne indifférent, c'est le top niveau, en vison, en fin de série, avec 20 à 40 % de remises. Même le cachemire est soldé, le blazer à 7 315 F passe à 4 380 F, et le manteau à 14 540 F, ce soit à 9 455 F, vous avez également 30 % de remise sur les pulls en cachemire, ou alors, préférez-vous, peut-être, un pull en camel-hair à col cheminée et en coloris naturels soldé à 1 490 F ? Les femmes trouveront aussi leur bonheur grâce à la collection de prêt-à-porter « mode » soldée à 50 % et aux modèles « classiques » soldés à 20 %, 10, rue Castiglione, 75001 Paris.

• **TAILLEUR « SIXTIES »**
Chez *Marie Moor*, qui est une styliste pour vous madame, vous trouverez une mode très personnalisée avec, souvent, des clin d'œil et toujours à des prix vraiment abordables. Toutefois, les saisons changent et *Marie Moor* soldes aussi ! Voici, par exemple, des tailleurs en gros pied-de-poule, noir et blanc, marron et noir... très années 60, en laine, à partir de 1 000 F, en prince-de-Galles à 900 F. Cette spécialiste du tailleur vous en propose d'autres à col de velours, brodés, etc., toujours autour de 1 000 F, et encore des chemisiers en soie brodés à 500 F, des blousons

hyper doux, poids plume, en soie lavée et couturée à 1 200 F, sans oublier la superbe collection de chapeaux à 74, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris. Tél. : 43-25-23-53.

• **LE CLASSIQUE EN SOLDE**
Mais oui, on soldes aussi chez *Dunhill* dans sa superbe boutique où l'on peut trouver, vous le savez, les plus beaux articles des tailleurs. Voici une sélection de pipes soldées à 30 %. Mais *Dunhill* propose également, toujours pour les hommes, d'autres articles, très classiques bien entendu, comme par exemple : des écharpes en cachemire ou cachemire et soie, soldées à 750 F. Les cravates, toujours dans une belle qualité de soie à 550 F, sont soldées à 350 F l'unité ou 1 000 F les trois, quant à la bagagerie en « camel », elle est soldée de 30 à 50 %. Certains articles en cuir d'agneau, eux aussi, sont soldés à 30 % dont un magnifique porte-habit aux finitions impeccables à 11 900 F au lieu de 17 000 F. *Alfred Dunhill*, 15, rue de la Paix, 75002 Paris.

• **LEGRAND TAILLEUR**
A qualité égale ses prix sont toute l'année les plus bas, et en cette période de soldes encore plus bas : Pantalons velours à : 149 F Costume pure laine à : 759 F. En poussant la porte du 27 de la rue du 4-Septembre, 75002 Paris, vous pénétrez dans un monde exceptionnel et presque disparu : celui du service, de l'amour du travail bien fait et du sourire ! *Daniel Legrand* est fier de son activité, et il a raison ! En effet, il habille hommes et femmes sur mesure à des prix de prêt-à-porter et dans un choix de plus de 4000 draperies. Depuis trois générations *Legrand* habille bien ! *Legrand Tailleur*, 27, rue du 4-Septembre, Paris Opéra. Tél. : 47-42-70-61.

• **POUR VOUS MONSIEUR**
Comme toujours, les soldes sont une fête à la Vogue. Surtout si vous cherchez des costumes griffés, dans des couleurs originales. Ils sont signés *Louis Feraud*, croisés, à rayures tennis et parfaits pour la ville, leur élégance vous met à l'aise pour 2 190 F au lieu de 2 790 F. Ils sont signés *Armani* et soldés à 3 500 F, ou *Cardin*, à dessins caviar ou, M. de Fursac à 1 790 F. Voici encore de très belles chemises en popeline de coton signées *Christian Dior* au lieu de 399 F, d'autres, encore signées *Cardin* et à col d'hiver en coloris mode pour 239 F au lieu de 329 F des cravates en soie à 150 F et, bien sûr, la fameuse parka multi-poches à 890 F au lieu de 1 190 F. 38, bd des Italiens, 75009 Paris, (près de l'Opéra Garnier).

Ça vient de sortir

Dormez bien !
Quand on vous dit *Christian Dior*, vous pensez, bien sûr, à la haute couture et aux parfums, mais c'est aussi toute une ligne de linge de maison avec des draps tellement ravissants, que, pour un peu, on s'endormirait en couchant dedans, voyez « *Sultan* », une parure de lit en percale de coton à volant d'organe brodée. Sur qu'on y fait de beaux rêves ! 30, av. Montaigne à Paris.

Plus belle.
Voici une toute nouvelle ligne de produits pour les cheveux signée *Christian Dior*. Ils répondent à vos dernières besoins madame, à savoir des résultats immédiats, plus précis et encore plus probants. Deux nouveaux conditionneurs et trois nouveaux savons en forme de 75 F marquent chaque produit.
Pour avoir la peau parfaite en ces temps marqués, rien ne vaut « *l'Hydro-Fluide* » de *Poyot* qui vous donne un coup d'éclat immédiat une peau de fin en fin jours ! Et ce *Fluide* existe aussi en ampoules, 150 F les 10.

Chape la cuisine.
Une superbe cuisine, toute belle, en bois, chaude et rustique, mais aussi moderne et raffinée, vous en rêvez ? Voici alors *Pierre Chape*, un architecte qui crée des meubles en bois avec un linge pur et, notamment, une cuisine splendide pleine de chaleur ! 303, rue Saint-Jacques à Paris (5^e). Tél. : 40-51-06-70.

Accessoires poétiques.
Comme chaque saison, *Isabel Canova* cherche l'inspiration d'une façon très poétique et personnelle pour sa collection d'accessoires. Voici, pour la printemps, des bracelets, des lunettes, des bijoux et autres gants et écharpes à partir de *Jardins mystérieux* qu'elle a créés et que l'on rencontre dans les merveilleux contes. Des accessoires proches de la nature et à voir de plus près au 16, avenue Montaigne à Paris.

La haute voyance.
Voici, aux éditions *Jean-Pierre Taillandier*, un livre étonnant, « *Mes, l'astrologie* », le célèbre qui fit le succès de l'horoscope de tous grâce à son magnétisme en suivant l'éthérophilie du tarabitch *Alcibiade* ! Bref, ce *Canova* troublant raconté par *Joseph Desnart*, un parapsychologue renommé dans ce genre de fonctions ! Je vous l'ai dit, étonnant, 120 F.

GUNNAR P.

Michel MULLER
DAUMESNIL
FOURRURE - CRÉATION
REMISES FANTASTIQUES
PRIX COUTANT
20 %, 30 % et 50 %
160, avenue Daumesnil - 75012 PARIS
M. Daumesnil - ☎ 43-43-11-98

Aquascutum
SOLDES DE 20 à 50 %
10, rue de Castiglione - 75001 Paris
Ouvert de 10 h à 19 h

jeudi 10, vendredi 11, samedi 12 et jours suivants
SOLDES
costumes, vestes, pardessus, parkas,
chemises, pulls, cravates, vêtements de peau
griffés Armani, Cardin, Dior, Louis Feraud, de Fursac, etc.
LA VOGUE
38, bd des Italiens (près Opéra)
et centre commercial Vélizy 2 - Détaxe à l'exportation

L'ESPACE CASHMERE
invite les Lecteurs du journal « LE MONDE » à ses
SOLDES « PRIVÉS » EXCEPTIONNELS
Tous Cashmere - Cashmere & Soie - Made in Scotland
Vestes, pulls, pardessus en pur Cashmere
L'Espace CASHMERE, 101, rue Réaumur (ANGLE de RUE) 75002
METRO SENTIER, PARKING BOURSE : du lundi au samedi 10 heures/19h30. Tél. : (1) 42-36-88-53

avec la garantie
d'un grand maître tailleur
COSTUMES MESURE
à partir de
PANTALONS 830 F VESTONS 1 090 F
3 000 tissus
Luxueuses draperies
anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, VESTES
MANTEAUX et PARDessus
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61.

AGENDA

AUTOMOBILE

Et si la guerre éclatait ?

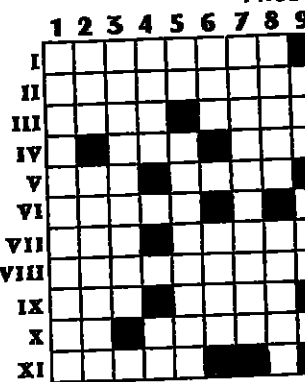
Plus la date du 15 janvier approche et plus les rumeurs sur des restrictions de carburants courent. Cent jours de réserve, dit-on - soit environ 15 millions de tonnes - devraient éviter la pire, c'est-à-dire l'assèchement brutal des pompes. Une situation en vérité peu envisageable tant les flux d'approvisionnement sont aujourd'hui variés et souples. Il reste que ces sages précautions prises par les pouvoirs publics et qui relèvent de concertations au niveau européen ne concernent pas uniquement les automobilistes. Si l'essence et le gazole sont, dans les réserves, en tête des produits visés, le fuel domestique, le kérozène figurent également sur la liste. Autrement dit les conducteurs de voitures ne sont pas les seuls à être touchés par une éventuelle pénurie.

Si la guerre éclatait le 15 janvier le pays ne se retrouverait pas dans une situation de cat ordre. Ainsi - et peut-être cette mesure apparaîtra-t-elle comme anodine - les premières contraintes qu'une crise internationale entraînerait pour les automobilistes concernent... la conduite de leur véhicule.

Conduisez en douceur : sera le conseil d'abord donné : 700 000 tonnes de carburant ne paraissent pas en fumée. On exigerait un réglage des carburateurs et autres injections : 500 000 tonnes épargnées. On inciterait au « couvourage », la vitesse serait encore et au moins provisoirement limitée : 1 million de tonnes (7) économisées. Enfin, au pire, viendrait le rationnement. Auparavant, les prix inciteraient sans doute aussi les automobilistes à laisser leurs chères voitures au garage ou le long des trottoirs... C. L.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5431



VERTICALEMENT
1. Un spécialiste qui connaît bien les patrons. - 2. Pour la troisième personne. Ne coûte pas cher à nourrir. - 3. Quand il est heureux, c'est qu'on n'a pas avalé la pile. - 4. Bien fournie. En « France ». - 5. D'un auxiliaire. Font partie des affaires étrangères. - 6. On n'y voit que des cailloux. Coule en Afrique. - 7. Le premier cycle. - 8. Francis, c'est un sauteur. Met à plat. - 9. Un pensionnaire de zoo. Qui peut faire rougir.

Solution du problème n° 5430

HORIZONTALEMENT
I. Soldats qui ont été mis au trou. - II. Ne vivent évidemment pas comme des rois. - III. Dis. C'est un écart. Une belle fête. - IV. Qui ont fait leur apparition. Coule en Asie. - V. Grande quand elle est belle. Quand on la prend, ce n'est pas naturel. - VI. Comme le point quand on arrive bien quand elles sont ardentes. - VII. Une femme pas du tout dans le coup. - IX. Economise la nappe. On y trouve un vieux cloître. - X. Un peu de tabac. Font du nouveau. - XI. Successeur d'un Charles.

Horizontalement
I. Mégissier. - II. Apogée. Té. - III. Panurge. - IV. Pu. Eructe. - V. Eau. - VI. Me. Or. Mé. - VII. Ostéite. - VIII. Ader. lo. - IX. Doteras. - X. Edam. Pion. - XI. Se. Ecurie.

Verticalement
1. Mappemonde. - 2. Epaulés. Ode. - 3. Gon. Tâta. - 4. Igua. - 5. Serrurier. - 6. Ségur. - 7. Trappu. - 8. Eme. Sir. - 9. Et. Ch. - 9. Réceptionne.

GUY BROUTY

Messes anniversaires

Le 15 janvier 1991, à 12 h 30, célébration de la messe pour

Robert MOREL (1922-1990), en l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris.

Anniversaires

Il y a cinq ans, le 10 janvier 1986, Georges DAVYDOFF nous quittait pour toujours.

Que ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent.

Mahmoud al HAMCHARI est mort un 9 janvier.

« Les morts sont des vivants mêlés à nos combats. » (Victor Hugo).

Marie-Claude et Amina.

Il y a un an, le 10 janvier 1990, Laurent KISSEL

quittait les siens et ses amis, à l'âge de trente-neuf ans.

Ses parents demandent à tous ceux qui l'ont connu et aimé de penser à lui.

Soutenances de thèses

Université Rennes-II, Haute-Bretagne, le samedi 12 janvier 1991, à 14 h 30, M. Michel Lagarde : Religion et cultures en Bretagne (1850-1950).

Université de Tours, le vendredi 25 janvier, à 14 h 30, M. Alain Dardes : Le centre communal d'action sociale, le bureau d'aide sociale dans la décentralisation.

Université Paris-IV (Sorbonne), le vendredi 18 janvier, à 14 heures, M. Yves Ili : « Stefan Zweig et la nouvelle ».

Université Paris-IV (Sorbonne), le lundi 21 janvier, à 9 heures, M. Karin Aguilu : « Histoire du domaine musical (1953-1973). La bouticquière et son institutionnalisation ».

Université Paris-IV (Sorbonne), le mercredi 23 janvier, à 14 heures, M. Gérard Dufour : « L'homme et l'animal dans l'œuvre de Shakespeare. Essai d'anthropologie littéraire ».

Université Paris-Val-de-Marne (Créteil), le vendredi 25 janvier 1991, à 14 heures, M. Benjamin Stora (docteur en sciences régionales) : « Histoire politique de l'immigration algérienne en France. 1922-1982 ».

Université Paris-IV (Sorbonne), le lundi 28 janvier, à 14 heures, M. Guy Cornillic : « La systématisation de la construction du mot en français. Problèmes à une typologie du langage (avec application au mot casquim) ».

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94. Tarif : la ligne 11.7. Tous numéros : 92 F. Abonnés et actionnaires : 80 F. Communicants divers : 95 F.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde. Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social : 620 000 F. Principaux associés de la société : Les rédacteurs du Monde. Association Hubert-Bonne-Méry. Société anonyme des lecteurs du Monde. Le Monde-Entreprises. M. André Fontaine, gérant.

Le Monde

André Fontaine, président. François Hugues, directeur général. Philippe Dupuis, directeur commercial. Michel Orléans, directeur du développement. S. rue de Montessuy, 75007 PARIS. Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71. Tél. MONDIPUB 206 136 F. Yvelines, 45-55-04-70. Société filiale du Journal Le Monde et Régie Presse SA.

Le Monde

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 16, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15. Tél. : (1) 40-65-25-25. Télécopieur : (1) 40-65-25-99. ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BONNE-MÉRY, 94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-65-25-25. Télécopieur : (1) 40-65-30-10.

CARNET DU MONDE

Mariages

Denise JOSSLOW et Camille CHOLOT sont heureux de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité.

38, rue de Laguy, 75020 Paris.

M. et M^{me} Yves de KISCH, M. et M^{me} Siegfried LIESCH, ont la joie de faire part de leur mariage.

Nathalie et Jürgen, Beratzhausen, le 22 décembre 1990.

Château de Monville, 45300 Eacrennes (France). Sudetstr. 31, 8411 Beratzhausen (Allemagne).

Décès

M^{me} Nicole Bonnier, née Thérèse Bonnier, Olivier, Florence, Alain, Elisabeth et Lda Christophe, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part de leur décès.

M^{me} Claude BONNIER, ancien directeur du centre d'information et d'orientation de Nanterre, leur époux, père, grand-père, frère et neveu, décédé à Palente (Haute-Saône), dans sa soixante-quatrième année.

L'inhumation aura lieu le vendredi 11 janvier, à 14 h 30, à la nécropole nationale de Chassagny-sur-Bonheur (Charente) (RN 141 Angoulême-Limoges).

Neuilly-sur-Seine, Châtillonville, Virginie 22903, USA.

M. et M^{me} Jacques Braibant et leurs enfants, M^{me} Renée Braibant, ont la douleur de faire part de leur décès.

M. Gabriel BRAIBANT, survenu le 7 janvier 1991, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 10 janvier, à 14 h 30, en l'église du Sacré-Cœur de Charleville-Mézières (Ardennes).

22, rue Philibert-Delorme, 75017 Paris.

Nous apprenons le décès de M^{me} Jean-Jacques DEHRYN, née Marie-Thérèse Chantoux, survenu le 9 décembre 1990.

Lespignat, Boisserson (Hérault).

M. le docteur Jean Diet, M^{me} Catherine Boddock-Diet et son époux, M^{me} Dominique Berthet-Diet et son époux, M^{me} Renard Diet et son époux, M^{me} Christine Laurent, M^{me} Renate et Guendele Berthet, M^{me} Alexandre Boddock, M^{me} Fernande Girardot, M^{me} Marie Goley, Les familles Diet, Serre, Rouquette, Bodet, Pellet, Clapartre, Vieux, Zennec, Sy, Guillard, Lecarve, ont la douleur de faire part de leur décès.

M. Paul DIET, ingénieur IEG, chevalier de la Légion d'honneur, guerre 1914-1918, dans sa quatre-vingt-dix-huitième année, le 7 janvier 1991.

Les obsèques religieuses ont eu lieu le 9 janvier, à 10 h 30, en l'église de Boisserson (Hérault).

M^{me} Leroy-Bouveyron, son épouse, Marthe Leroy, sa fille, ont la tristesse de faire part de leur décès.

M. Léon David LEROY, rappelé à Dieu, le 28 décembre 1990, dans sa soixante-quinzième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 2 janvier 1991, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.

66, avenue de Breteuil, 75007 Paris.

Maurice NEUVILLE, directeur administratif du Centre national de transfusion sanguine de 1954 à 1971, est décédé le 31 décembre 1990.

Les obsèques seront célébrées dans l'intimité.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Au sommaire de « Dossiers et documents » de janvier

L'OLP

Le sigle OLP, Organisation de la Palestine, recouvre une fédération de mouvements que personne ne contrôle vraiment même si M. Yasser Arafat semble en être le leader charismatique.

A travers une histoire rythmée de tragédies, d'arrances et d'alliances conflictuelles, le discours et la stratégie de l'OLP ont évolué vers une « stratégie de paix » sur fond d'intifada. Le terrorisme a entaché profondément la crédibilité de l'organisation.

Les paradis fiscaux

La reconnaissance des droits palestiniens et le dialogue avec Israël semblaient être les conditions impératives de la paix au Proche-Orient. La crise du Golfe vient de tout remettre en question.

Les havres financiers ont fait la « une » des médias à la faveur de l'intensification de la lutte contre la drogue, mais d'autres activités illicites et en particulier la fraude fiscale, transigent pas ces places financières particulières. Pas d'impôts, un secret bancaire impénétrable, et n'importe quel flot peut se transformer en paradis fiscal. Les pressions internationales, notamment celles du gouvernement américain, vont dans le sens d'une plus grande transparence, mais la moralisation du système est loin d'être réalisée.

► En vente chez tous les marchands de journaux. 8 F.

PARIS EN VISITES

JEUDI 10 JANVIER

« Histoire de l'Hôtel de Ville », 12 h 45, 23, rue de Sévigné (Musée Carnavalet).

« Le Musée Picasso. Histoire et architecture de l'Hôtel de Ville », 14 heures, 5, rue de Thorigny, dans la cour (E. Romani).

« Le Palais de justice en activité », 14 h 15, 4, boulevard du Palais (Tourisme culturel).

« Les splendides boisées de l'hôtel de Launay », 14 h 20, métro Pont-Marie (C. Merle).

« Les ateliers de frappe de l'hôtel de la Monnaie » (limité à trente personnes), 14 h 30, 11, quai de Conti (Monuments historiques).

« De la rue des Rosiers au quartier juif », 14 h 30, métro Saint-Paul (Paris pittoresque et insolite).

« Le dix-septième siècle français : les peintures de la réalité et de la nature mortes », 14 h 30, devant les grilles du Conseil d'Etat, place du Palais-Royal (Arts et culture).

« La Mosquée de Paris », 14 h 30, entrée place du Puits-de-l'Ermitte (S. Rojot-Kern).

« Le Palais de justice en activité », 14 h 30, devant les grilles du Palais (M. Polver).

« Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« L'hôtel de la comtesse de Montessuy, spécialement ouvert », 14 h 45, métro Latour-Maubourg (M. Benassat).

« La Mosquée. Histoire de l'Islam, de Mahomet à nos jours », 15 heures, entrée place du Puits-de-l'Ermitte (P.-Y. Jaslet).

« Exposition « L'art daterien », à la Conciergerie », 15 heures, 1, quai de l'Horloge (Paris et son histoire).

« Le Palais de justice en activité », 15 heures, métro Cité, sortie Marché aux fleurs (Connaissance d'art et d'ailleurs).

CONFÉRENCES

Cinématique, 11, rue Jacques-Bingen, 15 heures : « Châteaux de la Renaissance en Bourgogne », par S. Saint-Girons (Regards sur l'art de la Renaissance).

Palais de la Découverte, avenue Franklin-Roosevelt, 18 heures : « Initiation aux sciences de la terre », 23, rue de Sévigné, 18 h 15 : « Commerçants et artisans : les cris de Paris », par J.-M. Léri (Musée Carnavalet).

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 18 h 30 : « Cycle : actes de voir. Corps humain, images et images de soi (présentation du projet) ».

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 18 h 30 : « Les livres de leur vie : rencontre avec Michel Tournier », par B. de Cessole.

217, boulevard Saint-Germain, 18 h 30 : « Traditions orales andines », par A. Guirandilla Maison.

Centre culturel Saint-Thomas-d'Aquin, 14, boulevard Raspail, 19 h 30 : « Jérusalem au temps des premiers rois », par C. Amoult (Proche-Orient ancien).

JANVIER 1991 UNE NOUVELLE RELATION COMMERCIALE ENTRE FRANCE TELECOM ET SES CLIENTS

L'année 1991 s'ouvre pour FRANCE TELECOM sur de nouvelles perspectives. Depuis le 1^{er} janvier, FRANCE TELECOM est doté de l'autonomie nécessaire pour franchir une nouvelle étape dans le développement du téléphone et de l'ensemble de ses services, et dans l'amélioration de la qualité.

Les performances réalisées au cours des dernières années nous permettent d'envisager l'avenir avec confiance : le téléphone est présent partout, le Minitel fait partie de notre vie quotidienne, les télécommunications françaises sont aujourd'hui parmi les plus modernes au monde.

Cependant, les besoins de communication s'accroissent et se diversifient, les progrès de la recherche rendent possibles de nouveaux services, les télécommunications deviennent un enjeu vital pour l'économie et s'ouvrent sur l'Europe et le monde.

Le cadre d'action défini par la loi du 2 juillet 1990 permettra à FRANCE TELECOM de maîtriser ces évolutions et remplacera les règles administratives par une véritable relation commerciale.

Notre ambition est d'être à votre écoute, attentifs à vos besoins, de simplifier nos procédures et d'améliorer votre information. Elle est aussi de développer la concertation avec nos partenaires économiques, les associations de consommateurs, et de participer encore plus étroitement à la vie locale.

L'annonce de ces évolutions est l'occasion de vous exprimer la volonté de tout le personnel du groupe FRANCE TELECOM de vous fournir des moyens efficaces de communication, enrichis chaque jour par les apports des techniques nouvelles, dans le respect de nos missions de service public.

PERCEVAL



Jeudi 10.50

... Le Monde • Jeudi 10 janvier 1991 17

Le Monde

SECTION C

ARTS • SPECTACLES



Aki Kaurismäki.

RENAUD MONFOURNY

« J'AI ENGAGÉ UN TUEUR », LE NOUVEAU FILM D'AKI KAURISMÄKI

Un homme à tout défaire

COMMENT peut-on être finlandais ? En faisant des films : c'est la réponse boulimique d'Aki et Mika, les frères Kaurismäki. Aki a trente-trois ans, Mika trente-cinq (on a vu de lui le plaisant Helsinki Napoli), ils dirigent une maison de production, Villealfa (en hommage à Godard), ils n'ont toujours qu'une caméra pour deux, ils animent chaque année en juin dans leur pays le Festival du soleil de minuit, et ne tiennent pas en place.

Aki Kaurismäki a un regard très bleu, à la fois rigoureux et désespéré, comme ses films, tout à fait. Intempérant mais très rigoureux, Aki tourne vite des films courts, nourris de tout l'amour qu'il porte au cinéma français, Bresson, Becker, Renoir, Truffaut, Godard, de tout l'amour qu'il porte au cinéma tout court.

J'ai engagé un tueur, son dernier film, dont il est, comme à l'accoutumée, auteur, réalisateur, monteur et producteur, a été tourné à

Londres, en anglais, avec Jean-Pierre Léaud. On y remarque aussi l'apparition touchante de Serge Reggiani en vendeur de hamburgers dans un cimetière. C'est un thriller sentimental, presque optimiste malgré son sujet : le suicide raté d'un petit fonctionnaire licencié. On rit donc beaucoup et lorsque les choses se gâtent pour le héros, on entend Carlos Gardel. Normal pour Kaurismäki, sophiste impénitent qui affirme que le tango est né en Finlande.

Ses débuts remontent à 1981. Il coréalise d'abord avec son frère *The Saima Gesture*, documentaire rock de long métrage. Puis se lance, tout seul, dans une adaptation de *Crime et châtiment* : Raskolnikov travaille aux abattoirs d'Helsinki... Le film n'est pas distribué en France. Plus tard, il relira à sa façon un autre « intouchable », transportant le prince du Danemark dans les couloirs glauques d'une banque d'Helsinki avec *Hamlet goes business...*

Puis Kaurismäki prend la route, suivant par exemple de minables rockers sibériens coiffés de « bananes » superlatives de New-York au Mexique (*Leningrad Cowboys go to America*). Mais là où il excelle, où il révèle tout son talent de chroniqueur pointilleux d'un quotidien dérisoire et sinistre où la beauté est parcimonieuse et le bonheur seulement rêvé, et où l'humour est la seule rédemption, c'est dans sa *loser trilogy*. D'abord *Shadows in Paradise*, romance douce-amère entre un éboueur et une caissière, puis *Ariel*, ballade finlandaise d'un garçon peu doué. Enfin, l'année dernière, *la Fille aux allumettes*, admirable portrait d'une malchance.

Le prochain Kaurismäki sera tourné à Paris. En français, une adaptation de *la Bohème*... Le monde est vaste pour le Finlandais volant, le cinéma est son royaume. (Lire nos articles pages 18 et 19).

DANIELE HEYMANN

MUSIQUES 20

Les émigrants soviétiques font vibrer Israël



Plus de deux cent mille juifs soviétiques sont arrivés ces derniers mois en Israël. On en attend un million en tout. Parmi eux, de nombreux musiciens, pianistes, chefs d'orchestre, violonistes, violoncellistes et altistes, qui auront beaucoup plus de mal à s'intégrer que les ingénieurs et les médecins. Mais la vie musicale israélienne est déjà en pleine révolution.

DANSE 21

Un conte onirique de Jean-François Duroure



L'un de nos chorégraphes les plus passionnants du moment s'installe pour deux soirs au Théâtre Jean-Vilar de Suresnes. Ancien danseur de la troupe de Pina Bausch, Jean-François Duroure a su en quelques années, d'abord en duo avec Mathilde Monnier, puis seul, et désormais avec sa propre troupe, réinventer la danse.

ARTS 28

Les ateliers de création de la Révolution russe



Connaissez-vous les Vhutemas ? Si oui, il ne sera pas inutile de vérifier l'étendue de vos connaissances sur ces foyers de la liberté artistique dans l'URSS des années 20 en parcourant les deux grands volumes que leur consacrent les Éditions du Regard. Si non, ce qui est plus vraisemblablement le cas, il n'est pas inutile de commencer à vous familiariser avec elles.

FRANCE
TELECOM

CINÉMA

ENTRETIEN AVEC AKI KAURISMAKI,

Sur les rythmes

Sur les écrans, le sixième film distribué en France d'un auteur, réalisateur, monteur et producteur né en 1957 à Orimattila (Finlande) que l'on avait découvert à Cannes en 1986 avec *Shadows in Paradise*. Aki Kaurismäki est jeune, drôle, vif, provocant. Ses films lui ressemblent beaucoup.

QUAND on arrive dans un bar de palace parisien, ce matin-là, pour parler avec le « Finlandais volant », le jeune et énigmatique Aki Kaurismäki, il va tout de suite commander quelque chose à boire (lui-même constate avec assez d'exaspération que la soif est chez lui une compagne exigeante pour qu'on révèle ce point de détail). Une musique d'ascenseur se déverse dans le bar. Il se fâche. Quitte la pièce en criant que tant que « ce trou du... » de barman polluera l'atmosphère avec sa musique minable, il ne l'aura pas comme client, et pourtant Dieu sait qu'il a soif ! A peine a-t-il fait quelques pas dans le couloir qu'on entend un énorme fracas de verre brisé. Ça vient du bar. Aki Kaurismäki sourit, modeste : « *Je suis un méchant loup, j'ai des pouvoirs magiques.* » Il a aussi le pouvoir de faire des films extrêmement drôles et tristes qui lui ressemblent comme des frères.

« Nous aimons beaucoup votre film... »
 - De quel film voulez-vous parler ?
 - De *J'ai engagé un tueur*, présenté à Venise l'automne dernier et qui sort en France.
 - Ah ! bon, je n'étais pas sûr. Le week-end dernier, j'étais à Glasgow pour parler de *Hamlet goes Business* et, la semaine d'avant, à Londres pour parler de la *Fille aux allumettes*.
 - Bien qu'il s'agisse d'un suicide (raté), *J'ai engagé un tueur* est une « love story » presque optimiste...
 - Il faut bien être optimiste de temps en temps.
 - Dans vos films précédents, même quand vous essayez de faire un « happy ending », ça tourne mal.
 - Alors essayez d'imaginer ce que se serait si j'essayais de faire un « sad ending », une fin triste ! Le

plus souvent, c'est ma tendance, mais je ne la tourne pas, je me dis que je n'ai pas le droit de faire ça à mes personnages, je les aime bien, ils ne le méritent pas. Alors je les mets sur un bateau, ou quelque chose du genre, je leur donne une chance.

- Même si le bateau ne va pas très loin ?
 - Un « happy ending », c'est quelqu'un qu'on emmène en prison (deux de mes films se terminent comme ça). C'est une fin heureuse parce que le personnage est libéré des entraves de la société.
 - Vous pourriez être heureux en prison ?
 - L'idée ne me dérange pas. Malheureusement, je suis très claustrophobe. J'ai passé ma jeunesse en prison. Tous les soirs, on m'enfermait parce que j'étais saoul. Je ne le supporterais plus. Si quelqu'un voulait

me mettre en prison aujourd'hui, je crois qu'il aurait de sérieux problèmes.

- Parlons un peu de *J'ai engagé un tueur*.
 - Ah ! vous voulez dire le chef-d'œuvre ? (Rires.)
 - C'est un film plutôt minimaliste, mais il vous suffit de montrer une porte peinte en rouge pour évoquer Londres tout entier.
 - Le Helsinki que j'ai montré n'était pas plus représentatif que le Londres que vous avez vu. C'était le Helsinki de la fin des années 60. Le Londres que je montre est celui de la fin de l'East End. Qui va être détruit et reconstruit pour devenir un quartier d'affaires. Je ne connaissais rien de l'Angleterre avant d'y aller faire ce film. J'ai dû apprendre le pays en cinq jours. Oui, je suis un rapide ! (Rires.) Quand j'ai été

sur le point de commencer mon premier film de fiction, *Crime et châtiment*, je me suis approché du chef opérateur et je lui ai dit d'un ton très assuré : « Ça va, les objectifs ? » Je connaissais seulement le mot « objectif ». Il m'a répondu : « Oui, oui, j'ai le 25, le 50, le 100. » Je me suis aussitôt tourné vers l'équipe : « Bon, mettez-moi le 50 en place, et vite. »
 - Dans *J'ai engagé un tueur*, le personnage de Léand est un étranger à Londres, où il vit depuis quinze ans. Vous sentez-vous aussi étranger que lui ?
 - Oh ! ça, c'est plutôt un gag intime à l'usage des Français. Les Français sont tellement français qu'ils ne peuvent jamais devenir autre chose ! Ma première idée était de faire le film « à l'anglaise », avec un acteur britannique. Mais je n'ai pas eu le temps d'assimiler un minimum de culture, de distinguer la subtilité des accents, j'ai donc préféré me trouver un alter ego.

- Léand et vous, vous vous ressemblez beaucoup.
 - Vous auriez dû me voir il y a dix ans, nous étions des sosies. Maintenant non, j'ai grossi, trop de bière... Léand, je l'ai rencontré avant de le connaître dans les films de Godard. Et puis, évidemment, dans les films de Truffaut. Si je fais une liste des dix meilleurs films jamais réalisés, je cite toujours *les 400 Coups*. Dès ce moment-là, pour moi, Léand est devenu un héros, une légende, il est assis au premier rang dans ma mémoire. Avec quelques autres. Les héros, on cherche à les imiter. J'aimais Léand, j'étais jeune, je lui ressemblais, j'aimais sa façon de jouer, je l'imitais. D'ailleurs, il ne joue pas, à proprement parler. Je le comparerais à Buster Keaton, à Chaplin.

- Quand ça va vraiment mal pour votre héros, on entend Carlos Gardel. Vous êtes un amoureux du tango ?
 - Oui, surtout du tango finlandais.
 - ???
 - Le tango est né en Finlande.
 - !!!
 - Oui, oui, parfaitement. Ce qui est tout à fait logique, nous sommes des gens très mélancoliques. Le tango est finlandais et un marin l'a importé en Argentine, d'où il est reparti pour l'Europe. C'est très étrange pour moi de constater que personne ne sait qu'il y a du tango en Finlande. De toute façon, personne ne sait où est la Finlande...
 - Le rôle magnifique que vous offrez à Jean-Pierre Léaud dans *J'ai engagé un tueur* souligne en quelque

L'accélérateur de pellicule

ON voit un drôle de monde à travers les lunettes d'Aki Kaurismäki, ces lunettes qu'il vient, le temps d'une brève apparition dans son propre film, vendre à son héros : celui-ci a besoin de dissimuler son visage pour échapper au tueur    g  ges qu'il a lui-même engagé. Henri voulait mourir, mais il a rencontré l'amour. Pour les annuls, Henri est un champion.

Personne ne peint comme Kaurismäki, au couteau froid de l'humour pince-sans-rire, la déprime totale. Dans un Londres de ruines et de sombres filigranes, l'immigré (français) Henri Boulanger végète au service « paperasse inutile » de Her Majesty's Waterworks (le service des eaux britannique). Comparé à son bureau, l'enfer administratif de *Brazil* rassemble à un gala des Folies Bergère, l'usine à grates-papier du Procès passerait pour le local syndical des représentants en farces et attraits.

Mis à la porte sans préavis au bout de quinze ans de bons et loyaux services et de trois minutes de film, Henri arrose (   Londres !) son jardin secret sur le toit de sa sinistre mansarde et décide de mettre un terme à sa navrante présence en ce bas-monde. Soma-nu-bi-que et m  ticieux comme Jean-Pierre Léaud, parfaitement inopérant, du genre à déclencher une grève du gaz en mettant sa tête dans le four de sa cuisinière, Henri a besoin d'aide. D'où l'embauche d'un assassin stipendi  , par ailleurs cancr  reux, m  rique et infiniment sympathique.

Le ton détaché sur lequel le cinéaste aligne les constats affligés, les clins d'oeil complices et la romance fleurie entre son pitoyable héros et une petite marchande de roses est un étonnant accélérateur de particules. En quatre-vingts minutes chrono, la vie, l'amour, la mort, le grand cinéma, les petits bars et le beau blues trouvent un chantre stylé, qui émaux et fait sourire du même geste précis.

Sur son calameux castelet peinturlur   de couleurs franchement tristes, autour de Léaud impeccable figure de la nouvelle vague, passent le bel ap  che de *Casque d'or* - Reggiani recyclé marchand de hamburgers compatissant et lympathique, - le rocker Joe Strummer d  j vu chez Jamusich, acolyte notoire de Kaurismäki, les malfrats philosophes de chez Mackendrick et la petite marchande d'allumettes de Renoir. Il faut un singulier apl  mb pour enfil  r ainsi, à toute finesse, ces perles noires aux reflets glauques.

C'est le miracle des lunettes magiques d'Aki Kaurismäki, venues du même fabricant que celles du peintre Le Vign dans *Quai des brumes*, qu'il voyait un nagueur, dessinait un noyé. Lunettes survoyanes, à travers lesquelles appar  t un monde nettoyé des strass publicitaires et des éclatements médiatiques, un monde à cru. Et vous trouvez    drôle ? Oui.

JEAN-MICHEL FRODON

La haute société à revers

Le meurtre ou le suicide, en 1980, par une pi  ture d'insuline, d'une riche Américaine mariée à un aristocrate danois, Claus von Bulow, est une affaire mystérieuse dont Barbet Schroeder a fait un film qui suscite autant de passions que le crime lui-même. Nicholas Kazan, fils d'Elia Kazan et scénariste du film, explique ici les difficultés d'une telle transposition.

CELA commence comme un faire-part pour magazine spécialisé : en juin 1966, Martha Crawford von Auersperg, l'une des plus riches héritières des   tats-Unis,   pouse Claus von Bulow, aristocrate danois. Le couple vit bientôt dans l'une des plus célèbres villas américaines, Clarendon Court,    Newport (Rhode-Island), où fut tourné *High Society*, avec Grace Kelly...

Le 27 décembre 1979 au matin, début du cauchemar : Sunny ne parvient pas à se réveiller. Elle ne reprendra conscience que quelques jours plus tard à l'hôpital. Presque un an après, le 22 décembre 1980, elle est découverte inanimée dans sa salle de bains et transportée une nouvelle fois à l'hôpital de Newport où elle sombre dans un coma profond. Elle est toujours aujourd'hui dans un coma irréversible à l'hôpital presbytérien de Columbia,    New-York.

En juillet 1981, un grand jury du tribunal de Newport inculpe Claus von Bulow pour tentative de meurtre : il aurait, à deux reprises, injecté de l'insuline à sa femme - une trousse et des seringues ont   t retrouvées à Clarendon Court. Neuf mois plus tard, il est jugé coupable de meurtre puis, en mai 1982, condamné à trente ans de prison. Von Bulow fait appel de cette décision et il est libéré sous caution de 1 million de dollars (rassemblés avec l'aide du fils du milliardaire Paul Getty). En avril 1984, son nouvel avocat, Alan Dershowitz, obtient de la cour suprême de Rhode-Island qu'elle infirme la sentence. Après un

nouveau procès, Claus von Bulow est acquitté par le tribunal de Providence en juin 1985.

« L'adaptation d'une affaire aussi célèbre aurait dû être du gâteau, dit aujourd'hui Nicholas Kazan, fils du cinéaste Elia Kazan et scénariste de plusieurs films américains, comme *At a Close Range* (Comme un chien enragé), de James Foley avec Sean Penn, ou *Patti Hearst*, de Paul Schrader, l'adaptation, d  j, d'une histoire vraie. Mais le cœur même de l'affaire von Bulow est un mystère, l'élément essentiel à toute entreprise artistique. Il fallait récréer et d  clairer ce mystère plutôt que de vouloir l'expliquer ou le résoudre. »

Un jeune spectateur américain du film, qui fait un malheur aux   tats-Unis, expliquait récemment que le *Mystère von Bulow*   tait « une comédie de la Restauration comme on les apprend en cours d'anglais, très classique, sauf qu'elle est un peu tordue sur les bords ». « Je prends ! s'écrie Kazan en riant. Je n'étais pas parti pour écrire une comédie de m  nors mais, effectivement, en rédigeant le scénario, j'ai cru en déceler certains éléments. Si j'en crois Revers de fortune, le livre écrit par Dershowitz, l'avocat de von Bulow, celui-ci prétendait une forme d'auto-tronie. Dershowitz est lui-même très drôle. Il y a une sorte d'espoir dans l'acte de rire, même des choses graves, qui est extrêmement salutaire. »

La préparation du scénario fut longue. Pendant quatre mois, Kazan dut rassembler une documentation considérable. « J'avais constamment besoin de m'y référer. Il me fallait rapprocher les différentes déclarations de Claus, puis celles des enfants. Ensuite, il a fallu écrire un script qui n'avait ni structure conventionnelle ni intrigue au sens traditionnel du terme. » Pour se jouer de cette difficulté, Kazan décide de « créer plusieurs petits mystères, à chaque étape de l'affaire. J'ai envisagé à comme un numéro de jongleur : on lance une balle ; avant même qu'elle ne retombe, on en lance deux autres. »

Le scénariste a commencé par « voler » une idée à Brian de Palma qui avait été approché par le producteur Ed Pressman pour réaliser le film : donner la parole au seul personnage dont on n'a jamais

entendu le point de vue ; le narrateur du *Mystère* sera Sunny. « Selon ses médecins, Sunny ne sortira jamais de son coma. Supposons donc que son esprit ne réside plus vraiment dans son corps mais se trouve quelque part dans l'atmosphère. Elle a des lors accès à... ce à quoi nous accédons quand nous mourons : par conséquent, elle peut nous en apprendre beaucoup sur l'affaire, ou suggérer telle ou telle piste, par une simple intonation. »

« Dans une affaire de meurtre ou de tentative de meurtre, pris par le déroulement de l'enigme, on oublie que c'est la vie d'un être qui est en cause. Revenir sur cette femme dans le coma - image émotionnellement forte - permettait de ne pas la perdre de vue. Cette option permettait aussi, dans l'impossibilité évidente de faire dire à Sunny : « Il l'a fait » ou « Il ne l'a pas fait », de rappeler qu'on ne saura sans doute jamais le fin mot de l'affaire. »

Tous les protagonistes étant encore vivants, les embûches, autant que les précautions à prendre, sont innombrables. Alex et Ala, les enfants que Sunny von Bulow eut d'un premier mariage, apparaissent très peu dans le film. Sur les conseils pressants d'une batterie d'avocats ? « J'ai bien entendu été très prudent, confirme Kazan, mais franchement, si j'avais eu les mains totalement libres, Ala n'aurait guère été plus présente. Alex l'  t été un peu plus - mais à peine. Ils n'étaient pas vraiment essentiels à l'histoire. Si Sunny sortait de son coma en pleine possession de ses moyens, elle pourrait sans doute nous int  rer un procès dont nous ne nous r  l  verions jamais. Mais personne d'autre ne peut nous attaquer pour atteindre à sa réputation. »

Certains peuvent cependant avoir recours aux médias. Alex et Ala von Auersperg se plaignaient récemment à la télévision que le film de Schroeder fasse de leur mère une ivrogne et une m  g  re. « Dans ses dépositions, réplique Kazan, Claus von Bulow dit essentiellement que, lorsqu'elle était sa  le, Sunny devenait très méchante. Les témoignages ne manquent pas, des résidents de Newport aux femmes de ménage. Il disait aussi : « Quand elle ne buvait pas, elle était délicieuse. » Cependant, ses enfants n'ont pas entière-



Jeremy Irons.

ment tort car, lorsqu'on met une situation réelle en forme dramatique, ce ne sont jamais les trois cent soixante-deux « bons » jours que l'on choisit mais ceux (les trois ou quatre autres) où un protagoniste a p  qu   une crise de colère et brisé le carreau de la fenêtre. »

Après de longs mois de travail, le scénariste et le cinéaste se sont rendus à Londres pour convaincre Jeremy Irons d'accepter le rôle de Claus von Bulow. Entrant dans la salle de conférences du palace où ils avaient rendez-vous, l'acteur lance : « Le scénario est charmant, mais je ne peux absolument pas faire le film. Voyez-vous, j'ai besoin de me sentir à l'aise dans la physique de mes rôles et... je ne serai jamais chauve. Désolé. » Ils prennent quand même place autour d'une même table en compagnie de Glenn Close et Ron Silver qui se trouvaient eux aussi dans la capitale anglaise et allaient accepter le rôle de Sunny et celui de Dershowitz.

« Glenn Close a lu tous les rôles féminins, moi, les indications de scènes et tous les rôles masculins, sauf ceux de Ron et de Jeremy. La fin de la lecture fut suivie d'un - très long - silence. Puis Jeremy a murmur   : « Peut-être pourrions-nous trouver une solution pour la coiffure ?... »

HENRI BÉHAR

Tango finlandais

« Vous sentez-vous aussi étranger que moi ? »
 - Oh !   , c'est plutôt un gag intime à l'usage des Français. Les Français sont tellement français qu'ils ne peuvent jamais devenir autre chose ! Ma première idée était de faire le film «    l'anglaise », avec un acteur britannique. Mais je n'ai pas eu le temps d'assimiler un minimum de culture, de distinguer la subtilité des accents, j'ai donc préféré me trouver un alter ego.
 - Dans *J'ai engagé un tueur*, le personnage de Léaud est un étranger à Londres, où il vit depuis quinze ans. Vous sentez-vous aussi étranger que lui ?
 - Oh !   , c'est plutôt un gag intime à l'usage des Français. Les Français sont tellement français qu'ils ne peuvent jamais devenir autre chose ! Ma première idée était de faire le film «    l'anglaise », avec un acteur britannique. Mais je n'ai pas eu le temps d'assimiler un minimum de culture, de distinguer la subtilité des accents, j'ai donc préféré me trouver un alter ego.
 - Léaud et vous, vous vous ressemblez beaucoup.
 - Vous auriez dû me voir il y a dix ans, nous étions des sosies. Maintenant non, j'ai grossi, trop de bière... Léaud, je l'ai rencontré avant de le connaître dans les films de Godard. Et puis, évidemment, dans les films de Truffaut. Si je fais une liste des dix meilleurs films jamais réalisés, je cite toujours *les 400 Coups*. Dès ce moment-là, pour moi, Léaud est devenu un héros, une légende, il est assis au premier rang dans ma mémoire. Avec quelques autres. Les héros, on cherche à les imiter. J'aimais Léaud, j'étais jeune, je lui ressemblais, j'aimais sa façon de jouer, je l'imitais. D'ailleurs, il ne joue pas, à proprement parler. Je le comparerais    Buster Keaton,    Chaplin.
 - Quand à va vraiment mal pour votre héros, on entend Carlos Gardel. Vous êtes un amoureux du tango ?
 - Oui, surtout du tango finlandais.
 - ???
 - Le tango est né en Finlande.
 - !!!
 - Oui, oui, parfaitement. Ce qui est tout à fait logique, nous sommes des gens très mélancoliques. Le tango est finlandais et un marin l'a importé en Argentine, d'où il est reparti pour l'Europe. C'est très étrange pour moi de constater que personne ne sait qu'il y a du tango en Finlande. De toute façon, personne ne sait où est la Finlande...
 - Le rôle magnifique que vous offrez    Jean-Pierre Léaud dans *J'ai engagé un tueur* souligne en quelque

LE MYSTÈRE VON BULOW

Barbet Schroeder

Jeremy Irons, d  t  ch  

« Vous sentez-vous aussi étranger que moi ? »
 - Oh !   , c'est plutôt un gag intime à l'usage des Français. Les Français sont tellement français qu'ils ne peuvent jamais devenir autre chose ! Ma première idée était de faire le film «    l'anglaise », avec un acteur britannique. Mais je n'ai pas eu le temps d'assimiler un minimum de culture, de distinguer la subtilité des accents, j'ai donc préféré me trouver un alter ego.
 - Dans *J'ai engagé un tueur*, le personnage de Léaud est un étranger à Londres, où il vit depuis quinze ans. Vous sentez-vous aussi étranger que lui ?
 - Oh !   , c'est plutôt un gag intime à l'usage des Français. Les Français sont tellement français qu'ils ne peuvent jamais devenir autre chose ! Ma première idée était de faire le film «    l'anglaise », avec un acteur britannique. Mais je n'ai pas eu le temps d'assimiler un minimum de culture, de distinguer la subtilité des accents, j'ai donc préféré me trouver un alter ego.
 - Léaud et vous, vous vous ressemblez beaucoup.
 - Vous auriez dû me voir il y a dix ans, nous étions des sosies. Maintenant non, j'ai grossi, trop de bière... Léaud, je l'ai rencontré avant de le connaître dans les films de Godard. Et puis, évidemment, dans les films de Truffaut. Si je fais une liste des dix meilleurs films jamais réalisés, je cite toujours *les 400 Coups*. Dès ce moment-là, pour moi, Léaud est devenu un héros, une légende, il est assis au premier rang dans ma mémoire. Avec quelques autres. Les héros, on cherche à les imiter. J'aimais Léaud, j'étais jeune, je lui ressemblais, j'aimais sa façon de jouer, je l'imitais. D'ailleurs, il ne joue pas, à proprement parler. Je le comparerais    Buster Keaton,    Chaplin.
 - Quand à va vraiment mal pour votre héros, on entend Carlos Gardel. Vous êtes un amoureux du tango ?
 - Oui, surtout du tango finlandais.
 - ???
 - Le tango est né en Finlande.
 - !!!
 - Oui, oui, parfaitement. Ce qui est tout à fait logique, nous sommes des gens très mélancoliques. Le tango est finlandais et un marin l'a importé en Argentine, d'où il est reparti pour l'Europe. C'est très étrange pour moi de constater que personne ne sait qu'il y a du tango en Finlande. De toute façon, personne ne sait où est la Finlande...
 - Le rôle magnifique que vous offrez    Jean-Pierre Léaud dans *J'ai engagé un tueur* souligne en quelque

J.P. 101.50

CINÉMA

RÉALISATEUR DE « J'AI ENGAGÉ UN TUEUR »

du tango finlandais

sorte notre conscience. On avait un peu le sentiment de l'avoir tué après la mort de Truffaut.

- Vous avez essayé, mais il est costaud, malgré les apparences, plus dur qu'on ne pense. J'ai entendu dire qu'il tournait à nouveau ces temps-ci, dans un film autrichien, je crois.

- L'apparition de Serge Reggiani, à la fin, vendant des « french hamburgers » dans un ciné, est émouvante aussi, comme un « au revoir ».

- Ce n'est pas un hasard non plus s'il est là. Quand j'ai mentionné tout à l'heure les dix meilleurs films de tous les temps, selon moi, le premier de la liste est *Casque d'or*. Mais la fin de *J'ai engagé un tueur* n'est pas celle que j'avais prévue. On aurait dû voir un mur en ruine où poussait une fleur. C'était une fleur que ma femme avait apportée sur le plateau, et je l'avais plantée en haut du mur. J'avais un sèche-cheveux pour faire frissonner la fleur en haut du mur. Mais mon cameraman a raté la prise.

- Vous faites beaucoup de prises de chaque plan ?

- Non. Une prise suffit généralement. A Londres, j'en faisais deux parce que je n'étais pas très sûr du laboratoire. Je suis très précis, je ne laisse jamais les acteurs improviser. Le dialogue doit être dit exactement comme il est, même s'il n'est écrit que cinq minutes avant de tourner. La moitié de mes films ont été réalisés sans script. Même *Hamlet*. Je me contentais de lire un morceau du bouquin chaque matin. Mais maintenant que j'emploie des langues que j'ignore, je suis obligé d'écrire.

- Votre prochain film ?

- Ça sera la *Bohème*, ou quelque chose d'après la *Bohème*, c'est tout ce que je peux vous dire. Et je tournerai à Paris, en français, avec en partie des acteurs finnois, mes acteurs habituels. Ils ne parlent pas français, mais moi non plus, quelle importance... J'avais pensé faire la *Bohème* en finnois. Mais ce n'est pas possible. Quand un des personnages aurait commandé une bière au bar, il aurait fallu que le barman paraisse soit finnois aussi.

- Quelles couleurs à Paris pour vous ?

- Noir et blanc, puisque je l'ai appris à travers les films de Renoir, de Becker.

- Votre *Bohème* sera donc en noir et blanc ?

- Oui, je le réaliserai au printemps prochain. J'ai besoin de quelque délai, j'ai été très vite ces dernières années, trop vite. La vraie vie, ce n'est pas le cinéma.



Aki Kaurismäki et Jean-Pierre Léaud.

- Vos budgets suivent-ils la pente ascendante de votre succès ?

- Chez moi, le téléphone est coupé, je n'ai pas payé la facture.

- Vous travaillez toujours avec votre frère ?

- Oui et non. C'est-à-dire que nous travaillons toujours dans la même société, Villealfa (1), avec la même caméra, le même opérateur, le même ingénieur du son, la même table de montage, le même distributeur. Mais nos films sont individuels depuis 1984. Je ne lui demande pas ce qu'il fait, il ne me demande pas ce que je fais. Nous nous tenons seulement au courant : « Moi, je commence tel mois, je finis tel jour », puisque nous n'avons toujours qu'une caméra pour deux.

- Quel effet produit sur vous l'enthousiasme de la critique ?

- Aucun effet. Je ne lis jamais rien, aucun article me concernant. Je déteste trop ma gueule, je déteste ce que je dis. Alors pourquoi me faire du mal ?

- Mais vous ne haïssez pas ce que vous faites ?

- Je n'ai pas le temps de me poser la question.

- Quelle est votre opinion sur vos premiers films ? Les revoyez-vous ?

- J'avais pris l'habitude de dire que je les haïssais tous. Maintenant, je suis plus nuancé. Mais je confirme que le premier, *Crime et châtiment*, n'est pas réalisé dans un style que j'aime. Les autres sont pleins de fautes, mais je leur pardonne, même s'ils pèchent par imitation.

- *J'ai engagé un tueur* ne manque ni de clins d'œil, ni de citations, ni de références.

- Oui, bien sûr, c'est comme ça que je présente les choses à mon équipe : « Regardez-moi ce plan, c'est un cocktail de Godard et de Kurosawa ! » (*Rires*). Tout le monde vole à tout le monde, mais si c'est fait honnêtement ça va. Rubens a bien volé à Rembrandt. Bon, maintenant, je me sens un peu plus heureux, je crois que j'ai trouvé un petit quelque chose qui m'appartient en propre et qui est un gentil mélange de beaucoup de choses.

- Pourtant, vous ne tenez toujours pas en place.

- C'est mon dernier voyage.

- Vous avez l'intention de rester à Paris ?

- Non, je vais rentrer à la maison.

- Au Portugal ?

- Non, en Grèce. Maintenant, je vis moitié en Grèce, moitié à Budapest. Je suis un homme très agité.

- La dernière fois qu'on a entendu parler de vous, vous viviez au Portugal.

- Oui, mais c'est un pays trop agréable pour moi. Je ne veux pas vivre dans un pays où l'on peut se sentir comme un touriste. En Grèce, ça va, tout est déjà abîmé.

- Et à Budapest ?

- A Budapest, il y a une ville. Je suis encore très citadin dans ma tête. J'ai besoin de bruit. De bruit dans un bar.

- Pourquoi avoir quitté la Finlande ? Pour exister ?

- Je hais ce qui arrive à la Finlande, les forêts qu'on massacre, etc. Je hais ça si fort que je ne peux pas le supporter, je m'en vais. La Finlande est mon pays, je l'aime, mais je ne serai pas là pour le voir détruire davantage.

- Quand vous arrivez dans un pays, c'est pour trouver quoi ? Un ciel, une maison, des amis, un endroit pour travailler ?

- Non, seulement pour voir comment la mer - s'il y a la mer - s'écroule sur certains rochers. Et pour acheter mon pain. Je veux voir comment, dans ce pays-là, la vieille femme de la boulangerie vend son pain. Si la boulangerie sourit, ça me suffit.

Propos recueillis par DANIELE HEYMANN

(1) Hommage dyslexique à l'*Alphaville* de Jean-Luc Godard.

UN FILM DE BARBET SCHROEDER

Jeremy Irons, détective



APRÈS avoir triomphé, à l'écran, pour l'interprétation du rôle-titre de *la Maîtresse du lieutenant français* et, à la scène, pour son rôle dans *The Real Thing*, de Tom Stoppard, à Broadway, Jeremy Irons aurait pu devenir l'acteur le plus british du Tout-Hollywood, le David Niven des années 80. Il s'est orienté au contraire vers les contre-maîtres polonais (*Travail au noir*) ou les bourgeois proustiens (*Un amour de Swann*) puis, rentré en Grande-Bretagne, s'est offert un passage à la Royal Shakespeare Company.

Il revient au cinéma, décide « de faire fi de [sa] prudence coutumière », tourne quatre films d'affilée : *Faux-Semblants* (triomphe), *Chorus of Disapproval* (échec), *Danny, Champion of the World*, avec son fils Samuel (succès) et *Australia*, avec Fanny Ardant (échec). « Deux sur quatre, ce n'est pas si mal. »

« Je fais des choses qu'il n'est peut-être pas sage » de faire mais qui me procurent du plaisir, dit-il. *Jouer Claus von Bülow* n'est pas ce que Hollywood appellerait « un choix avisé de carrière ». Si j'avais été plus malin, peut-être, ou plus beau, ou américain... Mais non, je ne pense pas que je serais jamais une superstar au box-office, même si, par souci d'image, je n'abandonne que des rôles « sympathiques ». J'aime trop les zones d'ombre pour ça.

Le choix du rôle de Claus von Bülow, avocat mondain d'origine danoise accusé d'avoir à deux reprises tenté de tuer sa femme, est peut-être la plus parfaite illustration de cette forme de courage. « J'ai toujours pensé que c'était un sujet très délicat dans la mesure où Claus von Bülow et sa femme Sunny sont toujours vivants. » Pourtant, Irons s'est refusé à rencontrer l'avocat. « Bien qu'il fût connu, et même célèbre, il me fallait être totalement libre de créer mon Claus. »

Jeremy Irons ne s'est posé qu'une question : « son » Claus serait-il coupable ou innocent ? « Claus savait, donc je devais savoir. Relisant ses dépositions, l'étudiant de près, l'écouter, le regarder à la télévision, par déduction, tel un détective, je me suis fait une

opinion très claire et très ferme sur ce point : innocent, mais de quoi ? Ou coupable, mais de quoi ? »

Sa conclusion ? « Je me garderais bien de la divulguer ; Claus ne le ferait pas. » Et, dans un sourire farceur : « Je vous dirai toutefois ceci : Barbet Schroeder et moi sommes d'avis totalement opposés... »

La sienne fermement arrêtée, Jeremy Irons s'est donc ingénié à brouiller les pistes : « Claus ne plaçait pas la vérité, ou la propagation de la vérité, très haut dans l'échelle de ses devoirs quotidiens... Sans doute fait-il partie de ces gens qui, se jugeant relativement ennuyeux, estiment qu'un peu de couleur ou un léger remodelage de la vérité les rendrait plus intéressants. Si l'habitude en est prise dès le plus jeune âge - et c'est son cas - ça devient un instinct, difficile à assumer dans des situations extrêmes : on ment sans s'en apercevoir, on se fait prendre, le mensonge en entraîne un autre, et, bientôt, ça devient mortel. »

Outre le mensonge, Irons met en place les ingrédients de sa composition - « l'esprit, le charme, la malice, mais aussi l'opacité » - et, avec une patience d'entomologiste, travaille la voix et le phrasé de von Bülow. « C'est un Danois qui essaie de bien parler l'anglais - celui de la BBC qui, surtout en Amérique, est tenu pour une marque d'aristocratie - mais il trébuche par endroits. Remettant le tout dans ma voix et mon timbre, j'ai abouti à cet accent germano-néerlandais... C'est étrange, je n'opère pas d'habitude à partir de données extérieures ou physiques, mais j'ai senti que, pour ce rôle, la calvitie et la voix étaient d'une importance extrême. »

Déjà, Jeremy Irons est parti vers une tout autre aventure. Il vient de terminer, à Prague, le tournage de *Kafka*, sous la direction de Steven Soderbergh. « Le livre est un peu trompeur, dit-il. Il s'agit d'un thriller se déroulant en 1916, une chose qui aurait pu arriver à Kafka de son vivant et qui, de toute façon, aborde des thèmes qui l'intéressaient : la bureaucratie, l'identité, la manière dont les autres nous perçoivent. » Autant de préoccupations qui ne sont pas si éloignées du « mystère von Bülow ».

H.B.

VO: UGC NORMANDIE - PATHE MARIGNAN - FORUM HORIZON-LES-HALLES - UGC DANTON - PARISASSIS - 14 JUILLET BEAUGRENELLE - VF: PARAMOUNT OPERA - REK - UGC GODELINS - UGC LYON BASTILLE - UGC CONVENTION - UGC MONTPARNASSE - MISTRAL - NATION - PATHE WEPREL

PÉRIPHÉRIE: PATHE BELLE ÉPINE THAIS - 4 TEMPS LA-DÉFENSE - PATHE CHAMPIGNY - STUDIO PARLY 2 - CARREFOUR PANTIN - UGC ULIS LES ULIS - BUXY BOUSSY ST-ANTOINE - FLANADES SARCELLES - LA PLEIADE CACHAN - CALYPSO VIRY CHÂTILLON - CONTI LISLE ADAM - 4 CHAMPS PALAISEAU - LES DALTON SERVIRAN - 4 FERRAY ST-GENEVIÈVE-DES-BOIS - 4 DELTA LA VARENNE

KIEFER SUTHERLAND JULIA ROBERTS KEVIN BACON

EXPERIENCE INTERDITE

ELIOT LINERS

30 000 COPIES

AVANT ET APRÈS

MUSIQUES

LA VIE MUSICALE ISRAËLIENNE BOULEVERSEE PAR L'ARRIVÉE MASSIVE DES JUIFS SOVIÉTIQUES

Les violons du retour

Depuis le début de la perestroïka, des milliers de juifs soviétiques émigrent chaque jour en Israël. Parmi eux, il y a de nombreux musiciens. Ils arrivent avec leur seul talent car l'Etat soviétique leur confisque presque systématiquement leurs instruments. Il faut leur en trouver, leur donner du travail. Professeurs, musiciens, luthiers israéliens s'y emploient.

TEL-AVIV

de notre envoyé spécial

LES valises, les paquets s'amoncellent dans le hall de l'aéroport de Tel-Aviv : chaque jour, ou presque, des milliers de juifs soviétiques retournent sur la terre de leurs ancêtres emportant avec eux tout ce que l'Etat soviétique leur permet d'exporter. Plus de six mille personnes sont arrivées le week-end dernier, deux cent mille ces derniers mois. Un million sont attendus. Pour les loger, l'Etat hébreu a décidé de louer, pour deux ou trois ans, les hôtels désertés par les touristes, découragés par l'intifada et la crise du Golfe.

Pour de nombreux Israéliens, rencontrés lors du Festival franco-israélien de musique co-organisé par le Musée du Louvre et l'Orchestre de chambre d'Israël (le Monde du 8 janvier), cette arrivée massive de Soviétiques est une « bénédiction ». Toutes les couches sociales, toutes les tranches d'âge émigrent, apportant avec elles de nouveaux bras pour travailler, de nouveaux soldats pour défendre le pays, des ingénieurs, des scientifiques, des médecins, des professeurs, toute une élite culturelle et intellectuelle prête à trouver sa place dans la société israélienne.

CINQ CENTS ÉLÈVES RUSSES A L'ACADÉMIE RUBIN

Une société dont la rapidité de réaction ne cesse d'impressionner le voyageur : des enseignements de magasins sont déjà écrits en caractères cyrilliques, une notation qui vient s'ajouter à l'alphabet latin utilisé pour l'anglais, le français et le polonais qui sont beaucoup parlés ici, à l'hébreu, et à l'arabe, bien sûr, qui est au programme des écoles.

Pour les plus religieux des Israéliens, cette immigration est un cas de conscience car la loi soviétique désigne comme juif tout enfant ayant l'un de ses deux parents de confession israélienne quand les textes sacrés ne reconnaissent que les enfants nés de mère juive. De nombreux procès en perspective, car pour être



Amnon Weinstein, dans son atelier de lutherie.

toujours - officiellement laïque, Israël n'en est pas moins soumis à la forte pression de la hiérarchie religieuse qu'une majorité d'Israéliens souhaiterait voir s'occuper exclusivement de ses affaires.

Mais si un ingénieur, un scientifique, un médecin peuvent assez rapidement se mettre au travail et, de ce fait, être utile à la collectivité, l'arrivée massive de pianistes, chefs d'orchestre, violonistes, violoncellistes et altistes risque de rendre difficile leur intégration professionnelle.

L'Académie de musique Samuel-Rubin à l'université de Tel-Aviv ressemble à une université américaine. Installée, certes, en pleine ville, elle est une sorte de village dont les bâtiments modernes sont posés sur de grandes pelouses fleuries et enfouis sous les arbres. Un vrai campus où les étudiants vont et viennent dans un cadre qui paraît idyllique quand on connaît la misère de nombreuses faces parisiennes. Le violoniste Yair Kless (1) en est à la fois le directeur et le responsable du département cordes. Nous sommes allés le rencontrer à la sortie de son cours. « Combien de musiciens soviétiques ont émigré en Israël ? Difficile à affirmer, des chiffres ont été publiés, mais ils sont sujets à caution car ils ne font pas la différence entre les amateurs et les professionnels. Je peux en revanche

vous donner des chiffres précis pour notre université. Nous avons deux cent trente élèves l'an dernier. Cette année, nous en avons accueilli cent dix de plus - dont 35 % sont des instrumentistes à cordes - ainsi que dix-huit professeurs et accompagnateurs supplémentaires. Je viens d'envoyer un mémoire au ministère et aux autorités universitaires pour les prévenir que nous aurons cinq cents élèves l'an prochain. Plus de 100 % d'augmentation sur deux années universitaires. Jusqu'à où cela ira-t-il ? Mais l'Académie Rubin ne reçoit que des élèves de niveau supérieur, ayant déjà obtenu leur baccalauréat. Il faudrait pouvoir collecter les nouvelles inscriptions conservatoire par conservatoire, école par école.

« Des musiciens arrivent chaque jour ou presque, tous n'ont pas un niveau suffisant, et certains devront changer de métier à plus ou moins brève échéance. Nous ne pourrions pas donner du travail à tous les pianistes qui arrivent ici, c'est impensable. Ils iront grossir les rangs du public qui, de toute façon, va gagner en qualité et en quantité, car ces nouveaux immigrants ont souvent une culture musicale approfondie ; ils pratiquent la musique comme autrefois. Il n'est pas rare que dans une famille le père soit violoniste, la mère pianiste, les enfants violonistes, altistes, violoncellistes et qu'ils passent leurs soirées à jouer des quatuors. Les meilleurs d'entre eux formeront des petits orchestres qui pourront subsister grâce au nouveau public formé par les immigrants. La musique en Israël y gagnera.

« Le problème le plus urgent est de trouver des instruments pour les immigrants talentueux. L'Etat soviétique leur interdit de sortir leurs instruments, sauf s'ils sont neufs, qu'ils ont une facture et que le luthier soit encore vivant. On pourrait comprendre que l'Union soviétique considère comme patrimoine national les plus grands instruments, mais il y a une quantité d'instruments qui ne sont pas de très grande qualité et qui appartiennent à des familles depuis des générations. Des instruments qui ont été régulièrement achetés. Il est indigne qu'ils soient confisqués. Demandez à ce jeune violoniste qui attend sa leçon, il vous racontera. »

Vadim Tzibulevsky est un solide gaillard de vingt-trois ans, l'œil aussi noir que la barbe. Il est arrivé en Israël, il y a quelques semaines, et s'est présenté à l'université. Yair Kless l'a admis dans la seconde où il l'a entendu. Son violon est resté en URSS : « Il n'était pas question que je l'emporte avec moi, ni l'archet. Ce n'était pas un grand instrument pourtant. Yana, ma femme, est harpiste. Elle a été l'élève de M^{me} Dulovala, au Conservatoire de Moscou, une merveilleuse musicienne. Elle n'a pas pu, elle non

plus, émigrer avec sa harpe, un instrument dont la valeur n'est jamais comparable à celle d'un violon ou d'un violoncelle. Les Soviétiques sont intraitables. L'université a donc dû me prêter un violon pour que je puisse préparer les grands concours internationaux et les concerts que je donne avec l'Orchestre de chambre d'Israël de Shlomo Mintz. »

Avec l'arrivée des nouveaux immigrants, la situation peut rapidement évoluer, de façon dramatique, pour certains musiciens déjà en poste. C'est, en tout cas, ce que nous a dit Amnon Weinstein, le plus célèbre luthier d'Israël, que nous avons rencontré dans son atelier de lutherie, au 70 de la rue Shlomo-Hamelech, à Tel-Aviv. Des musiciens nous avaient dit d'aller le voir : la première chose que font les meilleurs musiciens soviétiques dès qu'ils descendent de l'avion est de foncer chez lui.

Son atelier est un magnifique capharnaüm. Aux murs, des photos des plus grandes personnalités du violon d'hier et d'aujourd'hui, des dédicaces, des diplômes, et puis des violons, des altos, des violoncelles partout, rangés dans des vitrines, accrochés à des cimaises, des établis, des chauffe-eau, des outils, des quincailleries de cheville... Amnon Weinstein trône là, ou plutôt s'agit. Cet homme ne tient pas en place, reçoit sans cesse de nouveaux clients, répare, règle, peaufine, organise. Arrivé en fin de matinée, je ne quitterai pas son atelier avant la fin de l'après-midi, le temps d'apprécier la compétence de ce personnage haut en couleur qui a réglé en un tour de main le violon de Christophe Giovaninetti et le violoncelle de l'un des musiciens de l'Orchestre de Shlomo Mintz.

Le premier violon du Quatuor Ysaye se plaignait que son instrument ne sonnait pas, qu'il soit un peu mou, sans réaction depuis qu'un luthier français l'avait bidouillé. L'écouter quelques jours auparavant, Weinstein avait immédiatement décelé ce qui n'allait pas.

Rendez-vous fut donc pris. Weinstein changea l'âme, trop grosse, le chevalet, et effectua en deux fois les quelques réglages nécessaires. Il fallait voir la tête de Giovaninetti, inquiet, tant on sait qu'il est dangereux de toucher l'âme d'un violon ! Mais dès qu'il le prit en mains, sa mine faisait plaisir à voir. Pour 1 500 francs, son violon était transfiguré, sa valeur musicale décuplée.

DES INSTRUMENTS BOUSILLÉS AU CIMENT, A L'ASPHALTE

Entre deux réglages, d'innombrables coups de fil et visites, Amnon Weinstein se livre sans hésiter : « Les instruments restent là-bas, c'est triste, mais si vous voyiez l'état de ceux qui passent... La lutherie est tellement mal enseignée en Union soviétique que les violons sont souvent bousillés. J'en ai vu réparés avec du ciment, d'autres avec de l'asphalte, fendus en plusieurs endroits. Injouables, irrécupérables. Alors je prête les instruments de ma collection personnelle, mais cela ne peut suffire, il faut trouver de l'argent pour acheter des instruments (2), trouver les moyens de donner une formation aux luthiers qui émigrent. S'ils savent fabriquer des violons, enfin des boîtes en forme de violon, ils sont absolument incapables de tailler un chevalet, ou une âme. Tout est à reprendre.

« Mais vous n'imaginez pas quelle est la chance pour notre pays d'accueillir tous ces musiciens, dont les meilleurs donneront un coup de fouet à notre vie musicale. Cela vous étonne que je parle au futur, que je fasse des projets, mais nous vivons avec la guerre depuis si longtemps que nous sommes prêts à tout. Saddam Hussein vient d'annoncer qu'il allait envoyer ses missiles sur Tel-Aviv, qu'il allait nous envoyer des gaz... Qu'il prenne garde, il a prononcé un mot tabou dans ce pays. »

ALAIN LOMPECH

(1) Yair Kless donnera un concert, le 31 janvier, au Conservatoire de Boulogne. Il a inscrit le Concerto de Bloch à son programme. Il doit en outre donner des cours dans ce même établissement (tél. : 47-12-77-47).

(2) Si la crise du Golfe le permet, si le Midem classique trouve les financements nécessaires à l'invitation de musiciens juifs soviétiques, Amnon Weinstein proposera un grand concert (date à préciser), qui sera donné à leur bénéfice, au Palais des congrès de Cannes.

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J. E. : ouvert jusqu'à... heures.

DINERS	
L'ALSACE AUX HALLES 15, rue Coquillière, 1 ^{er} 42-36-74-24 F.Dim. Lundi soir 35, rue Saint-Georges, 9-40-78-42-93/46/1	DE NUIT COMME DE JOUR : Chateaufort, poissons, foie gras, fruits de mer toute l'année. Pour vos repas d'affaires, en famille, salons particuliers ou 1 ^{er} étage.
TY COZ 35, rue Saint-Georges, 9-40-78-42-93/46/1	ARRIVAGE JOURNALIER DE POISSONS FRAIS, CRUSTACÉS, PLATEAU DE FRUITS DE MER, CARTE 300 F. LE SOIR « Menu de la Mer » 130 F TTC. Jusqu'à 22 h 30.
YVONNE 13, rue de Bassano, 16 ^e F. ven. soir et dim. 47-30-98-13	Vieille Cuisine de Tradition. Soirée de POISSONS, Huîtres et gibiers au saumon. Foie gras frais, confit de canard. Carte 250/300 F. Diplôme Club P. Montagné. COUVERT DOL.
LE GOURMAND CANDIDE 43-90-01-41 6, pl. Maréchal-Juin, 17 ^e Paris 14 ^e midi et dim.	Cette maison a du succès et elle le mérite : avec son personnel féminin et la grande qualité de sa cuisine traditionnelle et inventive. Décor contemporain.
RIVE GAUCHE	
NOS ANCIENNES LES GAULOIS 46-33-66-07 et 66-12 39, rue Saint-Dominique, 7 ^e	Unique au monde. Cadre fin 17^e. Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 175 F tout compris. Vin à discrétion. Tous les soirs. Dîners midi et soir.
LE MAHARAJAH 43-34-26-07 GRILLE D'OR 86 de la gastro. indienne	DÉCOUVREZ L'INDE - au 72, bd Saint-Germain, 5 ^e - M ^{me} Mandet, 7 h. sur 7. NON-STOP de 12 heures à 23 h 30, ven., sam., dim. jusqu'à 1 h. CADRE LUXUEUX.
YUGARAJ 43-26-44-91 14, rue Dauphine, 6 ^e	SPECIALITÉS INDIENNES : « De tous les Indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » Christian Millau (Gault-Millau).
RESTAURANT THOUMIEUX 47-05-49-75 79, rue Saint-Dominique, 7 ^e	Spécialité de confit de canard et de cassoulet au confit de canard. Service jusqu'à 23 h 30. TOUS LES JOURS. Dim. service continu de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS.
LES FOLIES 101, rue Saint-Maur, 11 ^e Restaurant cambodgien 43-38-13-61	Rosine EK a quitté la rue de Provence pour ouvrir le restaurant de ses rêves : un cambodgien qui vous dévoile les mystères de la cuisine khmère.
ENVIRONS DE PARIS	
LA MARE AU DIABLE 01-47-17-17, dis. s. et m. RN 6 77530 Réau entre Lorient et Mélan.	
Un Box de verdure de 17 ha (pinède, taillis, haies...). Un restaurant gastronomique. Une splendide cheminée... Salons pour repas d'affaires et réceptions.	

SOUPERS APRÈS MINUIT

ALSACE A PARIS T.J. 43-26-39-36 9, pl. Saint-André-des-Arts, 6 ^e - Salons CHOUROUTES, grillades, POISSONS DÉGUSTATION D'HUITRES 51 COQUILLAGES Pâtisserie - Grande crûte d'Alsace.	LES GRANDES MARCHES AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE La bonne adresse du quartier. HUITRES toute l'année. POISSON DU MARCHÉ Plus traditionnels. Vins à découvrir. DÉCOR « Basserie de l'ère » T.J. de 11 h 30 à 2 heures de nuit. 6, place de la Bastille. 43-42-90-32.
---	--

On peut être très Turbot et savourer lentement.

Dégustation de fruits de mer, langoustes et poissons jusqu'à 3 h du matin.

LA CHAMPAGNE La grande brasserie de la mer. Vivier de fruits de mer et de langoustes. 10, place du Châtelet Paris 1 ^{er} Réservations : (1) 40 73 41 71 - Fax : (1) 42 04 63 10	CHEZ HANSI L'Alsace de Hansi dans un décor unique. 3, place du 10-Juin-1940 Paris 6 ^e Anglo-Montparnasse Rue de Boulogne Réservations : (1) 45 46 98 42 - Fax : (1) 45 44 55 48
---	---

MUSIQUE DU MONDE

SAM. 12 JANV. 18h

HOURIA AICHI
une grande voix d'Algérie
chants arabo-barbares
de l'Aurès
avec Saïd Nissia flûte gasba

LOC. 42 74 22 77
2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e

THE

Le

C'EST A VOUS

Il arrive tout droit de l'Union soviétique... une lutherie entre les deux... d'un luthier de l'Union soviétique... Elle est soviétique... elle est... d'un luthier de l'Union soviétique... Elle est soviétique... elle est...

JAN-FRANÇOIS... à un... tout, le plus... d'un luthier de l'Union soviétique... Elle est soviétique... elle est...

Le

créteil

Jeudi 10.50

DANSE

« C'EST A MIDI QUE L'OBSCURITÉ S'ACHÈVE », DE JEAN-FRANÇOIS DUROURE, A SURESNES

Les tribulations d'un fou dansant

Il arrive tout droit de Bagnoles-sur-Cèze, une barbe noire lui donne l'air d'un héros de Maupassant. Elle est nécessaire au rôle du fou dansant que Jean-François Duroure incarne dans sa dernière chorégraphie, *C'est à midi que l'obscurité s'achève*, conte onirique sur la création du monde.

Jean-François Duroure a un accent chantant, le poil noir et les yeux étonnés. Il est vif et réservé. Il grimpe deux par deux les marches des escaliers les plus raides de Paris, ceux des studios du 102, boulevard de La Villette, où la compagnie qu'il a créée a ses bureaux. Une musique pour débutants en expression corporelle tombe du quatrième étage. Autrement, tout est calme. Vacances du premier de l'an. La France dort et fait ses ponts. Duroure n'appartient pas à ceux qui ont les digestions difficiles des lendemains de fête.

Tout lui réussit. A vingt-six ans, sa courte vie est

Au CNDC d'Angers, il rencontre Mathilde Monnier. Ensemble, ils vont rejoindre la compagnie de François Verret : « A force d'improviser, Mathilde et moi, on a chorégraphié à deux. Pudique acide est né de cette habitude d'être inséparables. J'avais obtenu une bourse des affaires étrangères pour étudier à New-York : c'est là qu'on a créé ce premier ballet. Succès immédiat, rapide... »

« Avant de partir pour New-York, je n'avais pu m'empêcher d'aller auditionner chez Pina Bausch. Mon rêve depuis que j'avais vu *Kontakthof* au Festival d'Avignon ! Mais j'étais encore trop vert. »

Deux ans plus tard, il arrive à ses fins : il tourne le *Sacre du printemps* en Amérique puis débarque à Wuppertal, le lieu de résidence de la chorégraphe allemande, en pleine répétition de *Gebirge*. Atmosphère tendue. Improvisations de dix heures du matin à six heures du soir. Il se lance à corps perdu dans cette aventure qui est pour lui une fin en soi, découvre l'expressionnisme allemand, craque pour l'enseignement de Hans Zillig, merveilleux professeur de l'école d'Essen. Après *Gebirge*, Jean-François Duroure participe à la création de *Two Cigarettes in the Dark* et à celle de *Viktor*. Il reprend



JEAN-MARC VALDIN



« La mythologie est truffée d'histoires très drôles : les dieux savaient s'éclater. On a tout à redécouvrir ! »

brillante. Pourtant, il y a cinq ans, il frôlait la mort. Cancer. Une maladie qui scinde en deux sa carrière et sa vie.

Chez lui, à Bagnoles-sur-Cèze, il n'a pas six ans qu'il a déjà tout cassé, il est même passé à travers une vitre. Indemne : il ne se blesse jamais, son corps a reçu le don du mouvement absolu. Il bouge malgré lui. Sa sœur Béatrice, dite Betty, l'admire : ce n'est pas pour rien peut-être qu'elle fait du dessin animé. Sa mère reste à la maison. Quand elle s'absente, c'est pour donner un coup de main au salon de coiffure familial. Son père est dessinateur au centre nucléaire de Marcoule. Aujourd'hui, il a tout plaqué : il est professeur de golf et s'adonne tout entier à sa passion, la peinture.

A dix ans, Jean-François Duroure est un gymnaste accompli ; à treize ans, il donne des cours de gymnastique à des enfants ; à seize, il est diplômé de la Fédération française, option danse classique et jazz. Il a les honneurs du *Midi libre*. On lui fait comprendre que l'art chorégraphique manque de garçons. Oubliant l'expérience humiliante de ses onze ans - « Il n'y avait que des filles et j'étais obligé d'enfiler un collant noir. Je n'y suis jamais retourné », - il fonce et laisse libre cours à sa boulimie de stages tous azimuts. Plus tard, il prend des cours chez Dominique Bagouet, qui vient de s'installer à Montpellier. Accepté à The Place, l'école de Martha Graham à Londres, il choisit celle du Centre national de danse contemporaine d'Angers, qui va ouvrir avec Viola Farber, chorégraphe américaine. « J'ai dix-sept ans, je décide d'arrêter mes études. A Angers, je suis le vilain petit canard. Je bougeais tout le temps, incapable de marcher en mesure. Viola m'a enseigné la rigueur, elle a canalisé mon énergie. C'est elle qui m'a fait comprendre que danser devait être un don total. Après sept mois d'école, je suis entré dans sa compagnie. »

aussi les rôles du répertoire. Pour l'avoir vu à Wuppertal dans *Renate Wandert aus*, une sorte d'opérette très rose dans l'œuvre de Bausch qui ne l'est pas, on peut témoigner qu'à cette époque-là Jean-François Duroure dansait comme si sa vie en dépendait. Il en riait tout seul sur une scène qu'il sillonnait de ses longues jambes d'acrobate.

« L'improvisation chez Pina, qui fait appel à l'inconscient, a été pour moi une prise de conscience progressive de mon désir. J'ai compris qu'il me faudrait la quitter. J'aimais tout de sa gestuelle, de ses bras superbes, de sa sensualité, mais son univers n'était pas le mien. J'ai souffert de devoir affronter ce choix. Je n'étais pas sûr de ce que j'allais trouver en moi. Ma tête allait mal. Un mois après, je suis tombé malade. L'expérience a été un cadeau du ciel. Tout m'était arrivé si vite depuis mes dix-sept ans, j'étais en permanence dépassé par les événements. A bout de souffle... Peu à peu, ce que je portais en moi en tant que chorégraphe a commencé d'émerger. »

Mort de rire, la pièce qu'il écrit avec Mathilde Monnier alors qu'il lutte contre son cancer, est un exorcisme, plein d'un humour douloureux, contre la mort. Jean-François Duroure se débarrasse également de son passé récent à Wuppertal : *Mort de rire* débute par une scène qui n'est pas sans rappeler l'atmosphère des *Damées* de Visconti.

Pour la première fois, Jean-François Duroure ne danse pas. Il aperçoit sa route : défendre la vie. Le chemin est de ceux qui se font seuls. Il se sépare de Mathilde Monnier, la complice du succès. Il part chercher ce qui ouvre les voies de la connaissance. Il lit tout ce qui lui tombe sous la main, retourne en Inde, pays qu'il avait découvert en tournée, et rencontre Sylvie

Hadjean, fondatrice d'ETRE (recherche en énergétique, tradition et évolution). D'aucuns disent qu'il a trouvé son gourou.

« Je n'ai besoin ni d'un guide, ni d'un maître, mais de former autour de moi une équipe de créateurs, pas uniquement composée d'artistes, de scientifiques aussi, pour élaborer des spectacles capables d'être le reflet des secrets de la vie, d'une connaissance qu'on a perdue. Les symboles, les rêves, les mythologies sont riches d'enseignements. »

« Je veux donner autant que j'ai reçu. C'est la raison pour laquelle j'aime passionnément les cours que je mets au point pour les professionnels et pour les amateurs... Un spectacle, c'est un don. Je veux qu'il soit accessible au plus grand nombre. Je me sers de l'humour, qualité primordiale, qui permet de rentrer dans des univers qui nous sont éloignés. La mythologie est truffée d'histoires très drôles : les dieux savaient s'éclater. On a tout à redécouvrir ! »

Jean-François Duroure ne revendique aucun style. Il aime en changer à chaque spectacle. Après *la Anqua*, *la Maison des plumes vertes*, première pièce pour plusieurs danseurs, mêlant l'Orient et l'Occident, avec une certaine lourdeur. Tout y était confus. Malgré cette absence de clarté, on ressentait fortement l'apreté du chorégraphe à vouloir nous communiquer qu'il avait changé, qu'il allait falloir le suivre ailleurs. Adieu à la vitesse du mouvement, au comique de *Pudique acide*, qu'on avait tant aimé.

Rupture complète avec *Cosmonox*, la chorégraphie suivante : « Une sorte de cabaret cirque dans l'espace pour balayer tous les spectacles de danse où je m'enfonce. On a trouvé le ballet superficiel et léger ? On peut,

en effet, s'arrêter à l'esthétique, ne pas vouloir comprendre ce qu'il y a derrière l'humour, le délire, les couleurs. »

On avoue être passé à côté des profondeurs de *Cosmonox* qu'on a pris au pied de la lettre : un divertissement très bien ficelé, poétique, avec des interprètes superbes qui, comme Duroure, paraissent devenir étrangers à eux-mêmes dès qu'ils dansent. Pas de quoi relire tout Bachelard en rentrant chez soi : on aurait dû ?

Avec *C'est à midi que l'obscurité s'achève*, voilà le chorégraphe qui reprend à son compte la création du monde en trois parties : la mer, les animaux et leur destruction, l'apparition des humains, avec pour final le mariage de la lune et du soleil. Sa compagnie est entièrement renouvelée et réunit des danseurs de toutes nationalités - brésilienne, africaine, italienne, vietnamienne, - avec une forte dominante des cultures du Sud. A six, ils vont recréer l'univers sur des rythmes jazz-rock, écrits par Heriberto Paredes, joués live.

Jean-François Duroure y incarnera le fou, le bouffon de Dieu, celui qui erre d'un univers à un autre. Il parle et il danse, récitant un texte de Sylvie Hadjean. Il est une sorte de *Mohà le fou Mohà le sage*, de Tahar Ben Jelloun : « Je ne suis pas un saint, pas un marabout. Je ne suis qu'un pauvre homme. Un homme riche de sa folie, riche de sa parole. Je suis ici avec mon frère l'Indien et ma petite Aïcha : je continue à parler et à rire. Riez avec moi. Dansez avec moi. Parlez ! Ne retenez plus votre colère au fond de la gorge. Allez dans les rues, allez sur les grandes places, parlez, racontez, chantez, mais ne restez pas ensevelis dans le silence et la peur. »

DOMINIQUE FRÉTARD

* C'est à midi que l'obscurité s'achève, de Jean-François Duroure. Les 11 et 12 janvier à 21 heures. Théâtre Jean-Vilar de Suresnes. Tél. : 46-97-98-11.

7 DRAMATICQUES
PAS MOI
IMPROVISÉ D'OHIO
COMÉDIE
BERCEUSE
PAS
QUOTIDIEN
CATASTROPHE

TGP

de Samuel Beckett / mise en scène Jean-Claude FAÏL

DU 16 JANVIER AU 16 FÉVRIER

Pas là

AVEC
Daniel Enilfork
Muni
Claire Aveline
Agnès Bourgeois
Jean-Marc Eder
Moïse Gabelus
Basile

**JEAN-MICHEL FRODON**

VO : Forum Orient Express, handicapés
1- (42-33-42-26) : U.G.C. Odéon, 6- (42-33-42-26)

VO : Action Christine, 6* (43-29-11-30).

VO : Action Christine, 6* (43-29-11-30).

1

Découvertes

1. *Journal of the American Medical Association*, 1997; 277: 1033-1038.

A black and white movie poster for the film 'Le Mystère Von Bulow'. The top half features a large, grainy, high-contrast image of Glenn Close on the left and Jeremy Irons on the right. Below them, a smaller silhouette of a person stands in a doorway. The title 'LE MYSTÈRE VON BULOW' is prominently displayed in a large, serif font, with 'LE' in smaller letters above 'MYSTÈRE'. Below the title, the subtitle '(REVERSAL OF FORTUNE)' is written in a smaller, sans-serif font. At the bottom, the text 'UN FILM DE BARBET SCHROEDER' is displayed in a serif font. The names of the lead actors, 'GLENN CLOSE' and 'JEREMY IRONS', are positioned on either side of the central image, and 'RON SILVER' is listed below Jeremy Irons' name.



Roger Norrington

Paris

Interpréter les cantates de Bach est une excellente chose, que ce soit Philippe Herreweghe qui se trouve aux commandes de la Chapelle royale en es-
sai une autre, mais vraiment quatre can-
tates au même programme, c'est peut-
être trop. Non parce que ces œuvres ne

DES LIVRES

LA SÉLECTION

→ Les écoutants ayant été réalisés à l'avantage, l'hommage n'en était que plus grand. Il revient à Paris pour jouer ce concerto, quelques semaines après son triomphal récital de la salle Gaveau.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. De 80 F à 180 F.

Krommer

Partita op. 57

Mozart

Sérénades n° 11 et 12
Don Giovanni, extraits, transcription de
Triboulet

Ensemble Maurice Bourgue

Maurice Bourgue joue du hautbois comme peu de violonistes célèbres jouent du violon, comme peu de « grands » chefs dirigent. Mais voilà, il est hautboïste et sa renommée ne sort pas du cadre des milieux musicaux informels. C'est plus que dommage. Son ensemble à vent est l'un des plus accomplis du moment. Cela s'entend. Leur jeu se dégage.

Maison de Radio France, 19 heures. Tél. : 42-30-15-18. Entrée libre.

Mardi 15

Brahms

Sonata pour violon et piano

Beethoven

Sonata pour violon et piano n° 1
l'été

Martini

Sonata pour violon et piano n° 2

Suk

Andante d'un soir

Smetana

De ma patrie

Josef Hala (piano),
Josef Suk (violin)

Existe-t-il une façon tchèque de faire de la musique ? A priori non, puisque les écoles n'existent plus depuis que les musiciens voyagent, depuis que grâce à eux (ou à cause de lui) l'interprétation est entrée au musée, depuis que l'on peut confronter, s'inspirer du jeu des interprètes de tous les pays. Il semble cependant, à en croire certains, que les Tchèques ne jouent pas tout à fait comme les autres, qu'il existe dans leur approche musicale et technique des œuvres du passé une spécificité immédiatement reconnaissable. Peu importe que ces assertions soient justes ou fausses : Suk et Hala jouent comme peu de leurs confrères.

Nouveau Théâtre Moutier, 20 h 30. Tél. : 43-31-11-88. De 70 F à 100 F.

Mozart

Trio pour piano, clarinette et alto K. 498
Quatuor pour piano, violon, alto et
violoncelle K. 478

Prokofiev

Quintette pour hautbois, clarinette, violon,
alto et contrebasse
Myung-Whun Chung (piano),
Musiciens de l'Orchestre national de
l'Opéra de Paris

Myung-Whun Chung est un excellent pianiste à qui il arrive de se produire en trio avec ses deux sœurs. Pour preuve, leur excellent enregistrement du Trio de Tchaïkovski (EMI). Cette fois-ci, Chung joue Mozart et Prokofiev avec les musiciens de l'Opéra-Bastille. Un fort beau programme. Un programme qui ne pardonne aucun écart.

Opéra de la Bastille, 20 h 30. Tél. : 40-01-16-16. 80 F.

Gouvy

Sonata pour clarinette et piano

Gade

Pièces de fantaisie pour clarinette et piano

Bruch

Huit Pièces pour clarinette, alto et piano

Michel Lethiec (clarinette),
Vladimir Mendelsohn (alto),
Francis Devoyon (piano)

On n'accusera pas Lethiec, Mendelsohn et Devoyon (trois excellents musiciens) de courir les sentiers battus : Gade et Bruch ne sont jamais joués ; Bruch l'est si peu. Leur musique vaut pourtant mieux que l'oubli dans lequel elle est tombée. Et dans le cas des Pièces pour clarinette, alto et piano de Bruch, le terme de chef-d'œuvre n'est pas usurpé.

Maison de Radio France, 18 h 30. Tél. : 42-30-15-18. Entrée libre.

Régions

Lyon

Puccini

La Bohème

Nelly Mercurio/
Véronique Villard/
Véronique Villard/
Danielle Streiff (soprano),
Jury Zhang/
Jean-Luc Viala (ténor),
Alexandre Agache/
Didier Henry (baryton),
Alain Milla (basse),
Daniel Llorca (mise en scène),
Orchestre,
chœurs et maîtres de l'Opéra de Lyon,
Kent Nagano (direction)

Kent Nagano dirige avec une élégance, une légèreté de timbres qui devraient faire merveille dans la Bohème.

Les 9, 12 et 15, 20 h 30 ; le 10, 19 h 30 ; le 13, 17 h 30. Auditorium Maurice Ravel. Tél. : 78-60-37-13. De 80 F à 165 F.

Vendredi 18 et samedi 19 janvier à 20 h 30, le 21 mai à Annecy. Le 24 mai à Mâcon. Le 29 mai à Grenoble. Le 1^{er} juin à Clermont-Ferrand. Les 4 et 6 juin à Saint-Etienne.

Metz

Chants byzantins et tradition libanaise

Sœur Marie Keyrouz

Les spécialistes se crépent le chignon à propos de sœur Marie Keyrouz. Son art est-il authentique ? On ne sait. Ce que l'on sait, en revanche, c'est que les auditeurs qui sortent des concerts de cette religieuse libanaise s'attachent ses disques publiés par Harmonia Mundi.

Le 12, Arsenal, 20 h 30. Tél. : 87-74-16-16. 400 F.

Toulouse

Rachmaninov

Rhapsodie sur un thème de Paganini

Bruckner

Symphonie n° 7



Ray Lema.

Oli Mustonen (piano),
Orchestre national du Capitole de Toulouse,
Michel Plasson (direction).

Curieux programme en vérité qui associe deux œuvres d'esthétiques ennemies. Les interprètes sont à la hauteur.

Le 10, Halle aux Grains, 20 h 30. Tél. : 61-22-90-22. De 60 F à 210 F.

Jazz

Johnny Griffin

Hervé Sellin

Ricardo Del Fra

Charles Bellonzi

Au fond, un des derniers grands de l'âge d'or du jazz moderne : voilà ce qu'est Johnny Griffin. En chair et en os, en pleine possession de ses moyens. Trop vivant, il n'est pas encore entré dans le mythe, et c'est tout mieux. Qu'il ait joué avec la planète du jazz, c'est la moindre des choses. On ne retiendra pour l'heure que ce seul point : Griffin a été un des saxophonistes réguliers de Thelonious Monk. Ce qui suffit à convaincre.

Les 9 et 10, Petit Journal Montparnasse, 21 heures. Tél. : 43-21-56-70.

Alain Jean-Marie Trio

L'autre soir, au Petit-Opportun, Alain Jean-Marie, violon, fût, le des presque immortels, la tête baissée, tout dans son rêve intérieur, dialoguant avec le meilleur bassiste du monde (Niels Henning Ørsted Pedersen). Le club ne contient qu'une trentaine de personnes. C'est ainsi. C'est beaucoup pour tant de beauté. Le Sunset est à peine plus grand. Henri Texier (basse) et Aldo Romano (drums) sont déjà la certitude d'une machine musicale. Alors, pitié ! Ne manquez plus Alain

Jean-Marie, le plus discret des poètes contemporains du piano, qui a toujours l'air de s'accuser d'être là, qui joue comme personne.

Les 9 et 12, Sunset, 22 h 30. Tél. : 40-28-46-80.

Rock

Killing Joke

Il y a ceux que la plaisanterie ne fait pas rire, qui préfèrent Jaz Coleman dans son incarnation récente de musicien du Nil (voir son bel album avec Ann Dudley). Mais la vraie nature de Jaz est là, au sein de Killing Joke, gaudriole mortelle d'intensité qui fait mal aux tympans et ramène toujours le rock à sa face extrême.

Le 10, Elysée-Montmartre, 19 h 30. 90 F.

Wampas

Les Wampas ont fait leurs débuts sous l'étiquette « psychobilly ». Mais rien de moins psychotique que leur rock. Rections le diagnostic : les Wampas sont enthousiastes et font perdre des calories.

Le 15, Batou, 20 heures. Tél. : 47-00-30-12. 80 F.

Chanson

Bratsch

Guitare, violon, accordéon, humour et références multiples, du jazz à la chanson grecque : voilà de quoi bâtir un joli spectacle dont l'âme reste tzigane avant tout.

Du 9 au 12, Casino de Paris, 20 h 30. Tél. : 49-85-88-88. Location France, Virgin Mégastore. De 100 F à 150 F.

Lucid Beaussonne

Lilloise, rousse et pianiste, Lucid Beaussonne a commencé sa carrière en 1980, avec un tube, Chanson à un rêveur. Puis disparut pour cause d'accident de voiture grave. Revenu à la vie musicale en 1983 avec un album, Où que tu ailles, et un spectacle intimiste noté en France et au Canada, où, décidément, on aime les voix hautes dont la fragilité n'est qu'apparente.

Les 9, 10, 11, 12 et 15, L'Espace européen, 20 h 30. Tél. : 42-83-89-88. De 100 F à 150 F.

Juliette Gréco

Un vrai tour de chant, construit sur des souvenirs, des coups de cœur et d'éclat. L'éternel féminin. Si tu l'imagines, bien sûr, mais aussi une surprise signée Catherine Ringer, une autre Marie-Paule Belle et Françoise Mallet-Joris et un tout nouveau texte de Sagan.

Les 9, 10, 11, 12 et 15, 20 h 30 ; le 13, 17 heures. Olympia. Tél. : 47-42-25-49. Location France. De 180 F à 210 F.

Francis Lalanne

Francis Lalanne a choisi de laisser l'écoulement de côté pour cette fois. Il revient donc sur une scène de dimension moyenne, celle d'un théâtre, avec trois musiciens (clavier, basse, batterie) et sa guitare. Des titres de son dernier album. Avec toi, et le rappel de ses succès passés pour terminer. Retour à la case départ, du temps de la Maison du bonheur.

Le 15, Gymnase Marie-Bell, 20 h 30. Tél. : 42-46-79-79. De 150 F à 190 F.

Arthur H

Brad Scott à la basse, Paul Jothy à la batterie, et Arthur au piano. M. H a commencé par le acné pour apprendre son métier. C'était un bon choix, l'albun fut à la hauteur. Arthur H a appris ainsi à créer les atmosphères, enluminées, éralées, cool-jazz.

Le 15, Pigalle, 20 h 45. Tél. : Paris : 42-77-53-09. Location France, Virgin Mégastore. 100 F.

Musiques du monde

Houria Aichi

Algérienne, venue terminer des études en France, Houria a collecté de nombreux textes de la poésie traditionnelle des Aurès, et les mélodies qui s'y rapportent. Poèmes d'amour ou d'exil, chantés avec une égale force d'interprétation, marquée par le rythme du bendir. Saïd Nissia, musicien kabyle, l'accompagne avec diverses flûtes de bambou de sa fabrication. Le Théâtre de la Ville se décide à dédicacer les grandes voix à travers le monde.

Théâtre de la Ville, le 12, à 18 heures. Tél. : 42-74-22-77.

Teca Calazans

L'année passée, elle avait donné un très joli récital fondé sur le répertoire de chan-

sons de Villa-Lobos. Cette ex-Bréasilienne de Paris est retournée au pays pour y puiser dans les trésors de la musique populaire. Elle s'attaque cette fois à Flôr-guinha, grand compositeur de samba, de bossa et de valse, né en début du siècle. Un travail d'une qualité irréprochable, en compagnie de quatre musiciens (flûte, contrebasse, percussions et guitare).

Salle des Hautes, du 9 janvier au 9 février, à 22 heures. Tél. : 42-36-37-27.

Fernanda

Elle est arrivée il y a quelques mois en Europe, avec une voix chaude et un répertoire classique pour une chanteuse populaire brésilienne. Bien tempérée.

Maison de l'Amérique latine, le 16, à 20 h 30. Tél. : 42-22-97-50.

Ray Lema, Angélique Kidjo

Soirée africaine à sensibilités variables de deux artistes du label Island. Kidjo, la Béninoise étonnante et drôle, Ray Lema, le Zaïrois inspiré, de retour d'une grande tournée en Afrique où il n'avait pas mis le pied depuis dix ans. De quoi faire changer un homme.

CAC Pablo, Neuilly, le 11, à 20 h 30. Tél. : 60-89-00-72.

DANSE

Compagnie DCA Philippe Decouflé

Philippe Decouflé rend au cirque un hommage baroque, échevelé. Au Festival d'Avignon, où fut créé Triton, l'abondance des gags et des changements de costumes n'était pas tout à fait maîtrisée. Le rythme en souffrait. Tout cela a dû se réder depuis.

Théâtre de la Ville, 20 h 30 les 9, 11 et 12, Tél. : 42-74-22-77. De 70 F à 120 F.

Jean-François Duroure

C'est à midi que l'obscurité s'achève. L'espérance était éteinte, on confie d'attendre que Monnier et Duroure, séparément, retrouvent la pêche créatrice qu'ils avaient lorsqu'ils travaillaient ensemble. Sera-ce cette fois-ci pour Duroure ? Il nous raconte la création du monde, tout simplement, des musiciens de jazz participant à la scène avec les danseurs. (Lire notre article p. 21).

Suresnes. Théâtre Jean-Vilar, 21 heures les 11 et 12, Tél. : 46-97-98-10. De 80 F à 100 F.

La sélection « Musiques » a été établie par Alain Lompech.
« Jazz » : Francis Marmande.
« Rock » : Thomas Sotinel.
« Chanson » et « Musiques du monde » : Véronique Martel.
« Danse » : Sylvie de Nussac.

FUTURS MUSIQUES

DU 12 JANVIER AU 12 FEVRIER 1991

SIXIEME FESTIVAL DES MUSIQUES D'AUJOURD'HUI

60 SPECTACLES 30 CREATIONS

musiques électroacoustiques, mixtes, ensembles divers, théâtre musical, chanson contemporaine, musiques improvisées, danse...

24 VILLES PARTENAIRES

ALFORTVILLE, ARCHER, BAGNOLET, BOISY-SAINT-LEGER, BONDY, BONNEUIL, CACHAN, CHARENTAY, CHOISY-LE-ROI, EVRY, FONTENAY-SOUS-BOIS, FRESNES, GENNEVILLIERS, IVRY-SUR-SEINE, LE BLANC-MESNIL, MAISONS-ALFORT, ORLY, ROMAUVILLE, SAINT-DENIS, VILLIERE, VILLENEUVE-LE-ROI, VILLIERS-LE-MOULTEUR, VILLIERS-SUR-MARNE, VITRY-SUR-SEINE.

avec l'aide du CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE et de la SACEM, l'ADAMI, l'ADAJI, LA SORBONNE, LA ECR.

46.86.87.37

THEATRE OUVERT

JARDIN D'HIVER 42 62 59 49

Les **ENCRE**

NAMIAND - WENZEL

AVEC

FRANÇOISE BETTE, MARIEF GUITIER

ET THOMAS AUFORT

L'OURS BLANC

Grand spectacle étrange et beau, savant et simple, insaisissable et brillant.

Le Monde

Lucrèce La Nature des Choses

— 27 janv

18 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES 48 31 11 45

THEATRE PARIS-VILLETTE

A PARTIR DU 22 JANVIER

MARIGNY

LA DAME

EUROPE 1

LOCATION : 42.56.04.41 ET AGENCES

théâtre de la bastille

du 8 janvier au 3 février à 21 h
dimanche 17 h - relâche lundi

EMBALLAGE THÉÂTRE

NO MAN'S MAN

Alpha Franc

76, RUE DE LA ROQUETTE 75011 PARIS 43 57 42 14

du 15 janvier au 2 février à 19 h 30
dimanche 15 h 30 - relâche lundi

GRAND MAGASIN

UNE EXPOSITION DE FER BLANC

CREATION

Jeudi 10

DE LA SEMAINE

THEATRE

Spectacles nouveaux

Amadens

de Peter Shaffer, mise en scène de Jean-Luc Tardieu, avec Daniel Coccadi, Stéphane Bierry, Jeanne Marini, Bernard Lavollette, Patrice Alexandre et Daniel Brémont.

Pour profiter de l'année Mozart, une pièce fameuse - dont le film qui en a été tiré a quelque peu éclipsé la gloire - revient sur scène. Décidément, le cinéma redonne au théâtre ce qu'il lui avait emprunté.

Montpensance, 31, rue de la Gâté, 14. A partir du 11 janvier. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 16 h 45, dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-22-77-74. De 80 F à 190 F.

La Contrebasse

de Patrick Süskind, mise en scène de Philippe Ferran, avec Jacques Villard.

Le Festival d'automne a fait venir cette année ce spectacle tchèque dont l'humour désespéré est typiquement européen et que Jacques Villard a entrepris de traduire.

Théâtre Hébertot, 78 bis, bd des Batignolles, 17. A partir du 11 janvier. Du mardi au samedi à 21 heures, le samedi à 18 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-57-23-23. De 100 F à 220 F.

Dom Juan

de Molière, mise en scène de Jacques Rosier, avec Gérard Desbarre, Michel Boujenah, Carole Richart, Lionel Vitrant et Michel Aymard.

Après sa création à Toulouse et une tournée en France, cette nouvelle mouture réunit un maître et un valet extraordinairement dissemblables.

Théâtre national de Chailly, 1, place du Trocadéro, 16. A partir du 9 janvier. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée, samedi et dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. De 100 F à 140 F.

En conduisant miss Daisy

d'Alfred Uhry, mise en scène de Gérard Verges, avec Tiffa Chelton, Patrick Raynal et Robert Liensol.

La vieille dame juive fortunée et son chauffeur noir. Humour et bons sentiments, dialogues pour numéros d'acteurs ont amené une pluie d'oscar au film tiré de la pièce. La pièce nous arrive donc, avec la géniale Chelton.

Antoine - Simone-Barreau, 14, bd de Strasbourg, 10. A partir du 15 janvier. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée samedi à 17 h 30, dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-08-76-58. De 80 F à 250 F.

Il marche

de Christian Ruffier, mise en scène de Jacques Kraemer, avec Christine Coudy, Bernard Freyd et Laurence Roy.

L'humanité en marche, où va-t-elle et quel est son destin... Trois acteurs fantastiques imaginent.

Théâtre Renaud-Barrault, av. Franklin-Roosevelt, 9. A partir du 15 janvier. Du mardi au samedi à 18 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-56-80-70. De 80 F à 220 F.

Le Maître de go

d'après Yasunari Kawabata, mise en scène de Jean-Paul Lucot, avec Michel Bouquet, Juliette Carré, Jacques Spiesser.

Le go est un jeu plus torueux encore que les échecs. C'est aussi un art de vivre. Il faut des années pour devenir champion. Les champions sont des maîtres à penser. Le « maître de go » est un rôle en or pour Michel Bouquet.

Mémoire d'encre

de Thierry Barbet, mise en scène de l'auteur, avec Ingrid Teyssie et Thierry Barbet.

Visions d'une sorte de pythie, face à une décharge publique censée représenter notre monde.

Le Mystère de la charité de Jeanne d'Arc

de Charles Péguy, mise en scène de Jean-Luc Tardieu, avec Marie de Ballecourt, Céline Bégarier et Christiane Maril.

Le lyrisme terrifié de Péguy au service de notre éternelle héroïne nationale. Et Dieu ? Il est là.

Lucernaise Forum Centre national d'art et d'essai, 53, rue Notre-Dame-des-Champs, 6. A partir du 9 janvier. Du lundi au samedi à 21 h 30. Tél. : 45-44-57-34. De 71 F à 140 F.

Partition

d'Anne-Marie Fijal, après Jean-Yves Pico, avec Catherine Carver, Peter Binka, Gilles Carré, Serge Daval, Gilles Mahaud, Eric Vernier et Daniel Chambard.

Veu de silence face à Veu de bonheur. Le tout en musique.

Lierre-Théâtre, 22, rue du Chevaleret, 13. A partir du 11 janvier. Les lundi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi à 18 heures. Tél. : 45-55-55-53. 100 F.

Le Petit Dictateur

2^e époque : la Chambre envahie

de Steven Wasson, mise en scène de l'auteur, avec Ivan Bacciolini, Corinne Soum, Doron Avman et Pascale Bastard.

Contre l'intolérance, la seconde partie d'une trilogie humoristique sur la dictature.

Espace Acteur, 14 bis, rue Sainte-Isabelle, 18. A partir du 9 janvier. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-62-35-00. 70 F et 90 F.

Les Plaideurs

de Jean Racine, mise en scène de Jacques Greve, avec Céline Codogno, Robert Delarue, Jacques Greve, Thierry Lamy, José Perles, Joséphine Penot, Hélène Rodier et Jean Sourin.

L'une des rares comédies de Racine, qui était tout de même plus douloureuse que les tragédies.

Théâtre Daniel-Soreno, 16, rue Charles-Perthuis, 94000 Vincennes. A partir du 9 janvier. Du mercredi au vendredi à 21 heures, le dimanche à 18 heures. Tél. : 48-08-06-53. 65 F et 80 F.

Rendre à César

de Marguerite Yourcenar, mise en scène de Jean-Pierre Andreani, avec Alexandra Vandernoot, Gérard Tournier, Xavier Baje, Gilbert Robit, Nathalie Adams, Catherine Senda, Cécile Gabriel, Isabelle Fournier, Catherine Roux et Jean-Pierre Pauty.



« Tambours dans la nuit », de Bertolt Brecht, mise en scène de Stéphane Braunschweig

Dans l'Italie de 1933, préparation d'un attentat contre Mussolini. On n'a jamais tant joué Marguerite Yourcenar de son vivant.

Théâtre Paris-Plaine, 13, rue du Général-Guillaumet, 15. A partir du 15 janvier. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 40-43-01-82. De 50 F à 100 F.

La Retraite à Casamene

d'après Colette, mise en scène de Gérard Rouzier, avec Natacha Muller, Marjolaine Poudin et Guillaume de Montvieu.

On regarde de Colette et voilà quelques extraits des *Claudine* et de *La Retraite sentimentale*.

Théâtre de la Mainate, 36, rue Bichat, 10. A partir du 10 janvier. Les lundi, jeudi, vendredi, samedi et dimanche à 18 h 30. Tél. : 42-08-53-53. De 40 F à 80 F.

Six Personnages en quête d'auteur

de Luigi Pirandello, mise en scène d'Armand Delcamp, avec Daniel Mancel, Yves Pignot, Pascale Audret, Rosa Thierry, Fanny Delbriche, Stéphane Escoffier, Lucien Pascal, Pascal Esco, Nathalie Hugo et Gilles Tami.

Enchevêtrement inextricable de la vraie fausse fiction et du faux-vrai théâtre : la pièce la plus pirandellienne de Pirandello.

Théâtre, 60, rue de la Belle-Feuille, 82000 Boulogne. A partir du 15 janvier. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 46-03-60-44. 110 F et 130 F.

Une exposition de fer blanc

avec Grand Magasin.

Après s'être attaqué au « plus grand détective du monde » Harry Dickson, les joyeux drilles de Grand Magasin abordent Don Quichotte.

Théâtre de la Bastille, 78, rue de la Roquette, 11. A partir du 15 janvier. Du mardi au samedi à 19 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-57-42-74. 70 F et 90 F.

Les Yeux d'encre

d'Arlette Namand, mise en scène de Jean-Paul Wenzel, avec Françoise Bette, Mariel Guitier et Thomas Aulot.

Haine, amour et dépendance entre deux sœurs dont l'une est aveugle. Avec deux comédiennes hors du commun.

Jardin d'hiver, cité Véro, 94, boulevard de Clichy, 18. A partir du 15 janvier. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 18 heures. Tél. : 42-62-59-49. 75 F et 95 F.

Yiddish in America

d'après Cynthia Ozick, avec Talia, Ben Zimet, Alain Gunther, Corine Jureco, Jean-Guillaume Le Dentec, Guy-François Régent et Tadek Loksinski.

Humour juif new-yorkais pour décrire la recherche d'un introuvable traducteur de langue yiddish, par un poète.

Théâtre 13, 24, rue Daviel, 13. A partir du 15 janvier. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 45-88-62-22. 70 F et 100 F.

Zoo Story

d'Edmond Albee, mise en scène de Sophie Chermineau, avec Pascal Andros et Jean-Michel Degand.

Trouble rencontre dans un jardin public. C'était Michael Lonsdale qui avait créé la pièce en France : inquiet à souhait.

Le Funambule Théâtre-Restaurant, 53, rue des Saules, 19. A partir du 9 janvier. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-23-88-83. Durée : 1 h 10. De 20 F à 80 F.

Paris

Les Hommes de neige

de Bertolt Brecht, mise en scène de Stéphane Braunschweig, avec Cyril Bollhorst, Yann-Joël Collin, Catherine Fourry, Isabelle Gazeri, Flora Lafabre des Noëdes, Eric Loris, Gilbert Marcantognini, Alexandra Seichman, Agnès Sourillon et Nadia Vonderheyden.

Brecht (*Tambours dans la nuit*), Horvath (*Don Juan revient de guerre*) Böchner (*Woyzeck*) sont les « hommes de neige » choisis par Stéphane Braunschweig pour raconter ses histoires du soldat.

Théâtre, 41, av. des Grésillons, 92000 Gennevilliers. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée, samedi et dimanche à 17 heures. Tél. : 47-93-26-30. 80 F et 110 F.

Iphigénie à Aulis,

d'Euripide.

Agamemnon

d'Eschyle, mise en scène d'Ariane Mnouchkine, avec Simon Abkarian, Silvia Ballei, Duilio Bellugi, Georges Rigot, Julien Carneiro da Cunha, Christian Dupont, Maurice Duvosier, Pascal Darozier, Bronis Jodkowski et Eric Lécroix.

Grâce à la traduction d'une parité inédite, la mise en scène austère, éclairée, et les acteurs, habitués, les mots d'Eschyle et d'Euripide vont droit au cœur.

Cartoucherie Théâtre du Soleil, route du Champ-de-Mancœuvre, 12. Les vendredi et samedi à 19 h 30, la dimanche à 15 heures. Tél. : 43-74-24-08. 100 F et 130 F.

No Man's Man

d'Eric Silva, mise en scène de l'auteur, avec Jocelyn Durval, Frédéric Fachena, Xavier Guizet, Valérie Hall, Théo Keller, Béatrice Michel et Xavier Thiery.

Lutte à mort et à mots entre la parole et la pensée.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. 70 F et 90 F.

L'Ourse blanche

de Daniel Besnehard, mise en scène de Claude Yarnin, avec Jacques Giorgetti, Laurent Gréville et Fabienne Montclair-Braz.

Emigrants en route vers la liberté. Les comédiens, à la recherche de leur liberté, définissent un jeu subtil entre eux, avec le public. Ils sont magnifiques.

Paris-Villetta, 211, av. Jean-Jaurès, 19. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 42-02-02-68. Durée : 1 h 45. De 60 F à 120 F.

La Tempête

de William Shakespeare, mise en scène de Peter Brook, avec Georges Corraque, Jean-Paul Denzer, Sotirij Kopylov, Mamadou Diouane, Ken Higelin, Yoshi Oida, David Bannett, Bruce Myers, Alain Maratrat et Pierre Lacan.

Shakespeare vu par Peter Brook : une entreprise de séduction et de magie réussie.

Bouffes du Nord, 37 bis, bd de la Chapelle, 10. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 46-07-34-50. Durée : 2 h 20. 70 F et 100 F.

Zone libre

de Jean-Claude Grumberg, mise en scène de Maurice Béthoux, avec Raphaëlle Goupillon, Jean-Claude Grumberg, Ralf Hoffmann, Monique Méliand, Geneviève Mouchet, Brigitte Mounier, Jérôme Nicot, Benjamin Ratusad, Jean-Paul Roussillon et Georges Trélat.

Souvenirs des temps de peur, souvenirs grincés servis par des comédiens sensibles. Jean-Paul Roussillon et Jean-Claude Grumberg en tête, dans une mise en scène rondement menée.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Maître-Brun, 20. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-66-45-60. Durée : 2 h 10. 130 F.

Toulouse

Aujourd'hui, c'est mon anniversaire

de Tadeusz Kantor, mise en scène de l'auteur, avec Marie Vayssière, Andrzej Walimski, Ludmila Ryba, Loriane Della Rocca, Zbigniew Gostomski et Stanislaw Michalski.

Le dernier spectacle de Kantor. Il est mort pendant les dernières répétitions. Les acteurs ont voulu tenir ses promesses et revenir à Toulouse où ils avaient commencé à travailler.

Théâtre Garonne, 1, av. du Château, 31000 Toulouse. Les mardi, jeudi, vendredi, samedi et dimanche à 21 heures. Tél. : 61-42-33-99. 90 F.

Nantes

de Thomas Bernhard, mise en scène de Claude Stravsky, avec Denise Gance, Éléonore Hirt et Victor Garviev.

Une histoire de famille chez d'anciens nazis autrichiens. Une des plus belles pièces de Thomas Bernhard, magnifiquement interprétée.

Maison de la culture de Loire-Atlantique, 10, pass. Pommeraye, 44000 Nantes. Les 14 et 15 janvier. 21 heures (et les 16 et 17 janvier). Tél. : 40-48-70-08. 130 F.

Lisieux

de Agathe Alexis, mise en scène de Agathe Alexis, avec Agathe Alexis, Christophe Deloche et Dimitri Radchevitch.

Labiche par Agathe Alexis : on peut attendre du rythme, et la violence de la gaieté.

Théâtre de Lisieux, 2, rue Au Clair, 14100 Lisieux. Les lundi et mardi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 31-61-04-04.

Brest

Richard II

de William Shakespeare, mise en scène d'Eric Sadin, avec Alain Libot, Yann Collette, Bernard Ballet, Hubert Girard, Brigitte Caillon et Philippe Girard.

Un héros shakespearien marqué par l'impossible amour et par la mort. Un nouveau metteur en scène, et des comédiens fastueux.

La Quartz, 2-4, av. Clemenceau, 29000 Brest. Les mercredi et jeudi à 20 h 30. Tél. : 98-44-10-10. 75 F et 100 F.

Strasbourg

Sganarelle ou le Cocu imaginaire

de Molière, mise en scène de Jacques Lassalle, avec Valérie Delbore, Catherine Gandois, Isabelle Habaque, Laurent Manzoni, Olivier Perrier, Mark Saporta et Daniel Znyk.

Une farce de Molière par Jacques Lassalle : surprise assurée.

Théâtre national de Strasbourg, 1, rue André-Malraux, 67000 Strasbourg. Les lundi, mardi, vendredi et samedi à 20 h 30. Tél. : 88-35-44-52. De 55 F à 110 F.

La sélection « théâtre » a été établie par : Colette Godard et Bénédicte Mathien.

du 11 janvier au 2 février 1991
partition
DE JEAN-YVES PICO
Oratorio théâtral
pour deux acteurs
et cinq musiciens
musique et mise en scène
DE ANNE-MARIE FIAL
45 86 55 83

8 JAN - 10 FEV
CASIMIR ET CAROLINE
de O. von Horvath
chef de troupe
Jean-Louis Hourdin
"Comédie populaire
avec musique"
49 80 18 88

THEATRE 14
45 45 45 77
du 24 janvier
JEAN TARDIEU
L'Archipel
sans nom
mise en scène Gilles GUILLOT

PHOTOS et **Documents**
de **Jane Evelyn Atwood**
Deux expositions dans le cadre du Mois de la Photo
A partir du 20 novembre
A la Grande Halle-La Villette
Métro Porte de Pantin 42 49 77 22
Ouverture de 12h à 20h30 sauf le lundi
Production La Grande Halle La Villette avec la participation
de la Commission Nationale de la Photographie
et la parrainage de France Libertés - Fondation Daniel et Nina Carasso

NANTERRE
AMANDIERS
LA DAME
DE CHEZ MAXIM
Feydeau-Françon
19 janvier-22 février 1991
Tél. 47 21 18 81 ou 3 FNAC

Journal 50

DE LA SEMAINE

DISQUES

Après la publication de notre dernier supplément « Spécial disques de l'année », (le Monde daté 6 décembre), nous publions cette semaine une page de sélection des meilleurs disques qui viennent d'être édités et sont disponibles sur les rayons des disques. Ce nouveau rendez-vous du Monde Arts et Spectacles avec la musique classique, le rock, le jazz, la chanson et les musiques du monde sera désormais hebdomadaire.

Classique

Jean-Sébastien Bach
Partitas n° 1, 2 et 3
Tatiana Nikolaeva (piano)

Tatiana Nikolaeva ne joue pas Bach de façon très musicologique. A la différence de Glenn Gould, qui l'était encore moins, elle profite de toutes les ressources du piano, sa sonorité est charnue, parfois un peu dure lorsqu'elle se lance dans les mouvements vifs, ses phrasés sont stricts sans être dogmatiques, expressifs sans que la polyphonie ne perde de sa clarté. Tatiana Nikolaeva joue Bach de façon « romantique », certains le lui reprocheront, pas nous qui nous réjouissons d'écouter piano si personnel, interprétation si intelligente.

1 CD Melody MCD 46.

Christoph Willibald von Gluck
Orfeo ed Euridice
Shirley Verrett (Orfeo), Anna Moffo (Euridice), Judith Raskin (Amor), I Virtuosi di Roma, Renato Fasano (direction)

Enregistré en 1965, cette interprétation du plus célèbre des opéras de Gluck apparaît sur disques compacts. Première constatation, la prise de son ne démentira pas face à celle d'enregistrements plus récents. Seconde constatation, cette version n'est pas supérieure à d'autres utilisant tout ou partie de l'arrangement de Saint-Saëns et Berlioz (Horne-Solti, Forrester-Mackerras) par la faute d'un orchestre assez limité, mais elle conserve à leur sommet la voix et l'art de Shirley Verrett. L'une des rares cantatrices qui aura chanté la *Rhapsodie pour contralto* de Brahms, la *Norma* de Bellini, les grands rôles verdiens, la tragédie de Gluck avec une justesse stylistique et une perfection vocale d'autant plus admirables qu'une telle voix, déjà rare autrefois, n'existe plus aujourd'hui.

2 CD RCA GD 87896.

Jacques Ibert
Escapes

Maurice Ravel
Rapsodie espagnole - La Valse - Le Tombeau de Couperin - Alborada del Gracioso - Pavane pour une infante d'Espagne
Orchestre de Detroit, Paul Paray (direction)

De 1951 à 1963, Paul Paray a été le patron de l'Orchestre de Detroit. Un orchestre avec lequel il a enregistré de nombreux et admirables disques, hélas à peu près oubliés de nos jours. Sept ans après le lancement du disque compact, Philips se souvient de ce chef, de la qualité époustouflante des prises de son de l'époque (elles étaient réalisées avec trois micros et stockées sur film 35 mm) et de l'irréprochable qualité musicale des productions de Mercury, sa filiale américaine.

Paray dirige avec la précision rythmique que l'on admire aujourd'hui chez Boulez, l'effervescence de Munich, sans avoir jamais les défauts de l'un et de l'autre. Il relâche sans cesse le discours, fait focaliser l'attention de l'auditeur sur tel ou tel détail sans jamais perdre de vue la grande ligne. A cet égard, sa *Valse* serait bien la plus parfaite de l'entière discographie. A quand la réédition de son programme Chabrier et de ses Debussy ?

1 CD Mercury-Philips 432 003-2.

A. L.

Rock

Corman et Tusca
Corman et Tusca

Double mixte féminin, Corman et Tusca jouent une bonne part de leur énergie musicale à ne ressembler à personne. C'est là un point commun (le seul, en bonne logique) avec d'autres duos hétérosexuels, Rita Mitsouko ou Double Nelson, comme si le face-à-face engendrait l'idiosyncrasie. Celle de Corman et Tusca (anagramme amalgamé des patronymes des deux musiciens) est nourrie de musique contemporaine et résolument européenne. Les voix luttent contre le naturel, hoquets ou mélodie atone, les instruments (tout un magasin, du xylophone à la basse électrique, en passant par les cuivres, les bois, tout ce qui se tape ou se frotte) jouent à contre-emploi.

La méthode est périlleuse, elle peut servir à dissimuler l'incompétence, mais surtout la vacuité du propos. Même si Corman et Tusca font par moment un peu trop les malins, ce premier disque laisse passer deux ou trois choses d'importance : un talent étonnant à maîtriser la dynamique d'un morceau, à la modérer sans jamais la briser, une invention vraie et - surtout - le plaisir de faire de la musique et la faculté de le communiquer.

1 CD New Rose.

The Hollow Men
Cresta

Voici donc les hommes vides. Ils présentent un album dont le nom est emprunté à une pâte dentifrice et la

pochette ornée d'une franboise hyper-réaliste, genre papier de bonbon. Avant d'avoir fait jaillir le rayon laser ou posé la tête de lecture, les choses sont claires : les Hollow Men ne se prennent pas au sérieux et tiennent à ce que ça se sache. Reste que le groupe garde un air de famille avec des contemporains plus convaincus de leur propre importance, entre la pop luxuriante de Lilac Time et les rythmiques onduleuses des groupes de danse psychédélique, Soup Dragons ou Charlatans. Comme s'ils n'arrivaient pas encore à faire le point (*Cresta* est leur troisième album), les Hollow Men ne brillent que par intermittence. Ce qui suffit pour attirer et garder l'attention.

1 CD Aissey/BMG.

T. S.

Jazz

Le jazz vocal
(1921-1939)

Huit disques en petit coffret élégant - le genre se multiplie - pour rappeler le jazz à son principe, son origine et sa trace : la voix. Le fait d'ouvrir la série avec Billie Holiday, de ses enregistrements de 1935 au bouleversant *Strange Fruit* de 1939, est une indication. La voix, le phrasé, la féminité, la souffrance changée en désespoir, donnent à l'ensemble (Louis Armstrong, Bessie Smith, Fats Waller, Ella Fitzgerald, Cab Calloway, etc.) sa pente naturelle et sa justification. Présentation soignée, son convaincant, le coffret peut servir de récapitulation, d'initiation ou de complément.

8 CD Decca 025.

Coleman Hawkins
(1927-1939)

Cette rétrospective de l'activité de Coleman Hawkins, mise en son par le scrupuleux Robert Parker, commence chez Fletcher Henderson en 1927. Coleman Hawkins est aux pupitres des saxophones depuis 1922, il pratique occasionnellement le pachydermique saxo-basse. C'est là qu'il dégrossit son style, cette manière si aérienne et si fluide au saxophone ténor dont il est proprement l'inventeur. Modernité comprise, comme on s'en rend compte dans le dernier morceau de l'anthologie, le *Body and Soul* du 10 octobre 1939, un des chefs-d'œuvre absolus du jazz. Au passage, on découvre Coleman Hawkins aux côtés de Glenn Miller, de Henry Allen, en grande formation, en quartet, en duo (*Lost in a Fog*) à New York, à Londres ou à Paris en 1937, avec Alix Combelle, Benny Carter, André Ekan et Django Reinhardt. Il révéla d'avoir « un tout petit peu de la grandeur de Louis Armstrong ». Il l'a eue, bien au-delà de sa modeste.

1 CD BSC Records CD 688, distribué par Media 7.

F. M.



Joao Gilberto

Chanson

Khalifa Ould Eide
et Dimi Mint Abba
Moorah Music
from Mauritania

Une voix peut-elle à ce point résumer la légèreté d'un voile brodé, le rose d'un vêtement transparent, l'or d'une boucle d'oreille, l'ampleur du désert ? Dimi Mint Abba est une grande chanteuse mauritanienne. A l'image de son pays, la Mauritanie, elle se situe au carrefour du monde arabe et de l'Afrique noire. Dans la profondeur de ce chant modulé à la gloire d'Allah, de Mandala ou de l'indépendance nationale, l'auditeur retrouvera au choix les accents de blues du Malien Ali Farka Touré et les mélodies torturées du flamenco. Sur la vibration inquisite du *tidinit*, version maure du *gani*, le luth malien, s'imprime la souplesse de la guitare électrique doucement égrenée et le ronflement de la basse. Les jeunes filles choristes, tapent des mains, *tidinit*, Khalifa Ould Eide (chanteur, guitariste, *tidinit*) qui appartient au même courant des musiciens rénovateurs de Nouakchott, joue de sa voix avec presque autant de talent que sa compagne.

Ce très beau disque, qui vient enrichir la collection anglaise de musiques ethniques modernes, World Circuit, a été enregistré et mixé à Londres, et produit par John Hadden. Une première réussite pour une musique maure demeurée confidentielle en Occident.

1 CD World Circuit, distribué par Media 7, WCD 019.

V. M.

Joao Gilberto
The Legendary Joao Gilberto
Amarco

On dit, l'histoire est célèbre, qu'un chat enfermé par mégarde dans la chambre de Joao Gilberto, en état de méditation prolongée se suicida en se jetant par la fenêtre des qu'elle fut entrouverte. Musicien fou, peut-être. Interprète

1 CD BMG Ariola.

Bobby Lapointe
Intégrale des enregistrements

Barbu bienheureux, couché dans l'herbe parmi les papillons, vêtu de son éternel maillot de marin, Bobby nous fait un clin d'œil naïf sur la pochette. Puis nous donne une leçon de joueur de mots dans un texte, de son vivant inédit, où tout est dit sur l'art de la

faute d'orthographe (de M. Otto Graf) et de l'a peu-près. Dans une dictée, là où l'on doit comprendre : « Et il est parti comme il était venu », Toto entend : « Et dans les parties, comme il était venu ! ». Pastiche.

Muni du texte intégral, ce qui n'est pas joué - Truffaut avait fait sous-titrer *Avant et l'après* dans *Tirez pas sur le pianiste*, - on peut ensuite s'attaquer aux cinquante titres (dont certains remisés à partir des bandes originales) en première fois en quatre 33 tours chez Philips en 1976, mais qui aujourd'hui les honneurs du compact. Bon vivant, assez désespéré pour pousser les farces jusqu'au bout, et mourir bêtement d'une longue maladie en 1972, cet ancien étudiant en mathématiques a laissé des traces indélébiles dans la chanson française. « Moralité : l'Avant et l'après sont les flamboies du destin ! ».

2 CD Polygram.

V. M.

Musiques du monde

Fela Anikulapo Kuti
1975-1978, 1981-1984, 1985-1986

Au début des années 70, Fela Anikulapo Kuti, nègre rédempteur de la conscience africaine, crée dans sa maison de Lagos « le premier territoire libre du Nigeria », la Kalabuta Republik, lieu de plaisirs et de résistance musicale qui sera rasée par les soldats gouvernementaux. Ce jour-là, sa vieille mère sera défenestrée et les masters originaux de ses premiers enregistrements périront. Le mythe de la famille Fela est né.

Les quinze titres des trois volumes proposés remontent l'itinéraire musical, de 1975 à 1986, de ce pionnier de la musique africaine moderne. Le résumé vaut-il le détour ? Les titres sont judicieusement choisis parmi les plus forts, les plus significatifs, d'un Fela prolifique. Mais, depuis *Black Man's Cry* en 1975 jusqu'à *Government's Chicken* en 1986, rien n'a vraiment changé dans l'univers félin. De la colère et du punch, et toujours une puissance contenue dans de longs développements à l'africaine : un morceau n'a pas moins de quinze minutes. Tendance confirmée dans son dernier album, *ODOO Overtake Don Overtake Overtake* (Eurobond/Just'in) où les titres tendent vers la demi-heure. L'idéologie est immuable. Dix ans plus tard, les rythmes se décomposent avec une souplesse et une lassitude nouvelles, Fela commence à utiliser les studios d'enregistrement européens. Le volume 1 (1975 à 1978), s'il ne faut en choisir qu'un, garde intact le suprasens de cet afro-beat. (Même avec un peu de souffle, il résume à lui seul un continent noir insurgé contre sa décolonisation.)

3 doubles CD, Yaba/Just'in/WMD.

V. M.

Trio pour vedette seule

EN France, Jean-Jacques Goldman est une figure unique, qui s'est dessinée sur un modèle américain, une rock-star qui a établi avec son public un rapport fait, à parts égales, de distance infranchissable et de proximité immédiate. Fredericks Goldman Jones est une nouvelle manche de la parodie de cache-cache que livre Goldman. Carole Fredericks, choriste churchy, nourrie au gospel, et Michael Jones, guitariste et chanteur, sont de vieux partenaires de Jean-Jacques Goldman. Malgré les prétentions démonstratives du titre et de la pochette, ils ne sont que des paravents : le disque a été composé, écrit (à l'exception des quelques couplets en anglais, signés Jones) et produit par Goldman. C'est un chanteur qui voudrait revenir au cocon du groupe, mais à qui sa gloire interdit ce chemin.

Reste un disque qui ne se permet que quelques libertés avec les



figures généralement imposées aux rois du Top albums. Goldman traîne depuis toujours un cadard immense qui nourrit sa musique. Au fil des ans, la colère et l'énergie qui accompagnaient ce blues français se sont taris. Sur *Fredericks Goldman Jones*, les titres rapides (l'embarassant *Un, deux, trois* ; *Je t'aime aussi, un peu forcé*) sont là comme par obligation. Leur animation affectée exacerbe la grisaille des ballades. *Nuit, Chanson d'amour* (...), Goldman sait être mal comme personne, l'innocence

de sa voix claire et fragile fait voler l'infinie tristesse de son propos jusqu'à la cible. Plus il est maladroit, plus il est juste.

Mais les risques poétiques ne trouvent pas leur équivalent musical. Goldman et Jones sont des guitaristes exquises, le premier est aussi un chanteur plus malin qu'il ne veut le laisser paraître. Mais la facilité, les séquences harmoniques qui ont fait leur preuve tiennent les chansons dans le droit chemin. A part les africanismes de *A nos actes manqués*, jamais le disque ne dévie

de la ligne FM (comme dans modulation de fréquence) que s'est depuis longtemps fixée Goldman. Parfois, le résultat est à la hauteur des originaux (le finale de *C'est pas l'amour*) ; souvent, il est prévisible et vite ennuyeux. C'est aussi une part du mystère de Jean-Jacques Goldman : savoir entretenir l'attente de grandes choses à venir sans jamais tout à fait la satisfaire ni la désespérer.

THOMAS SOTINEL
★ Jean-Jacques Goldman : *Fredericks Goldman Jones*. 1 CD CBS.

V.O. GAUMONT AMBASSADE (Gaumont-Rama) - GAUMONT HALLES - PUBLICIS ST-GERMAIN - MONTMARTRE BIENVENUE - 14 JUILLET BEAUGRENELLE - LA BASTILLE - UGC MAILLOT.

V.F. GAUMONT OPERA (Grande salle) - GAUMONT ALESIA - GAUMONT CONVENTION - LES MONTMARTRES - UGC Gobelins - SAINT-LAZARE PASQUIER - CYRANO VERSAILLES - CZL ST-GERMAIN.

SOBRE, PROFOND, MAGNIFIQUE.
Précipitez-vous pour aller - en couple si possible - savourer ce bonbon délicat qui vous plongera dans une volupté parfaite.

PREMIERE

PAUL NEWMAN

JOANNE WOODWARD

UN FILM DE JAMES IVORY

BRIDGE

UN BEAU LIVRE RESSUSCITE LES VHUTEMAS SOVIÉTIQUES, ÉCOLES D'ART DES ANNÉES 20

Les ateliers de la Révolution

Après la révolution de 1917, les écoles de beaux-arts, d'architecture et d'art décoratif sont réunies dans une seule institution, les Vhutemas, qui témoignent d'une foi quasi mystique en la synthèse des arts. Dans deux splendides volumes, les Éditions du Regard font revivre cette aventure où se retrouveront toutes les avant-gardes soviétiques.

L'ANNÉE s'était à peine écoulée, les livres d'été étaient à peine rangés, qu'un énorme pavé, originaire de l'Est, tombait dans la mare de nos préoccupations, éclaboussant même les certitudes d'une culture architecturale qui, à l'abri du rideau de fer, avait fini par se trouver des valeurs sûres, des frontières presque sereines. La chute de Ceausescu avait révélé le désastre de Bucarest. Le démantèlement du mur de Berlin avait révélé à un public incrédule la réalité de l'entreprise RDA, les fissures de Berlin-Est, étendue désolée autour de l'île des musées et de sa collection d'architecture. Prague préservée et Varsovie reconstruite nous ont, de leur côté, fait savoir qu'elles se vendraient aux promoteurs les plus offrants, quitte à perdre l'une la sérénité plus ou moins éternelle de son centre historique, l'autre les espaces plus verts que nature de son urbanisme d'après-guerre.

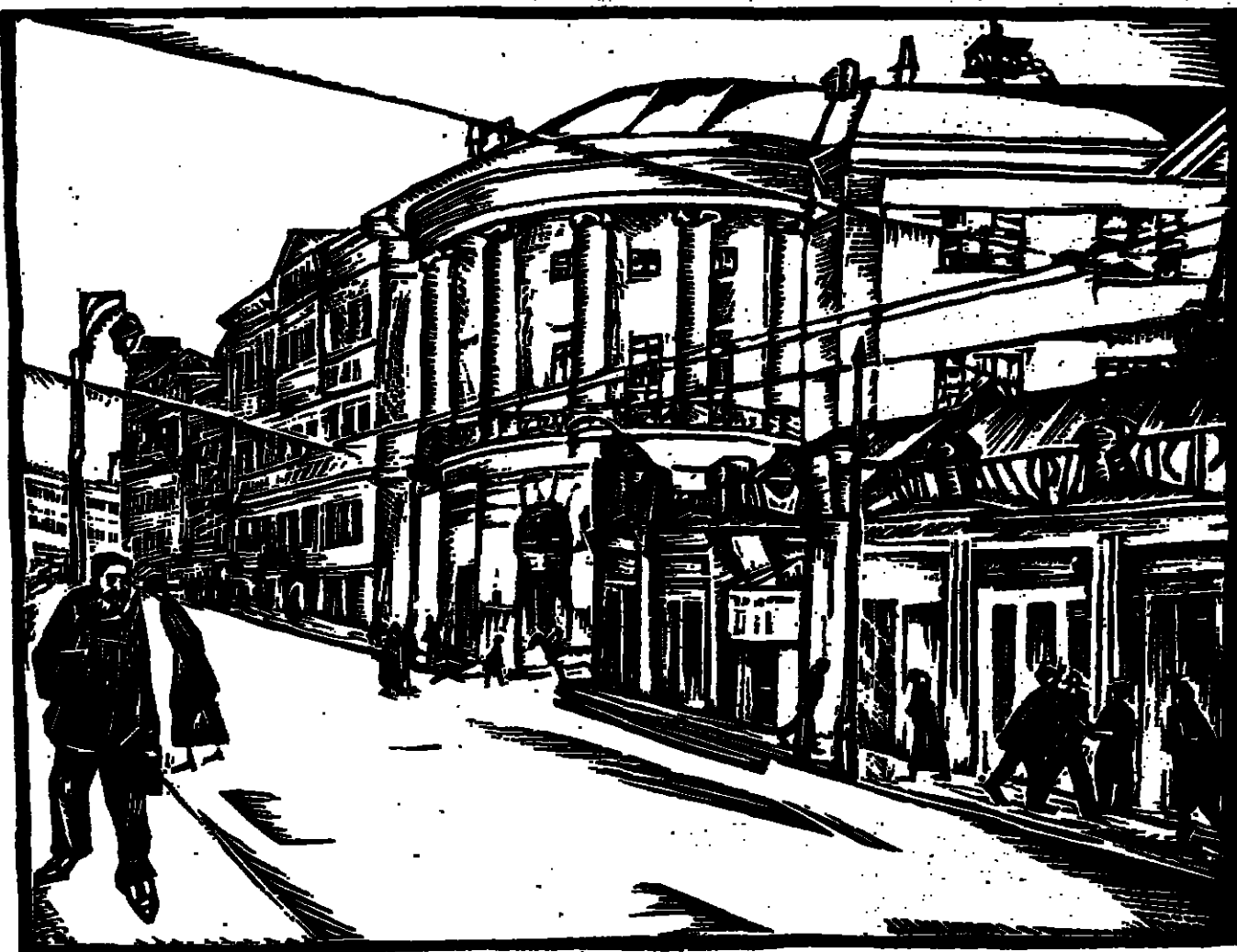
Mais rien qui ne soit connu ne nous venait d'URSS. Des précisions sur Tchernobyl, ce qui reste éloigné de l'architecture ; la confirmation de stéréotypes au fond maintes fois décrits : les grands monstres symétriques, froids, de ce qui est devenu comme un nom générique, « l'architecture soviétique » ; les blocs d'habitation répétés à l'infini ; et puis, bien sûr, les merveilles de Leningrad. En quoi cela dérangeait-il ce qu'Anatole Kopp, récemment disparu, nous avait construit comme image de l'architecture et de l'urbanisme en URSS, à travers des ouvrages qui semblaient devoir faire, pour toujours, référence ? En quoi les enthousiasmes d'un Jean-Louis Cohen tentant de populariser cette sociologie architecturale pouvaient-ils devenir moins communicatifs, ou même se refroidir ?

DEUX VOLUMES, MILLE PAGES, UNE HISTOIRE DÉTAILLÉE

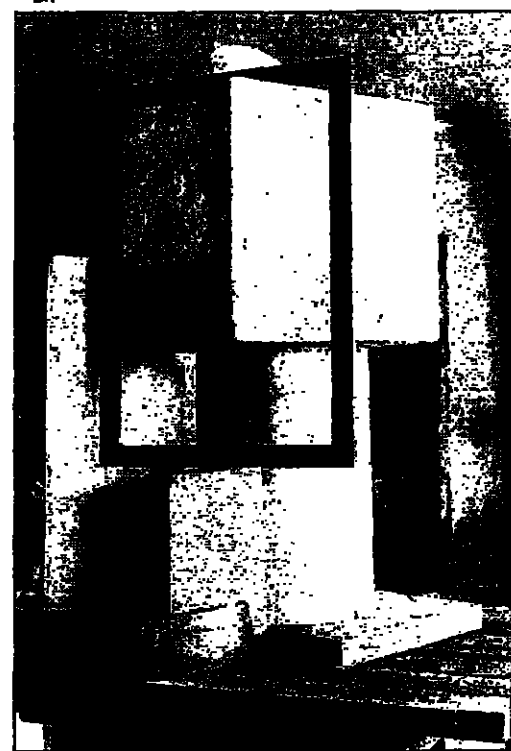
Non, pour changer notre image de l'URSS, il fallait ces deux forts volumes publiés — courageusement publiés — par les Éditions du Regard, du Soviétique Selim Khan-Magomedov, et pour une bonne part à l'équipe qui, avec Ariette Barré-Despond, a assuré la traduction et la mise en place de ces quelques mille pages. Dans ces deux livres, l'histoire détaillée, et presque au jour le jour, des Vhutemas, l'école ou, plutôt, les écoles soviétiques qui, de 1920 à 1930, furent le pendant du Bauhaus, avant de passer à la trappe de l'histoire, puis du souvenir. Les Vhutemas et le Bauhaus, nés ensemble en 1920 d'une même volonté de réforme radicale des enseignements, d'une foi inébranlable en la possibilité de synthèse des arts, du refus de la division entre arts mineurs et majeurs, auront malgré tout connu des destinées parallèles. Mais tandis que l'architecture fut enseignée aux Vhutemas dès leur fondation, le Bauhaus devait attendre l'arrivée de Hannes Meyer, en 1927, pour intégrer cette discipline. Autre différence notable : tandis que celui-ci sera resté en Allemagne un projet expérimental et limité, les Vhutemas regroupèrent l'ensemble des enseignements artistiques du pays.

Pourtant, sauf des consciences éclairées, et hors une citation ici ou là, elles étaient véritablement sorties des mémoires, sinon comme lieu géographique, comme mention de séjour. Difficile en effet de les oublier tout à fait, lorsqu'on sait que Kandinsky, Rodtchenko, Guinzburg, Tatline Melnikov ou les frères Vesnine en furent quelques-uns des gourous. Mais une fois ces noms prononcés ou écrits, que restait-il des Vhutemas ? Des archives disparues ou en caisse, des documents pieusement conservés par des familles survivantes de purges, et l'énorme poids du secret accepté, partagé sans espoir.

Travaux et conseils des professeurs, exercices et projets des élèves, audacieux ou plus sages, colorés comme un carré de Malevitch, ou noir comme les images de la métallurgie, voici des dessins, des tableaux, des esquisses, des photos, des maquettes à pleine brassée. C'est tout cela que nous restitue l'ouvrage de Khan-Magomedov. Tout cela, c'est-à-dire les produits de dix ans d'explosion créatrice. Tout cela et plus, c'est-à-dire la pédagogie et jusqu'à l'emploi du temps, discipline par discipline, professeur par professeur, de ce qui fut le creuset des avant-gardes soviétiques. Ou plutôt de ce qui aurait été ce creuset, si les élèves avaient pu poursuivre le mouvement d'invention quasi brownien amorcé par leurs professeurs. Au lieu de devoir, si tôt, se taire. Car tout cela c'est en même temps l'histoire d'une tragédie, la colossale perte en talent



Le bâtiment des Vhutemas de Moscou. Inauguration de Dzevalka (1921). Ci-dessous : assemblage de formes géométriques simple et d'éléments complémentaires (anonyme).



et en invention qu'aura représenté le stalinisme. L'exposition « Paris-Moscou » avait certes déjà fait comprendre, si tant est qu'il y avait encore des sourds en 1979, quelles richesses l'URSS s'était imposé d'étouffer et quelles forces empêchaient d'en approcher l'inventaire, d'en saisir la dimension. Les deux volumes des Vhutemas nous font précisément mesurer, d'un seul coup d'un seul, cette dimension.

Dans la Russie des années 10, les conditions d'émergence de styles nouveaux apparaissent très différentes de celles du reste de l'Europe, nous dit S. Khan-Magomedov. Les beaux-arts, ce qui se résume à la peinture, la sculpture et l'architecture, connaissent des évolutions divergentes. Tandis que les tendances picturales de gauche s'imposent par leur capacité d'élaboration de formes nouvelles et se développent au point de recouvrir l'ensemble de la production, tandis qu'émergent le suprématisme d'un Malevitch ou le constructivisme d'un Tatline, l'architecture, dans la foulée du débat sur l'art nouveau, se stabilise dans la tendance dominante du néoclassicisme. Un moyen pour l'élite architecturale du moment d'échapper aux risques de l'éclectisme.

L'enseignement des arts ont deux fiefs principaux : d'une part, l'Ecole d'art industriel Stroganov, où depuis près d'un siècle étaient enseignés les arts appliqués (industrie textile, céramique, mobilier, verre, orfèvrerie), et, d'autre part, l'Ecole de peinture, sculpture et architecture de Moscou, aimablement abrégée en MOUJYZ. L'enseignement y est traditionnel, mais ouvert aux grands courants mondiaux de l'époque. A travers les collections Chichoukine et Morozov, les étudiants

peuvent y découvrir tout ce que l'Europe occidentale compte alors comme artistes novateurs.

Deux réformes successives de l'enseignement artistique allaient conduire à la naissance des Vhutemas, abréviation qui cache quelque chose comme Ateliers supérieurs d'art, de techniques et d'architecture. Après la révolution de 1917, et sous la pression des étudiants, le Commissariat à l'Instruction publique, le Narkompros, dirigé par Louatcharski, commença par dissoudre la Société des beaux-arts de Moscou, tandis que l'Ecole Stroganov et la MOUJYZ étaient placées sous son autorité.

Le 5 décembre 1918, Chterenberg, commissaire du gouvernement pour les beaux-arts, annonçait la création des Ateliers libres de Moscou : toute personne âgée d'au moins seize ans pouvait s'y inscrire sans avoir à justifier de son niveau artistique. Il s'agissait de proliférer les effectifs des écoles d'enseignement artistique supérieur.

Une fois dissipé l'enthousiasme de ce premier élan révolutionnaire, on se hâta de passer à une seconde étape qui devait conduire à l'élaboration d'une méthode d'enseignement objective, proche de la réalité quotidienne, et qui, selon la terminologie qui allait faire florès, devrait répondre aux nouveaux besoins induits par la révolution. C'est ce à quoi la création des Vhutemas, le 19 décembre 1920, devait répondre.

FORMER DES ARTISTES A DESTINATION DE L'INDUSTRIE

Les Vhutemas, selon le décret qui les institue, « sont un établissement d'enseignement supérieur artistique, technique et industriel dont l'objectif principal est de former des artistes qualifiés à destination de l'industrie ainsi que les futurs professeurs de l'enseignement professionnel et technique ». Ils étaient, au moment de leur création, divisés en huit facultés. Trois d'entre elles concernaient les trois grands domaines de la MOUJYZ, la peinture, la sculpture et l'architecture. Les autres reprenaient les attributions de l'Ecole Stroganov, mais le premier recteur des Vhutemas, Ravdel, tenta d'en favoriser l'essor en limitant le nombre des postes attribués aux facultés des beaux-arts. Accroître l'influence des facultés d'art industriel, où se retrouvaient des personnalités comme Malakovski, Rodchenko, Melnikov, Vesnine, Popova, c'était leur permettre de participer à « l'évolution de l'orientation créatrice vers le monde réel », c'était affirmer et définir le rôle de l'artiste contemporain dans le processus de production.

Mais ces hautes ambitions se heurtèrent tout simplement à la réalité, le triumvirat des beaux-arts devait rester prédominant, tout en bénéficiant de la présence de ses cinq sœurs cadettes. Avec l'arrivée massive aux Vhutemas des jeunes professeurs constructivistes, membres de l'Institut de la culture artistique (INKHOUK), la situation de l'architecture allait en effet se renverser. Bénéficiant souvent des mêmes professeurs que ceux des facul-

tés d'art industriel, les élèves d'architecture allaient faire de leur faculté le fer de lance du combat contre la tradition, pour un art de production au service de la collectivité.

La troisième réforme de l'enseignement supérieur, en 1929-1930, correspondra à l'entérinement des Vhutemas. Par l'architecture, au moins, leur influence va se perpétuer quelque temps encore à l'Institut d'architecture et du bâtiment de Moscou. La réalité, cependant, restera loin du rêve.

Dans les années qui suivent 1917, il est déjà inimaginable de penser construire de nouveaux bâtiments, mais de nombreux concours ont lieu. Alors que dans les autres domaines, les représentants du constructivisme et du suprématisme prennent le pouvoir, la tendance académique continue de donner le ton. Il s'agit de conserver la structure de base classique et de reconstruire à l'identique les secteurs endommagés durant les troubles révolutionnaires. L'architecture de la Russie soviétique reste donc une architecture académique. Ce n'est qu'avec les années de la NEP (1921-1927) qu'apparaît progressivement une architecture « moderne ». Mais si le pavillon de Melikov pour l'Exposition internationale de Paris, en 1925, peut laisser croire que cette architecture est représentative du pays tout entier, elle reste très limitée dans le temps, autour de 1925, et par le nombre de réalisations.

En 1923, les frères Vesnine ont gagné le concours du Palais du travail de Moscou, mais ne le verront jamais réalisé. En 1928, ils perdent celui de la Bibliothèque Lénine. En 1930, le concours pour le Palais des soviets de Moscou montre à quel point l'architecture constructiviste, ou tout simplement fonctionnaliste, est désormais hors de l'exigence dominante. Dès cette époque, une rupture radicale avec les valeurs du passé est interprétée comme la marque de la dégénérescence, comme une démarche typiquement bourgeoise.

Et voilà comment cette belle fille de l'Union soviétique allait rester si longtemps muette, du moins incapable de chanter dans les registres qu'elle s'était choisis. L'émigration, heureusement, allait parfois permettre ce que les purges interdisaient.

FREDERIC EDELMANN

+ S. Khan-Magomedov, *Vhutemas, Moscou 1920-1930*, édition préparée sous la direction d'Ariette Barré-Despond et publiée avec le Centre national des lettres. Éditions du Regard, 14, rue du Mail, 75002 Paris. Deux volumes reliés. Env. 1 000 pages. 2 000 ill., dont 400 en quadrichromie. 1 950 F.

N.B. : Le texte, écrit de Selim Khan-Magomedov ne se lit pas précisément comme un roman. Pour être franc, il serait même mortel d'ennui si l'on n'y percevait une belle volonté de rendre à l'histoire ce qui lui a été enlevé, à une ou deux générations près. Mais il restera à inventer quelques volumes maniables, comme il en existe pour le Bauhaus, si l'on veut donner au public quelque familiarité avec les Vhutemas.

30 Accord sur les pas de la métallurgie
31 La situation à Antenne 2

32 La restauration de Notre-Dame de Paris
33 Le débat sur l'union monétaire européenne

36 Marchés financiers
37 Bourse de Paris

BILLET

Expédients allemands

Reconnaissons-le : 150 milliards de marks ne se trouvent pas sous le sabot d'un cheval. Ni même sous le pneu d'une Mercedes. Lourde, très lourde, la facture de la réunification allemande pour 1991. Quelque 500 milliards de francs, l'équivalent d'un gros tiers du budget annuel de l'Etat français.

Il faudra payer. Mais la coalition qui a remporté triomphalement les élections fédérales du 2 décembre dernier a construit sa campagne sur la promesse qu'il n'y aurait pas d'augmentation d'impôts. Alors les responsables allemands cherchent des expédients.

Il y avait eu d'abord l'idée d'une vignette annuelle pour l'utilisation des autoroutes. Mais les règles européennes n'y trouvaient pas leur compte. On avait ensuite pensé supprimer toutes les subventions, mais cela mettait en cause trop d'intérêts. Mardi, le gouvernement a découvert autre chose : faire payer plus cher le téléphone. Le ministre des finances, M. Theo Waigel, voulait dégrader 5 milliards de marks, son collègue des postes, M. Christian Schwarz-Schilling, craint qu'on allait pénaliser les entreprises allemandes face à la concurrence internationale. Ce sont finalement 2 milliards de DM (6,8 milliards de francs) qui seront prélevés sur les conversations téléphoniques des Allemands.

Le ministre des postes a assuré que la facture mensuelle d'un usager moyen (70 marks) ne s'alourdirait que de quelque 4 DM, environ 5 %. La Deutsche Bundespost Telekom, l'entreprise nationale des télécommunications dont le bénéfice a été de 3,2 milliards en 1989, ne devrait être taxée que pendant quatre ans. L'unité téléphonique passerait de 0,23 à 0,25 marks et sa durée serait ramenée de six à cinq ou quatre minutes. En 1994, le gouvernement français avait lui aussi « racketté » le téléphone pour compenser ses largesses budgétaires antérieures. Dans le cas allemand, il faudra trouver pas mal d'autres idées, à coup de 2 milliards de marks, pour financer l'union la plus chère du monde.

S. Gh.

En acquérant l'un des derniers distributeurs indépendants

Lyonnaise-Dumez renforce sa position dans la distribution d'eau en France

En prenant le contrôle de l'une des dernières sociétés moyennes de distribution d'eau en France, et en vendant le siège de la Lyonnaise des eaux et quelques participations à l'étranger, le nouveau groupe Lyonnaise-Dumez commence à appliquer sa stratégie de développement, définie par son président, M. Jérôme Monod : recentrer ses investissements et les financer en élargissant tout ce qui n'est pas considéré comme stratégique (le Monde des 25 et 26 septembre).

Le groupe a pris, à la fin de 1990, la majorité de la Société de contrôle Merin (SCM). Celle-ci a réalisé un chiffre d'affaires de 1,3 milliard de francs en 1990, dont 1 milliard dans la distribution d'eau ; elle alimente environ 2 millions d'habitants (4,7 % du marché français). Ses filiales SDEI (région rhodanienne) et SOGEDO (Sud-Ouest) gèrent 700 contrats d'eau et d'assainissement avec 2 700 communes, notamment L'Isle-d'Abeau, Bourgoin-Jallieu (Isère), Givors (Rhône), Roanne (Loire), Le Puy (Haute-Loire), Mâcon (Saône-et-Loire). Une troisième, la COGESE, a la concession de la distribution d'eau à Grenoble.

S'adapter à la conjoncture

En fait, il s'agit de la dernière société française de distribution d'eau de quelque importance qui n'appartienne pas à un grand groupe, les autres étant liées à la Générale des eaux, Bouygues ou Saint-Gobain (qui détiennent respectivement 33,4 %, 9,6 % et 6,5 % du marché). Cette acquisition permet à la Lyonnaise de consolider son implantation, encore assez faible, dans la région rhodanienne et d'accroître de 25 % sa part du marché français, passant de 18,2 % à 22,9 %, même si elle reste encore loin de la Générale des eaux.

Parallèlement, le groupe a réalisé pour 1 milliard de francs de cessions. La moitié provient de la vente du siège de la Lyonnaise (trois immeubles dans Paris) à un investisseur institutionnel asiatique : le 1^{er} mai prochain, le groupe va transférer ses services dans l'immeuble récemment achevé pour Dumez à Nanterre. Il a cédé aussi, pour 300 millions de francs, avec une plus-value de 15 % - y compris les dividendes encaissés - les actions acquises l'an dernier dans deux sociétés régionales de distribution d'eau britanniques (6 % de Wessex et 2 % de Severn Trent).

Enfin, il a vendu les 10 % détenus par Dumez dans Dywidag (Dyckerhoff et Widmann), société allemande de BTP, qui, selon M. Monod, ne constituait pas un « instrument stratégique de développement » en Allemagne.

Précautions en Arabie saoudite

En cas de guerre dans le Golfe, le groupe Lyonnaise-Dumez s'est préparé à « charger les voiles » et à mettre à l'abri le personnel de ses chantiers de BTP sur place. En effet 3 300 personnes employées par la société travaillaient actuellement pour des contrats en Arabie saoudite : 933 d'entre elles, actuellement à Daman, au Nord-est, dans une zone pétrolière proche de la frontière du Koweït, pour des travaux de construction de l'aéroport et de bâtiments de la Chambre de commerce (900 Asiatiques, notamment Philippins, et 33 Européens), vont être rapatriés à Ryad jeudi 10 janvier : les travaux seront provisoirement interrompus. Mais en dehors de ce cas M. Monod estime qu'une guerre éventuelle dans le Golfe n'aurait pas d'impact sur les activités du groupe.

Faisant jouer la loi sur les faillites

La compagnie aérienne américaine PanAm est contrainte au redressement judiciaire

La compagnie américaine PanAm ne jette pas l'éponge, mais son sort n'est guère plus enviable puisqu'elle a, le 8 janvier, demandé la protection de la loi sur les faillites, comme les autres compagnies américaines malades de la déréglementation ou de la mauvaise gestion, comme Continental ou Eastern Airlines, par exemple.

Son président, M. Thomas Plaskett, a fait ses comptes : au cours du troisième trimestre, sa com-

pagne a perdu 29,1 millions de dollars (151 millions de francs) au cours du troisième trimestre de 1990 au lieu de 18 millions (94 millions de francs) au cours du trimestre correspondant de 1989. D'autre part, les actifs de PanAm s'élevaient à 1,6 milliard de dollars (8,3 milliards de francs) et le passif à 2,6 milliards (13,5 milliards de francs).

La descente aux enfers de la compagnie américaine la plus connue ne date pas d'hier. Une gestion cabotante et un réseau domestique trop peu développés lui ont valu, depuis quinze ans, des pertes à répétition. Elle y a fait face en cédant, un à un, ses actifs : son siège social new-yorkais, ses lignes du Pacifique et, cette année, ses lignes européennes au départ de Berlin et ses lignes transatlantiques au départ de Londres.

Efforts réduits à néant

Il faut reconnaître que M. Plaskett manque de chance. En charge depuis trois ans de la survie de PanAm, il avait mis en œuvre un plan de redressement qui se heurte à des événements malheureux, réduisant à néant ses efforts. Alors que sa compagnie commençait, en 1989, à renouer avec les bénéfices, l'attentat qui a fait exploser en vol un de ses Boeing-747 et coûté la vie à 275 personnes a replongé les comptes dans le rouge. En vendant sa navette New-York-Boston et en cédant ses droits de trafic au départ de Londres, le président de PanAm espérait sacrifier des actifs pour la dernière fois. La crise du Golfe et la multiplication par deux des cours du kérosène devaient provoquer, à partir du mois d'août 1990, une nouvelle hémorragie dans les comptes de sa compagnie.

La voie est de plus en plus étroite pour M. Plaskett. D'un côté, la loi américaine le place provisoirement à l'abri des poursuites de ses créanciers. D'autre part, il a obtenu un crédit-rebais de 50 millions de dollars (260 millions de francs) de la compagnie United Airlines, qui a reçu le feu vert du gouvernement américain pour lui racheter ses lignes transatlantiques. Il se voit également accorder un prêt de 100 millions de dollars (520 millions de francs) par Ban-

kers Trust New York Corp. Mais les prix du kérosène continuent de flamber et PanAm se trouve dans l'incapacité de répercuter cette surcharge sur le prix de ses billets. Les déficits ne sont pas prêts à disparaître.

M. Plaskett a indiqué, le 8 janvier, qu'il n'était plus intéressé par l'offre de rachat de TWA, qui voulait bien reprendre PanAm à condition qu'elle se place sous la protection de la loi sur les faillites : les prêts accordés lui permettent de survivre et de préserver son indépendance, d'autant plus que TWA est aussi malade et accuse un passif de presque 2 milliards de dollars.

Airbus, qui s'est entremis pour louer à PanAm vingt et un appareils, peut se féliciter d'avoir renoncé en décembre dernier le contrat qui le liait à cette compagnie. Ce contrat long et duré risquait, si PanAm était placée sous la protection du « chapitre 11 », de l'obliger à payer cette location aux propriétaires américains des avions, alors que la compagnie serait dispensée de lui verser les loyers correspondants. Le consortium européen l'a transformé en contrat reconductible de mois en mois.

ALAIN FAUJAS

Sanofi s'associant à Sterling Drug

Elf et Kodak vont marier leurs activités pharmaceutiques

Les grandes manœuvres ont repris dans la grande industrie pharmaceutique internationale. Le français Sanofi (groupe Elf) est sur le point de conclure un accord avec l'américain Sterling (groupe Kodak) après plusieurs mois de négociations.

On a assisté aux Etats-Unis au rapprochement de sociétés comme Dow et Marion ou au rachat de Robins par American Homes Products et au grand mariage de Squibb avec Bristol Myers. On a noté les rapprochements de l'américain Smithkline avec le britannique Beecham et de Rhône-Poulenc avec l'américain Rorer. Aujourd'hui, la Sanofi (groupe Elf) est sur le point de s'associer avec Sterling Drug (groupe Kodak). Après plusieurs mois de négociations menées en parallèle avec d'autres groupes concurrents, tels les trois suisses Ciba-Geigy, Hoffmann-La Roche et Sandoz, l'allemand Bayer et même, un instant, Rhône-Poulenc, le numéro deux français du médicament aurait emporté la décision, et la signature d'une alliance serait imminente.

L'accord serait double. Le premier volet concernerait les médicaments éphémères (vendus sur ordonnance). Une nouvelle société serait créée à cet effet. Elle serait chargée de la production, de la promotion et de la commercialisation de ces médicaments diffusés sous la marque Sanofi Winthrop (1) et disposerait de l'exclusivité de tous les produits issus de la recherche de Sanofi et de Sterling.

Cette société s'appuierait sur deux territoires, l'un situé aux Etats-Unis et contrôlé à 51 % par Sterling (49 % par Sanofi), l'autre en Europe placé sous la houlette (51 %) du groupe français (49 % pour Sterling). Toujours dans le même cadre, les frais de recherche, globalement estimés à 500 millions de dollars (2,6 milliards de francs), seraient partagés à 50/50, étant entendu que les centres resteraient indépendants de chaque côté de l'Atlantique.

Le second volet de cette alliance concernerait les médicaments grand public (ventes sans ordonnance) ou OTC (2). A cet égard, il serait prévu de fusionner toutes les activités européennes de Sanofi et de Sterling dans un nouvel ensemble dénommé Sterling Health appelé à devenir numéro un sur le vieux continent avec 1 milliard de dollars (5,2 milliards de francs) de chiffre d'affaires. La partie OTC de Sterling aux Etats-Unis, numéro un mondial de l'acide acétylsalicylique (aspirine), avec 7 000 tonnes par an produites, et des antalgiques en général (15 % du marché), resteraient en dehors de l'accord.

Cette alliance parfaitement originale, car réalisée sans bourse délier tout en laissant aux contractants leur pleine indépendance, offre de multiples avantages. Elle permet déjà aux deux partenaires d'accéder à des réseaux de distribution puissants, l'un aux Etats-Unis d'où la Sanofi était absente et où rien ne peut se faire sans une grande

ouverture sur les circuits locaux, l'autre en Europe pour Sterling, qui n'y était que faiblement installé.

En outre Sanofi comme Sterling vont désormais pouvoir élargir la gamme des médicaments offerts à leurs clients grâce à la complémentarité de leurs produits. Ensemble, ils vont ainsi non seulement renforcer leur présence sur le marché mondial, mais vont pouvoir également, par la mise en commun des moyens financiers destinés à la recherche, être en mesure de préparer plus efficacement l'avenir.

De plus, relégués actuellement entre les trentième et quarantième places mondiales dans la pharmacie, Sanofi et Sterling vont acquérir une véritable dimension internationale et entrer dans le club encore très fermé des trente multinationales qui couvrent les cinq huitièmes du marché mondial du médicament, estimé à plus de 100 milliards de dollars (520 milliards de francs) et dominé par les Etats-Unis qui en détiennent la plus grosse part, soit 30 % (les deux tiers des médicaments vendus de la planète y sont en outre commercialisés).

De fait, cet accord permettra aux deux alliés de monter ensemble à la dix-huitième place mondiale en pharmacie éphémère avec 2,3 milliards de dollars (12 milliards de francs) de chiffre d'affaires, à la douzième pour l'effort à la recherche, mais aussi au neuvième rang toutes activités pharmaceutiques confondues just derrière Bayer.

Traverser l'Atlantique

« Je reviendrai », avait déclaré au début de 1988 M. Jean-François Dehecoq, PDG de Sanofi, quelques jours après l'échec de son OPA sur Robins, que American Home Products lui avait soufflé. Il a tenu parole, et cela dans les meilleures conditions (le montage astucieux ne coûte rien et maintient l'indépendance des deux groupes) et au meilleur moment puisque les nouveaux médicaments issus de la recherche de Sanofi devraient être lancés entre 1992 et 1995 (le Monde du 30 janvier 1988).

Ce rapprochement ou un autre, de toute façon la Sanofi se devait un jour de traverser l'Atlantique. Car aujourd'hui avec la rapide montée des coûts de l'innovation (près de 1 milliard de francs sont dépensés entre la découverte d'une molécule originale et le lancement d'un nouveau médicament), il faut avoir financièrement les reins solides, et à moins de 2 milliards de dollars de chiffre d'affaires un groupe pharmaceutique n'est plus guère viable. Pour la petite histoire, on retiendra que les Pastilles Valda rachetées en 1986 par Sterling, vont, par les vertus de cet accord, retrouver leur nationalité française.

ANDRÉ DESSOT

(1) Winthrop est la marque de Sterling.
(2) Over the counter ou médicament grand public.

Le débat sur l'Europe de 1993

Les Honda américaines sont-elles japonaises ?

Les délocalisations mondiales des usines soulèvent des questions complexes sur les nationalités d'origine des entreprises et des produits. Ainsi, dans l'automobile M. Peter Lilley, le ministre britannique du commerce et de l'industrie, a déclaré à Londres, mardi 8 janvier, que les Honda fabriquées dans les usines américaines du groupe japonais devaient être considérées comme américaines et qu'elles n'ont donc pas à être comptabilisées dans les quotas réservés aux Japonais sur le marché automobile européen à partir de 1993.

Quota « global »

Les Britanniques estiment que le droit international, qui stipule qu'un produit provient, en substance, du pays « où il a subi la dernière transformation notable », est sans ambiguïté. Fabriquées dans l'Ohio, les Honda sont américaines, de la même façon que les Nissan fabriquées dans le nord de l'Angleterre sont britanniques. Aucune de ces voitures n'est japonaise. Toutes

devront pouvoir être vendues en totale liberté.

Dans cette affaire, les Français raisonnent différemment. Ils estiment que toutes les voitures japonaises doivent être comptées ensemble, quel que soit leur pays d'origine. Le quota des Japonais doit être « global », fait de l'addition des importations en provenance des usines nipponnes et des fabrications réalisées dans les usines délocalisées (les transplants en anglais) en Europe de l'Ouest, en Europe de l'Est ou aux Etats-Unis. Aux Japonais de répartir comme ils l'entendent les productions de leurs usines au Japon et ailleurs.

Les déclarations de M. Lilley risquent de relancer un débat qu'on croyait clos en juillet dernier, lors d'un accord de principe entre les Douze sur le sujet du quota global. Apparemment il n'en était rien. Les Britanniques semblent vouloir qu'on reprenne à zéro les discussions.

E. L. B.

Satisfaction dans l'électroménager français

Moulinex rachète Krups

Le groupe français Moulinex (5,9 milliards de francs de chiffre d'affaires) a bouclé le rachat de son concurrent allemand Krups (1,8 milliard de francs), spécialiste des cafétiers et des batteurs de cuisine. Le montant de la transaction n'a pas été divulgué mais est généralement estimé à 500 millions de francs. L'opération - très controversée au sein même du groupe (le Monde du 16 décembre) - est en revanche saluée par la profession.

Avec la société SEB, Moulinex représente environ 80 % d'une profession qui, en rendant public, le jeudi 8 janvier, son bilan de l'année 1990, reconnaît qu'elle se porte plutôt bien avec des exportations qui frôlent les 10 milliards de francs.

« Même si, en 1991, le ralentissement de la demande risque de se prolonger. Mais nous restons compétitifs à l'exportation », estime M. Richard Oswald, président du GIFAM (Groupement interprofessionnel des fabricants d'appareils d'équipement ménager) qui a cependant insisté sur le « paradoxe de nos échanges ».

En effet, alors que les industriels de ce secteur exportent 56 % de leur production, les fours à micro-ondes, fers à repasser et autres congélateurs représentent les deux tiers du marché intérieur. Les professionnels du secteur, qui en rendent responsables les distributeurs, réclament une réforme de la législation sur le refus de vente et la vente à perte.

INSOLITE

Sous-marin de loisirs

Un sous-marin de loisirs Sea-bus de 20 mètres de long et qui emmènera quarante-cinq passagers, va être assemblé par la COMEX (Compagnie maritime d'expertise) à Marseille pour être exploité sur les fonds marins de la principauté de Monaco, a annoncé le 8 janvier la COMEX.

Le Sea-bus sera mis à l'eau en octobre. La construction de ce sous-marin de loisirs coûtera 30 millions de francs, estiment la COMEX et ses partenaires : le Crédit lyonnais, le groupe japonais Seiyō et la Banque centrale monégasque de crédit.

ÉCONOMIE

SOCIAL

Après deux ans de pourparlers

Difficile gestation d'une convention collective unique dans les assurances

Les négociations entamées depuis deux ans dans le secteur des assurances pour passer de quelque vingt conventions régionales et locales à une convention collective unique valable pour toutes les catégories de salariés sont sur le point de se terminer. Au cours de la dernière réunion, qui a eu lieu le 7 janvier, la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA) et le Groupement des entreprises mutuelles d'assurances (GEMA) ont remis un ensemble de propositions qui ne satisfont guère les syndicats.

présence dans la même classe de fonction, mais les cadres en seraient exclus.

« En l'état actuel des choses, nous ne signerons pas le texte du patron », estime M. Jean-Michel Martin (CFDT), qui reconnaît toutefois que les dernières propositions comportent des « améliorations ». Alors que FO et la CGT sont totalement hostiles, les syndicats s'inquiètent d'un glissement qui aboutirait à laisser à chaque entreprise une trop forte autonomie pour mettre en place la nouvelle classification.

EN BREF

□ Renault-Billancourt : la CGT s'oppose au licenciement de délégués du personnel. — La CGT a dénoncé, mardi 8 janvier, la procédure de licenciement engagée à l'encontre de quatorze délégués du personnel (douze CGT et deux FO) de l'usine Renault de Billancourt dans le cadre de la fermeture progressive du site d'ici à 1992, entraînant quelque quatre mille suppressions d'emplois. Selon la CGT, ces salariés ont refusé des mesures de reclassement dans d'autres usines du groupe. Le syndicat en appelle au ministre du travail pour s'opposer à leur licenciement.

□ Chômage technique à l'usine Renault de Sandouville. — La direction de l'usine Renault de Sandouville (Seine-Maritime), qui emploie sept mille six cents personnes, prévoit cinq jours de chômage technique en février. L'établissement, qui produit des modèles Renault 21 et Renault 25, avait déjà observé six jours de chômage technique, du 26 au 28 décembre et du 2 au 4 janvier dernier. Compte tenu des ratapages horaires et des ponts de

fin d'année, l'usine avait été fermée durant quinze jours. Fin octobre, une mesure de chômage technique de deux jours était déjà intervenue « en raison des mauvais résultats de septembre et pour ajuster la production au volume des commandes ».

□ Philips va supprimer 660 emplois dans les composants en France. — Philips Composants va supprimer en France quelque 660 emplois dans ses trois sites de Caen, Evreux et Dreux, à l'indiqué la filiale française du groupe néerlandais. Ces réductions d'effectifs dans le secteur des composants s'ajoutent aux suppressions de 800 emplois dans l'électronique grand public et de 500 dans l'éclairage, annoncées en décembre dernier dans le cadre de la draconienne restructuration entamée par le groupe en difficulté (le Monde du 13 décembre). Le projet de plan social sera présenté officiellement lors d'un comité central d'entreprise extraordinaire le 16 janvier prochain. Philips Composants emploie 4 300 personnes en France.

fin d'année, l'usine avait été fermée durant quinze jours. Fin octobre, une mesure de chômage technique de deux jours était déjà intervenue « en raison des mauvais résultats de septembre et pour ajuster la production au volume des commandes ».

□ Philips va supprimer 660 emplois dans les composants en France. — Philips Composants va supprimer en France quelque 660 emplois dans ses trois sites de Caen, Evreux et Dreux, à l'indiqué la filiale française du groupe néerlandais. Ces réductions d'effectifs dans le secteur des composants s'ajoutent aux suppressions de 800 emplois dans l'électronique grand public et de 500 dans l'éclairage, annoncées en décembre dernier dans le cadre de la draconienne restructuration entamée par le groupe en difficulté (le Monde du 13 décembre). Le projet de plan social sera présenté officiellement lors d'un comité central d'entreprise extraordinaire le 16 janvier prochain. Philips Composants emploie 4 300 personnes en France.

M. Lacombe (FNSEA) : « Les agriculteurs ont donné un coup d'arrêt aux ambitions américaines »

Estimant que la grande sécheresse, la crise de l'élevage, l'ouverture des pays de l'Est et l'échec des négociations du GATT ont affecté gravement les agriculteurs français et européens en 1991, M. Raymond Lacombe, président de la FNSEA, a souhaité, le 8 janvier, « aux paysans une meilleure année 1991 ».

M. Lacombe s'est félicité que la forte mobilisation des agriculteurs à Bruxelles, le 13 décembre 1990, et leur « bon sens » aient donné « un coup d'arrêt aux ambitions démesurées des Américains », à propos des négociations commerciales multilatérales. Quant à l'enveloppe de prêts bonifiés pour l'agriculture dégelée pour 1991 (14,4 milliards de francs contre 14,3 en 1990), M. Lacombe a indiqué que « le combat se poursuit car il est vital d'avoir un financement ajusté en fonction des besoins réels ». Le prochain congrès de la FNSEA aura lieu du 9 au 11 avril à Angers.

A Bastia

Les discussions vont reprendre avec les directions d'Air France et d'Air Inter

Les employés au sol des compagnies Air France et Air Inter sur l'aéroport de Bastia font grève, depuis trente-deux jours, pour obtenir des garanties d'emploi après la restructuration des lignes et des fonctions entre les deux transporteurs, membres du même groupe Air France.

Les négociations devraient prochainement reprendre pour assurer les personnels « statutaires ou permanents » du maintien de leurs avantages acquis : sous la houlette du préfet de la région Corse, les représentants des compagnies s'y étaient engagés, peu avant Noël.

Double barème pour maintenir la prime d'ancienneté

L'accord sur les bas salaires de la métallurgie est signé

Commencées en octobre dernier, les négociations sur les bas et moyens salaires dans la métallurgie se sont achevées le 8 janvier par un accord. La CGC a décidé de le signer, Force ouvrière, qui s'est déclarée favorable au texte, devant faire de même dans les prochains jours. La CFDT doit réunir ses instances avant de se prononcer, mais juge le contenu « positif ». En revanche, la CFTC et la CGT ont déjà annoncé qu'elles ne ratifieraient pas le document.

Génée par la prime d'ancienneté, qu'elle avait souhaité supprimer, l'UIMM (Union des industries métallurgiques et minières) a finalement proposé une « déconnexion » qui instaure un double barème de salaires, un pen à l'image de ce que faisaient déjà de manière anarchique une cinquantaine de conventions régionales, sur les quatre-vingt-trois que compte la métallurgie. Selon ce système, la « rémunération minimale hiérarchique » servira à fixer la seule prime d'ancienneté, tandis que la « rémunération effective garantie » permettra de déterminer le salaire minimal. L'une et l'autre seront négociées chaque année dans les unions régionales.

□ Plusieurs lignes d'autobus parisiens encore perturbées. — Les conducteurs d'autobus du dépôt du Rainaut (lignes PC extérieurs, 32, 48, 60 et 75) ont décidé, mardi 8 janvier, de reconduire le mouvement de grève lancé le 4 janvier. Une nouvelle agression, contre un conducteur de la ligne 101, au terminus Montreuil-Croix de Chavaux, lundi soir 7 janvier, a déterminé une partie des conducteurs du dépôt des Lilles et du dépôt de Flandres à débayer : neuf bus sur dix ont circulé mardi sur les lignes 49, 65, 130, 133, 149, 152, 173, 177 et 350 (dépendant du dépôt de Flandre) et trois bus sur quatre sur les lignes 76, 101, 115, 118, 121, 129 (dépôt des Lilles), a précisé la RATP.

Grâce à cette disposition, les salaires minima conventionnels de la métallurgie pourront être supérieurs au SMIC et répondre ainsi aux souhaits manifestés en ce sens par le gouvernement. Jusqu'à présent, il fallait l'apport de la prime d'ancienneté pour que le SMIC soit dépassé.

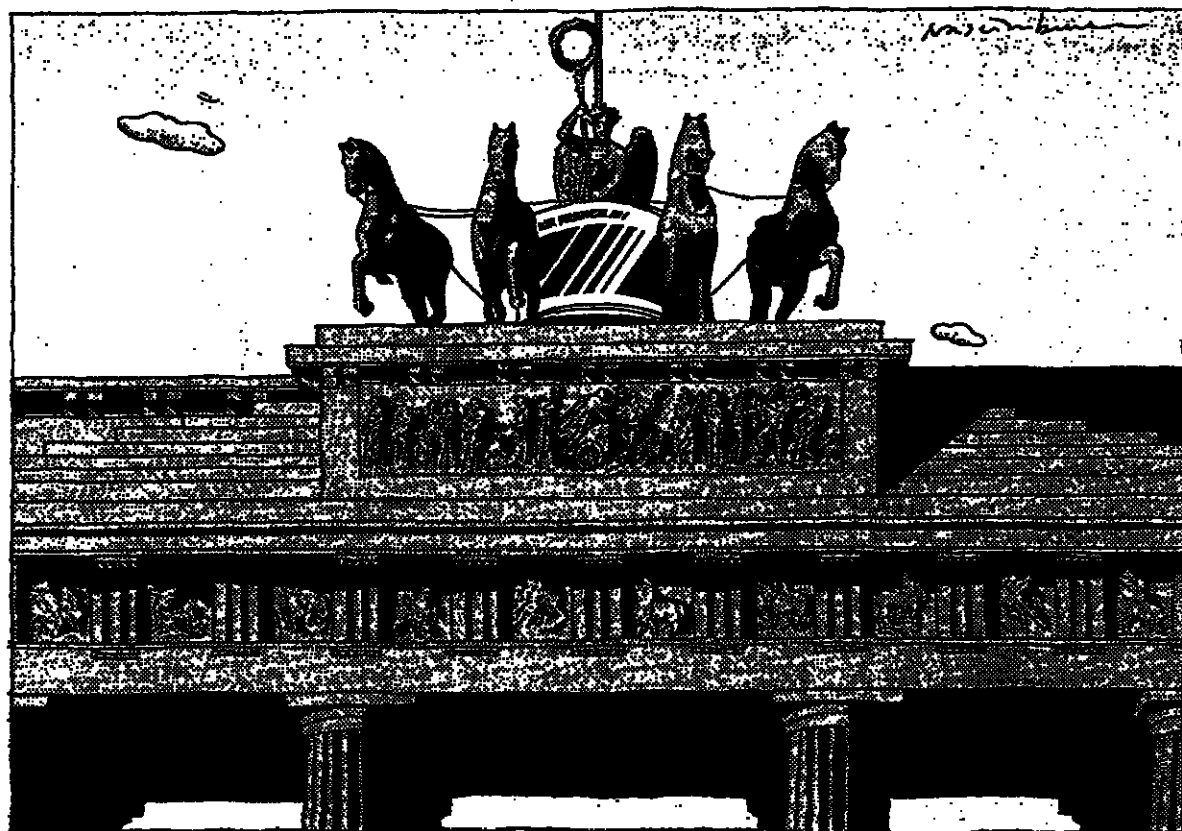
FO et la CGC estiment que l'accord « sauvegarde » la prime d'ancienneté, que l'UIMM voulait remettre en cause. La CFDT considère qu'il s'agit d'une avancée, par rapport à une menace qui avait entraîné son boycott d'une réunion de négociation. La CFTC « refuse le système de double barème », et la CGT parle d'un « accord de pure forme ».

La CGPME est favorable à une cotisation formation pour les entreprises de moins de dix salariés

M. Pierre Gilson, vice-président de la CGPME (Confédération générale des petites et moyennes entreprises) et président de la commission sociale, se déclare favorable, dans un entretien publié le 9 janvier par les Echos, à une cotisation des entreprises de moins de dix salariés pour la formation professionnelle. Ces entreprises acquittant déjà 0,1 % au titre de l'apprentissage, « nous pourrions faire un petit effort supplémentaire », explique M. Gilson. « On peut imaginer une cotisation globale dans laquelle figurerait en plus un 0,15 % formation ».

Dans le système actuel, les entreprises de moins de dix salariés ne sont pas assujetties à la contribution de 1,2 %, calculée sur la masse salariale, et la proposition de la CGPME vise à accentuer l'effort en faveur de la formation, pour lequel elle demande par ailleurs un aménagement fiscal.

POUR ÊTRE AUX PREMIÈRES LOGES DE L'HISTOIRE NOS SIÈGES SONT DES PLUS ABORDABLES.



OFFRES EXCEPTIONNELLES AU DÉPART DE PARIS.

BERLIN 1450^FAR
MUNICH 1205^FAR

LE VOYAGE DOIT ÊTRE EFFECTUÉ ENTRE LE 14 JANVIER ET LE 17 MARS 1991. TARIFS SOUMIS À DES CONDITIONS PARTICULIÈRES DE VENTE ET DE TRANSPORT. PRIX SUSCEPTIBLES

DE MODIFICATIONS EN FONCTION DE LA RÉGLEMENTATION EN VIGUEUR. RENSEIGNEZ-VOUS AUPRÈS DE VOTRE AGENCE AIR FRANCE OU DE VOTRE AGENT DE VOYAGES.

AIR FRANCE Vacances

* AUTRES TARIFS AU DÉPART DE LA PROVINCE.

Feuilleton à l'américaine

COMMUNICATION

En remplacement de M. Jean-Michel Gaillard

M. Eric Giully pourrait devenir directeur général d'Antenne 2

C'est le jeudi 10 janvier que le conseil d'administration d'Antenne 2 devrait remplacer son actuel directeur, M. Jean-Michel Gaillard, victime à la fois de l'hostilité que lui ont marquée les pouvoirs publics depuis sa nomination et de l'important déficit qu'il laisse. Pour remplacer cet énarque, ancien conseiller du président Mitterrand, M. Hervé Bourges aurait choisi un autre énarque qui fut aussi conseiller du pouvoir socialiste.

Il s'agit de M. Eric Giully, artisan de la loi sur la décentralisation aux côtés de M. Gaston Defferre. Après son passage au ministère de l'Intérieur et à la direction des collectivités locales, M. Giully a fait connaissance avec l'entreprise et l'audiovisuel en entrant en 1986 au groupe Chargeurs de M. Jérôme Seydoux. Il y a été d'abord chargé de Causse Walon, une filiale de transport de voitures, avant de prendre en main les activités de communication (Pathé, le satellite SBS, la chaîne Sports 2/3) du groupe.

Pour compenser le fait que

M. Giully soit relativement étranger à l'univers de la télévision — reproche souvent adressé par le personnel d'Antenne 2 à M. Gaillard, — M. Bourges s'apprête à nommer un professionnel reconnu à la direction des programmes. Il hésiterait encore entre M. Carlo Francorini et M. Jean-Pierre Dusseaux. Le premier a derrière lui une formidable réputation de programmeur mais incarne aux yeux du ministère de la communication le profil trop américanisé de l'ancienne Cinq. Le second, actuellement directeur des services artistiques de RTL, a l'avantage de connaître l'audiovisuel public puisqu'il fut délégué aux programmes de FR 3 entre 1982 et 1985 puis directeur commercial de l'Institut national de l'audiovisuel.

C'est le 14 janvier que devrait se tenir le conseil d'administration de FR 3. Mais, là, M. Bourges ne semble pas pressé de faire souffler le changement et paraît décidé à laisser en place M^{me} Dominique Alduy et son équipe.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

Décès de Henri Kubnick l'inventeur du « Jeu des 1 000 francs »

L'un des plus anciens professionnels de la radio, Henri Kubnick, qui fut notamment l'inventeur du « Jeu des 1 000 francs », est mort mardi 8 janvier des suites d'un accident de la route. Il était âgé de soixante-dix-huit ans.

Tous les auditeurs de France-Inter connaissent par cœur l'entrée en matière du « Jeu des 1 000 francs », ce « chers amis, Bonjour ! » claironné par Lucien Jeunesse. Aujourd'hui, le célèbre jeu est orphelin, comme beaucoup d'autres qui durent leur succès et leur longévité à l'esprit inventif de Henri Kubnick.

C'est en 1932 qu'il débuta sa carrière d'homme de radio. Jean Nobelin fait appel à lui alors qu'il est encore lycéen, pour animer le jeu « Les Incalculables » diffusé sur le Poste parisien. Après-guerre, Henri Kubnick inventa et anima de nombreuses émissions de jeux comme « l'Heure joyeuse » ou « Procs pour rire » à France-Inter qui deviendra ensuite France-Inter, ou encore « Chansons grises, chansons roses », une émission au cours de laquelle Luis Mariano, Line Renaud ou Cora Vaucaire font leurs premières prestations sur les ondes.

« Le Jeu des 1 000 francs » sera toutefois la plus grande réussite d'Henri Kubnick. Il est né d'un accord entre la RTF et le Radio-Circus, parti en tournée dans le Nord de la France où Paris-Inter éprouve des difficultés de réception. La concurrence entre stations faisait déjà rage. Radio-Luxembourg crée alors de nombreux jeux subventionnés par les annonceurs. Pour attirer le public, le directeur du cirque demande qu'on ajoute un jeu d'argent à « Echec au public », l'émission d'Henri Kubnick destinée à représenter la station dans le spectacle. C'est sur la route qu'il improvisa « le Jeu des 1 000 francs » qui deviendra, nous le verrons, le jeu le plus célèbre de la radio.

Henri Kubnick était aussi l'auteur de plusieurs livres d'humour comme les « Forpats du week-end », « Comment dresser son maître », etc. qu'il avait écrit avec son épouse, la comédienne Yvette Duvivier surnommée « la panthère des ondes » lorsqu'elle participait aux jeux de son époux.

Y.-M. L.

Feuilleton à l'américaine

Suite de la première page

« Nous nous sommes alors rendus compte que le produit qui faisait le plus cruellement défaut aux chaînes françaises et européennes était ces séries quotidiennes de vingt-six minutes dont « Santa Barbara », sur TF1 est un parfait exemple explique M. Pierre-Marie Guilloit, PDG d'EC Télévision, la filiale production de Lintas et de McCann Erickson (appartenant toutes deux au groupe publicitaire américain Interpublic).

Un véritable retour aux sources que cette initiative de Lintas. Un retour aux années 50, quand agences et annonceurs américains inventèrent ces demi-heures de rêve — ces « soap opera » — pour y glisser de la réclame destinée aux ménagères : savons, lessives, produits d'entretien. Les publicitaires d'outre-Atlantique pratiquaient alors le troc (« barter »), échangeant leurs programmes contre de l'espace pour leurs spots. Délaissé, le procédé a connu ces dernières années un regain de faveur avec l'affaiblissement des grands réseaux américains. La pratique est donc ancienne, mais se situe à des années-lumière de la « création à la française ».

« Un tour de passe-passe »

« Le barter ? Nous le pratiquons ! Mais pas en France, à l'étranger, précise le PDG d'EC Télévision. Nous avons conclu pour cela un accord-cadre avec Unilever qui s'appliquera, pays par pays. TF1, elle, a préféré rester maître de ses espaces publicitaires et a choisi de devenir coproducteur. » La chaîne a donc payé, cher. Une participation de cent dix millions de francs quand son budget annuel en fiction n'en dépasse pas six cent cinquante.

Reste que la chaîne n'a pas misé autant sans prendre de garanties. « Riviera » se veut le premier « soap opera » paneuropéen avec finition à l'américaine. Tout a été pensé pour cela. Du choix de la Côte d'Azur à la présence de comédiens espagnols, italiens ou anglais. Pour coller aux normes internationales, les producteurs ont fait appel à Addie Walsh (l'auteur de « The Guiding Light », un « soap » au succès ininterrompu depuis vingt-quatre ans aux Etats-Unis) pour l'adaptation et se sont entourés d'un bataillon de « consultants » américains. Pour remporter le marché, la Société française de production (SFP) a dû investir 20 millions de francs pour compléter les installations de son Studio 2000, pourtant le plus grand d'Europe. Le contrat, il est vrai, était à la mesure de l'enjeu : 70 millions de francs et 150 salariés employés à l'année.

Le forcing d'EC Télévision s'est révélé efficace, puisque la chaîne Rete 4 italienne, le Studio Hamburg en Allemagne, Granada en Grande-Bretagne et la Fédération des télévisions publiques en Espagne se sont déjà portés acquéreurs des deux cent soixante premiers épisodes. Mais la réussite a aussi son prix. L'anglais a été choisi comme langue de travail, les techniciens de la SFP ont dû abandonner le savoir-faire des Buites-Chaumont pour apprendre à tourner vingt-cinq minutes par jour. Que reste-t-il de français dans cette œuvre-là ?

Beaucoup, sans doute, puisque consulté, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) lui a décerné l'indispensable label « d'œuvre d'expression originale française » permettant à TF1 de la faire figurer dans ses quotas. Un tour de force — « un tour de passe-passe » selon certains — qui a parfois laissé un goût

Jacques Lesourne : la réflexion et l'action

Né le 26 décembre 1928 à La Rochelle, Jacques Lesourne, dont le père était officier, étudia au lycée Montaigne à Bordeaux. Major de la promotion 1948 de l'École Polytechnique, ingénieur du corps des mines, il dirige le service des études économiques des Charbonnages de France (1954-1957) puis, à partir de 1958, la SEMA, société de conseil dont la SOFRES sera une filiale. Il sera PDG de la SEMA de 1971 à 1976. Il a été président de la société SIA-internationale de 1970 à 1974 et de l'OMI technique OTH de 1969 à 1973.

Il a aussi poursuivi une carrière d'enseignant : de 1956 à 1959 à l'École nationale supérieure des Mines de Saint-Etienne et à l'Institut national de la statistique et des études économiques de 1959 à 1961. Depuis 1974, jusqu'à aujourd'hui, il est professeur d'économie et de statistique industrielles au Conservatoire national des arts et métiers. Il a dirigé le projet de recherche Interfuturs de l'OCDE entre 1976 et 1979, et a fait partie de la « commission du bilan » constituée en 1981 au début du premier septennat de M. Mitterrand. De 1981 à 1983, il a été président de l'Association française de science économique. Jacques Lesourne a donné son nom au rapport sur l'éducation et la société, les défis de l'an 2000 (le Monde, La découverte, 1988) demandé en 1987 par M. René Monory, alors ministre de l'éducation nationale.

Ce n'est que l'un des nombreux ouvrages ou articles consacrés par Jacques Lesourne à l'économie, la prospective, l'aide à la décision, parmi lesquels on peut citer « Technique économique et gestion industrielle » (Dunod, 1958), « Du bon usage de l'étude économique dans l'entreprise » (Dunod, 1966), « Matière grise année zéro » (avec R. Armand et R. Lattès, Denoël, 1970), « Les Systèmes de l'avenir » (Dalloz, 1976), « La Gestion des villes » (avec R. Lons, Dunod, 1979), « Les Mille sentiers de l'avenir » (Seghers, 1981), « L'Entreprise et ses futurs » (Masson, 1985), « L'Economie de l'ordre et du désordre » (Economica, 1990). Marié et père de trois enfants, Jacques Lesourne a publié en 1985 *Soirs et lendemains de jour. Journal d'un homme tranquille* (Laffont) qui couvre les trois années de l'arrivée de la gauche au pouvoir après 1981. Plus récemment, en collaboration avec Bernard Lecomte, il a publié *De l'Atlantique à l'Oural, l'après-communisme* (Laffont, 1990).

« Pour obtenir une dérogation, les producteurs ont dû respecter nombre de conditions : se défendre-on Tour Mirabeau. Que le financement de la coproduction soit majoritairement français, par exemple. Que le tournage en anglais soit accompagné de quatre versions post-synchronisées. Ou bien encore que les comédiens français, majoritaires, se post-synchronisent eux-mêmes. Nous avons aussi — pourquoi le cacher ? — tenu compte de l'importance du contrat prévu avec la SFP. Le CSA n'est pas sur une ligne laxiste ou dangereuse ».

Les créateurs, les comédiens qui manifestent jeudi 10 janvier sous les fenêtres de Jack Lang pour défendre la production, l'audiovisuel public et son financement ainsi que les tournages en langue française en sont-ils convaincus ? Les pouvoirs publics pouvaient-ils prendre le risque de voir TF renoncer à « Riviera » ? La production française a mal à son indigestion de modernisation.

PIERRE-ANGEL GAY

La succession d'André Fontaine

Un patron pour « le Monde »

Suite de la première page

L'entreprise dans son ensemble était lassée de voir s'éterniser un processus électoral engagé depuis dix-huit mois et s'inquiétait des inévitables tensions internes suscitées par sa prolongation. Encore ces tensions n'ont-elles jamais atteint, ne serait-ce que de loin, la gravité, parfois dramatique, de celles que le Monde avait connues en d'autres temps.

Grâce à la conscience professionnelle de chacun, le contenu du journal n'en a pas souffert et sa diffusion, dans un marché morose, continue de sensiblement progresser. Reste que la chute, commune à toute la presse nationale, des rentrées publicitaires, surtout en matière d'emploi, le retrait du *Parisien* de notre imprimerie d'Ivry, les difficultés techniques que celle-ci continue, en dépit d'une spectaculaire amélioration de ses performances, de connaître épisodiquement posent sur notre compte d'exploitation.

La réalité des chiffres, et notamment de celui de l'endettement, est heureusement fort éloignée de ce qu'avance avec tranquillité tel ou tel confrère, mais elle est nettement moins bonne que certains, dans la maison, ne paraissent le croire. Elle appelle des mesures de réduction des coûts dont la mise en œuvre s'est trouvée nécessairement ralentie aussi longtemps que subsistait un doute sur l'identité de celui qui allait être appelé à diriger l'entreprise.

Ce doute est maintenant levé. Avec Jacques Lesourne, le Monde aura à sa tête un homme de méthode, d'expérience et de conscience, totalement étranger à l'esprit de clan, ce qui, dans les circonstances présentes, n'est pas un mince atout, et tout à fait à même d'arbitrer en connaissance de cause entre les deux logiques complémentaires, mais en même temps facilement

contradictoires, du journalisme et de la gestion.

Il est vrai qu'à la différence de ses quatre prédécesseurs ce n'est pas un journaliste. A cette nuance près tout de même, si l'on en juge par les nombreux articles et livres qu'il a écrits, comme par les commentaires au jour le jour réunis dans son *Journal d'un homme tranquille*, qu'il pourrait bien être davantage journaliste de tempérament que certains titulaires de la carte professionnelle. Il a notamment cette incessante, cette universelle curiosité d'esprit, ce regard sur ce qu'il a appelé dans un autre ouvrage, les *Mille sentiers de l'avenir*, qui devraient être la première marque de notre métier.

Maintenir l'indépendance

De toute façon, il n'est peut-être pas inutile de le rappeler, notre fondateur, Hubert Beauvillier, venait de l'enseignement et, à bien des égards, il était resté plus « prof » que journaliste. Il se trouve que Jacques Lesourne est d'abord précisément un professeur, un pédagogue capable de décrypter la complexité de bien des problèmes. La réputation dont il jouit en France et à l'étranger doit beaucoup à cet aspect de sa personnalité.

Toutes ces qualités expliquent qu'il ait été l'une des premières personnalités auxquelles je me sois adressé lorsqu'il s'est agi, en 1985, de constituer le premier conseil d'administration de la Société des lecteurs du Monde. L'emprisonnement de sa réponse, sa présence assidue aux réunions du conseil et à de nombreuses manifestations extérieures ont montré à quel point il était proche de nous. C'est ce qui m'a amené à envisager sa candidature à ma succession lorsqu'il est apparu, à

mon grand regret, que le succès d'une candidature interne était loin d'être assuré, et, une fois qu'il s'est déclaré, à ne pas lui ménager mon appui.

J'ai confiance dans le fait qu'il saura maintenir ce journal sur la route d'indépendance qu'a tracée pour lui Hubert Beauvillier. Je ne doute pas qu'il obtiendra de l'ensemble des cadres et du personnel du journal, comme de ses lecteurs, le même soutien que celui dont a bénéficié l'équipe que j'ai eu l'honneur et la lourde charge de diriger depuis six ans et au sein de laquelle, outre Antoine Griest et Nelly Pierret, je voudrais distinguer particulièrement Daniel Vernet : les dernières semaines ont encore confirmé sa force d'âme et son dévouement au journal. Il va de soi que sans ce soutien, dont je suis extrêmement reconnaissant à tous ceux qui, sous bien des formes, souvent émuantes, ont bien voulu me le manifester, ni le redressement ni la modernisation qui conditionnaient la survie du journal n'auraient été possibles.

ANDRÉ FONTAINE

[Pour être approuvé par la Société des lecteurs du Monde, la candidature de Jacques Lesourne devait obtenir au moins soixante pour cent des votes. Il y a eu deux tours. Au premier tour les résultats ont été les suivants : oui, 448 parts (50,3 %), non, 230 (28,1 %), blancs ou nuls 192 (21,6 %). Au second tour : oui, 594 parts (67,6 %), non, 224 (25,5 %), blancs ou nuls 60 (6,8 %).

Jacques Lesourne a annoncé qu'il créait un comité de direction composé, outre lui-même, de trois personnes : Bruno Frappat, actuellement directeur de la rédaction ; Manuel Luchet, actuellement directeur de la diversification, secrétaire général ; Jacques Guin, actuellement directeur des affaires sociales de Saint-Gobain, directeur de la gestion.]

INFORMATIENS,

venez rencontrer les constructeurs, les SSII, et les grands utilisateurs qui recrutent dans **Le Monde** au 15^e salon Pro/Search informatique

les 18-19 JANVIER 1991

CNIT - PARIS LA DEFENSE
vendredi 18 janvier : 10h - 19h30 - samedi 19 janvier : 10h - 17h

Entrée libre

PRO SEARCH
Le salon du recrutement

114 avenue Charles-de-Gaulle • 95592 Neuilly-sur-Seine • (1) 46 40 17 00

Le Monde ÉDITIONS

Les mutations de l'économie mondiale 1975-1991
par le Service économique du Monde et Alain Gélédan

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde DES LIVRES

PARIS/ILE-DE-FRANCE

100 millions de francs pour la plus importante restauration depuis Viollet-le-Duc

La grande détresse de Notre-Dame

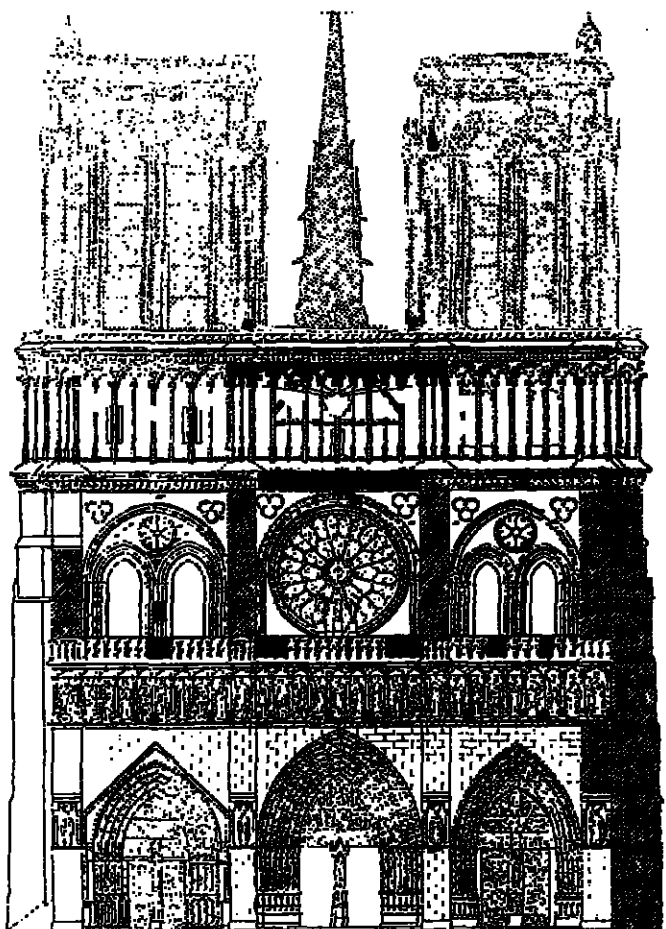
Rongée par la pollution et vieillissante, la cathédrale Notre-Dame de Paris va mal. Les chutes de pierres qui ont eu lieu récemment témoignent de la dégradation avancée de l'édifice gothique. Pour sauver « la paroisse de l'histoire de France », selon Nerval, le ministre de la culture a décidé d'investir, en dix ans, 100 millions de francs. Cette somme sera-t-elle suffisante pour stopper le mal ? « L'état général de conservation du monument est préoccupant », affirme-t-on rue de Valenciennes. La tâche est immense. Une première tranche de travaux (19 millions de francs) sera lancée au début de l'été et s'attaquera à la réfection de la tour sud-ouest, bien malade, de la cathédrale. Sera alors ouvert le plus grand chantier de restauration de Notre-Dame depuis Viollet-le-Duc.

L'état des lieux dressé par M. Bernard Fonquernie, architecte en chef des monuments historiques, est sinistre : pinacles sectionnés à mi-hauteur, crochets, fleurons et gables ont disparu de ces misérables moignons courbés, gargouilles brisées, arcs-boutants altérés, dalles détachées sur les terrasses, chéneaux en pierre non étanchés, balustrades mutilées et consolidées avec des planches et du fil du fer, grille entourant l'édifice, vétuste.

La sacristie, apostrophe au monument médiéval, bâtie par Lassus et Viollet-le-Duc est, toujours selon M. Fonquernie, dans un « état effrayant ». Et ce triste bilan ne prend pas en compte les ouvrages situés à grande hauteur, difficilement accessibles, telle, par exemple, la flèche élevée à la croisée du transept. Bref, Notre-Dame est en piteux état.

La pollution des cars de tourisme

La pluie, le vent, le soleil, le gel, la poussière, attaquent, sans cesse, la pierre poreuse. Le « pourrissement » de l'édifice est, par ailleurs, accentué par le rejointement en ciment effectué au dix-neuvième siècle qui, en isolant chaque pierre de son milieu, bloque la capillarité et favorise ainsi la concentration de sels destructeurs.



En noir : pierres défectueuses à remplacer en totalité.

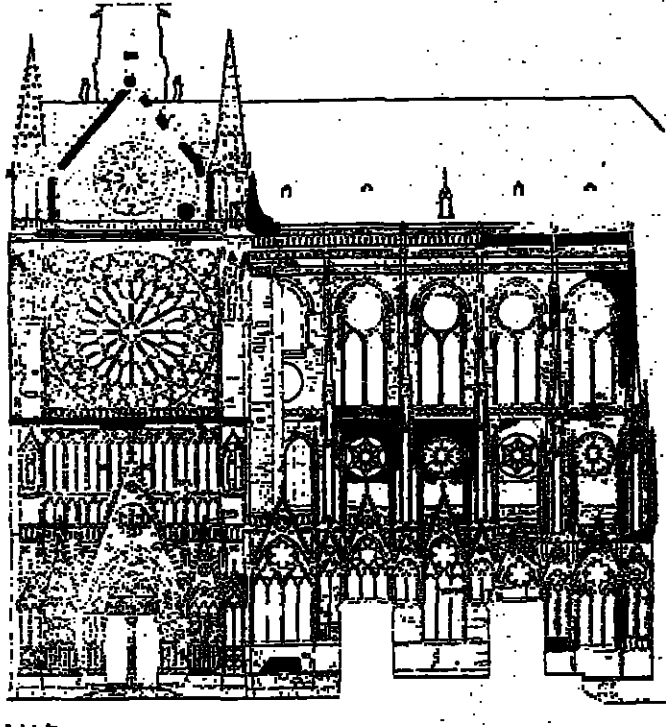
En gris oblique (mises à part les tours de la cathédrale) : pierres à remplacer dans la proportion de 50 % environ.

Hormis le poids des ans, naturel et inéluctable, la cause principale des mutilations de la cathédrale est la pollution atmosphérique. Dans l'île de la Cité, cette pollution est étroitement liée aux émissions de gaz d'échappement des autocars de tourisme, en nombre important aux abords immédiats de Notre-Dame, et dont les moteurs « tournent » sans arrêt pour répondre aux exigences de la climatisation.

Avant de lancer une grande opération de rénovation de l'édifice, les pouvoirs publics ont décidé d'interdire le stationnement de ces autocars

« au droit » de la cathédrale et de le reporter le long du quai de Corse, côté Seine. Un arrêté a été pris en ce sens le 14 novembre 1989 par la préfecture de police. « Les services locaux de police ont reçu depuis lors instruction d'exercer de fréquents contrôles dans ce secteur en vue de faire respecter les dispositions en vigueur », répondait, au Journal officiel, le ministre de la culture, à une question écrite d'un député qui l'interrogeait à propos de la dégradation de Notre-Dame.

Ce n'était apparemment pas le cas, le dimanche 30 décembre 1990, en



matinée, où une douzaine d'autocars stationnaient le long de la rue du Cloître-Notre-Dame, sous le regard indifférent des gardiens de la paix. Enfin, les défenseurs du vieux Paris se souviendront que les articles L 25 et R 37-1 du code de la route autorisent l'empiètement et la conduite en fourrière d'un véhicule dont le stationnement compromet « l'esthétique des sites et paysages classés ».

Il est vrai qu'aujourd'hui le touriste remet en question l'avenir de l'époque suivante des monuments d'œuvre du Moyen Âge. Chaque année, onze millions de personnes visitent Notre-Dame. Les sols sont usés, les murs saisis par le frottement des mains, l'hygiène tourmente les responsables du monument. Bref, les stigmates de l'usage commencent à apparaître à l'intérieur de la cathédrale.

Transformé, parfois, en hall de gare, l'édifice sacré a tout vu : depuis le fumeur qui, cigarette au bec, admire les vitraux jusqu'à ce vitreur spermeur circulant à bicyclette sous la croisée d'ogive. Pouvoirs publics et chargé devraient nécessairement étudier

dans un proche avenir, les moyens de canaliser cette immense foule de pèlerins modernes avides de connaître la beauté, « terrifiante », selon le mot de Jean de Jandaun cité par Renan.

Le gothique avant toute chose

Une armée de tailleurs de pierre envahira, dès l'été prochain, Notre-Dame. Chaque pierre dont les lambeaux glissent le long de la façade menaçante, qui ont toutes une histoire à raconter, sera remplacée. Depuis qu'en 1163 Maurice, évêque de Paris, né à Sully-sur-Loire, posa la première pierre de la cathédrale, Louis VII étant roi de France et Alexandre III pape, ce chef-d'œuvre d'élégance, « solide sans être pesant », a toujours nécessité des travaux d'entretien. Quand le goût du jour ne modifiait pas radicalement l'aménagement intérieur. Le dix-septième siècle jeta bas le jubé et demanda à Jules Hardouin-Mansart et à Robert de Cotte de des-

siner un nouveau chœur baroque en marbre.

Mais c'est la Révolution qui porta les coups les plus sévères à la cathédrale : démolition de la galerie des rois de Juda (confondus avec les souverains capétiens) qui ornait la façade; destruction systématique de toutes les grandes statues placées dans les embrassements des portails et des croisillons (une seule échappa aux vandales, rue du Cloître-Notre-Dame). La flèche surmontant la croisée du transept a été abîmée « comme contraire à l'égalité ». A l'intérieur, à la place du maître-autel, les sans-culottes dressèrent un trône fleuri sur lequel grimpaient allègrement une actrice, M^{lle} Aubry, Esmeralda des temps nouveaux, pour symboliser la Liberté.

A l'aube du dix-neuvième, la cathédrale, déjà menacée ruine. A un point tel que Bonaparte, pour son couronnement, se vit obligé de dresser des tentures entre les gros piliers de la nef pour cacher les mutilations des Jacobins. Enfin, Viollet-le-Duc vint. En 1843, avec l'architecte Lassus, il remporta le concours ouvert pour la remise en état de la cathédrale. Il reconstruit une flèche, retrouve les traces du chœur gothique et engage une habile équipe de pasticheurs pour sculpter de nouvelles statues destinées aux portails et dont les modèles sont empruntés aux cathédrales d'Amiens et de Reims.

Mais il fera plus que consolider l'édifice. Emporté par son élan, Viollet-le-Duc crée des voûtes et des murs. Il veut un monument « non seulement tel qu'il avait été, mais tel qu'il aurait dû être ». Le gothique avant toute chose. Plus tard, dans les années 60, André Malraux retrouvera l'esprit des bâtisseurs du Moyen Âge en décidant de « nettoyer » des cathédrales.

A l'heure où l'on se prépare à habiller d'échafaudages les parois et les arcs-boutants de Notre-Dame, il est peut-être utile de se souvenir que les maîtres d'œuvre médiévaux ne construisaient pas pour l'éternité. La sauvegarde des monuments est une idée moderne. Qui s'en plaindrait ?

JEAN PERRIN

Un projet de souterrain sous l'ambassade de Grande-Bretagne

Les Britanniques de Paris veulent leur tunnel

Le huitième arrondissement de Paris - triangle d'or de la diplomatie et des affaires - va-t-il rompre ses relations avec la Grande-Bretagne ? Son maire, M. François Label, est en tout cas fort mécontent, et il le dira lors du prochain conseil d'arrondissement. L'ambassade britannique, dont les deux cents employés occupent d'anciens hôtels particuliers entre la rue du Faubourg-Saint-Honoré et l'avenue Gabriel, veut modifier le jardin, d'environ 1 hectare, qu'elle possède sur cette voie.

La déplorable gestion de la circulation parisienne et les encombrements qui en résultent rue du Faubourg-Saint-Honoré obligent l'ambassadeur de Sa Grande Majesté à partir une demi-heure à l'avance lorsqu'il se rend au Quai d'Orsay, situé pourtant à 800 mètres seulement. De même qu'elle a creusé elle-même une partie du tunnel sous la Manche, l'Angleterre va ouvrir à ses voitures une issue de secours souterraine vers l'avenue Gabriel. Elle en profite pour aménager un parking de vingt-cinq places et un dépôt de meubles, paraît-il indispensable aux activités de sa chancellerie, jusqu'ici situés ailleurs dans Paris. Le tout sera surveillé et défendu par une garnison en béton de quelques mètres carrés.

Les conséquences pour les arbres

L'affaire serait mince si elle ne risquait d'entraîner l'abattage de quatre arbres qui furent plantés, à diverses époques, par des souverains britanniques au visite à Paris et de bien d'autres qui, depuis fort longtemps, forment la parure des Champs-Élysées. Les jardins de l'avenue Gabriel sont en effet frappés de servitude non aedificandi et les hôtels de Charost et de Chevalier-Levieux, autrefois propriétés

respectives de Pauline Borghèse et des frères Péreire, aujourd'hui de la Grande-Bretagne, sont classés. Bref, l'endroit est théoriquement intouchable. Bien entendu, le projet de la « perfide Albion » a dû passer devant la commission départementale des sites. Celle-ci l'a d'abord rejeté à l'unanimité pour, deux mois plus tard, en accepter, à l'unanimité encore moins les vœux de deux associations, une version édulcorée. Que s'est-il passé entre-temps ? M. Label se perd en conjectures. Soudainement d'apaiser les esprits, l'ambassade affirme que seuls trois vieux arbres tomberont sous la troupes, que quarante autres seront plantés et que l'ensemble du jardin sera réaménagé pour en faire un parc digne à la fois de Paris et de la Grande-Bretagne.

Il n'empêche que le maire du huitième arrondissement s'inquiète de la politique architecturale de ses chères ambassades. Naguère, celle d'Espagne, située avenue George-V, voulait elle aussi, couper ses arbres et réduire son jardin. Elle n'en a été dissuadée que par un ferme refus de la commission des sites. Quant à celle des États-Unis, elle ne s'est pas gênée pour ériger un singulier édifice sur le toit de l'hôtel qu'elle occupe, avenue Gabriel. L'ambassade de Corée a obtenu, de son côté, l'autorisation de surélever l'immeuble où elle abrite ses services.

Le privilège de recevoir les représentations étrangères s'était accompagné jusqu'ici, à Paris, de la restauration d'anciens hôtels particuliers et de la préservation de leur parc. Seule l'URSS avait fait exception en bétonnant brutalement les limites du bois de Boulogne. L'enlèvement automobile va-t-il avoir raison aussi des jardins étrangers de la capitale ?

MARC AMBROISE-RENDU

L'art dans le Val-de-Marne

La « Liberté » contestée à Fontenay

En 1985, le conseil général du Val-de-Marne a lancé, avec 16 Fonds départemental d'art contemporain, une opération visant à valoriser le département, aux points les plus passagers, de sculptures modernes qui sont autant de signaux (1). A Ivry, en bordure du périphérique, une œuvre de Claude Viseur (le *Moturbale*), lisse et brillante, cohabite avec un vieux moulin sauvegardé. A Maisons-Alfort, près de l'autoroute A4, une création de Gérard Mannoni (*Interpénétrés*) s'élève vers le ciel comme le tuyau d'un orgue. A Champigny, toujours en bordure de l'A4 et de la Marne, un bloc vert et translucide jaillit du sol. L'auteur, Pierre-Marcelle, avec 1793 à suivre...

rappele, involontairement peut-être, que la barrière rasait aussi quelques joyaux laissés par l'histoire, abandonnés par les hautes.

Quatorze sculptures ont ainsi été réalisées depuis six ans. La dernière en date domine de ses vingt mètres le rond-point du Général-de-Gaulle à Fontenay-sous-Bois, ce qui en fait l'une des plus grandes d'Europe. Usinée industriellement, elle est composée de plusieurs unités aux grandes formes géométriques. Sa structure rappelle une main tendue en signe de liberté et de paix. L'œuvre est justement le nom qui lui a été donné pour célébrer le cinquantième anniversaire de la Résistance.

Il aura fallu trois ans au sculpteur Francesco Marino di Teana pour venir à bout des cent tonnes d'acier du monument. Matériau bien connu des métallurgistes et des professionnels du bâtiment, le corbeau qui l'a utilisé pour les soudures fait passer son œuvre du cendré à l'ocre, au gré de l'humidité et de la chaleur de l'air ambiant.

Non figurative, avec une couleur rouille qui n'ira qu'en s'accroissant avec son vieillissement, il y a là un beau sujet de controverse. Rivaux et passants sont un bon nombre à rester insensibles à l'« inspiration romane » de l'œuvre, à « ses puretés, son élan mystique, son dépouillement qui ne laisse que l'âme de la sculpture ».

« Comme l'écrit Marino di Teana, il n'y voit qu'un « virus », une « aberration », un « tas de ferraille moche et tout rouillé », et couteux, puisqu'il est évalué à 2,3 millions de francs, dont 1,3 million à la charge de la commune. Les plus mécontents parlent même de crime contre un certain sens de l'esthétisme, commis... au nom de la « Liberté ».

FRANCIS GOUGE

(1) Ces sculptures sont toujours installées à la demande de la ville. Le département attribue alors une subvention, mais les communes contribuent financièrement à leur réalisation. Le choix de l'artiste résulte d'une décision conjointe du département et de la ville concernée.

A la cour du Commerce-Saint-André

Une nouvelle vitrine pour le design français

Un changement d'adresse symbolique, à la mesure du développement croissant de l'organisme chargé de promouvoir le design français : le VIA (Valorisation de l'innovation dans l'ameublement) déménage et passe de la place droite à la rue gauche, de la place Sainte-Opportune à la cour du Commerce-Saint-André. Il avait eu déjà, au printemps dernier, les honneurs d'une exposition rétrospective, au Musée des arts décoratifs.

Le VIA est une association créée en 1980, dans le scepticisme le plus général, par M. André Girard, ministre de l'industrie, et par les industriels du meuble. « A l'époque », expliquent Jean-Claude Manginard et Aline Fouquet, président et

secrétaire général de la maison, le design français était inexistant. Aujourd'hui, d'après les chiffres de l'IFPEA (Institut de promotion et d'étude de l'ameublement), le mobilier d'avant-garde représente 1 milliard de francs de chiffre d'affaires, ce qui, en termes d'image, est loin d'être négligeable. Et les créateurs français, de Pascal Mourgue à Garouste Bonetti, en passant par Jean-Michel Wilmette, concurrencent désormais largement les Italiens.

Les anciens locaux de la place Sainte-Opportune avaient été aménagés par Philippe Stark, le grand designer des années 80, connu entre autres pour les aménagements des appartements privés de l'Élysée. Les vitrines opaques qu'il

avait conçues et qui ne laissaient voir les meubles exposés que comme dans un aquarium avaient indigné Jean-Louis Costes. C'est là que le propriétaire du célèbre Café des Halles avait repéré le siège qu'il installa dans son établissement et qui fit ensuite la fortune du designer.

Cour du Commerce-Saint-André, l'histoire signe les lieux : on trouve dans cet hôtel particulier de trois étages une tour du rempart de Philippe Auguste de 130 m de diamètre ! Mais, surtout, c'est l'endroit où Marat avait installé l'imprimerie de son journal *l'Ami du peuple*. La « rencontre fortuite » entre les meubles contemporains, exposés dans une salle disposant d'une longueur de 56 mètres de vitrines, et

ce passé mémorable promet d'être révolutionnaire ! Le VIA triple ici sa surface de vente et d'exposition, et s'octroie, sous les toits soutenus par des poutres séculaires, un espace de travail meublé par du mobilier de créateurs.

Dans des bureaux aussi prestigieux, le VIA s'institutionnalise. Sans prétendre, toutefois, s'ériger en mémoire du design français. Il existe, à Londres, un Design Museum : il serait grand temps que l'on en crée un à Paris.

VÉRONIQUE BLAMONT

► VIA, 4-6-8, cour du Commerce-Saint-André, 75008 Paris. Tél. 43-29-35-36. Ouvert tous les jours, sauf le dimanche, de 10 h 30 à 18 h 05.

CARRIÈRE

PILOTE de notre COMMERCIAL

Raymond Poulain

DIRECTEUR

Jeudi 10.50

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Jeudi 10 janvier 1991 33



CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • Le Monde • Süddeutsche Zeitung • CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

POUR UNE "PREMIERE" en ESPAGNE

Fabricant français, autonome et innovant (Effectif 100 personnes, C.A. 150 MF), nous proposons des aliments secs pour chiens et chats aux distributeurs spécialisés et aux professionnels. Très présents à l'export (33% du C.A. sur la CEE), nous souhaitons aujourd'hui établir un relais sur l'Espagne en recrutant le

PILOTE de notre FILIALE COMMERCIALE

qui, après quelques mois d'intégration et de formation à Rennes, devra soutenir l'action des distributeurs locaux en leur apportant des moyens en gestion et organisation, exploiter les importantes ressources du marché espagnol pour y accélérer notre développement.

De formation supérieure commerciale avec une première expérience significative, très relationnel et "terrain", vous vous sentez de taille à accepter cette mission de confiance. Vous parlez couramment l'Espagnol. Une deuxième langue CEE serait très appréciée. Votre dossier (lettre, C.V., photo, prétentions) sous la référence A/CEX/LM sera examiné en toute confidentialité par notre conseil à : RPC - 6, rue Montell - 44000 NANTES.

Raymond Poulain Consultants

The Executive Committee of the European Association of Non-Governmental Agencies for Food and Emergency Aid, EUNAID

announces the vacancy for the post of

SECRETARY GENERAL

- Job characteristics**
- A position of responsibility and high-level contacts.
 - Business volume indication : 220,000 MT shipped cargo per annum.
 - Number of staff : 10.
- Requirements**
- Wide international experience and related knowledge of languages.
 - Experience of NGO world and/or EEC circles.
 - Proven managerial skills and ability to negotiate.

A detailed job description and further information, including remuneration, are available on request (telephone number (71) - 159235 or 159260 in The Netherlands).

Your application should be received not later than January 15, 1991 :

Executive Committee of EUNAID : c/o Mr J. Le Noble P.O. Box 79 2340 AB OEGSTGEEST The Netherlands

Le Monde International



DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION (D.1)

Le Bureau International du Travail recherche pour engagement immédiat un Directeur de la communication. Il aura pour tâche d'élaborer et de diriger la politique de relations publiques de cette organisation tripartite avec les associations de travailleurs et d'employeurs ainsi qu'avec l'opinion publique internationale.

- En relation directe avec le Directeur général, il devra notamment :
- assurer l'information sur les activités du BIT et de l'OIT ;
 - sensibiliser les départements techniques du BIT aux exigences d'une politique de communication, aider les responsables à définir des objectifs dans ce domaine et à les réaliser ;
 - diriger les travaux du Bureau d'information et de presse ainsi que des bureaux régionaux d'information ;
 - conseiller le Directeur général sur toutes les questions relatives aux mass media et aux relations publiques ;
 - exprimer les points de vue du BIT sous la forme de discours et d'articles signés par le Directeur général.

Le candidat sera bilingue (français/anglais). Il aura de préférence une formation dans les sciences sociales, une longue expérience des relations publiques ainsi qu'une bonne connaissance des tendances et des problèmes sociaux au plan international.

Les conditions d'emploi sont intéressantes : traitement et indemnités selon le barème des Nations Unies, 30 jours ouvrables de congé annuel, congé dans les foyers, caisse de pensions, assurance maladie et accidents.

A qualifications égales, la préférence sera donnée aux candidatures féminines. Les candidatures avec C.V. complet et les demandes de renseignements supplémentaires sont à adresser au Directeur du personnel, BIT, CH 1211 GENEVE 22, au plus tard le 21 janvier 1991, en indiquant la référence DIR/COMM.

Il ne sera pris contact avec les postulants que si leur candidature est effectivement retenue.



- Vous êtes créatif et dynamique
- Vous êtes de niveau ingénieur (grandes écoles)
- Vous avez de la facilité dans vos contacts humains
- Vous parlez anglais et français
- Un atout supplémentaire, vous avez des connaissances dans le domaine des membranes

Alors vous êtes notre futur

CHEF DE PROJETS CAFÉ

Nous vous confierons :
- Le développement de procédés technologiques en vue de l'amélioration du café soluble. Plus particulièrement les travaux appliquant les techniques de séparation sur membranes.

Si un tel poste est susceptible de vous intéresser, contactez sans tarder M. J. T. Langer 1941 24-42-71-11 ou écrivez-lui à : NESTEC SA, LINOR, Centre de développement technologique, CH-1350 Orbe

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Le Monde des Cadres



Pour soutenir la qualité des performances d'une de nos filiales (2 Milliards de Francs, 4 000 pers.) spécialisée dans les travaux électriques nous recherchons un

DIRECTEUR DE DIVISION

VOTRE MISSION : □ Soutenir le développement de la division (400 Millions de Francs) □ animer une équipe très professionnelle (1000 pers.) □ définir et négocier la stratégie □ être responsable de votre entité devant la direction générale □ gérer les moyens en hommes, équipements et budgets □ être membre du comité de direction.

VOUS AVEZ : □ 35/45 ans □ une formation supérieure de type X, Ponts, Supélec, ESTP... anglais souhaitable □ une mentalité d'entrepreneur □ une forte capacité à prendre des décisions et à les faire appliquer □ une bonne connaissance du milieu industriel □ un tempérament commercial □ de réelles aptitudes à gérer un centre de profit.

NOUS VOUS OFFRONS : □ un pouvoir élevé de décision □ une entreprise de forte notoriété sur un marché très porteur □ une structure opérationnelle dans un groupe important □ des possibilités d'évolution □ des conditions de travail et une rémunération très motivantes.

Une première série d'entretiens individuels auront lieu le 23.01.91.

Adressez ou télécopiez C.V., lettre et photo à EUROMAN - 41, avenue Victor Hugo 92100 BOULOGNE. Fax : 46.05.00.90 en indiquant la référence 5889 sur la lettre et sur l'enveloppe.

EUROMAN

PARIS - LYON - TOULOUSE - NANTES
USA - BELGIUM - GERMANY - UNITED KINGDOM - SPAIN

ORGANISATION INTERNATIONALE LYON

recrute pour son Secrétariat Général

RESPONSABLE de HAUT NIVEAU

Sous l'autorité du Chef de la Division Administrative, il sera chargé de la direction, du contrôle et de la surveillance des services financiers et comptables de l'organisation.

- Il devra :**
- Préparer les budgets, contrôler leur exécution, analyser les écarts.
 - Préparer et présenter les comptes généraux de l'organisation.
 - Appliquer la politique financière décidée par les instances de l'Organisation dans le cadre du Règlement financier et gérer la trésorerie.
 - Contrôler l'application des procédures budgétaires, comptables et financières.
 - Analyser les coûts et proposer des améliorations de la gestion ; mettre en place et tenir les instruments de gestion.
 - Evaluer les coûts liés à des activités futures.
 - Etablir les rapports statistiques, bilans et annexes.
- Il est demandé :**
- Diplôme grande école de gestion ou Maîtrise de gestion ou équivalent.
 - Expérience d'au moins 5 ans dans un poste à responsabilités au sein d'une Organisation internationale, d'une Administration gouvernementale ou d'une Entreprise multinationale.
 - Avoir une bonne connaissance de l'informatique.
 - Maîtrise parfaite de l'anglais et du français.

Le dossier de candidature comprenant lettre manuscrite de motivations, CV détaillé, niveau actuel de rémunération et photo devra parvenir avant le 25 janvier 1991, sous pli personnel et confidentiel, à Monsieur Jean C. PENICAUD - BP 6041 LYON CEDEX 06.

Journal

REPRODUCTION INTERDITE

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			17^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES 2 ^e étage, 69 m ² Parking		
7^e ARRONDISSEMENT			6 PIÈCES 198 m ² , 5 ^e étage			SÈVRES 31, Grande-Rue SOLVEG Frais de commission		
2 PIÈCES 60 m ² Rez-de-chaussée			10 bis, av. de la Grande-Armée AGF 42-44-00-44 Frais de commission			+ 5 600 + 730 4 800		
195, rue de l'Université SAGGEL 47-42-44-44 Frais de commission						4 PIÈCES 3 ^e étage, 93 m ² 2 parkings		
+ 7 200 + 429 5 123						SURESNES 27, rue Georges-Pompidou SAGGEL 47-42-44-44 Frais de commission		
						+ 6 700 + 1 375 4 788		
11^e ARRONDISSEMENT			78 - YVELINES			5 PIÈCES 1 ^e étage, 100 m ² Parking		
STUDIO MEUBLÉ 20 m ² sur jardin			2 PIÈCES 2 ^e étage, 52 m ² Parking			SURESNES 9, av. Georges-Pompidou AGF 42-44-00-44 Frais de commission		
HOME PLAZZA NATION HOME PLAZZA 40-09-40-00			LE CHESNAY 11, rue des Deux-Frères AGIFRANCE 47-42-17-61 Frais de commission			+ 7 300 + 1 490 5 195		
+ 5 800 + 825						5 PIÈCES 1 ^e étage, 127 m ² Parking		
2 PCES MEUBLÉES 50 m ² sur jardin			4 PIÈCES 5 ^e étage, 116 m ² Parking			VANVES 114, avenue Victor-Hugo SAGGEL 47-42-44-44 Frais de commission		
HOME PLAZZA BASTILLE HOME PLAZZA 40-21-22-23			LE CHESNAY 25, rue de la Celle AGIFRANCE 47-42-17-61 Frais de commission			+ 8 128 + 1 689 5 784		
+ 8 500 + 1 275						3 PIÈCES 4 ^e ét., ascenseur 97 m ² , balcon		
12^e ARRONDISSEMENT			STUDIO 1 ^e étage, 39 m ² Parking			VILLE-D'AVRAY Résidence « Les Etangs » Domaine de la Ronce LOCARE 40-61-66-10		
4 PIÈCES 88 m ² , 5 ^e étage			POISSY 1, av. des Urutines AGIFRANCE 47-42-17-61 Frais de commission			+ 6 856 + 1 214		
32, rue de Picpus SOLVEG 40-67-06-99 Frais de commission								
+ 7 597 + 1 414 6 098			3 PIÈCES 3 ^e étage, 63 m ² Parking			93 - SEINE-SAINT-DENIS		
13^e ARRONDISSEMENT			PAVILLON 4 PCES 97 m ² , duplex Garage			3 PIÈCES 4 ^e étage, 65 m ² Parking		
2 PIÈCES 50 m ² , 9 ^e étage Balcon			VERNEUIL 10, allée Frédéric-Chopin AGIFRANCE 47-42-17-61 Frais de commission			ÉPINAY 2, avenue Gallieni SAGGEL 47-78-15-85 Frais de commission		
67, bd Auguste-Bienqui CIGIMO 48-00-06-99 Honoraires de location			+ 4 526 + 334 3 542			+ 3 624 + 806 2 579		
+ 3 630 + 985 2 920			3 PIÈCES R-de-ch., 89 m ²			4 PIÈCES 7 ^e étage, 88 m ² Parking		
15^e ARRONDISSEMENT			VERSAILLES 8, boulevard du Roi LOCARE 40-61-66-10			+ 4 800 + 811 3 416		
2 PIÈCES R-de-ch., 44 m ² Parking, terrasse			91 - ESSONNE			94 - VAL-DE-MARNE		
15, rue Fessau LOC INTER 47-45-19-97			MAISON INDIVIDUELLE 115 m ² Garage			3 PIÈCES 4 ^e étage, 68 m ² Parking		
+ 4 242 + 420			EVRY 9, rue de la Tour SOLVEG 40-67-06-99 Frais de commission			CHARENTON 160, rue de Paris LOC INTER 47-45-15-84		
2 PIÈCES 2 ^e étage, 50 m ² Parking			+ 5 485 + 187 4 514			+ 5 140 + 857		
126, rue Lacourbe LOC INTER 47-45-15-84			92 - HAUTS-DE-SEINE			3 PIÈCES 2 ^e étage, 69 m ² Parking		
+ 4 770 + 585			3 PIÈCES 3 ^e ét., 102 m ² Parking			NOGENT-SUR-MARNE 68, rue François-Rolland SOLVEG 40-67-06-99 Frais de commission		
5 PIÈCES 1 ^e ét., 107 m ² Parking, terrasse			BOULOGNE 33-35, rue Anne-Jacquin AGF 42-44-00-44 Frais de commission			+ 6 484 + 852 5 264		
15, rue Fessau LOC INTER 47-45-19-97						4 PIÈCES 3 ^e étage, 90 m ² Parking		
+ 9 635 + 920			3 PIÈCES 3 ^e ét., 83 m ² Balcon, parking			NOGENT-SUR-MARNE 4 bis, rue Hoche SAGGEL 47-42-44-44 Frais de commission		
2 PIÈCES 1 ^e étage, 46 m ² Parking			+ 10 810 + 2 100 7 692			+ 5 500 + 853 3 913		
21, rue Balard SAGGEL 47-42-44-44 Frais de commission			3 PIÈCES 1 ^e étage, 90 m ²			SAINT-MANDÉ 31-33, avenue Joffre LOC INTER 47-45-16-09		
+ 4 350 + 502 3 098			BOULOGNE 197, rue du Maréchal-Gallieni LOC INTER 47-45-16-09			+ 6 150 + 877		
16^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES 1 ^e étage, 84 m ² Balcon, parking			ORMESSON 10, square J.-B. Lullé CIGIMO 48-00-06-99 Honoraires de location		
2 PIÈCES 4 ^e ét., 75 m ² Pos. park, balcon			+ 8 586 + 650 8 000			+ 6 000 + 200 4 580		
27, avenue Kléber CIGIMO 48-00-06-99 Honoraires de location			3 PIÈCES 1 ^e étage, 78 m ² Parking			SAINT-MANDÉ 1, rue de la Pompe SAGGEL 47-42-44-44 Frais de commission		
+ 9 750 + 900 7 290			+ 6 000 + 400 4 590			+ 5 425 + 559 3 880		
3 PIÈCES Rez-de-chaussée 99 m ²			4 PIÈCES 1 ^e étage, 84 m ² Balcon, parking			SAINT-MANDÉ 31/33, avenue Joffre LOC INTER 47-45-16-09		
135, avenue de Versailles SAGGEL 47-42-44-44 Frais de commission			+ 4 280 + 1 099 3 650			+ 6 315 + 655 4 483		
+ 7 040 + 999 5 009			STUDIO R-de-ch., 40 m ² Parking			+ 8 150 + 877		
4 PIÈCES 97 m ² , 5 ^e étage			SAINT-CLOUD 1, square Clotilde SAGGEL 46-08-95-89 Frais de commission					
84, rue Lauriston SAGGEL 47-42-44-44 Frais de commission			+ 280 2 598					
+ 9 700 + 1 104 8 903								
4 PIÈCES 81 m ² , 4 ^e étage								
80, rue Michel-Ange AGF 42-44-00-44 Frais de commission								
+ 9 500 + 670 6 780								
7 PIÈCES 249 m ² , 1 ^e étage								
94, boul. Flandrin AGF 42-44-00-44 Frais de commission								
+ 32 300 + 1 700 22 985								

Le Monde

CHAQUE MERCREDI
numéro daté jeudi

RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
LES BELLES PROPRIÉTÉS
L'AGENDA IMMOBILIER
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 808 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Île-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements 45-55-91-82 poste 42.96

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE



Commercialisation SNC PHÉNIX GESTION



RESIDENCES HOTELIÈRES
HOME PLAZZA



AGIFRANCE
GROUPE
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS



CIGIMO
GROUPE GTF



SAGGEL vendôme
GROUPE UAP

SOLVEG
LOCATION VENTE ET GESTION D'IMMOBILIERES

MARCHÉS FINANCIERS

Les propositions de monnaie commune européenne

Un nouveau plan britannique pour l'écu lourd

Le Trésor britannique a publié mardi 8 janvier des propositions détaillées pour la création d'une monnaie commune européenne qui serait émise par un Fonds monétaire européen. Le chancelier de l'échiquier, M. Norman Lamont, a soumis ce même jour un projet d'amendement du Traité de Rome qui permettrait de donner effet à ce projet.

On pourrait l'appeler le « Bee-thoven » pour éviter la dénomination peu engageante d'« écu lourd », selon notre confrère *Financial Times*. Mais le nom de la monnaie commune européenne qui pourrait voir le jour si les Douze suivent les propositions britanniques publiées avant la première réunion de la conférence intergouvernementale sur l'EUM, le 15 janvier, n'est qu'anecdotique.

L'essentiel est que le Premier ministre britannique ait repris, en l'amendant, son initiative du mois de juin dernier pour en faire une alternative crédible à la vision de la monnaie unique européenne défendue par le président de la Commission de Bruxelles M. Jacques Delors.

Le principal élément du plan britannique est la création d'une monnaie commune qui circulerait en Europe parallèlement aux devises nationales. Elle serait émise par une nouvelle institution, le Fonds monétaire européen et ne pourrait en aucun cas être dévaluée face aux monnaies nationales de la Communauté.

Rejetant toute réévaluation du mark

M. Pöhl constate que l'union monétaire est déjà très avancée

Le président du comité des gouverneurs des banques centrales de la CEE, M. Karl Otto Pöhl, a estimé, mardi 8 janvier à Bâle, que la réévaluation du mark au sein du système monétaire européen n'était pas « une alternative réaliste », tout en se prononçant pour une réduction du déficit fiscal allemand.

« Nous devons reconnaître que nous sommes parvenus beaucoup plus loin dans l'union monétaire que ce dont la plupart des gens se rendent compte. Personne ne veut dévaluer », a-t-il déclaré à l'issue de la réunion mensuelle des douze gouverneurs de banques centrales de la Communauté européenne, qui s'est déroulée au siège de la Banque des règlements internationaux (BRI).

Après quatre années de forte croissance

Le MATIF entre dans une « phase de maturité »

Après quatre premières années de forte croissance, le MATIF devrait entrer en 1991 dans une « phase de maturité » caractérisée par la concurrence, l'internationalisation et l'automatisation, a indiqué mardi 8 janvier le président de MATIF SA, M. Gérard Pfauwadel.

L'un des défis principaux, selon lui, sera d'assurer le succès du nouveau contrat à long terme en écus, « produit stratégique » pour le marché, ce produit, qui a réalisé une moyenne de 1 149 contrats par jour entre octobre et décembre 1990, sera concurrencé à partir de mars par le marché à terme de Londres.

M. Pfauwadel a indiqué que, pour se préparer, Matif SA mettra en place le 21 janvier les quatre tenues de marché choisies en décembre après un appel d'offres (la BNP, le Crédit lyonnais, la Société générale et l'Institut San Paolo di Torino). Le MATIF devra en 1991 continuer à s'internationaliser, tant pour les produits que pour les adhérents, et poursuivre son automatisatation, notamment avec le lancement attendu cette année du réseau Globex.

Le président de MATIF SA a par ailleurs qualifié d'« honorables » les résultats de l'année 1990, qui a enregistré une progression de l'activité de 9,6 % avec 28,6 millions de contrats traités.

Alors que le notional reste le produit phare du MATIF avec près de

NEW-YORK, 8 janvier

Déception

De mauvaises nouvelles pour l'économie et les résultats des compagnies aériennes et des constructeurs aéronautiques ont fait échouer une tentative de reprise, mardi, à Wall Street, où l'indice Dow Jones des valeurs vendées a chuté à 2 509,40 en baisse de 13,37 points (0,53 %), sur un marché calme. Cinq cent quatre-vingt-deux actions ont été échangées. Le nombre de valeurs en baisse a dépassé celui des hausses : 922 contre 558 tandis que 515 titres sont demeurés inchangés.

Selon les analystes, une réaction technique au début de la semaine a été déjouée par le début de l'année a entraîné des réajustements sporadiques de l'indice, mais le marché a eu du mal à absorber une série de mauvaises nouvelles. En premier lieu, le constructeur aéronautique Boeing a annoncé la fermeture d'une filiale en faillite. Le Pentagone a par ailleurs annulé le programme de construction de la firme de défense Lockheed Martin.

VALEURS	Cours de 7 janvier	Cours de 8 janvier
Alcoa	58	56 1/8
AT&T	29 3/4	29 3/8
Banque	44 3/4	43 7/8
Chemical Bank	10 3/4	10 1/2
Deere	35 1/4	34 5/8
Eastman Kodak	32 1/2	32 1/4
Ford	25 1/2	25 3/4
General Electric	33 3/4	33 1/4
General Motors	31 3/4	31 3/8
Goodyear	17 3/8	17 1/8
Hewlett-Packard	110 1/4	109 1/8
ITT	45 3/4	45 1/8
Medco	76 1/4	75 1/8
Rockwell	57 1/2	57 1/4
Schleicher	82 1/2	82 1/4
Texas	100 3/4	100 1/4
Union Carbide	18 3/8	18 1/2
Westinghouse	25 3/8	25 1/4
Xerox Corp.	30 1/2	30 1/8

LONDRES, 8 janvier

Attentisme

Les valeurs ont débuté en nette baisse mardi dans une ambiance nerveuse et parées par l'attente de l'évolution de la situation au Moyen-Orient. A la clôture, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a perdu 13,4 points (soit 0,36 %) à 2 099,9 points sur un marché où le volume des échanges est resté mince à 97,2 millions contre 302,3 millions. Les fonds d'Etat ont affiché une hausse de près d'un demi-point, encouragés par la fermeté de la livre.

Les mines d'or ont quant à elles gagné un quart de point. Beaucoup de secteurs ont fini dans le rouge, notamment les banques, qui font actuellement face à de nombreuses difficultés structurelles. Les papeteries Bowater, le constructeur aéronautique British Steel et le groupe industriel Glynwed Holdings ont fini après des prévisions négatives des courtiers County NorthWest, Smith New Court et Barclay de Zoete Wedd respectivement.

Le titre du groupe électronique Dornier a perdu du terrain après l'annonce de la fermeture d'une filiale d'armement en réaction aux réductions des commandes du gouvernement britannique de ce secteur.

PARIS, 9 janvier

Nette reprise

Suspendue aux résultats de la rencontre des chefs de diplomatie américaine et irakienne à Genève, la Bourse de Paris a décollé, mercredi 9 janvier, de faire barrage à la morosité.

En hausse de 0,50 % environ à l'ouverture, l'indice CAC-40 s'est effacé, à 13 h 30, un gain de 1,50 %. L'annonce en début d'après-midi de la poursuite des conversations entre M. James Baker et M. Tariq Aziz, a immédiatement relancé l'espoir d'une issue pacifique de la crise du Golfe. Même si beaucoup d'opérateurs n'ont pas vraiment y croient.

La hausse s'est faite dans un marché plus étoffé que la veille, emmené, notamment, par de grandes valeurs comme Thomson-CSF ou LVMH. Les titres pétroliers étaient également recherchés.

La petite détente du loyer de l'immobilier sur le jour, intervenue dans la matinée, après un repli des taux d'intérêt des Fed Funds aux Etats-Unis, a été par ailleurs favorable au MATIF.

La reprise, à Paris, coïncidait avec les remontées des marchés, constatées quelques heures plus tôt dans le Sud-Est Pacifique.

Moulines était très ferme, après l'acquisition par ce groupe français de l'allemand Krupp. Dans la foulée, SEB, qui avait acquis le dernier Rowenta, a également été recherché.

Les opérateurs restaient néanmoins très circonspects avant l'ouverture de Wall Street, qui souffre des mauvaises nouvelles économiques américaines (défaillance de la PanAm, un des symboles de la réussite économique américaine).

TOKYO, 9 janvier

Légère hausse

L'indice Nikkei de la Bourse de Tokyo a légèrement progressé mercredi pour clôturer en hausse de 71,43 yens (+ 0,3 %) à 22 989,27 yens. Toutefois, le volume des transactions est demeuré modeste à quelques heures de la rencontre entre M. James Baker et Tariq Aziz à Genève. Certains investisseurs ont manifesté de l'intérêt pour des valeurs vedettes de haute technologie et plusieurs valeurs à forte capitalisation. Mais les incertitudes sur le Golfe ont limité le volume des transactions. La plus grande partie des gains du Nikkei peut être attribuée à des achats liés aux contrats signés après la forte chute des deux séances précédentes (- 1,14 % lundi et - 3,5 % mardi).

VALEURS	Cours de 8 janvier	Cours de 9 janvier
Alcatel	620	625
Asahi	1240	1250
Daewoo	2320	2320
Fujitsu	2320	2320
Hewlett-Packard	1240	1250
Hitachi	1240	1250
IBM	1240	1250
NEC	1240	1250
Sony	1240	1250
Toshiba	1240	1250
Yamaha	1240	1250

FAITS ET RESULTATS

quelques minutes (le Monde du 29 décembre).

■ Hausse de 7,6 % du chiffre d'affaires de Migros (Suisse). Le chiffre d'affaires réalisé par Migros, le plus important distributeur suisse, s'est élevé à 11,44 milliards de francs suisses (45,8 milliards de francs) en 1990, en augmentation de 7,6 % par rapport à l'exercice précédent. Migros regroupe douze sociétés coopératives régionales.

■ Axa prend la totalité du capital d'Assurix. Le groupe d'assurance Axa a annoncé lundi 7 janvier le rachat à l'assureur luxembourgeois de la société luxembourgeoise Assurix. Axa contrôle à présent 100 % de la troisième société d'assurance luxembourgeoise. Assurix a enregistré en 1989 un chiffre d'affaires de 94 millions de francs. Son encours global se montait en 1990 à 1 milliard de francs luxembourgeois (163 millions de francs français).

■ Distribution pharmaceutique : l'Office commercial pharmaceutique (OCP), premier distributeur français de médicaments, se rapproche de son homologue belge, la Pharmacie centrale de Belgique (PCB), en entrant dans son capital. L'OCP a conclu un accord avec la PCB via une filiale commune. Le coût de l'opération pour la société française n'a pas été communiqué.

Les dix établissements de la PCB réalisent des ventes de plus d'un milliard de francs français, correspondant à 14 % du marché belge.

Le Monde-RM

ENTREPRISES à 22h15 sur RTL

Mardi 9 janvier
M. Michel Turpin
directeur de l'INERIS
(Institut national de l'environnement
industriel et des risques).

Jeudi 9 janvier
Laurent Grosman,
directeur général de Celio.

PARIS :

Second marché (selection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	620	620	Gencl	830	835
Amstel	270	270	LCC	215	215
Asahi	1240	1240	SA	282 30	285
BAC	158	162	SA	130	127
BICM	820	820	SA	873	880
Bolton (Ly)	380	378	SA	120	120
Bolton (Ly)	175 50	175	SA	284	285
CAL de P. (C.C.I.)	780	780	SA	57	54 40
Cybercom	318	306	SA	110	114
Cowi	440	442	SA	105	100 10
CELEP	175	180	SA	590	598
CFPI	265	270	SA	75	75
CLIM	800	800	SA	225 80	247 80 d
Comar	244	244	SA	506	506
Comar	268	265	SA	304	304
Concom	810	800	SA	180 80	180 80
Creda	202 20	207 30	SA	105	85 80 o
Dagblin	370	375	SA	424	407 10
Dagblin	620	608	SA	164 50	160
Dagblin Worms Co.	464	462	SA	182 80	182 10
Dagblin et Gid	224	218	SA	225	219
Dagblin	785	785	SA	165 10	165 10
Devil	390	380	SA	73	78 20 d
Delfos	169 90	170	SA	794	740
Editions Belford	200	208			
Europ. Production	306	307			
Financ	145	145			
Frankfurt	180	180			
FT (group. Lou.)	285	281			
Grand Line	369 80	375			
Grograph	177	187			
Groupe Odyss	444	458			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

Marché des options négociables le 8 janv. 1991

Nombre de contrats : 25 490.

VALEURS	PRIX	Options d'achat	Options de vente
Alcatel-Alsthom	528	38	22
Bouygues	406	13	11
EDF-Agache	280	22	19,50
ExxonMobil SA-PIC	36	3,20	5
Euro Disneyland SC	100	2,50	9
Havas	440	27,30	32
Lafarge-Coppée	348	9,50	42
Michelin	68	9	3,50
Midi	920	74	34
Paribas	440	15,50	34
Peugeot-Ricard	1 100	176	176
Peugeot SA	520	22	37
Rhône-Poulenc CI	220	40	10
Saint-Gobain	340	40	10
Suez Paribas	1 200	119,50	119,50
Société générale	360	30	15
Suez Financière	268	18,50	9,50
Thomson-CSF	110	15	4,30

MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 8 janv. 1991

Nombre de contrats : 68 462.

COURS	Options d'achat	Options de vente
Dax	180,82	180,34
Préfixé	100,18	100,30

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
101	0,81	1,47
	1,69	2,33

INDICES

BOURSES

CHANGES

Dollar : 5,1945 F ↓

La monnaie américaine a cédé du terrain dans le mouvement de Yo-Yo qui l'anime depuis plusieurs semaines au gré des informations sur la crise du Golfe. Elle était au fixing 5,1945 francs mercredi 9 janvier contre 5,2090 à la clôture du vendredi 8. Le schéma restait stable face au franc à 3,3960.

FRANCFORT	8 janv.	9 janv.
Dollar (en DM)...	1,5361	1,5295
TOKYO	8 janv.	9 janv.
Dollar (en yen)...	156,39	156,83

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (9 janvier)...	9 13/15-15/16 %
New-York (8 janvier)...	4 1/2 %

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

Valeurs françaises...	7 janv.	8 janv.
	99,80	99,30
Valeurs étrangères...	100,70	100,50

(SBF, base 100 : 31-12-81)

Indice général CAC	412,70	407,47
--------------------	--------	--------

(SBF, base 1000 : 31-12-87)

Indice CAC 40	1 597,81	1 592,77
---------------	----------	----------

NEW-YORK (indice Dow Jones)

	7 janv.	8 janv.
Industrielles	2 522,77	2 509,41

LONDRES (indice Financial Times)

	7 janv.	8 janv.
Industrielles	1 647,89	1 636,99
Mines d'or	167,68	174,99
Fonds d'Etat	82,98	83,12

TOKYO

	8 janv.	9 janv.
Nikkei Dow Jones	22 989,27	22 969,27
Indice général	1 671,93	1 671,10

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
\$ E.-U.	5,2370 5,2390	+ 110 + 120 + 220	+ 740 + 800
\$ can.	4,5401 4,5438	- 81 - 57 - 112	- 57 - 182 - 89
Yen (100)	3,8212 3,8255	+ 58 + 76 + 116	+ 150 + 467 + 533
DM	3,3918 3,3947	+ 21 + 36 + 39	+ 65 + 116 + 176
Florin	3,0098 3,0127	+ 8 + 24 + 19	+ 44 + 89 + 140
FR (100)	16,4634 16,4608	+ 42 + 118 + 19	+ 218 + 355 + 772
FS	4,0382 4,0409	+ 29 + 46 + 57	+ 91 + 288 + 365
L (1 000)	4,5166 4,5222	- 99 - 52 - 160	- 104 - 451 - 327
	9,9136 9,9227	- 343 - 308 - 604	- 540 - 1377 - 1219

TAUX DES EUROMONNAIES

\$ E.U.	6 1/8	7 1/8	7 3/8	7 1/2	7 3/4	7 1/2	7 1/4	7 1/8
100	8 3/4	8 1/2	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4
100	9 3/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4
100	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4
100	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4
100	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4
100	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4
100	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4
100	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

MARCHÉS FINANCIERS

Cours relevés à 14 h 27

Competition										Competition									
VALEURS										VALEURS									
Cours	Précéd.	Précéd.	Précéd.	%	Cours	Précéd.	Précéd.	Précéd.	%	Cours	Précéd.	Précéd.	Précéd.	%	Cours	Précéd.	Précéd.	Précéd.	%
1250	1250	1250	1250	0.00	1250	1250	1250	1250	0.00	1250	1250	1250	1250	0.00	1250	1250	1250	1250	0.00
3070	CINE 80	3200	3200	0.00	3070	3200	3200	3200	0.00	3070	3200	3200	3200	0.00	3070	3200	3200	3200	0.00
3080	AMT. T.P.	3300	3300	0.00	3080	3300	3300	3300	0.00	3080	3300	3300	3300	0.00	3080	3300	3300	3300	0.00
3090	AMT. T.P.	3400	3400	0.00	3090	3400	3400	3400	0.00	3090	3400	3400	3400	0.00	3090	3400	3400	3400	0.00
3100	AMT. T.P.	3500	3500	0.00	3100	3500	3500	3500	0.00	3100	3500	3500	3500	0.00	3100	3500	3500	3500	0.00
3110	AMT. T.P.	3600	3600	0.00	3110	3600	3600	3600	0.00	3110	3600	3600	3600	0.00	3110	3600	3600	3600	0.00
3120	AMT. T.P.	3700	3700	0.00	3120	3700	3700	3700	0.00	3120	3700	3700	3700	0.00	3120	3700	3700	3700	0.00
3130	AMT. T.P.	3800	3800	0.00	3130	3800	3800	3800	0.00	3130	3800	3800	3800	0.00	3130	3800	3800	3800	0.00
3140	AMT. T.P.	3900	3900	0.00	3140	3900	3900	3900	0.00	3140	3900	3900	3900	0.00	3140	3900	3900	3900	0.00
3150	AMT. T.P.	4000	4000	0.00	3150	4000	4000	4000	0.00	3150	4000	4000	4000	0.00	3150	4000	4000	4000	0.00
3160	AMT. T.P.	4100	4100	0.00	3160	4100	4100	4100	0.00	3160	4100	4100	4100	0.00	3160	4100	4100	4100	0.00
3170	AMT. T.P.	4200	4200	0.00	3170	4200	4200	4200	0.00	3170	4200	4200	4200	0.00	3170	4200	4200	4200	0.00
3180	AMT. T.P.	4300	4300	0.00	3180	4300	4300	4300	0.00	3180	4300	4300	4300	0.00	3180	4300	4300	4300	0.00
3190	AMT. T.P.	4400	4400	0.00	3190	4400	4400	4400	0.00	3190	4400	4400	4400	0.00	3190	4400	4400	4400	0.00
3200	AMT. T.P.	4500	4500	0.00	3200	4500	4500	4500	0.00	3200	4500	4500	4500	0.00	3200	4500	4500	4500	0.00
3210	AMT. T.P.	4600	4600	0.00	3210	4600	4600	4600	0.00	3210	4600	4600	4600	0.00	3210	4600	4600	4600	0.00
3220	AMT. T.P.	4700	4700	0.00	3220	4700	4700	4700	0.00	3220	4700	4700	4700	0.00	3220	4700	4700	4700	0.00
3230	AMT. T.P.	4800	4800	0.00	3230	4800	4800	4800	0.00	3230	4800	4800	4800	0.00	3230	4800	4800	4800	0.00
3240	AMT. T.P.	4900	4900	0.00	3240	4900	4900	4900	0.00	3240	4900	4900	4900	0.00	3240	4900	4900	4900	0.00

COMPTANT (sélection)

VALEURS			VALEURS			VALEURS		
	% du remb.	% du coupon		Cours princ.	Dernier cours		Cours princ.	Dernier cours
Obligations								
Emp. Etat 8.1/87..	119 70	5 56	Cofin.	258	.....	Négant	820	.....
Emp. Etat 8.9/87..	100	4 46	Cofinag	347 10	346	Milit Deploy.	571	100
10.0/5 7/89A	100 50	3 75	Compton.	434	484	.....	117	113
Emp. Etat 12.2/90B	100	15 15	CGI	3852	.....	Navigation (M.)	220	220
Emp. Etat 19/94E	100 01	15 15	CGI Lyon Almond.	395	395 10	Optique	288 10	.....
Emp. Etat 12.2/92B	100 50	12 58	Cometec.	701	701	Ortel (C)	248	.....
Emp. Etat 12.2/94A	107 86	0 89	Cometec&M&P	28	32 d	Optique Desormes	1039	1059
Emp. Etat 11/5 85	105 15	8 70	Crédit Gén. Ind.	305	.....	Paule Herveaux	608	605
10.2/5 mars 86	100 10	9 61	Dr Universel (C)	535	520	Public Mesures	195 80	183
OAT 10/5 5/2000..	100 10	0 21	Edifidat.	115	115 20	Public (P)	650	646
OAT 5.9/5 12/1897	100 20	0 73	Embray.	219	.....	Public France	216	216
OAT 5.9/5 1/1998A	98 50	1 24	Embray.	135	1200	Public Ordon.	243	243
CFR 11.2/5 88	102 15	1 24	Dalmeida Viçosa	4050	4030	Paribas Inter	259	257
CFR 10.5/5 88	85 50	8 59	Déclot Bonin	905	1000	Public Cités	941	.....
CMB Bases 5000F.	99 70	0 22	Des Bains Vichy	2420	2420	TPM Hesseberg	8194	1550
CMB Paribas 5000F.	100 00	0 22	Emv Film	905	908	.....	252	245
CMB 5000F	101 60	0 22	Emv Film	188 10	188	Public	701	710
CHE 11.2/5 85	101 60	0 22	Emv France	370 20	305 10	Publicité	835	.....
CHE 11/2/5000F.	99 80	0 22	Emv Stange	480	.....	Recherches	116	116
CHE 9 5/85	.....	8 14	Est-Mag. Par.	4000	.....	Romels	222 70	.....
CHE 10.5/5 oct. 86	101 25	0 28	Est-Mag. (P. Extra)	1385	1400	Rougeol	530	485 50
CHAFB FCB 3% 100	126	.....	Evay Scafford Int.	20	29 40	S.A.F.A.	235	239 90
CHCA	976	.....	Financ.	249	.....	S.A.F.E.I. Alcan.	198	288 90
Cine	523	.....	F&P..	127 60	.....	SAFT	800	771
Cine 5/100 89/90	523	.....	F&P.C.	1700	.....	Sage	212	211
Cine 5/100 89/90	523	.....	Financiel (C)	640	522	Saint Dominique (F.)	144	144
Cine 5/100 89/90	523	.....	Forcy Lyonnais	768	768	Sales de Méd.	696	.....
			France	485 10	.....		194	190

VALEURS	Cours préc.
---------	----------------

[illegible]

Cote des Changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLET		MONNAIES ET DEVISES	COURS	
	préc.	9/1	achat	vente		préc.	9/1
Euro-Unité (1 unité).....	6 208	5 184	4 950	5 450			
Allemagne (100 DM).....	338 410	339 480	328 500	348 500	Or fin (pds en bars).....	66800	65000
Belgique (100 fr).....	18 474	18 474	18 300	18 300	Or fin (en lingots).....	66890	66890
France (100 fr).....	100	100	100	100	Napoléon (20 fr).....	481	468
Grèce (100 dr).....	301 050	301 150	311	311	Pièce P (10 fr).....	420	.....
Italie (100 lire).....	6 617	6 616	4 300	4 800	Pièce S (20 fr).....	381	.....
Maroc (100 francs).....	88 580	88 580	9 400	9 400	Pièce S (10 fr).....	381	381
Portugal (100 esc).....	2 224	2 228	4 050	4 050	Souverain.....	484	504
Espagne (100 pes).....	403 080	403 480	86 500	94 500	20 dollars.....	2480	2420
Grèce (100 dr).....	31 070	31 070	82	82	10 dollars.....	1280	1350
Autriche (100 sch).....	48 248	48 250	48 750	48 750	5 dollars.....	760	.....
Inde (100 rup).....	5 362	5 372	3 400	4 200	50 pence.....	2586	2880
Indonésie (100 rup).....	5 362	5 372	3 400	4 200	10 florins.....	480	410

Marché libre de l'or

Herbto Regis Zan.....	210	.....
Hoogervorst.....	257	.....
IN2.....	235	.....
Lecteurs du Monde.....	235	.....
Nicolas.....	525	525
Pasarella RD.....	1380	.....
Particip. Pender.....	390	386
Quandret.....	240	.....
Romero N.Y.....	190 10	180 60
St-Gobain-Emballage.....	201	2161
Sono Matra.....	2198	.....
S.E.P.R.....	1622	.....
S.P.R. ext. B.....	300	324
Ulinar.....	380	.....
Wasserman.....	1500	1380

SICAV

VALEURS	Emission Préale Incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Préale Incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Préale Incl.	Rachet net
ALCA	927.98	904.94	First-Association	31.40	31.40	Placement Premier	5780.80	5777.25
ALCA	182.77	187.61	First-Opti	36.62	36.08	Priorité	115.13	112.08
ALCA	677.28	646.12	First-Corp	12570.52	12570.52	Priorité Garantie	5732.81	5732.81
ALCA	1747.07	1747.07	First-Inv	230.01	228.16	Pré-Em. Oblig.	1120.88	1120.88
ALCA	1049.08	1049.08	First-Engage	73.09	73.09	Pré-Em. Oblig.	107.92	106.86
ALCA	382.35	382.35	First-Engage	231.81	231.81	Pré-Em. Oblig.	22942.33	22942.33
ALCA	582.00	582.00	First-Engage	71.23	71.23	Pré-Em. Oblig.	114.30	114.30
ALCA	538.75	538.75	First-Engage	28.87	28.31	Pré-Em. Oblig.	109.12	107.85
ALCA	1038.21	1029.03	First-Engage	10645.07	10487.75	Pré-Em. Oblig.	114.30	114.30
ALCA	106.27	105.23	First-Engage	4787.19	4775.25	Pré-Em. Oblig.	789.37	785.65
ALCA	401.71	401.71	First-Engage	1324.10	1324.10	Pré-Em. Oblig.	529.52	520.47
ALCA	1065.72	1065.72	First-Engage	12917.01	12852.75	Pré-Em. Oblig.	138.67	118.86
ALCA	1065.72	1065.72	First-Engage	1454.12	142.83	Pré-Em. Oblig.	1325.35	1325.35
ALCA	11216.01	11216.01	First-Engage	1084.12	1024.14	Pré-Em. Oblig.	785.77	785.77
ALCA	592.55	576.10	First-Engage	10228.86	9628.13	Pré-Em. Oblig.	223.70	218.41
ALCA	5728.67	5650.30	First-Engage	12145.41	11678.91	Pré-Em. Oblig.	109.12	107.85
ALCA	985.35	940.85	First-Engage	445.10	440.44	Pré-Em. Oblig.	625.09	592.23
ALCA	5334.94	5232.28	First-Engage	135.26	131.32	Pré-Em. Oblig.	475.06	453.52
ALCA	1147.11	1147.11	First-Engage	242.52	248.88	Pré-Em. Oblig.	13219.68	13191.00
ALCA	317.47	315.53	First-Engage	194.35	178.85	Pré-Em. Oblig.	684.88	653.63
ALCA	1241.81	1114.38	First-Engage	228.17	215.07	Pré-Em. Oblig.	1549.78	1549.78
ALCA	1538.73	1508.58	First-Engage	234.10	224.56	Pré-Em. Oblig.	12289.62	12329.04
ALCA	100.48	97.05	First-Engage	230.28	276.43	Pré-Em. Oblig.	782.53	782.53
ALCA	145.28	135.00	First-Engage	234.24	215.10	Pré-Em. Oblig.	1037.17	1035.52
ALCA	109.19	113.78	First-Engage	374.84	359.58	Pré-Em. Oblig.	685.95	576.89
ALCA	108.91	103.78	First-Engage	138.28	127.81	Pré-Em. Oblig.	388.85	388.85
ALCA	101.78	90.78	First-Engage	591.01	173.53	Pré-Em. Oblig.	1245.96	1192.33
ALCA	119.27	105.52	First-Engage	316.89	303.78	Pré-Em. Oblig.	587.58	581.15
ALCA	6582.63	6582.05	First-Engage	1952.85	1959.91	Pré-Em. Oblig.	208.50	204.41
ALCA	5388.85	5388.85	First-Engage	11124.08	11194.08	Pré-Em. Oblig.	388.85	388.85
ALCA	1128.80	1121.87	First-Engage	11638.01	11655.81	Pré-Em. Oblig.	1031.14	1003.06
ALCA	314.87	314.87	First-Engage	2548.76	2541.20	Pré-Em. Oblig.	1031.14	1003.06
ALCA	1169.48	1171.24	First-Engage	850.12	833.45	Pré-Em. Oblig.	1031.14	1003.06
ALCA	6187.80	6178.23	First-Engage	2182.08	2150.75	Pré-Em. Oblig.	1031.14	1003.06
ALCA	340.49	340.49	First-Engage	2331.16	2333.16	Pré-Em. Oblig.	1031.14	1003.06
ALCA	117.47	117.47	First-Engage	471.80	453.05	Pré-Em. Oblig.	1031.14	1003.06
ALCA	1101.58	1101.58	First-Engage	614.83	599.52	Pré-Em. Oblig.	1031.14	1003.06
ALCA	5311.90	5311.90	First-Engage	167.18	159.58	Pré-Em. Oblig.	1031.14	1003.06
ALCA	1127.07	1102.21	First-Engage	9004.24	8573.33	Pré-Em. Oblig.	1031.14	1003.06
ALCA	721.09	680.45	First-Engage	6402.14	5492.21	Pré-Em. Oblig.	520.80	565.25
ALCA	1162.09	1162.09	First-Engage	6081.90	5681.90	Pré-Em. Oblig.	1136.71	1259.08
ALCA	232.82	222.76	First-Engage	4255.27	4257.27	Pré-Em. Oblig.	126.22	115.07
ALCA	140.53	134.48	First-Engage	725.27	725.27	Pré-Em. Oblig.	1379.68	1268.64
ALCA	1052.42	1001.58	First-Engage	11837.07	11883.30	Pré-Em. Oblig.	1379.68	1378.63
ALCA	121.75	118.54	First-Engage	140.57	134.52	Pré-Em. Oblig.	904.86	882.56
ALCA	208.88	208.88	First-Engage	140.57	134.52	Pré-Em. Oblig.	904.86	882.56
ALCA	355.99	340.64	First-Engage	1944.80	1847.72	Pré-Em. Oblig.	904.86	882.56
ALCA	355.99	355.99	First-Engage	1944.80	1847.72	Pré-Em. Oblig.	904.86	882.56
ALCA	355.99	355.99	First-Engage	1944.80	1847.72	Pré-Em. Oblig.	904.86	882.56
ALCA	355.99	355.99	First-Engage	1944.80	1847.72	Pré-Em. Oblig.	904.86	882.56
ALCA	355.99	355.99	First-Engage	1944.80	1847.72	Pré-Em. Oblig.	904.86	882.56
ALCA	355.99	355.99	First-Engage	1944.80	1847.72	Pré-Em. Oblig.	904.86	882.56
ALCA	355.99	355.99	First-Engage	1944.80	1847.72	Pré-Em. Oblig.	904.86	882.56
ALCA	355.99	355.99	First-Engage	1944.80	1847.72	Pré-Em. Oblig.	904.86	882.56
ALCA	355.99	355.99	First-Engage	1944.80	1847.72	Pré-Em. Oblig.	904.86	882.56
ALCA	355.99	355.99	First-Engage	1944.80	1847.72	Pré-Em. Oblig.	904.86	882.56
ALCA	355.99	355.99	First-Engage	1944.80	1847.72	Pré-Em. Oblig.	904.86	882.56
ALCA	355.99	355.99	First-Engage	1944.80	1847.72	Pré-Em. Oblig.	904.86	882.56
ALCA	355.99	355.99	First-Engage	1944.80	1847.72	Pré-Em. Oblig.	904.86	882.56
ALCA	355.99	355.99	First-Engage	1944.80	1847.72	Pré-Em. Oblig.	904.86	882.56
ALCA	355.99	355.99	First-Engage	1944.80	1847.72	Pré-Em. Oblig.	904.86	882.56
ALCA	355.99	355.99	First-Engage	1944.80	1847.72	Pré-Em. Oblig.	904.86	882.56
ALCA	355.99	355.99	First-Engage	1944.80	1847.72	Pré-Em. Oblig.	904.86	882.56
ALCA	355.99	355.99	First-Engage	1944.80	1847.72	Pré-Em. Oblig.	904.86	882.56
ALCA	355.99	355.99	First-Engage	1944.80	1847.72	Pré-Em. Oblig.	904.86	882.56
ALCA	355.99	355.99	First-Engage	1944.80	1847.72	Pré-Em. Oblig.	904.86	882.56
ALCA	355.99	355.99	First-Engage	1944.80	1847.72	Pré-Em. Oblig.	904.86	882.56
ALCA	355.99	355.99	First-Engage	1944.80	1847.72	Pré-Em. Oblig.	904.86	882.56
ALCA	355.99	355.99	First-Engage	1944.80	1847.72	Pré-Em. Oblig.	904.86	882.56
ALCA	355.99	355.99	First-Engage	1944.80	1847.72	Pré-Em. Oblig.	904.86	882.56
ALCA	355.99	355.99	First-Engage	1944.80	1847.72	Pré-Em. Oblig.	904.86	882.56
ALCA	355.99	355.99	First-Engage	1944.80	1847.72	Pré-Em. Oblig.	904.86	882.56
ALCA	355.99	355.99	First-Engage	1944.80	1847.72	Pré-Em. Oblig.	904.86	882.56
ALCA	355.99	355.99	First-Engage	1944.80	1847.72	Pré-Em. Oblig.	904.86	882.56
ALCA	355.99	355.99	First-Engage	1944.80	1847.72	Pré-Em. Oblig.	904.86	882.56
ALCA	355.99	355.99	First-Engage	1944.80	1847.72	Pré-Em. Oblig.	904.86	882.56
ALCA	355.99	355.99	First-Engage	1944.80	1847.72	Pré-Em. Oblig.	904.86	882.56
ALCA	355.99	355.99	First-Engage	1944.80	1847.72	Pré-Em. Oblig.	904.86	882.56
ALCA	355.99	355.99	First-Engage	1944.80	1847.72	Pré-Em. Oblig.	904.86	882.56
ALCA	355.99	355.99	First-Engage	1944.80	1847.72	Pré-Em. Oblig.	904.86	882.56
ALCA	355.99	355.99	First-Engage	1944.80	1847.72	Pré-Em. Oblig.	904.86	882.56
ALCA	355.99	355.99	First-Engage	1944.80	1847.72	Pré-Em. Oblig.	904.86	882.56
ALCA	355.99	355.99	First-Engage	1944.80	1847.72	Pré-Em. Oblig.	904.86	882.56
ALCA	355.99	355.99	First-Engage	1944.80	1847.72	Pré-Em. Oblig.	904.86	882.56
ALCA	355.99	355.99	First-Engage	1944.80	1847.72	Pré-Em. Oblig.	904.86	882.56
ALCA	355.99	355.99	First-Engage	1944.80	1847.72	Pré-Em. Oblig.	904.86	882.56
ALCA	355.99	355.99	First-Engage	1944.80	1847.72	Pré-Em. Oblig.	904.86	882.56
ALCA	355.99	355.99	First-Engage	1944.80	1847.72	Pré-Em. Oblig.	904.86	882.56
ALCA	355.99	355.99	First-Engage	1944.80	1847.72	Pré-Em. Oblig.	904.86	882.56

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
15-55-91-82, poste 433

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

YUGOSLAVIE

La Serbie impliquée dans un scandale financier

La Serbie se retrouve brusquement au centre d'un scandale financier, à la veille de la première rencontre, jeudi, entre les dirigeants des six républiques sur l'avenir de la fédération.

Le gouvernement fédéral a révélé mardi 8 janvier que la Serbie, dont les élections viennent de confirmer au pouvoir les socialistes (ex-communistes), a détourné des fonds évalués à environ 2 milliards de dollars. Alors que le premier ministre fédéral, M. Ante Markovic dénonçait le 28 décembre dernier devant le parlement l'indiscipline monétaire des républiques, le parlement serbe avait adopté secrètement le même jour un décret donnant droit à la Banque nationale de Serbie d'accorder des crédits aux banques et entreprises de cette république pour un montant de 18,243 milliards de dinars. Cette somme, selon le gouvernement, représente pratiquement la moitié du montant de l'augmentation de la masse monétaire prévue pour l'ensemble du pays en 1991. Informé, le premier ministre, M. Ante Markovic, avait convoqué son cabinet d'urgence dans l'après-midi du 4 janvier. — (AFP)

L'ESSENTIEL

SECTION A

- Débats**
L'orthographe en question 2
La crise du Golfe 3 à 5
Le budget soviétique
Compromis entre M. Gorbatchev et M. Eltsine 6
Tabac-alcool
Le Conseil constitutionnel valide la loi 8
Le « système Chaban »
Climate de fin de règne à Bordeaux 8

SECTION B

- La nouvelle programmation militaire**
M. Chevènement : maintenir l'effort 9
Le projet de « grand stade »
Deux sites en compétition à l'est de Paris 9
Procès des Irlandais
Les réquisitoires de l'accusation 10
Football à Nice
Un audit demandé par la municipalité 10

EDUCATION

- Ghettos urbains, ghettos scolaires • La professionnalisation inachevée • Lycées : le système éclaté 11 à 12

SECTION C

- ARTS • SPECTACLES**
• J'ai engagé un nuar, un film de Ali Kaurismäki, et le Mystère von Bülow, un film de Barbet Schroeder • Danse : Jean-François Durieux 17 à 28

SECTION D

- L'avenir de l'éco**
Les nouvelles propositions britanniques 36
Mariage dans la pharmacie
Eff et Kodak se rapprochent 29
La réorganisation d'Antenne 2
M. E. Guily, successeur probable de M. J.-M. Gaillard 31
Ile-de-France
La grande détresse de Notre-Dame 32

Services

- Abonnements 16
Annonces classées 33 à 35
Automobile 15
Carnet 15
Marchés financiers 36-37
Météorologie 13
Mots croisés 15
Radio-Télévision 13
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 9 janvier 1991 a été tiré à 530 572 exemplaires.

HAÏTI

La chasse aux « tontons macoutes » a fait une centaine de victimes

PORT-AU-PRINCE
de notre envoyé spécial

La chasse aux partisans de l'ancien régime duvaliériste s'est poursuivie mardi 8 janvier en Haïti, au lendemain de l'échec de la tentative de coup d'Etat de l'ex-chef des « tontons macoutes », Roger Lafontant, qui a été incarcéré au pénitencier de la capitale. Le bilan s'est encore alourdi : près d'une centaine d'anciens « macoutes » lynchés par la foule ou pillés abattus par l'armée, au cours des dernières quarante-huit heures.

A Port-au-Prince et Cap-Haïtien, la deuxième ville du pays, située à 280 kilomètres au nord de la capitale, une atmosphère quasi insurrectionnelle continue de régner. Des fusillades se sont poursuivies dans plusieurs quartiers de Port-au-Prince après le couvre-feu avancé à 18 heures.

Alors que tous les commerces et les administrations sont restés fermés, des groupes de jeunes « déchoqueurs » (pilleurs) parcourent la ville. Selon un rumeur, un carnet d'adresses a été trouvé lors du pillage du domicile de l'ancien ministre de l'Intérieur de Jean-Claude Duvalier, et les « décho-

queurs » se rendent systématiquement chez les personnes y figurant. L'archevêque de Port-au-Prince, Mgr François Volff Ligoné, est l'un des personnes les plus recherchées par les pilliers. Cet archevêque, qui n'avait jamais fait mystère de ses liens étroits avec la dictature des Duvalier, avait prononcé le 1^{er} janvier dernier une virulente homélie contre le Père Aristide, accusant le jeune prêtre, élu président le 16 décembre dernier de vouloir « violer la Constitution » et « d'endosser la déchéance sociale-bolchévique actuellement rejetée par les pays de l'Est ».

Le nonce malmené

Ces procès d'intention ont été considérés par beaucoup comme le feu vert qu'attendait Roger Lafontant pour passer à l'action. C'est en recherchant Mgr Ligoné que des groupes de jeunes ont saccagé le siège de la conférence épiscopale et pillé la nonciature apostolique. Le nonce, Mgr Giuseppe Leanza, a été malmené, déshabillé et promené en calégon sur plusieurs kilomètres. Son adjoint, un jeune Zairois, qui tentait de résister, a été blessé à

coups de machette. Au siège de la nonciature, dans le quartier résidentiel de Morne-Claire, il ne reste que les murs de l'imposante villa et les archives calcinées de la représentation du Vatican.

Cette grave bavure ne va pas arranger les relations déjà difficiles entre Rome et le Père Jean-Bertrand Aristide, qui avait été expulsé de l'ordre des salésiens en 1968 en raison de ses prises de positions en faveur de la théologie de la libération. L'ancienne cathédrale de Port-au-Prince, un monument historique qui a été restauré avec l'aide et la coopération de la France et des Nations unies, a été incendiée et totalement détruite par les manifestants. « C'est regrettable, mais c'est compréhensible. C'est notre Basilique. Le peuple s'en est pris à la hiérarchie catholique qui s'est identifiée aux forces hostiles au changement », souligne Philippe Jules, membre du conseil électoral, venu apprécier les dégâts. Les « déchoqueurs » ont également saccagé certaines unités de l'armée. Mardi matin, le commandant de l'aviation militaire, Vodrec Prosper, a été destitué par ses hommes qui l'accusaient d'être un des proches de Roger Lafontant.

JEAN-MICHEL CARROT

ARGENTINE : la rébellion du 3 décembre

Les principaux officiers mutins ont été condamnés à la prison à perpétuité

Les sept officiers auteurs principaux de la rébellion militaire du 3 décembre en Argentine ont été condamnés, mardi 8 janvier, à la prison à perpétuité. Le tribunal militaire qui les a jugés a retenu contre eux l'accusation de « mutinerie caractérisée avec effusion de sang », mais pas celle de « rébellion ». Il a condamné aussi à des peines de quinze à vingt années de prison six autres officiers. Les uns et les autres pourront faire appel devant la justice civile.

Les condamnés à perpétuité sont les colonels Mohamed Seineldin, Luis Baraldini, Oscar Vega, et Ovidio Tevero, les commandants Hugo Abete et Pedro Mercado, ainsi que le capitaine Luis Breibe

Obeid. Ils seront également destitués, ce qui signifie qu'ils ne pourront pas utiliser leur grade militaire. Le colonel Seineldin, qui se trouvait le jour de la mutinerie aux commandes d'une garnison éloignée de la capitale, avait revendiqué le lendemain, par lettre au chef d'Etat-major de l'armée, l'« entière responsabilité » de la rébellion.

Officier austère et mystique, invoquant parfois des apparitions de la Vierge pour justifier ses décisions, Mohamed Seineldin rêvait d'instaurer en Argentine un régime ultra-nationaliste et chrétien, au sein duquel l'armée pourrait accomplir « sa mission » et guider fièrement la nation loin du « colonialisme » des Etats-Unis.

TUNISIE

Le mouvement islamiste veut agir « au grand jour »

TUNIS

Le mouvement islamiste Ennahdha a décidé de sortir de la clandestinité dans laquelle il se cantonnait jusqu'ici. Deux de ses principaux dirigeants, MM. Abdelkader Mourou et Hamadi Jebali, ont rendu public, mardi 8 janvier, lors d'une conférence de presse, l'identité de soixante membres du « conseil de la Choura » (conseil de l'Assemblée) du mouvement. En outre, des « comités de réflexion » vont être incesamment constitués pour élaborer les programmes politique, économique, social et culturel d'Ennahdha dont le bureau exécutif, toujours présidé par M. Radhed Ghannouchi, en exil, passe de six à dix membres.

□ Prix du vingt-huitième concours « Chefs d'œuvre en péril ». Les lauréats du concours Chefs d'œuvre en péril ont été reçus, lundi 7 janvier, au cours d'une cérémonie présidée par le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas. Les restaurateurs - l'association GEMOB - d'un ensemble de granges cisterciennes du treizième siècle situées dans l'Oise, remportent cette année le premier prix (100 000 F). Le deuxième prix va au maître de Coudray-Macourard, en Maine-et-Loire. L'abbaye de Sylvanes (Aveyron) reçoit le troisième prix. Le château de La Ferté-Saint-Aubin, ancienne demeure Louis XIII dans le Loiret, a obtenu le quatrième prix. Les récompenses (une douzaine au total) sont offertes par le ministère de la culture, la Caisse nationale des monuments historiques et des sites, l'Association des vieilles maisons françaises et divers mécènes publics ou privés.

MICHEL DEURÉ

(Publicité)

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ses fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuit. Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10^e) - M^e Gare-du-Nord. Tél. 48-97-18-18.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Isabelle la sympathique

CA m'avait complètement échappé, figurez-vous, on en avait pourtant parlé dans nos colonnes, la nouvelle guerre des religions allumée par le projet de béatification d'Isabelle la Catholique. J'ai vu ça, par hasard, en regardant ce matin le journal de TF1. Quelle bonne nouvelle ! J'en croyais pas mes oreilles. A « J-8 », on court le risque, minime je veux bien, mais quand même, de voir capoter celle du Golfe. Ce qui serait d'autant dommage vu qu'elle s'annonce presque aussi sanglante, aussi belle, aussi réjouissante que celle de 1940. Pour peu qu'ensuite une conférence internationale ramène le calme au Proche-Orient, sort de l'Union soviétique où ça pète de partout, les occasions de se taper sur la gueule menacent de tourner un peu court.

Alors que là, merci Franco, encore une excellente idée, reprise avec à-propos par l'épiscopat espagnol, ça va barder, vu que cette bonne reine de Castille, solidement épaulée par son fidèle conseiller, comment il s'appelle déjà, le père de l'Inquisition, ah oui ! Torquemada, n'a pas hésité

à torturer, expulser, convertir de force et passer au fil de l'épée des centaines de milliers de juifs et de musulmans, sans parler des Indiens d'Amérique. Ça tombe d'autant mieux que la polémique sur le carnal d'Auschwitz, a tourné à l'eau de boudin. Le pape s'est dégonflé : Allons, allons, mes filles, va falloir démentir. Tenez, voilà un petit chèque de 100 000 dollars pour aller planter votre croix ailleurs. Moi, ça m'a terriblement déçu, ce geste d'apaisement.

Vous me direz : Sois pas trop pessimiste. Tu remarqueras qu'il s'obstine à ne pas reconnaître l'existence d'Israël. Encore une chance ! Sur ce point, normal, le successeur de saint Pierre s'aligne sur les fils du Prophète. Tout ce que je souhaite, c'est que le retour à la paix ne l'amène pas à ouvrir une ambassade à Jérusalem.

En attendant, elle n'est pas de trop, cette bagarre autour d'Isabelle pour entretenir et raviver des querelles bien de notre temps. On pouvait sans rêver mieux pour célébrer dignement le cinquième centenaire de la découverte du Nouveau Monde par ce juif de Christophe Colomb.

Au conseil des ministres

M. Mitterrand estime que l'opinion « doit être informée avec précision » sur la crise du Golfe

M. François Mitterrand s'est exprimé « longuement » sur la crise du Golfe au cours du conseil des ministres, a indiqué, mercredi 9 janvier, Louis Le Pensec, porte-parole du gouvernement. Au cours de cette intervention de trois quarts d'heure, le président de la République a évoqué le récent voyage à Bagdad de M. Michel Vauzelle, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale et ancien porte-parole de l'Elysée, son propre entretien, mardi, avec le secrétaire d'Etat américain et la rencontre de Genève entre M. James Baker et Tarek Aziz. M. Mitterrand a pris la parole après le chef de l'Etat, qui, selon M. Le Pensec, a affirmé que « l'opinion doit être informée avec précision ».

Avant lui, M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, avait exprimé l'espoir que la rencontre de Genève permette d'« amorcer une solution pacifique dans le respect des résolutions de l'ONU ». Le ministre d'Etat a souligné que la France « mettra toutes les ressources de sa diplomatie au service de la paix jusqu'à la dernière minute du délai fixé par le Conseil de sécurité ».

Concernant les trois Républiques baïtes « annexées par la force en 1940 », M. Dumas a rappelé

Les élections législatives partielles

M. Chirac répond aux reproches de M^{me} Barzach

L'élection législative partielle du quinzième arrondissement de Paris voit l'instauration d'un dialogue serré entre M. Jacques Chirac et M^{me} Michèle Barzach, par médias interposés. L'ancien ministre de la santé a déclaré, mardi 8 janvier, sur Europe 1, qu'elle s'étonne qu'un candidat RPR soit présenté contre elle alors qu'elle appartient à l'opposition et que, « depuis 1978, M. Chirac a soutenu les députés sortants de l'opposition comme candidats uniques ». Elle a demandé « que l'opposition cesse d'être une machine à perdre, à fabriquer de la querelle des chefs ».

M^{me} Barzach, qui avait donné sa démission du RPR, le 6 décembre, dans la foulée de celle de M. Michel Noir, a reçu une réponse à ses étonnements par la voix de M. Chirac qui, au cours d'un déjeuner avec la presse municipale de Paris, a déclaré, mardi : « C'est en effet la tradition, mais dans ce cas particulier, il s'agit d'une démission. M^{me} Barzach ne m'a pas consulté pour « démissionner », ni le RPR, parti auquel elle appartenait. Elle s'est, ainsi, totalement libérée de tous les liens avec son parti, et elle a indiqué que si elle était élue, elle siègerait avec les non-inscrits. Elle a donc volontairement, personnellement, et sans que personne ne le lui demande, pris cette décision. Elle ne peut tout de même pas demander que le RPR lui donne son investiture à titre de

FAITS MAIN TAPIS PERSANS 50%
points noués, soldés à

JEPARAN laine et soie 181 x 107 34.000 F = 18.000 F.
MAIN laine et soie 192 x 112 23.000 F = 11.500 F.
TERRAZZ laine 209 x 145 19.000 F = 9.500 F.
HAMEDAN laine 197 x 127 5.000 F = 2.500 F.
HAMEDAN laine 158 x 96 4.000 F = 2.000 F.
MAISON DE L'IRAN
65, Champs-Élysées (8^e)

La crise du Golfe et les dangers de la rencontre
Préparer l'opinion
Le secrétaire l'ives tennant

La double enquête

Les pages

Des pages pour l'avenir

GI

MAISON DE L'IRAN